DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12418 – 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — DIMANCHE 30-LUNDI 31 DÉCEMBRE 1984

Rajiv Gandhi plébiscité

Le Parti du Congrès (Indira) a remporté une victoire sans précédent en enlevant 400 sièges sur les 508 mis aux voix

De notre correspondant

New-Delhi. — *« Une victoire sans précédent ! » « Un raz de marée historique ! » « Une bourrasque ! »* : les journaux indiens ne savaient plus, samedi matin 29 décembre, comment qualifier le spectaculaire résultat de la huitième élection de la Chambre du peuple (Lok Sabha) du Parlement fédéral.

Le Congrès (Indira) a remporté près de 400 sièges sur les 508 mis aux voix les 24 et 28 décembre (1). La vague a tout emporté sur son passage. Les grands partis d'opposition de droite n'existent quasiment plus en tant qu'organisations d'envergure nationale. Quinze de leurs mandarins les plus célèbres, dont MM. Vajpayee, président du BJP, Chandra Shekkar et Georges Fernandes, respectivement président et secrétaire général du Janata, ont mordu la poussière. Le seul à tirer personnellement son épingle de ce jeu de massacre est M. Charan Singh (quatre-vingt-deux ans), ancien chef du gouvernement de la courte période post-Janata à Delhi et président d'un nouveau parti des Intouchables, travailleurs et paysans (DMKP), qui, lui non plus, ne survivra sans doute pas longtemps à la déroute qu'il vient de subir.

La *quasi-totalité* des anciens ministres du cabinet de la coalition Janata, qui avait succédé à celui de Mme Gandhi après sa défaite de 1977, ont également été battus. Les partis de gauche résistent à peine mieux. Au Kerala, le premier Etat qui leur avait fait confiance après l'indépendance, les communistes sont laminés et disparaissent quasiment de la carte électorale (neuf sièges sur dix de perdus pour le Parti *communiste indien-marxiste* (indépendant de Moscou et de Pékin) et quatre sur quatre pour le PCI (pro-soviétique). Le Parti marxiste résiste un peu mieux au Bengale Occidental et garde ses deux sièges au Tripura, dans le nord-est du pays, deux Etats où il est au pouvoir. Par contre, le PCI y est littéralement écrasé.

Dès vendredi soir, des milliers de sympathisants et de militants avaient entrepris des marches de la victoire à travers la capitale et hurlaient joyeusement leur bonheur. *« Rajiv Zindabad ! » « Indira Zindabad ! » (« Vive Rajiv et Indira ! »)* Le premier ministre, cependant, s'est abstenu, sans doute pour éviter les désordres, de montrer son visage de vainqueur aux foules. Samedi matin, dans le centre de Delhi, ils étaient plusieurs dizaines de milliers assemblés près de la résidence du héros du jour. Celui-ci devait s'adresser à eux dans l'après-midi et conduire une procession triomphale à travers une ville qui, pour la première fois depuis quinze ans, a accordé à son parti la totalité de ses sept sièges.

Tout au long de la nuit, les sikhs de New-Delhi, qui eux, cependant, ont voté en majorité, d'après les premières indications, contre le Congrès, avaient installé des vigiles autour de leurs entreprises, résidences et *gurdwaras*, les temples de leur religion. Le sang des massacres qui avaient suivi l'assassinat d'Indira Gandhi est encore frais dans toutes les mémoires, et la petite minorité craignait visiblement de faire les frais d'un enthousiasme trop ardent. S'il veut éviter la répétition des désordres, Rajiv Gandhi, fort de sa victoire, va devoir très vite prendre des mesures d'apaisement à l'égard de la petite communauté (2 % de la population) et régler le grave problème posé par le Pendjab (ni le Pendjab, ni l'Assam, ni encore la ville de Bhopal, ne participaient à la consultation). Ce n'est pas la seule urgence à traiter.



Les quelque deux cent trente millions d'électeurs indiens qui ont voté les 24 et 28 décembre ont clairement fait confiance à un homme, héritier d'une famille prestigieuse, plus qu'à un parti. A en juger par les réactions recueillies dans les circonscriptions, avant et pendant la consultation, on peut même parler d'un véritable plébiscite personnel. Cette victoire, d'une ampleur historique, dont même son grand-père, l'illustre Nehru, n'osait rêver, est d'abord celle d'un homme, Rajiv Gandhi, et d'un style.

Le vieux Congrès, qui fêtera dans le faste en 1985 un siècle d'existence, retrouve avec son nouveau chef une seconde jeunesse. Il est encore trop tôt pour tirer toutes les conclusions de l'extraodinaire verdict enregistré samedi, mais il est certain que nombre d'électeurs qui avaient déserté le parti gouvernemental, ou qui s'apprêtaient à le faire à cause des méthodes autoritaires d'Indira Gandhi, ont également voté pour une nouvelle morale politique symbolisée par l'héritier. En clair, M. Rajiv Gandhi va devoir tenir la promesse de son sobriquet — *« Monsieur Propre »* — et nettoyer le parti, l'administration et le pays tout entier de la corruption, du népotisme et de l'incompétence qui étouffent son développement. C'est un processus qui prendra sans doute très longtemps, tant le cancer est avancé. Mais l'électorat se contenterait sûrement, dans une première phase, de quelques mesures bien senties.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 3.)

(1) Il reste sept circonscriptions où les élections ont été retardées pour diverses raisons : six voteront le 28 janvier et une, dans le Ladakh, enneigé, en juin prochain.

Nouvelle-Calédonie : la manière douce

Notre envoyé spécial a assisté à Koné à une opération de gendarmerie symbolique contre une tribu d'indépendantistes singuliers

De notre envoyé spécial

Baco. — Une fois n'est pas coutume, *on serait presque d'accord* avec le quotidien local *les Nouvelles*, organe central de la caldochie exaspérée. L'opération de gendarmerie menée le vendredi 28 décembre contre la tribu de Baco était un peu *« cousue de fil blanc »*. Le haut-commissariat avait gentiment rudoyé, trois jours auparavant, les cow-boys de Bourail. Pour tenir équilibrée sa balance de la répression homéopathique, M. Pisani devait donner un petit coup sur les doigts des canaques.

Il y avait deux choix : Thio ou Baco. M. Machoro étant encore, pour l'heure, un trop gros gibier, on choisit donc la tribu de Baco. Il y subsistait, miraculeusement, un petit barrage de rien du tout, condamnant essentiellement l'accès à la tribu elle-même, dans la crainte d'un raid des « fachos » du village de Koné tout proche.

Les autorités souhaitaient, par-dessus tout, éviter que se renouvelle la mésaventure de la semaine précédente à l'île de *Lifou, où l'on avait arrêté involontairement* un dirigeant local du FLNKS. On prit donc bien soin d'arriver sans discrétion excessive, pour laisser à ceux qui le souhaitaient le temps de s'esquiver tranquillement dans la montagne. Après quoi, on confisqua six fusils et on interpella cinq barragistes, relâchés quelques heures plus tard.

Pourquoi diable ce barrage subsistait-il à Baco ? *« Ici, nous sommes une tribu dure »*, nous explique, avec un large sourire, le chef local du FLNKS, M. Victor Naouari, en nous accueillant à son QG. Tous les militants des tribus alentour se sont relayés autour des vestiges d'une boîte de nuit, le Tabou, fermée, il y a deux ans, par une alliance tactique des indépendantistes et des couche-tôt. Nous insistons : le gouvernement provisoire n'a-t-il pas recommandé la levée des barrages ? M. Naouari a alors cette jolie formule : *« Nos barrages, c'est un problème régional. »*

Rude problème, en effet. Baco et Koné vivent depuis cinq semaines en état de guerre larvée. A la sous-préfecture de Koné, les pétitionnaires blancs succèdent aux pétitionnaires noirs pour exiger, les uns, la démission du maire indépendantiste, les autres, l'expulsion des *« fascistes »*.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 7.)

Géographie parisienne

Les révélations du nouvel atlas démographique et social de la capitale

Les médecins parisiens sont comme les tribus primitives : ils ont leur territoire et leurs terrains de chasse. Les chirurgiens, mais aussi les gynécologues et les obstétriciens, se cantonnent surtout dans les beaux quartiers du seizième et du dix-*septième arrondissements.* Ils y côtoient les « psy » (psychologues, psychanalystes et psychiatres), mais ceux-ci ont tendance à migrer vers les *cinquième, sixième* et septième arrondissement, où ils se sentent plus à l'aise au milieu de leurs clients, les intellectuels de la rive gauche. Les *généralistes se* rassemblent autour des gares, comme s'ils étaient à l'affût des banlieusards égrotants.

On pourrait faire les mêmes observations *concernant* les *ouvriers* du dix-neuvième arrondissement, les artisans du onzième, les colonies étrangères qui occupent tel ou tel *coin de la capitale. Paris est* encore une fédération de villages aussi dissemblables que la Muette et la Goutte-d'Or. Les ethnologues n'y *manqueront pas de travail.*

Comme base de départ, ils pourront prendre désormais un ouvrage qui restera certainement un classique : *l'Atlas des Parisiens* (1). Nombre de grandes cités d'Europe et d'Amérique du Nord possédaient leur atlas démographique et social. Paris *faisait exception.* Cette lacune est aujourd'hui comblée. En deux cent dix cartes commentées, les habitants de la capitale sont photographiés, *radiographiés et même épinglés* comme des papillons dans une boîte d'entomologiste. Daniel Noin et huit chercheurs de l'université Paris-I ont *traduit en couleurs* toutes *sortes de* renseignements statistiques sur les dernières décennies et notamment ceux des recensements de 1962 et 1975. Il en résulte une *sorte de* bande dessinée abstraite qui ébauche l'histoire des Parisiens au cours des trente dernières années. Malheureusement l'ouvrage ne tient compte que fort peu des résultats du recensement de 1982. Ce sera sans doute pour des éditions ultérieures. Un atlas des Parisiens ne se conçoit qu'avec des mises à jour périodiques.

Plus que les autres Français, les habitants de la capitale sont de grands agités. Remue-ménage quotidien d'abord qui, chaque matin, fait affluer de banlieue un million d'employés et qui jette cinq cent mille Parisiens hors de leur arrondissement. Certains, comme les ouvriers, sont même obligés dans la proportion de un sur trois de gagner les faubourgs où leurs entreprises ont déménagé. Bougeotte encore qui, en trente ans, a précipité le quart de la population parisienne vers les verdures de banlieue et les pavillons de province. Le slogan « Vivre et travailler au pays » a vidé la capitale.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 9.)

(1) *Atlas des Parisiens*, par Daniel Noin et les chercheurs du laboratoire de géographie humaine de l'université Paris-I, chez Masson, 210 cartes, 170 pages, 225 F.

Peckinpah ou la fin de l'Ouest

Le metteur en scène américain, qui vient de mourir, avait remis en question les conventions du western

Le metteur en scène américain Sam Peckinpah est mort, le 28 décembre dans un hôpital de Los Angeles où il avait été admis à la suite de troubles cardiaques. Il avait subi plusieurs attaques et portait un stimulateur. Sam Peckinpah était âgé de cinquante-neuf ans.

Né le 21 février 1925 à Fresno, Californie, Sam Peckinpah sort diplômé d'art dramatique de l'université de Californie-du-Sud, et travaille *aussitôt au théâtre comme metteur* en scène et comme acteur. Il est ensuite *dialogue director* (il fait répéter les dialogues aux acteurs) et *assistant de Don Siegel, il écrit* des scénarios pour la télévision *(Gunsmoke)* et pour le cinéma (*l'Invasion des morts-vivants,* de Don Siegel, 1956). *Son second film, Ride the High Country* (*Coups de feu dans la sierra,* 1962), lui vaut immédiatement la gloire. Deux cow-boys sur le retour (Joel McCrea et Randolph Scott) se trouvent réunis pour transporter un convoi d'or.

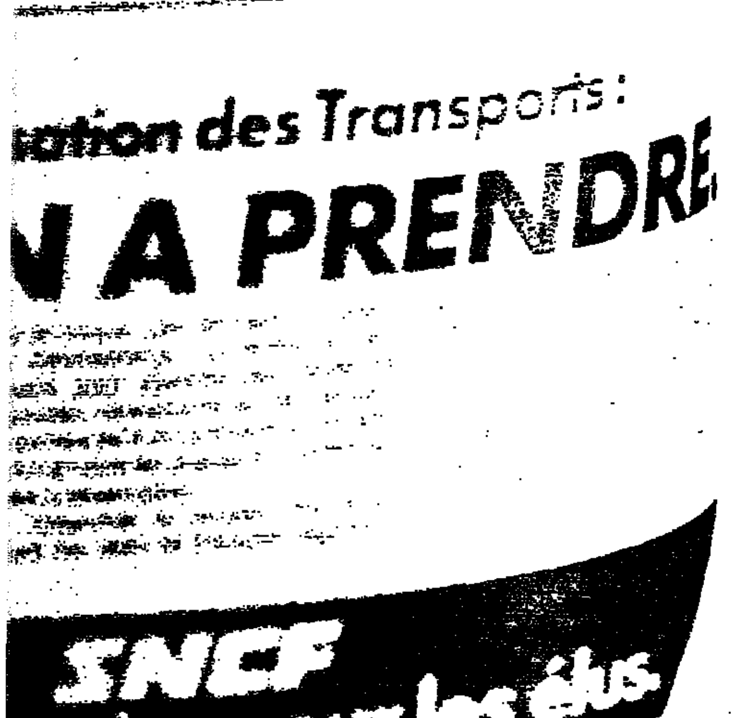
Peckinpah remet en question les conventions du vieux western, réalise une œuvre aussi tendre, mûrie, calme, que certains de ses films ultérieurs, *souvent situés dans* l'Ouest, qui sacrifieront à la violence paroxystique. Pour Coursodon et pour Tavernier, dans *Trente ans de cinéma américain, « le ton élégiaque et les teintes automnales de* Ride *ne célèbrent pas seulement l'agonie d'une époque et celle d'un genre, mais aussi des traditions hollywoodiennes ».*

Si *Major Dundee* (1965) raconte une histoire non sans similitudes avec celle de *Ride the High Country* — un officier de cavalerie, Charlton Heston, au lendemain de la guerre de Sécession, *réunit une troupe* disparate pour chasser les Indiens maraudeurs, mais n'obtient pas le même succès.

La Horde sauvage (*The Wild Bunch*, 1969) établit définitivement la réputation de Peckinpah. L'action se situe au début du XXe siècle, en 1913. *Une bande de hors-la-loi se* lancent dans une dernière sarabande meurtrière. Le metteur en scène affirme avoir voulu montrer la violence dans toute son horreur, en même temps qu'il la rend esthétique au possible. Sam Peckinpah aura désormais ses supporters inconditionnels, mais d'autres spectateurs resteront totalement allergiques à ce grand guignol. *Les Chiens de paille (The Straw Dogs*, 1971), marquent peut-être l'apogée du mythe. Dustin Hoffman incarne un mathématicien soudain confronté à l'horreur la plus brutale. Le cinéaste y multiplie les passages filmés au ralenti pour, explique-t-il, mieux rendre la dilatation du temps au cœur du mal absolu.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 10.)



Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 31 décembre. – *Somalie :* élections générales.

Mardi 1er janvier. – L'Italie prend la présidence de la Communauté économique européenne.

Mardi 1er janvier. – Départ, place d'Armes à Versailles, du rallye-raid Paris-Alger-Dakar (jusqu'au 22 janvier).

Mercredi 2 janvier. – *Etats-Unis :* rencontre entre M. Reagan et le premier ministre japonais, M. Nakasone, à Los Angeles.
– *Pologne :* reprise du procès des assassins du Père Popieluszko.

Samedi 5 janvier. – *Cuba :* visite de M. Nucci à Cuba pour les travaux de la grande commission franco-cubaine.

Dimanche 6 janvier. – « Club de la presse » à Damas.

SPORTS

Mardi 1er janvier. – Départ, place d'Armes à Versailles, du rallye-raid Paris-Alger-Dakar (jusqu'au 22 janvier).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Laurens, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferenczi.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A CINQ ANS

L'intervention soviétique en Afghanistan

Lundi 24 décembre 1979 : plusieurs milliers de parachutistes soviétiques sont déposés sur les principaux aéroports afghans. Officiellement, il s'agit d'un simple « *réaménagement* », tout au plus d'un léger renforcement de la « *contribution* » de l'URSS à la lutte contre les « *rebelles* » qui, depuis plus d'un an, combattent et menacent le régime né du coup d'Etat du 27 avril 1978. L'objectif réel est de prendre le contrôle des aéroports pour mener à bien la première phase d'une opération beaucoup plus vaste, l'intervention massive de l'armée rouge en Afghanistan.

Trois jours plus tard, un véritable pont aérien déverse sur Kaboul en cinq heures, à bord de près de quatre cents avions gros porteurs (Antonov 12 et 22 et Ilyouchine 76), trois divisions aéroportées, soit 20 000 hommes avec tout leur équipement. Au même moment, venant de Marv et de Douchanbé, d'énormes convois franchissent la frontière. Quatre divisions d'infanterie mécanisée, soit environ 45 000 soldats, foncent sur Hérat et Mazar-é Charif. Le bouclage du pays, avec l'occupation des centres vitaux, deuxième phase de l'opération, est ainsi engagé.

La troisième phase sera extrêmement brève. Ce même 27 décembre, vers 19 heures, des parachutistes, renforcés par des membres des « forces spéciales », les *spetsnaz*, s'emparent des principaux bâtiments publics de la capitale et marchent sur le palais Dar-ol-Aman, la résidence du chef de l'Etat, Hafizollah Amin. Tout va très vite. A 21 h 20, Radio Tadjikistan peut diffuser de Douchanbé la nouvelle de l'élimination d'Amin. Babrak Karmal s'adresse à la population afghane, lui annonçant la fin des « *bouchers sauvages, imposteurs et tueurs* ». Est-il déjà à Kaboul ? Il le prétendra par la suite. Karmal est depuis longtemps l'homme des Soviétiques. Ancien député de Kaboul, proche du prince Daoud (premier ministre de 1953 à 1963, puis président de la République de 1973 à 1978), c'est un grand bourgeois qui prône la révolution. Le 29 décembre, il constitue son gouvernement.

Pendant ce temps, l'infanterie mécanisée soviétique poursuit son avance, investit les principales villes du pays et prend le contrôle des grands axes de communication. Les troupes continuent à affluer. Vers la mi-janvier, deux nouvelles divisions viennent s'ajouter aux sept déjà en place, tandis que les fantassins remplacent les parachutistes. Le contingent soviétique atteint alors 90 000 hommes.

En dépit de réactions internationales d'une extrême vivacité (embargo sur les produits agro-alimentaires et sur les équipements de haute technologie, boycottage des Jeux olympiques d'été à Moscou), les Soviétiques ne donnent aucune justification convaincante de leur intervention. Ils n'ont, disent-ils, fait que répondre à un « *appel à l'aide* » lancé début décembre par les autorités afghanes, en pleine conformité avec le « *traité d'amitié et de coopération* » signé par les deux pays un an auparavant. A les en croire, Amin a fait venir ceux qui allaient le liquider ! Parmi les dirigeants afghans, ceux qui, à cette époque, peuvent souhaiter une action soviétique sont soit en exil, soit en prison. D'ailleurs, toute rencontre de ces communistes-là avec les partisans d'Amin se serait aussitôt transformée en bataille rangée.

Deux « missionnaires »

Il est clair que la décision soviétique d'intervenir ne date pas des premiers jours de décembre. Depuis que le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) a pris le pouvoir, les échanges de missions sont nombreux entre Moscou et Kaboul. La venue de deux personnages retient pourtant l'attention. C'est d'abord, en avril 1979, le général Alexeï Epichev, président du directorat politique de l'armée rouge : l'Iran vient de voir s'écrouler le régime impérial (11 février) et le soulèvement de la ville et de la garnison de Hérat (4 mars) n'a pu être maté que grâce à l'aviation soviétique. En août arrive le commandant en chef des forces terrestres, le général Ivan Pavlovski. Il passe deux mois en Afghanistan. C'est à son retour à Moscou qu'est décidée l'intervention.

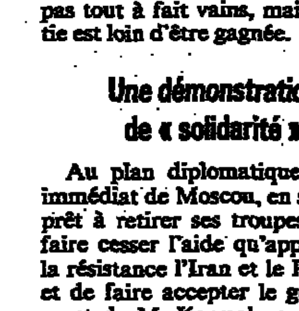
Epichev et Pavlovski ont joué un rôle important en 1968 dans la préparation et dans l'exécution de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Traité de Varsovie. Ils sont venus apprécier la situation afghane. Pavlovski est là lorsque Amin élimine Taraki et prend sa place à la tête du parti et de l'Etat (septembre 1979). Taraki, médiocre et indécis, était respecté des clans qui s'opposent au sein du PDPA. Très tôt, l'ambitieux Amin, bon organisateur et dénué de tout scrupule, écarte Karmal. Il devient l'homme fort du parti et du régime. Or les Soviétiques se méfient de lui. Non sans raisons, semble-t-il, car il n'apprécie guère l'étroite tutelle qu'ils font peser sur la politique afghane. Ils décident de se débarrasser de lui et de restaurer le faible Taraki dans la plénitude de ses pouvoirs. Amin prend alors les devants et liquide Taraki.

Un « faux consensus » à Moscou

Le régime n'est pas seulement miné de l'intérieur. Il est en butte à un soulèvement qu'il a de plus en plus de mal à contenir. Des insurrections locales ont éclaté dès l'été 1978 et ont, au fil des mois, gagné l'ensemble du pays. Certes, l'opposition reste géographiquement et ethniquement fractionnée. Mais, à ce stade, elle y trouve plutôt avantage et pénètre peu à peu les services de l'Etat et l'armée elle-même. Amin est-il capable de ressaisir le pouvoir qui lui échappe ? Tout en lançant de très dures expéditions contre les foyers les plus actifs du soulèvement, il tente d'audacieuses ouvertures politiques. Il prend contact avec le gouvernement pakistanais, approche l'opposition islamiste la plus radicale (le Hezb-é Eslami) et fait des avances aux Américains. Mais son sort est déjà scellé.

Fin octobre et début novembre, les Américains notent une activité inhabituelle sur les aéroports proches de l'Afghanistan. Vers la fin novembre, des divisions d'infanterie stationnées au Turkménistan sont complétées par mobilisation de réservistes. Les 8 et 9 décembre, des unités de parachutistes sont acheminées près de Kaboul, à Bagram. Les Américains protestent alors, auprès des Soviétiques, exigeant des explications, qu'ils n'auront que le 27 décembre.





ROUIL.

Sur la manière dont Moscou a décidé d'intervenir, on ne sait pas grand-chose. Certains ont cru pouvoir dire que l'armée était pour et le KGB contre. D'autres ont affirmé que les dirigeants soviétiques n'imaginaient pas dans quelle difficile aventure ils s'engageaient. Il n'est pas invraisemblable qu'un faux consensus en faveur de l'intervention se soit établi entre des optimistes ignorant ses véritables risques et des réalistes parfaitement conscients qu'il ne s'agissait pas d'une promenade de santé.

Ce qui est certain, c'est que des réaménagements sont apportés au dispositif militaire après l'intervention. Mais ils sont décidés très tôt. Les chars les plus lourds sont retirés vers la fin du mois de mai : Léonid Brejnev fait passer ce mouvement pour une réduction du contingent soviétique, lors de sa rencontre avec M. Giscard d'Estaing le 19 mai à Varsovie. Les chars lourds seront, en fait, remplacés par des engins plus légers et plus maniables. Mais plus qu'une adaptation du matériel, c'est une révision du mode de conduite de la guerre qui doit être opérée pour faire face à une résistance qui ne désarme pas.

Les principes d'une telle révision sont formulés au cours de l'été par le général Tret'yak qui commande le district militaire d'Extrême-Orient. Leur mise en application est confiée, fin décembre, au général Yazov qui a servi sous Tret'yak et vient d'être nommé à la tête du district d'Asie centrale. Il s'agit essentiellement de donner aux officiers subalternes et aux sous-officiers une capacité suffisante d'initiative dans l'exécution des opérations antiguérilla, de manière à pouvoir y engager de petites unités relativement autonomes en missions coordonnées. Ces unités doivent recevoir une formation appropriée, qui se met en place progressivement.

L'ensemble du contingent opérant en Afghanistan n'a toutefois pas les mêmes besoins. Pour la majeure partie des neuf ou dix divisions qui opèrent aujourd'hui, la mission ne sort guère du maintien de l'ordre, de la protection des organes de l'Etat afghan, du contrôle des zones économiques vitales et des grands axes de communication. Seule la 201e division d'infanterie mécanisée est engagée directement dans la lutte antiguérilla. Peu à peu, l'efficacité de cette unité d'élite, mieux formée, mieux équipée, s'accroît. Elle marque des points contre la résistance.

La direction demeure centralisée, entre les mains d'un Haut Commandement suprême spécial que dirige le maréchal Sokolov, alors premier vice-ministre de la Défense. La responsabilité opérationnelle est confiée au général Sorokine, lequel basé à Bagram n'est que le « représentant » du Haut Commandement suprême spécial. Il ne faut pas voir uniquement dans cette centralisation le reflet de l'organisation bureaucratique hiérarchisée de l'Etat et de la société soviétiques ; elle traduit aussi la volonté de ne pas perdre la maîtrise politique de l'opération militaire afghane.

Les Soviétiques savent aujourd'hui qu'ils ne gagneront pas facilement sur le terrain. Car la résistance, de son côté, améliore son armement et ses méthodes de combat. Elle tient tête remarquablement et fait même l'étonnement de bien des experts militaires. Moscou combine donc son engagement armé avec des manœuvres politiques et diplomatiques. Le gouvernement afghan est chargé, avec l'aide de nombreux conseillers et agents soviétiques, de diviser la résistance, d'éloigner d'elle la population et de rallier celle-ci. Tâche impossible en apparence, tant est grand le discrédit de Karmal et du PDPA. Leurs efforts ne sont pas tout à fait vains, mais la partie est loin d'être gagnée.

Une démonstration de « solidarité »

Au plan diplomatique, le but immédiat de Moscou, en se disant prêt à retirer ses troupes, est de faire cesser l'aide qu'apportent à la résistance l'Iran et le Pakistan, et de faire accepter le gouvernement de M. Karmal par la communauté internationale. En dépit des négociations engagées sous l'égide des Nations unies, les résultats obtenus sont maigres et les espoirs de les améliorer rapidement assez illusoires.

Reste donc à comprendre ce qui a poussé le Kremlin à s'engager dans une guerre de longue haleine et à braver la réprobation la plus large des pays du tiers-monde, y compris des membres du mouvement des non-alignés. Disons d'abord que l'enjeu principal n'était ni l'accès aux « mers chaudes » ni l'arrêt de la vague déferlante islamique, même si ces deux préoccupations n'ont pu être, dans les conditions régionales de 1979-1980, totalement absentes des discussions précédant l'intervention. Plus impérieuse assurément était la nécessité de restaurer l'autorité d'un régime ami, d'un parti frère. Si un pays qui opte pour le socialisme aux frontières mêmes de la « patrie du socialisme » ne peut pas compter sur sa solidarité, que peuvent en attendre ceux qui se trouvent à l'extrême sud de l'Afrique ou en Amérique latine ? L'URSS aurait-elle cependant agi de même, en 1980, en Angola ou en Ethiopie si les régimes de ces deux pays, livrés à eux-mêmes, avaient été au bord de l'effondrement ? Rien n'est moins sûr. Déterminante certainement a été la crainte du développement de l'insécurité aux frontières méridionales et des possibilités d'immixion qu'elle aurait offertes aux Occidentaux, aux Américains en particulier a été certainement déterminante.

Défensive, l'intervention de l'URSS ne le fut pas seulement en tant qu'anticipation d'une menace. Elle le fut aussi comme réponse à l'échec de sa stratégie de pénétration en Afghanistan. Celle-ci s'était attachée, au cours des trente dernières années, à favoriser la construction d'un Etat fort, l'étatisation croissante de l'économie, la formation d'une classe dirigeante aux intérêts liés à l'Etat et l'adoption par cette classe de l'idéologie soviétique. Apparemment victorieuse en avril 1978, cette stratégie est en faillite complète dix-huit mois plus tard. L'action des forces internes ne suffit plus pour imposer le socialisme. L'entrée en jeu de forces externes s'avère indispensable.

Cinq années plus tard, l'agression soviétique apparaît ainsi moins comme la démonstration de force d'un « impérialisme » ascendant que comme le premier échec grave de la stratégie d'expansion du « socialisme ». Les événements récents d'Afrique australe et d'Amérique centrale sont venus montrer que cet échec n'était pas dû aux seules spécificités de la société afghane, et que l'URSS n'est probablement pas en mesure d'assumer plusieurs Afghanistan.

PIERRE METGE.

Auteur de : « L'URSS en Afghanistan, de la coopération à l'occupation 1947-1984 ». *Cahiers d'études stratégiques*, n° 7, du CIRPES.

BIBLIOGRAPHIE

Le Royaume de l'insolence, de Michaël Barry

Michaël Barry est un jeune Américain francophone qui fut chercheur en civilisation islamique dans une université anglophone du Québec. Il y a quelques années, il publia en France, dans la collection « *Petite Planète* », un essai sur l'Afghanistan (Prix des voyages 1974), remarqué pour son brio et sa connaissance intime de ce pays.

Basé *aujourd'hui à Paris*, où il est observateur pour l'Afghanistan de la Fédération internationale des droits de l'homme, Michaël Barry nous donne enfin le livre sur l'Afghanistan qu'attendaient tous ceux qui éprouvent le besoin de voir au-delà du drame actuel, commencé en 1979 avec l'invasion soviétique, pour comprendre les ressorts profonds de la résistance de ce peuple « *arriéré* ».

Car l'Afghanistan est un vrai pays, une nation ancienne à la noblesse rugueuse et au caractère trempé par l'habitude multiséculaire de résister successivement aux empiétements du grand-mogol de Delhi, aux chahs de Perse, aux soldats et aux diplomates de la reine Victoria. Les Russes se sont trouvés face à un peuple auquel son esprit d'indépendance avait valu, parmi ses voisins, le surnom de « *royaume de l'insolence* » — le Yaghestan, — qui a fourni à Michaël Barry un titre approprié à son ouvrage.

En 1900, déjà, un émir afghan s'inquiétait de la colonisation par les troupes du tsar Nicolas II des principautés *musulmanes* du Turkestan, sur le flanc septentrional de l'Afghanistan. L'Europe trouvait alors « *normal* » que les Romanov apportent la « *civilisation* » en Asie centrale. La réaction psychologique occidentale d'aujourd'hui est un peu comparable, note Barry, dans la mesure où, si « *le crime* (de l'occupation soviétique) *est dénoncé, l'arriération culturelle de l'agressé excuserait presque la cruauté du bourreau* ».

Le droit de cuissage

Les Afghans sont en effet souvent décrits dans la presse européenne comme des « *fanatiques* », des « *féodaux* », les Soviétiques « *leur apportant malgré tout une forme de progrès* ». On se souvient, au lendemain de l'entrée de l'armée rouge en Afghanistan, de la dénonciation par Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, du « *droit de cuissage* » dans le pays envahi. Sauf erreur, aucun spécialiste de l'islam ne s'éleva alors contre cette absurdité, car, bien sûr, un tel « *droit* » n'a « *jamais existé dans un pays de pudibonderie islamique prononcée* ».

Si l'auteur rappelle fort à propos que la dynastie des Mohamadzaï, renversée en 1973 sous les applaudissements de l'intelligentsia occidentale, était laïcisante, moderniste et débonnaire, il ne cache point qu'environ la moitié des mouvements de résistants afghans à l'occupation soviétique sont mus par un islam intégriste qui a d'autant plus le vent en poupe que « *la classe libérale afghane* », qui défendait notamment l'émancipation féminine, a *été chassée ou exterminée depuis* l'instauration d'un régime communiste à Kaboul en 1978.

Un Afghanistan rendu à son indépendance risquerait fort, donc, d'être gouverné par un régime à l'iranienne ou à la pakistanaise. Il ne faut pas se le dissimuler. Doit-on pour autant considérer parfois avec une certaine indulgence la tenaille de fer dans laquelle Moscou a pris l'Afghanistan ? Michaël Barry nous convainc, au terme d'une ample fresque historique, où la richesse des connaissances politiques et culturelles s'appuie sur l'irremplaçable vécu *in situ* de l'auteur, qu'il faut, s'il parvient à se libérer, redonner toutes ses chances, et sans idée préconçue, à cet « insolent royaume ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

* *Le Royaume de l'insolence : la résistance afghane du grand-mogol à l'invasion soviétique.* Flammarion, 305 p., 86 F.

Étranger

Tension franco-sud-coréenne

La Corée du Sud a décidé vendredi 28 décembre d'ajourner sine die la visite prévue en janvier du ministre du commerce extérieur, Mme Edith Cresson, en représailles à la récente décision française d'élever au rang de délégation générale le statut de la mission commerciale nord-coréenne à Paris.

Le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Lee Won-kyung, a également annoncé que début janvier Séoul allait rappeler pour consultation son ambassadeur à Paris, M. Yun Suk-hun. Le ministre a par ailleurs précisé que la visite de Mme Cresson n'était pas considérée comme annulée. *Une nouvelle date sera fixée ultérieurement*, a-t-il dit.

Selon l'agence sud-coréenne Yonhap, Séoul *compte également prendre des mesures de représailles économiques contre les intérêts français en Corée du Sud*. Des contrats de 2 milliards de dollars environ ont été signés ces deux dernières années pour l'acquisition de centrales nucléaires françaises et pour l'équipement en matériel français d'un métro à Séoul.

L'élévation de la représentation commerciale nord-coréenne à Paris au rang de délégation générale, le 11 décembre, avait été présentée par le ministère français des relations extérieures comme un simple *« changement d'appellation »* à caractère administratif, n'entraînant pas de changement de son statut politique.

Cette modification, avait-on indiqué le 15 décembre au Quai d'Orsay, tenait compte du fait que le bureau nord-coréen ne se limitait pas à des activités commerciales et qu'il s'occupait également de questions culturelles ainsi que d'information. Elle n'implique aucune reconnaissance diplomatique de la Corée du Nord, précisait-on.

Cependant, à Séoul, de sources officielles, on indiquait vendredi que la Corée du Sud craignait que la décision française ne constitue un premier pas vers une reconnaissance du régime nord-coréen par Paris. De mêmes sources, on précisait que Séoul n'a pas apprécié que Paris ne l'informe pas officiellement de sa décision, dont elle n'a eu connaissance que par la radio nord-coréenne – Radio-Pyongyang –.

Prélude à un voyage de M. Laurent Fabius ?

Selon les observateurs politiques à Séoul, l'ajournement de la visite de Mme Cresson pourrait être le prélude à celui du voyage du premier ministre, M. Laurent Fabius, qui doit se rendre à Séoul au printemps 1985.

Engagée depuis trois ans et maintenant réalisée pour plus du tiers, la construction de deux *centrales nucléaires par les* firmes françaises Framatome et Alsthom-Atlantique ne paraît pas susceptible d'être remise en cause, estimait-on vendredi de source française informée, à Paris.

En revanche, la France pourrait se trouver handicapée lors du lancement par Séoul de nouveaux appels d'offres pour des centrales, *attendus au printemps* 1985, ajoute-t-on de même source. La Corée du Sud, d'autre part, vient d'annoncer qu'elle *suspendait* les négociations engagées avec Airbus Industries pour l'achat d'appareils A-130.

Les contrats enlevés par la France, qui incluent également la fourniture d'uranium enrichi par la Cogema, représentent quelque 8 milliards de francs. Signés en 1980 et 1982, ils ont largement contribué à réduire le traditionnel déficit des échanges en défaveur de la France.

Sur la base des neuf premiers mois de 1984, ces échanges sont *trente-six fois plus élevés* qu'entre la France et la Corée du Nord (3,53 milliards de francs contre 97 millions). La France est depuis cinq ans le troisième partenaire commercial européen de la Corée du Sud, après la Grande-Bretagne et la RFA.

Cambodge

Les combattants de M. Son Sann contraignent les Vietnamiens à évacuer le camp de Rythisen

Après quatre jours d'intenses combats, les partisans du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer) ont repris le contrôle de la plus grande partie du camp de Rythisen, situé à 1 kilomètre du village thaïlandais de Nong-Samet, du côté cambodgien de la frontière entre les deux pays. Selon le commandement thaïlandais, *le FNLPK* contrôlait, vendredi 28 décembre, les trois quarts du camp, que les Vietnamiens ont détruit avant de se replier.

De 1 500 à 3 000 guérilleros du FNLPK de M. Son Sann ont participé, vendredi matin, à une série de contre-attaques coordonnées qui ont *forcé les Vietnamiens*, qui avaient occupé le camp le jour de Noël, à se replier sur des positions défensives. Le FNLPK a affirmé avoir détruit un char T-54 de fabrication soviétique et tué quarante-trois soldats *vietnamiens. Selon les responsables* d'organisations de secours internationales, quarante Cambodgiens ont été tués et soixante-dix autres blessés. Vendredi, M. Son Sann a rendu visite aux quelque soixante mille Cambodgiens qui ont fui le camp, lors de l'attaque vietnamienne, pour se réfugier du côté thaïlandais de la frontière.

Depuis le début de l'offensive de saison sèche vietnamienne, à la mi-novembre, six bases du FNLPK sur la frontière occidentale du Cambodge ont été attaquées. Un septième camp important, celui d'Ampil, ne l'avait pas encore été jeudi soir, mais, vendredi matin, le tir d'une trentaine d'obus de mortier et d'obus d'artillerie, qui n'ont pas fait de victimes, indiquait qu'une attaque était probablement imminente. – *(AFP, Reuter.)*

A travers le monde

Madagascar

- VISITE DE M. HERNU. – Venant de la Réunion, le ministre *français de la défense est arrivé*, vendredi 28 décembre, à Tananarive, accompagné d'une mission sanitaire, dite « bio-force », organisée par la région Rhône-Alpes afin de procéder à une campagne de vaccination. M. Hernu devait rencontrer ce samedi le président Ratsiraka à Tolagnaro (ex-Fort-Dauphin), dans l'extrême sud de l'île, avant de quitter Madagascar. – *(AFP, Reuter.)*

Nicaragua

- MANIFESTATIONS CONTRE DES INCORPORATIONS. – *Des centaines de* chefs de famille ont, le 27 décembre, affronté à Nagarote, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Managua, la police sandiniste pour s'opposer à l'incorporation de leurs fils dans l'armée nicaraguayenne. Trois cents jeunes gens ont été enrôlés dans cette localité. De tels affrontements ont eu lieu, durant l'année 1983, dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, à la suite de la loi *de 1983 instaurant le service mi*litaire obligatoire. Peu avant Noël, le ministre de la défense, M. Humberto Ortega, avait annoncé une intensification de la *conscription, en vue de porter* « un coup stratégique » aux contre-révolutionnaires. Selon des rumeurs circulant à Managua, les « contras » s'apprêteraient à lancer une grande offensive, avec 10 000 hommes, en janvier ou février. – *(AFP.)*

Vietnam

- LE SORT DES CONDAMNÉS A MORT. – Le Quai d'Orsay a de nouveau exprimé, vendredi 28 décembre, à l'ambassadeur du Vietnam à Paris *« la préoccupation des autorités françaises »* sur le sort de Mai Van Hanh, métis franco-vietnamien condamné à mort pour espionnage à Ho-Chi-Minh-Ville. M. Ha Van Lau, l'ambassadeur de Hanoï, a été reçu par M. Francis Gutman, secrétaire général du ministère des relations extérieures, à cet effet.

  Me Gilbert Collard, avocat marseillais de M. Mai Van Hanh, a de nouveau écrit à M. Ha Van Lau pour solliciter un visa des autorités vietnamiennes. Enfin, un « Comité de soutien aux condamnés des procès vietnamiens » (122, rue de Javel, Paris 75015. Tél. : 557-58-28), qui rassemble des personnalités françaises, américaines et britanniques, a lancé un appel *« pour obtenir la révision du procès »* de Ho-Chi-Minh-Ville.

Inde

Rajiv Gandhi plébiscité

(Suite de la première page.)

Installé solidement à la tête d'un parti qui lui est redevable, le premier ministre a désormais les coudées franches pour lui imposer son autorité, faire rentrer les factieux dans le rang et bouter hors du parti les personnages les plus controversés. *La formation du prochain gouvernement constituera à cet égard un test de sa volonté.* Signe encourageant : on rapporte, de source proche du pouvoir, que le nouveau cabinet sera présenté dès lundi au pays, le premier ministre souhaitant aller vite pour éviter la procession des prétendants et des groupes de pression dans son bureau.

Des revers

L'Inde, de manière plus éclatante que jamais, a confié son sort à la jeunesse et au changement dans la continuité. La vague pro-Rajiv qui a submergé le pays et, semble-t-il, emporté les éternelles barrières de langues et de castes, a laminé les partis traditionnels de l'Inde hindouiste jusqu'à les réduire à leur plus simple expression. La fermeté – quoique tardive – dont Indira Gandhi avait *fait preuve à l'égard des sécessionnistes* sikhs réfugiés dans le Temple d'or d'Amritsar n'est sans doute pas étrangère à ce phénomène. Mais le recul important subi dans l'Andhra-Pradesh – six ministres du cabinet fédéral battu – et, dans une moindre mesure, au Cachemire signifie au moins deux choses : d'abord, qu'il ne faut pas prendre la montée des régionalismes à la légère (le Parti Telegu Desam de l'ancien acteur *Rama Rao, créé en 1983, a remporté* une écrasante majorité sur le Congrès et pourrait devenir le premier parti d'opposition nationale à l'Assemblée), et aussi que les électeurs attendent du gouvernement central qu'il respecte le verdict des urnes, même et surtout quand celui-ci lui est défavorable.

La tentative avortée de renversement du gouvernement local de l'ancien acteur en août dernier par New-Delhi a sans doute contribué à la défaite du parti gouvernemental. De même, la victoire de M. Farouk Abdoulah au Cachemire, bien que *celui-ci* ait perdu le pouvoir à la suite de manœuvres de New-Delhi en mai dernier, constitue-t-elle probablement *une réponse de l'électorat* à l'attitude « dictatoriale » de New-Delhi.

Le Congrès (Indira) devra donc se garder de toute arrogance. M. Rajiv Gandhi, *a priori*, n'est pas de la pâte dont on fait les dictateurs. Il s'est présenté, rappelons-le, comme l'exemple de la rectitude morale réclamée par le pays, et c'est pourquoi lui fut accordé cet exceptionnel chèque en blanc. L'énorme majorité de plus des deux tiers des sièges, dont il dispose maintenant au Lok Sabha, l'autorise, s'il le souhaite, à changer la Constitution et à transformer le système de Westminster, hérité de la période britannique, en régime présidentiel.

Indira Gandhi, on le sait, y songeait. Son fils n'est pas opposé à l'idée, même s'il confiait récemment, au cours d'une rencontre impromptue pendant la campagne, que les arguments des partisans du présidentialisme ne l'avaient pas convaincu.

PATRICE CLAUDE.

- *Union Carbide veut implanter une nouvelle usine à Bhopal.* – La multinationale américaine Union Carbide, propriétaire de l'usine de Bhopal (centre de l'Inde), où une fuite de gaz toxique a tué, le 3 décembre, plus de 2 500 personnes, a demandé une licence pour établir une nouvelle usine chimique en Inde, a indiqué, vendredi 28 décembre, le journal *Times of India*. Selon le quotidien, qui cite un porte-parole de *la filiale indienne d'Union Carbide*, la compagnie a demandé cette autorisation auprès du gouvernement indien bien avant la tragédie de Bhopal. – *(AFP.)*

Un illustre inconnu

De notre correspondant

New-Delhi. – *« Le capitaine Rajiv vous souhaite la bienvenue à bord... »* Jusqu'en 1980, quand il pilotait encore pour les lignes intérieures de son pays, c'est ainsi que M. Gandhi se présentait à ses passagers. Modeste et discret. Le patronyme magique qui a fini par le propulser à la tête de la plus vaste démocratie de la planète, *il en était fier bien sûr, mais*, jaloux comme un tigre de son intimité, il n'aimait pas attirer les importuns en l'annonçant à tous vents.

On n'échappe pas à son destin, mais on peut garder des manies. Rajiv Gandhi a celle du secret. Aujourd'hui encore, deux mois après son intronisation précipitée, on sait peu de choses sur l'homme, et moins encore sur ses idées politiques. Son entourage *immédiat, le triumvirat qu'il a mis* en selle pour gérer, avec lui, les affaires du pays, a été choisi parmi les amis de jeunesse – Arun Singh, quarante ans, de sang princier, directeur d'entreprise jusqu'en 1981, secrétaire parlementaire du premier ministre depuis huit semaines; Makhan Fotedar, secrétaire politique particulier, quarante-cinq ans, ancien agent électoral d'Indira Gandhi – ou dans la famille – comme c'est *le cas pour M. Arun Nehru, un* cousin au troisième degré (petit-fils du frère de Motilal Nehru, le fondateur de la dynastie) qui, lui aussi, jusqu'en 1981, était un homme d'affaires. Un autre quadragénaire, assez rude, qui dispose aujourd'hui, en tant que secrétaire général numéro un du *parti (il y en a six au total), d'une* influence considérable sur les affaires de la nation. Arun Nehru, dit-on, a toujours nourri pour lui-même de très grandes ambitions.

Rajiv Gandhi, lui, n'avait – peu importe l'ordre – que trois passions dans la vie : son épouse italienne Sonia à qui il est marié depuis quatorze ans, naturalisée indienne il y a peu, ses deux enfants, et les avions. C'était un homme simple, plutôt effacé, et timide. Circonstances obligent, il ne l'est plus. Jusqu'à son entrée dans l'arène politique, on savait qu'il aimait le jazz, la pop musique et Tchaïkovski. Les soirées fami*liales qu'il affectionne* par-dessus tout n'étaient ouvertes qu'à quelques intimes : des pilotes ou des camarades de collège. Jamais d'intellectuels en vue ni, surtout, de stars politiques.

Le premier ministre est loin d'être sot, mais ce n'est pas non plus un érudit. Ceux qui l'ont vu *disent* que dans sa *bibliothèque* personnelle les philosophes, les grands auteurs et les livres d'his*toire brillent surtout par leur absence* – ce qui a fait dire à un opposant que *« le jeune monsieur voudrait écrire l'histoire sans l'avoir lue »*. Les ouvrages de vulgarisation scientifique, les gros volumes illustrés et les magazines sur l'aéronautique ont sa préférence. Le maître des destinées de l'Inde se veut d'abord un homme du vingt et unième siècle.

Toutefois, pour conquérir le cœur de son pays, encore largement féodal, il a dû souvent taire sa passion pour les dernières technologies et parler des problèmes moyenâgeux qui sont *ceux du paysan moyen. Il a dû* aussi abandonner les jeans et les blousons décontractés qu'il affectionnait pour endosser la tenue traditionnelle immaculée – et impérative, semble-t-il – de tous les politiciens indiens. L'électorat, croit-on encore, se détournerait sans pitié d'un candidat en complet veston occidental.

Séduction et assurance

En dépit des apparences parfois, Rajiv Gandhi, après quatre années d'apprentissage sous l'œil attentif de sa mère, connaît aujourd'hui toutes les ficelles de son nouveau métier. Tireur au pigeon, photographe et radio-amateur à ses moments perdus, il aime aussi affoler les services de sécurité en pilotant, seul ou avec Sonia, sa jeep américaine à pleins gaz autour de Delhi. Un brin de fantaisie dans une personnalité *par ailleurs* sobre.

On le disait indécis et fragile. *« Tu sais à quel point ton frère Rajiv est influençable »*, écrivait *même*, en 1966, Indira Gandhi à Sanjay, le fils cadet disparu dans un accident d'avion en 1980. L'intéressé avait alors vingt-six ans et ne songeait sûrement pas devenir un jour premier ministre. Quatorze ans plus tard, cependant, l'Inde allait admirer le sang-froid et la dignité avec lesquels, *sous les regards du monde entier*, il fit face, endeuillé, à son destin. *« Il est si jeune, si frais*, disait-on alors, *les requins, autour de lui, vont le croquer tout cru. »*

La campagne électorale qu'il décida promptement pour bénéficier de la vague de sympathie déjà sensible dans l'opinion allait cependant *révéler d'autres* aspects de la personnalité du nouvel élu. D'abord, de redoutables talents de séducteur, déployés à profusion dans les contacts personnels. Comme s'il fallait ainsi compenser la verve limitée et le ton ennuyeux et répétitif de ses discours de masse. *L'homme n'est pas un tribun* mais, en Inde, ce ne sont ni les discours ni les programmes qui *font les vainqueurs. Indira Gandhi* était elle-même une piètre oratrice.

Son fils, en deux mois de pouvoir, a grandi plus vite qu'au cours des quatre années précédentes. Le double menton naissant – l'homme est amateur de bonne chère – qui accentuait le caractère poupin du visage s'est évanoui avec quelques kilos superflus. Au fil d'une campagne marathon menée avec l'ardeur des *noéphytes*, Rajiv Gandhi a pris de l'assurance, et un plaisir évident. D'abord rétif aux charmes du pouvoir, l'héritier de la dynastie des Nehru en a apparemment découvert les délices.

Habile, le novice a su transformer ses points faibles – jeunesse et inexpérience – en atouts majeurs pour écraser, et même parfois ridiculiser, ses rivaux. Le gentil « Rajivji », comme on l'appelle affectueusement, a démontré qu'il pouvait être sarcastique et mordant à l'égard des opposants, ferme et décidé quand les circonstances l'exigent. Pru*dent, pragmatique, pratique*, le nouvel élu symbolise, mieux que tous ses illustres prédécesseurs, les aspirations d'une classe moyenne montante, friande de développement et de modernisme.

Son credo : *« Pas de quartiers pour les paresseux, les corrompus et les incapables »*, plaît énormément aux milieux industriels, aux productifs et à l'intelligentsia urbaine. Ce n'est pas un animal *politique*, comme l'étaient sa mère et son frère, mais son style lui a acquis des trésors de bonne volonté et d'optimisme dans le petit peuple. On ne connaît encore rien des thérapeutiques que « M. Propre » entend administrer au grand corps malade de l'administration, mais on semble *lui faire confiance.*

L'ancien pilote n'était pas, disait-on, de l'étoffe dont on fait les héros. Le voilà, en tout cas, solidement installé aux commandes de l'immense nef indienne. Son plan de vol pour la nation est inconnu, et personne ne peut prédire comment le *« capitaine Gandhi » réagira* aux inévitables turbulences. En deux mois, il a fait un parcours sans faute majeure, mais la distance est courte pour juger. Nombreux, y compris parmi ses amis politiques, sont ceux qui nourrissent encore quelque inquiétude à ce sujet.

En 1966, quand Indira Gandhi fit son entrée au gouvernement, on ricanait, dans l'arène politique, de *« la poupée nigaude et malléable »*, qui sortait de la cuisine familiale. On sait ce qu'il advint...

P. C.

Étranger

Liban

Avec les soldats israéliens sur le front de l'Awali

Le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, a adressé vendredi 28 décembre un nouvel avertissement au gouvernement du Liban, lui donnant jusqu'au 7 janvier pour* « briser l'impasse des pourparlers bilatéraux de Nakoura » *concernant le retrait des troupes israéliennes du sud du Liban.

Entre-temps, la tension sur le terrain s'aggrave. Vendredi, une confrontation entre des soldats israéliens qui avaient pénétré dans le village de Maarassh et les habitants de cette agglomération a été évitée de justesse grâce à l'intervention rapide des « casques bleus » français de la FINUL.

***A Jérusalem, une vingtaine de colons juifs s'organisent pour aller créer la première implantation israélienne au Liban,* « avec ou sans autorisation officielle ».**

Selon M. Youri Heller, l'un des auteurs de ce projet, plusieurs députés israéliens, dont le rabbin Kahana ont émis un avis favorable. Le dirigeant du Tehya (nationaliste d'extrême droite), le député Youval Neeman, s'était déjà prononcé pour une* « annexion » *du Liban du Sud, cette région, selon lui, ayant été habitée aux temps bibliques par les tribus d'Israël.

De notre envoyé spécial

Bisri (Liban du Sud). – Au creux d'une vallée profonde, la rivière Awali ondule à perte de vue. Sur la ligne de crête, les casemates de l'armée israélienne surveillent toute la région. Sur le versant d'en face, au-delà des frondaisons de cyprès, commence la montagne du Chouf, où les druzes, sauf dans quelques villages restés chrétiens, règnent en maîtres depuis septembre 1983.

Chaque nuit, cette contrée splendide, devenue la nouvelle « frontière » d'Israël au Liban, est en état d'alerte. Car depuis quelques semaines, les Libanais qui combattent l'occupant tentent, avec un certain succès, de franchir à pied l'Awali et son affluent, le Bisri. A tel point que le dépistage de ces commandos nocturnes semble aujourd'hui la principale tâche des unités israéliennes stationnées aux avant-postes.

Ce regain d'infiltrations s'explique aisément. Depuis le début de septembre, l'armée israélienne a pratiquement coupé le territoire qu'elle occupe du reste du Liban. Plus un seul véhicule n'est autorisé à transiter par Bater-El-Chouf, dernier point de passage – à 5 kilomètres de Jezzine – entre le Nord et le Sud du pays.

De vieux autobus surchargés font la navette entre Jezzine et le poste de contrôle israélien où les passagers venus du nord attendent longuement dans la boue avant d'être passés au crible des services de sécurité.

« *Nous sommes une armée d'occupation,* constate le capitaine Teddy, un jeune officier de carrière israélien. *Toute armée d'occupation est amenée à prendre des mesures désagréables envers la population civile. Nous n'avons pas le choix car nous paierions très cher notre manque de vigilance.* »

Les fouilles et les interrogatoires conduits à Bater-El-Chouf ont un indéniable effet dissuasif. Résultat : les combattants libanais, chargés de pourvoyer en armes et explosifs la résistance anti-israélienne dans le sud, multiplient, ces dernier temps, les traversées clandestines de la « ligne Awali ».

Le capitaine Teddy, vingt-cinq ans, membre de la célèbre brigade Golani, appartient à l'une des unités « frontalières ». Il connaît bien la région, *où il sert depuis deux ans.* Les chiffres qu'il nous donne sont impressionnants. Selon lui, les patrouilles israéliennes qui circulent le long de l'Awali, entre la Méditerranée et les contreforts du mont Barouk, ont intercepté entre trente et quarante commandos ennemis au cours des deux seuls derniers mois.

Ces groupes, qui comprenaient, selon les nuits, de trois à onze combattants, transportaient des armes et des explosifs divers : Kalatchnikov, mines, grenades, pains de plastic. « *Dans ce genre d'accrochage,* raconte le capitaine Teddy, *nous ne cherchons pas,* a priori, *à faire des prisonniers. Nous ne leur demandons pas gentiment de lever les mains en l'air. Ce serait le meilleur moyen de se suicider. En fait, la plupart des types piégés dans ces embuscades y laissent leur peau.* »

Selon le capitaine, l'armée israélienne a déploré, pendant cette même période, deux morts et vingt blessés. Il ne doute pas que certaines infiltrations aient échappé à la vigilance des patrouilles. « *C'est inévitable. Pour rendre étanche la ligne Awali, il faudrait soit déployer une division entière, soit ériger une clôture électronique, comme le long de la vallée du Jourdain. Cela coûterait beaucoup trop cher.* »

Les combattants libanais, souligne l'officier israélien, ont nettement amélioré la technique de leurs attentats. Ils ne manquent, semble-t-il, ni d'audace, ni d'ingéniosité. Pour mettre à feu les charges explosives dissimulées sur les bas-côtés des routes au passage des véhicules israéliens, ils utilisent de plus en plus souvent des talkies-walkies ou même des systèmes de guidage d'avions modèles réduits.

L'Awali se jette dans la mer à quelques kilomètres au nord de Saïda. Aujourd'hui, les soldats israéliens ont déserté le centre de cette capitale provinciale et confié les tâches de police à leurs alliés de l'« armée du Liban du Sud » (ALS). Ils n'y pénètrent, de temps à autre, que pour de brèves patrouilles. Le quartier général israélien est perché sur les hauteurs de Saïda, d'où l'on surplombe la ville et le port. Les soldats appellent ce promontoire « *tel hara* » (en hébreu la « colline de la m... »), ce qui en dit assez sur le climat ambiant.

J.-P. LANGELLIER.

Le voyage à Damas du président Gemayel a légèrement détendu l'atmosphère

De notre correspondant

Beyrouth. – Une pause dans la dégradation de la situation au Liban et même un léger mieux provisoire : tel sera probablement le résultat de la visite du président Gemayel à Damas. L'accueil que lui a réservé le président Assad, traduit par un savant dosage de prévenances, est, en effet, de bon augure. Une nuit à Damas, trois entretiens successifs toutes affaires cessantes, de nombreux tête-à-tête, les commentaires des médias syriens, un aller-retour via la Bekaa, sous-protection de Damas, sont autant d'indices encourageants. Ils confortent, en effet, la position du président libanais alors que son autorité subit – une fois de plus – l'assaut du dirigeant druze Walid Joumblatt, allié de Damas, auquel vient de s'associer le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri (*le Monde* du 28 décembre).

Toutefois, la situation est si fondamentalement mauvaise et bloquée que l'on se demande, à Beyrouth, jusqu'où la Syrie voudra et pourra aller dans son entreprise de stabilisation.

Les médias phalangistes insistent sur l'« *irritation* » du président Assad, apprenant le bombardement du secteur chrétien de Beyrouth alors qu'il conférait avec son hôte. Durant les deux jours passés par M. Gemayel en Syrie, « son » territoire a, en effet, reçu des volées d'obus.

Des résultats tangibles de cette visite sont néanmoins peu probables. Même si l'armée libanaise parvient à se déployer – fût-ce symboliquement – au sud, on se montre ici sceptique sur son efficacité, compte tenu du peu d'effet qu'a eu à Beyrouth l'application du premier volet du plan de sécurité censé être mis en œuvre depuis plus d'un mois.

L. G.

∴

Des centaines de parents des personnes enlevées depuis le début de la guerre civile au Liban ont pratiquement paralysé la circulation, vendredi 28 décembre, entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth, après le suicide de la mère d'un enfant disparu (*le Monde* du 29 décembre).

Plaçant des autobus en travers de la route, enflammant des pneus ou lapidant les voitures qui tentaient de forcer le passage, les parents des « disparus » entendent poursuivre leur action « *jusqu'à la libération de tous les prisonniers des milices chrétiennes* ».

C'est le comité de Beyrouth-Ouest, qui regroupe les parents des personnes enlevées par les Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées), qui a décidé de lancer le mouvement lors de sa réunion hebdomadaire de jeudi.

« *Nous voulons que les dirigeants, et notamment le président Amine Gemayel, prennent leurs responsabilités. Nous sommes sûrs qu'ils peuvent faire quelque chose pour obtenir la libération des deux mille cent onze disparus de notre liste* », a déclaré un responsable du comité.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, quelque deux mille cinq cents personnes ont été enlevées ou ont disparu depuis l'invasion israélienne en juin 1982. Le CICR n'a, jusqu'à présent, pu rendre visite qu'à cent vingt personnes détenues par différentes milices. – (*AFP.*)

A BEYROUTH

L'ASALA revendique deux attentats contre des établissements français

Beyrouth (*AFP*). – Deux attentats à la dynamite, qui n'ont pas fait de victimes selon des sources policières, ont été perpétrés vendredi 28 décembre contre deux établissements commerciaux français à Beyrouth-Est et aussitôt revendiqués par un correspondant se réclamant de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA).

L'interlocuteur anonyme, qui s'exprimait en arabe dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère, a ajouté que son organisation a décidé six jours plus tôt, « *de faire sauter un avion de la compagnie Air France en plein vol, avec tous les passagers à son bord* ». Cette décision, a-t-il affirmé, « *sera très bientôt mise à exécution* ».

Selon les sources policières, un bâton de dynamite a été lancé dans la soirée de vendredi contre les locaux d'une branche de Fransabank, un établissement bancaire libano-français. Le second attentat, qui a eu lieu une heure plus tard, a visé des bureaux d'Air France à Zalka, dans la banlieue est de la capitale. Les deux établissements se situent en zone chrétienne.

Egypte

Vers la fin de la relégation du patriarche copte Chenouda III

Correspondance

Le Caire. – Le patriarche de l'église d'Alexandrie, Chenouda III (soixante et un ans), célèbrera le 7 janvier prochain la messe de la Noël copte à la cathédrale Morkosseya du Caire, indique, ce samedi 29 décembre, le quotidien égyptien officieux *Al Goumhouriya.* Le journal ne donne aucun détail sur les modalités du retour à la vie publique du cent seizième successeur de saint Marc, relégué depuis plus de quatre ans dans un couvent du désert de Nitrie, situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest du Caire.

L'amélioration des rapports entre le pape copte et l'Etat date de décembre 1981. Deux mois après son accession au pouvoir, le président Moubarak déclarait que « *le patriarche Chenouda demeure le chef spirituel de l'Eglise copte* ». Dès 1982, le président égyptien et le pape Chenouda échangeaient des messages de félicitations lors des fêtes religieuses coptes. En avril 1983, un nouveau pas était franchi après que le Conseil d'Etat eut annulé la « commission papale » nommée par le président Sadate et *composée de cinq évêques.* Ce verdict, qui confirmait toutefois le droit du chef de l'Etat à retirer au pape ses fonctions temporelles, rendait Chenouda III responsable *de facto* des affaires de ses quelque cinq millions de fidèles. Les conditions de relégation étaient assouplies, et le patriarche recevait officiellement en octobre 1983 l'évêque James Amstrong, président du Conseil des Eglises américaines, et plus discrètement auparavant un émissaire du Vatican. Le pésident Moubarak annonçait à la même époque que le chef spirituel de l'Eglise copte « *reprendra en temps opportun ses fonctions* [séculières] ». En novembre, il ordonnait même deux prêtres et recevait des fidèles ayant obtenu au préalable le feu vert de la sécurité.

Une nouvelle étape vers la réhabilitation du pape copte était franchie la semaine dernière avec la publication par l'hebdomadaire officieux à grand tirage (plus d'un million d'exemplaires) *Akhbar El Yom* d'une interview où le pape Chenouda prêtait presque serment d'allégeance au président Moubarak en affirmant que « *le raïs a hérité de problèmes épineux qu'il a pu résoudre par la grâce de Dieu. Cela laisse augurer d'un avenir meilleur et nous sentons quotidiennement les progrès accomplis* ». Il affirmait par ailleurs qu'il ne cherchait absolument pas à s'ingérer dans les affaires politiques de l'Etat. Il s'est même désisté de son rôle d'intermédiaire transmettant les doléances des coptes au gouvernement et a proposé la formation d'une commission présidentielle pour se charger de cette tâche.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

La naissance du passeport européen

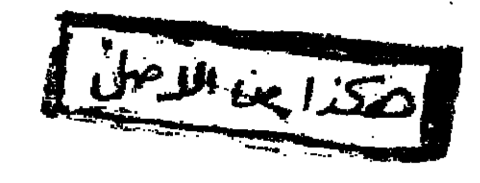
Français, Italiens, Luxembourgeois, Irlandais et Danois pourront voyager, à partir du 1er janvier 1985, avec un passeport *européen, remplaçant* le document national. Grecs, Belges et Néerlandais en seront nantis dans le courant de l'année, tandis qu'Allemands de l'Ouest et Anglais devront attendre plus longtemps.

Ce passeport porte sur sa couverture, en lettres dorées sur fond *lie-de-vin,* la mention « Communautés européennes » au-dessus du nom de l'Etat membre, qui continue d'avoir seule compétence pour délivrer ce document. Il a exactement la *même valeur juridique* que le passeport national et il peut être utilisé dans les mêmes conditions pour voyager dans le monde entier.

Le Royaume-Uni ne délivrera pas ce passeport européen avant le 1er janvier 1987, car il veut introduire des appareils de lecture *automatique des données* portées sur ce document.

En RFA, un vif débat oppose les partisans et les adversaires de la lecture automatique des cartes d'identité comme des passeports. Le passeport européen ne sera adopté en Allemagne fédérale que lorsque ce problème aura été tranché.

Les prix des passeports continueront de varier considérablement d'un pays à l'autre. Ainsi, en 1983, un passeport coûtait *4,4 ECU (10 DM)* en Allemagne, alors que son prix était de près de 78 ECU en Italie (105 000 lires) et de 55 ECU (360 FF) en France.



JAPON

Des loisirs pris sur le pouce

Oui, les Japonais sont des bêtes de travail. Mais il leur arrive aussi de se distraire même si leurs congés — six jours par an en moyenne — sont de nature à faire frémir les Occidentaux. Et leur vision du monde se modifie. Plus d'un tiers d'entre eux pensent désormais que les loisirs sont faits... pour le plaisir.

De notre correspondant

Tokyo. — La société japonaise, souvent perçue à l'étranger comme une concentration d'« *intoxiqués du travail* » dont les rares « loisirs » se passent à récupérer le sommeil perdu, à regarder la télévision ou à participer à des activités récréatives de rigueur, est aux antipodes du concept et des pratiques occidentaux de la « société des loisirs ».

Par bien des côtés, donc, le cliché n'est pas faux. Il demande seulement à être mis à jour et nuancé.

L'élévation du niveau de vie et des connaissances, les échanges et l'ouverture sur l'étranger, les idées, modes et mœurs nouvelles de la société de consommation accélèrent la dynamique du changement. Viennent s'ajouter à cela des pressions extérieures pour que le Japon, membre du « club » des pays industrialisés, conforme mieux ses pratiques socio-économiques aux normes en vigueur chez les autres membres de l'OCDE, notamment en matière de durée du travail et de loisirs.

C'est, en gros, la conjonction de ces facteurs qui provoque depuis une vingtaine d'années une injection, à doses homéopatiques mais continue, de temps libre et de loisirs.

Pour tardifs qu'ils puissent être, ces progrès sont notables dans un pays où, traditionnellement, l'éthique et l'organisation du travail ne s'accommodaient guère que des brèves fêtes et cérémonies religieuses locales ou, dans certains milieux privilégiés, de passe-temps culturels, de parties de go, de mahjong et de shogi (échecs japonais). Et, pour les uns et les autres, de sorties masculines dans les débits de boissons et quartiers réservés plus ou moins huppés. « Loisir » coûteux et raffiné, les soirées de geishas n'ont jamais été à portée de toutes les bourses. Le concubinage non plus.

Cela dit, en 1984, le Japon reste avant tout une collectivité de cent vingt millions de producteurs et de consommateurs sous tension. Un archipel assez peu enclin à la détente.

Les « prisonniers du boulot »

Au Japon, travail égale santé, et les « *prisonniers du boulot* » d'une chanson bien française y font même de « vieux os » puisqu'ils battent les records mondiaux de longévité.

D'abord, le salarié japonais type travaille en moyenne chaque année de deux cents à trois cents heures de plus qu'un salarié occidental, soit vingt-cinq à trente-sept jours supplémentaires ou encore, *grosso modo*, l'équivalent des « grandes vacances » européennes. Tout cela, en se fondant sur une durée quotidienne de huit heures de travail ; moyenne souvent dépassée.

Ensuite, les congés effectivement pris, par rapport à la moyenne légale de quatorze jours, sont d'environ six jours par an. Selon un sondage effectué en 1983 par le bureau des statistiques du premier ministre, près de 50 % des Japonais et 44 % des Japonaises de quinze ans à plus de soixante ans déclarent ne pas avoir du tout de loisirs, au sens de « temps libre ». Et encore ce résultat moyen est-il obtenu en interrogeant les jeunes et les personnes âgées, supposés disposer de plus de temps libre. Mais au Japon (comme à Taiwan et en Corée) on travaille beaucoup plus qu'ailleurs, à n'importe quel âge.

En effet, pour accéder aux meilleures universités, les écoliers commencent tôt — parfois avant l'âge de dix ans — les cours du soir quotidiens, qui débutent après la fin de l'école et se prolongent dans la soirée, réduisant d'autant le sport et les loisirs. Les vacances scolaires (sept semaines par an) sont aussi plus courtes qu'en Occident. A l'autre extrémité de la pyramide des âges, pour améliorer leurs frugales pensions et subsister économiquement au soleil couchant d'une vie laborieuse, la moitié des retraités japonais travaillent après soixante ans. Entre les deux, l'adulte fait systématiquement passer le travail et la vie de l'entreprise avant les loisirs et la vie de famille.

Et puis d'abord loisirs, qu'est-ce que cela veut dire ? Pour 45 % des Japonais interrogés en 1983 par le bureau des statistiques du premier ministre, cela signifie : « *Se reposer pour améliorer sa capacité de travail et d'étude...* » Pour 37 %, c'est un plaisir qui se suffit à lui-même et un facteur d'enrichissement de la vie en dehors du travail. 10 % des gens (et 26 % au-dessus de soixante ans) ne savent pas répondre. 42 % (surtout les femmes) en voudraient plus, 52 % (surtout les hommes) trouvent que « *ça suffit comme cela* ». Loisirs et temps libre sont souvent confondus.

A la question : « *Disposez-vous de temps libre pour le repos ou les loisirs, ou bien votre travail vous empêche-t-il d'en avoir ?* », 51 % répondent oui et 47 % disent non (2 % ne savent pas). Et ceux qui en ont, qu'en font-ils ?

Voyages au pas de charge

Pour la grande majorité, en semaine ou les jours fériés, on regarde la télévision (de trois à quatre heures quotidiennement), on écoute la radio, on lit le journal, 20 % dînent au restaurant, autant sacrifient aux sports et à leur violon d'Ingres.

Lorsqu'ils disposent de « trois jours consécutifs » (le mètre-étalon du congé nippon), qu'en font-ils ? La même chose, à cela près que 20 % s'offrent une excursion d'une journée et, parfois, de deux. D'autres, simplement, se promènent en conduisant. 12 % des gens estiment qu'ils utilisent *leur temps libre de façon satisfaisante*, 40 % à peu près bien et 38 % plutôt mal.

En 1983, près de trois millions de Japonais ont voyagé à l'étranger, le plus souvent en groupe et pour quelques jours, à l'occasion d'un congé annuel, d'un mariage ou du voyage que certaines entreprises offrent à leurs employés une fois dans leur vie professionnelle. Un million aux Etats-Unis (surtout à Hawaï et Guam, dont les plages attirent les célibataires et les jeunes couples), un million en Europe (le musée et la boutique de luxe que visite une clientèle moins jeune) et deux millions en Asie : Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour en tête.

Des efforts ont été faits, c'est certain, et le marché des loisirs n'a cessé de s'étendre. Mais, quels que soient la catégorie d'âge et les secteurs d'activité considérés, on reste loin des habitudes et des normes occidentales. Certes, du côté officiel, on s'efforce de présenter la situation aux partenaires occidentaux sous un jour plus favorable. Parfois trop.

Certains sondages incluent dans les loisirs le temps passé à manger et à faire des achats. De même, les chiffres d'affaires de l'« industrie des loisirs » paraissent moins étonnants lorsqu'on sait que sous cette étiquette passent officiellement les ventes d'appareils électroménagers, de vidéo, et même d'ordinateurs, d'alcools, de cosmétiques, de bijoux, etc. Il faut ratisser large, car on ne trouve ici ni villas, ni marinas, ni résidences secondaires, bien peu de bateaux privés, peu d'aménagements sportifs et, comparativement, moins d'infrastructures culturelles populaires qu'en Europe, par exemple.

En dehors de minorités privilégiées qui ont du temps et des moyens, le loisir reste ici synonyme de repos pour récupérer des fatigues du travail, des transports, de la ville. Petits jeux et dérivatifs sont pris sur le pouce, comme dérobés. Le pachinko entre deux métros, la dernière séance de ciné à 18 heures, quelques coupes de saké en service commandé, une partie de golf avec un collègue ou un client, une heure ou deux, le dimanche matin, avec les enfants. La vie au pas de course, les voyages au pas de charge.



FRANCHINI.

Un centre de développement des loisirs a été récemment créé, et le ministère du travail, sans trop bouleverser le *statu quo* auquel le patronat tient trop, s'efforce d'obtenir que les congés dus soient effectivement pris.

Des progrès sont faits, surtout du côté des femmes et des jeunes. Les sondages montrent l'intérêt croissant pour les loisirs, le temps libre et une plus grande présence paternelle au foyer. Certains anciens voient là l'amorce du déclin : l'oisiveté-mère-de-tous- les-vices, le mal européen. Il n'y a pourtant pas péril en la demeure. Tokyo n'est pas Capoue, et le Japon ne sombre pas dans le farniente : depuis 1976, le temps libre est stationnaire.

Le temps passé à ne rien faire, c'est de l'argent perdu et des loisirs qui coûtent cher, pensent les dirigeants nippons. Pourtant, le Japon est aussi riche que ses partenaires industrialisés, sinon plus : 80 % et plus des Japonais estiment appartenir à la « classe moyenne », et les cadres sont aussi bien payés que la plupart des cadres français. Ils disposent, en outre, d'un taux d'équipements automatisés et de robots bien plus élevé. Tous ces avantages, permettant de gagner du temps et de l'argent, pourraient être mis à profit pour la promotion d'une vraie politique, et d'une industrie, du temps libre et des loisirs. Or ils servent plus souvent à augmenter les capacités de travail et de production, pas celles de récréation.

Dans de nombreux domaines, le Japon a dépassé ses modèles occidentaux. Il a accumulé un sérieux retard dans celui des loisirs, comme d'ailleurs dans d'autres secteurs de la promotion sociale de type occidental. Mais, pour une fois, il n'est pas du tout évident que ses dirigeants, plutôt attachés à limiter les dépenses de l'Etat-providence, souhaitent le combler.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

TURQUIE

Le pont sur le Bosphore est enfin vendu

A Paris, au temps où la filouterie était pittoresque, on a vu vendre la tour Eiffel et l'Arc de triomphe à des gogos particulièrement benêts. En Turquie, l'Etat vient de mettre en participation, sinon le pont sur le Bosphore lui-même, du moins les revenus du péage qu'il y perçoit. Et la nouvelle politique économique ne s'arrête pas en si bonne voie.

De notre correspondant

Ankara. — Cette fois, ce n'est pas un nouveau tour de force d'« *Osman le Faisan* ». Le célèbre escroc avait naguère, soulevant l'admiration amusée de ses compatriotes turcs, réussi à « *vendre* » à quelques naïfs, à des prix, au demeurant très raisonnables, le pont de Galata, la tour de Beyazit et même la place Taksim, pourtant ornée d'un monument imposant et difficile à écouler. Il s'était toujours trouvé un provincial ébloui pour se porter acquéreur au comptant d'une partie du patrimoine national.

Après plusieurs séjours en prison, « *Osman le Faisan* » a fait amende honorable et n'exerce plus ses talents. Mais c'est le gouvernement qui, le plus officiellement du monde, vient de prendre la relève. Donnant vie à un projet vieux de treize ans, il a invité les particuliers à devenir « *associés au bénéfice annuel* » du célèbre pont sur le Bosphore, moyennant achat de « *certificats d'intéressement* ». On y prélève en effet un juteux péage. C'est à 34 % de cette source de revenus de l'Etat que le public était prié de s'associer. Les « certificats », d'une valeur globale de 10 milliards de livres turques (1 F français vaut 45,46 LT), se sont arrachés aux guichets des neuf cents succursales de la Is Bank. Les habitants d'Istanbul en ont souscrit pour 4,5 milliards en une heure. Pour sa facile et rapide tâche d'intermédiaire, la banque a empoché 300 millions de livres. Les bénéfices escomptés des types de part A et B mis sur le marché seront, semble-t-il, supérieurs à 50 % par an. Le pont est donc une excellente affaire.

Un vote de confiance

A la veille de l'opération, le ministre de l'industrie, M. Cahit Aral, estimait qu'elle serait menée à bien en trois jours. L'opposition en doutait fort. En fait, tout le monde s'est lourdement trompé et le succès a dépassé toute attente. Le gouvernement n'avait d'ailleurs pas que des intentions financières. Il voulait obtenir une sorte de vote de confiance au moment où l'inflation galopante mine son crédit auprès du public. Mis en appétit par son triomphe, il va lancer une opération « barrage de Keban » portant sur 40 milliards et céder des certificats d'intéressement à la route internationale E5 (40 milliards également), qui traverse l'Anatolie. Il est question, en outre, d'associer le public au financement du deuxième pont sur le Bosphore, pour lequel les travaux commenceront en juin de l'année prochaine et qui coûtera quelques 80 milliards de livres, exigeant d'importants investissements étrangers. Le gouvernement entend bien désormais faire participer l'épargne privée à sa politique de grands travaux. Ainsi les fonds recueillis pour le barrage de Keban serviront aussi au nouveau barrage Atatürk.

Pour la première fois dans l'histoire de la République, une entreprise économique publique est, en partie, « *privatisée* ». Il a fallu en arriver là car en 1984, pour un budget de 4 000 milliards, l'« impasse » est, d'ores et déjà, de 500 milliards. Certes, ce ne sont pas les quelques dizaines de milliards attendus des certificats d'intéressement qui bouleverseront cette situation mais ils aideront le Trésor, qui, en offrant un taux d'intérêt élevé et une exemption d'impôts, a réussi par ailleurs à drainer 200 milliards de bons et à réduire son endettement.



SERGUEL.

Reste que le principe sacro-saint de l'économie mixte qui avait été adopté après la crise mondiale de 1929 est désormais sérieusement ébranlé. Selon le quotidien *Hürriyet*, le pays s'est bel et bien engagé dans l'économie de marché, conformément aux thèses libérales que soutient le chef du gouvernement, M. Ozal. Ainsi, la compagnie aérienne nationale THY verra bientôt son capital accru par un recours au secteur privé afin de pouvoir moderniser sa flotte. Soucieux d'ouvrir aux investisseurs les entreprises d'Etat, le gouvernement commence par celles qui sont bénéficiaires et offrent donc un attrait.

L'opposition doute fort, pourtant, du sérieux de cette politique, notamment à propos du pont sur le Bosphore. Elle fait valoir que si le taux d'inflation — actuellement de 45 % — ne baisse pas, c'est la totalité des 34 % des revenus du péage qui sera engloutie par le paiement de la « participation aux bénéfices » aux heureux porteurs de certificats. Quel sera alors le précieux apport en capital destiné à de nouveaux investissements ? La faillite du rêve de recours à l'épargne populaire de M. Ozal est, selon ses adversaires, inscrite dans les faits.

En toute hypothèse, l'affaire du pont a bel et bien démontré que des capitaux existent et cherchent à s'investir. Pourtant, les petits capitalistes ont été cruellement échaudés par la débâcle récente des « *banquiers pirates* » et la faillite de quelques grandes banques mal gérées. Reste qu'on ne peut pas dire que « *personne n'a plus d'argent* », comme l'assurent les détracteurs de la politique économique du pouvoir. Alors que le plafond des achats de « *certificats du Pont* » était fixé à 5 millions de livres turques — le plancher étant de 50 000 — on s'est précipité aux guichets.

Un investissement « islamique »

Plusieurs ministres ont souscrit pour 500 000 ou un million de LT et cent cinquante élus du « *parti de la mère patrie* », au pouvoir, ont acquis au moins un titre participatif. Cela n'implique pas d'ailleurs que ces certificats, négociables à tout moment, restent dans les mains des « *petits acheteurs* ». Ils pourraient bien passer dans le portefeuille de grands groupes, sonnant le glas de l'« épargne populaire » dont rêve le gouvernement.

Au demeurant, n'y aurait-il pas, dans toute l'opération, un simple tour de passe-passe ? Nombre d'experts soutiennent que pour acheter « *du pont* », les souscripteurs ont utilisé une part de leurs économies investies ailleurs ou on vendu l'or ou les parures qu'ils conservaient. L'épargne n'aurait alors fait que changer de forme.

L'innovation est pourtant réelle. En effet, l'islam interdit la perception par le croyant d'intérêts bancaires. Or les musulmans *scrupuleux pourront désormais*, grâce au pont et aux autres ouvrages publics « privatisés », toucher une simple participation aux bénéfices, qui leur permettra de concilier les impératifs du Coran avec une saine gestion de leur patrimoine. Pour allécher ces clients religieux et les autres, le gouvernement vient d'annoncer que les droits de péage sur le pont seront fortement majorés et même doublés aux heures d'affluence. Il se met ainsi à dos les automobilistes mais espère susciter l'allégresse des épargnants. Durant les onze premiers mois de 1984, le pont à permis de recueillir 8,5 milliards de LT versés par les conducteurs de plus de 34 millions de véhicules.

Ficelle un peu grosse ? Pas forcément. A chaque fois que, dans le passé, le péage était augmenté, on assistait à un tollé des usagers. Cette fois l'émotion est bien assourdie. Les « associés » automobilistes sont désormais aux prises avec un drame cornélien. Mécontents et ravis à la fois, il leur faut veiller à ce que ce déchirement intérieur ne les empêche pas de tenir le volant d'une main ferme.

ARTUN UNSAL.

Étranger

CUBA

La chasse aux dollars

Comme dans tous les pays socialistes, le marché noir et la chasse aux devises étrangères sont florissants à Cuba en dépit d'une loi draconienne. L'Etat laisse faire ou réprime à son gré. Il n'est d'ailleurs pas le moins intéressé au petit trafic des chasseurs de billets verts.

Correspondance

La Havane. – La Rampa, avenue-vitrine de La Havane, descend en pente douce vers l'Atlantique. Les petites gens de la capitale y déambulent entre des gratte-ciel en déclin et des boutiques empoussiérées, qui plaident sans conviction, de leurs étalages étriqués, pour le luxe socialiste : quelques robes tchécoslovaques démodées, une poignée d'appareils photo est-allemands.

A deux pas de l'hôtel Havana Libre, de belles *mulâtresses en* bigoudis font la queue devant un cinéma. Un peu plus bas, un attroupement beaucoup moins discipliné se forme à la porte d'une agence de voyage, sous le regard débonnaire mais vigilant de policiers en kaki. A *l'écart de* cette animation, devant le building des seules compagnies aériennes autorisées (celles de l'Est, et Ibéria), deux Noirs guettent l'Européen sans en avoir l'air, et vous ont vite repéré. Le plus jeune se détache : *« Ola ! » « Ola ! » « Tu es espagnol ? »* (variante : *« tu as l'heure ? »)*

Le contact établi, on passe aux affaires : *« Tu veux changer ? »* Deux minutes plus tard, la transaction se conclut dans un lieu plus discret, les édicules du *parque* voisin, par exemple. Après avoir vérifié une dernière fois que personne n'épie, *l'homme fait* passer d'un geste furtif une liasse dans votre main. Pendant que vous recomptez, il ne cache pas sa nervosité : *« Dépêche-toi, amigo, c'est risqué ! »* Dès qu'il a empoché son dû, il se fond dans la foule, avec ses vingt dollars américains. Le client, lui, recompte ses cent pesos, au lieu des dix-huit que lui eût donnés la banque officielle.

Rigoureusement codifié, le marché noir prospère partout à Cuba. L'Occidental en est le témoin sinon le complice presque obligatoire. Il est quotidiennement sollicité dans cette chasse au billet vert, qui semble un des passe-temps les plus populaires, du moins dans les grandes villes.

Mince comme une liane, les cheveux crépus déjà grisonnants, Jaime, trente ans, est l'un de ces « professionnels » *qui vivent en* marge de la loi socialiste. Comme la plupart des *dealers* de Santiago, il opère sur le parque San-Telmo, sommet d'une colline au cœur de la ville entre la cathédrale et le *poder popular* (ancienne mairie). Assis des jours entiers sur un banc, dans ses jeans américains trop neufs, *nec plus ultra* de la mode insulaire, Jaime fait travailler ses cinq rabatteurs, qui lui amènent les candidats au peso à bas prix. Pour chaque touriste débusqué, ces sous-traitants reçoivent cinq pesos – pourboire royal !

D'autres se spécialisent dans les hôtels pour étrangers, et vous accostent entre le hall et le restaurant, la terrasse et le bar à air conditionné, écumant de 11 heures à 22 heures ces viviers à dollars. A l'entrée, un cerbère filtre sévèrement les visiteurs, refoulant ceux qui sont démunis de carte... Mais tout s'achète !

Les boutiques Intour

La quête du dollar n'est, bien sûr, qu'un maillon de la chaîne : faisant valoir notre amitié neuve, Jaime tente de nous convaincre de *régler ses achats dans une boutique* Intour, saint des saints du système, où prennent forme tous les rêves de consommation. Présentes dans chaque hôtel de bon niveau, ces boutiques offrent à profusion tous les biens introuvables dans les magasins de l'Etat, afin de permettre aux étrangers de retrouver leurs habitudes. Marchandises pour touristes seulement ? Passe encore pour les cigarettes américaines, le chocolat et les alcools européens, ou à *l'extrême rigueur, les chaussures* de jogging et les walkmans. Mais que dire des TV couleur, réfrigérateurs et autres équipements difficiles à caser dans une valise ? L'accès aux boutiques Intour est libre. Seul problème : on n'y paie qu'en dollars, et sur présentation d'un passeport étranger.

Cet obstacle ne semble pas gêner outre mesure Jaime, qui peut espérer, durant la saison, acheter 100 dollars par jour pour 500 pesos : somme importante, puisque c'est ici un mois du salaire d'un ingénieur. Avec cet argent et l'aide – intéressée ou non – d'un étranger, boursier, jamaïcain par exemple, il se procure six blue-jeans, aussitôt revendus 150 pesos pièce. A la fin de sa journée, avec 900 pesos en caisse, il aura presque doublé sa mise. Qu'arriverait-il si quelque *opération hasardeuse lui* faisait perdre son fonds ? *« N'importe quel companero*, répond Jaime, *me prêterait, un jour ou deux, de quoi redémarrer. »*

Jaime n'est pas de Santiago mais vient de la capitale, 1 200 kilomètres plus au nord. Comme une bonne part de ses « collègues », il est « descendu au *sud »* pour *l'été*, par *l'Iliouchine* de la Cubana, s'épargnant les dix-sept heures de train, comme un homme d'affaires.

Pourquoi cette escapade vers la province méridionale aux chaleurs suffocantes, au plus fort de l'été ? Il voulait échapper à l'étroite surveillance de tous par tous au sein du CDR (comité de *défense de la révolution*), l'organisation de quartier chargée notamment de détecter toute activité contre-révolutionnaire. Jaime n'a plus d'emploi depuis deux ans, et chacun le sait dans son entourage. On peut fermer les yeux sur bien des choses, mais la loi exige qu'il sollicite un autre poste, que des offres lui soient faites. A Santiago, personne ne le connaît, et en cas de contrôle d'identité, sa carte porte mention de sa dernière profession. Il court ainsi moins de risques.

La part du rêve

Le risque est réel. Comme pour d'autres droits du citoyen, Cuba maintient, en matière de marché noir, une marge subtile entre une loi draconienne – cinq ans de prison pour le seul recel de devises – et son application. Selon plusieurs *témoins, les prisons cubaines* seraient pleines de centaines de ces petits changeurs ayant transgressé le contrat implicite qui les lie au système ou victimes d'une soudaine ardeur répressive, d'un raidissement de la police – périodiquement priée de *« faire un exemple »*. Sans parler d'autres délits : ce Noir de la Habana Vieja (bas quartier de la capitale), qui, fait rarissime, a dévalisé son client, a été arrêté quelques heures après.

Un Chinois trop ambitieux, trouvé en possession de quelques milliers de dollars et d'une caverne d'Ali-Baba de blue-jeans, de radio-cassettes et de téléviseurs, a fini en prison.

Les « changeurs » sont presque tous noirs, et viennent des quartiers les plus pauvres. Ils sont jeunes, comme si passé trente-cinq ans on n'avait plus les nerfs et les réflexes nécessaires à l'exercice de ce métier. Jaime est conscient de la précarité de sa condition. Pourquoi l'a-t-il choisie ? *« Pour vivre mieux ! Avant, je bossais dur, et ne couvrais même pas mes besoins minimum. Aujourd'hui, je suis libre, parce que j'ai des dollars, la seule monnaie qui compte dans ce pays. Mieux encore, on me respecte, parce que je peux procurer des marchandises qui ne se trouvent nulle part ailleurs. Je me ferai peut-être attraper un jour, mais en attendant, je vis, moi ! »*

Certes, mais à la façon du papillon de nuit, brûlant ses ailes autour d'une lampe. Tout différent est le cas de Miguel, vingt-trois ans, marié, ingénieur technique dans une *tabacalera* de La Havane. Quand il nous aborde sur le Malecon, boulevard ceinturant la baie, pour nous offrir le « change », on sent immédiatement chez lui l'absence d'impudence, la timidité de l' « amateur ».

Il ne veut pas seulement faire affaire, mais aussi parler avec l'étranger, enrichir son image du monde extérieur qui lui est fermé. Car, sans prétendre à la fortune, il veut surtout accéder au style de vie occidental – matériel et intellectuel : *« Les droits individuels dont vous jouissez en Europe*, dit-il, *nous ne les aurons que dans cinquante ans... »* Pour lui, le marché noir est une compensation, la part du rêve, lui permettant d'acquérir en quelques mois, au lieu d'un an et demi, un ventilateur ou un réfrigérateur.

Nombreux sont les Cubains à pratiquer le marché noir sous mille formes, tel ce marin-pêcheur qui change son argent et celui de ses proches, pour pouvoir acheter quelques babioles au port franc de Las Palmas aux Canaries. Cet avocat à qui un parent, exilé à *Miami et autorisé* à lui rendre visite, a apporté clandestinement assez de dollars pour s'équiper : une seconde TV couleur, japonaise, flanquant la russe en noir et blanc, une chaîne hi-fi, un magnétoscope. Même les diplomates des « pays frères » trafiquent du billet vert : les fonctionnaires polonais obtiendraient les leurs des Russes, plus fortunés, au taux exorbitant de dix contre un – double tarif ! Mais des *secrétaires d'ambassades* socialistes ne peuvent tout de même pas aller racoler les touristes ! Ils restent donc dans le giron soviétique et changent « en famille » – au prix fort.



PANCHO.

L'Etat laisse faire. Sa tolérance est sans doute dictée en partie par l'impuissance : les prisons cubaines ne seraient pas assez grandes pour permettre l'application de la loi dans toute sa rigueur. En outre, le marché noir *lui assure des rentrées.* Ainsi les dollars achetés au touriste sont autant de recettes supplémentaires, puisque celui-ci avait déjà réglé d'avance la note de son séjour, et qu'il dépensera sur place ses pesos, alors que le vendeur portera obligatoirement ses devises aux *tiendas* Intour.

Le petit trafiquant, repéré, est un indicateur de police tout trouvé. Enfin, puisque les magasins du secteur public ne peuvent fournir à la population le « superflu », qu'elle commence à pouvoir payer et qu'elle réclame de plus en plus, autant permettre un petit luxe – le fameux pantalon de toile bleue, notamment, – à quelques-uns. Acquérir un Wrangler ou un Levi's est illégal et risqué, mais il n'est pas interdit de le porter.

ÉRIC MEYER.

ITALIE

Les poseurs de bombes du « terrorisme noir »

Les terroristes « noirs » de l'extrême droite sont-ils les auteurs du massacre perpétré dans un train et qui vient d'endeuiller l'Italie ? On croit y reconnaître leur « patte », mais l'enquête est difficile. Que veulent ces poseurs de bombes fanatiques qui rêvent de « terroriser la population » et prônent l'union de tous les extrémistes armés contre le « système » ?

Correspondance

Rome. – *« Le terrorisme, qu'il opère sans discrimination ou vise des objectifs précis, a aussi l'avantage d'impliquer directement la population. Neutre à l'origine, elle sera ensuite portée à nous craindre et nous admirer, méprisant, par contrecoup, l'Etat pour son incapacité à la défendre* (...). *Par des actions spécifiques et répétées, non nécessairement revendiquées de notre part, il sera possible aussi d'augmenter jusqu'à la limite de l'insoutenable cette tension dans le tissu social du pays. »*

Ce passage est extrait d'un long document déposé dans une cabine téléphonique de Bologne, trois semaines après l'effroyable attentat commis à la gare, le 2 août 1980. Cette « justification » de la bombe aveugle par une stratégie de « lutte armée » est d'autant plus exceptionnelle que le terrorisme « noir », à la différence des Brigades rouges et autres « partis armés » de gauche, n'est guère prolixe pour expliciter ses actes. La surprise, l'arbitraire dans le choix des victimes, le mystère qui entoure ses auteurs, ne font qu'augmenter la terreur dont il entend user.

Jamais, en cour d'assises, un terroriste « noir » n'assuma la responsabilité d'un de ces attentats qui ensanglantèrent l'Italie depuis quinze ans. Au contraire. Ils ont tous dénoncé à l'envi l'œuvre de l'État qui, à les en croire, rêve de *« criminaliser »* l'extrême-droite. Mais, depuis un an, les premiers « repentis » de la dernière génération du terrorisme « noir » fasciste commencèrent à fournir des éléments en la matière. C'est justement leur découverte tardive du rôle joué par certains de leurs dirigeants dans l'organisation de ces massacres aveugles qui les portèrent au « choix politique » de collaborer avec la justice. *« Dans un monde où « les autres » constituent l'ennemi par le simple fait d'être différents de « nous »*, la *strage* (le massacre) n'est refusée que dans le cas où elle peut avoir des effets négatifs pour ses auteurs. Mais il n'existe pas de refus de principe.

Une pratique « normale »

Le terrorisme aveugle est, en quelque sorte, une pratique *« normale »*, affirmait ainsi Sergio Calore, ancien d'Ordine Nuovo (Ordre nouveau), passé ensuite au petit groupe du terrorisme de droite « spontanéiste » qui, à partir de 1977, voulait copier les méthodes des « rouges ».

Incarcéré pour deux homicides et accusé d'avoir joué un rôle dans la préparation de l'attentat de la gare de Bologne, il s'en est expliqué : *« Il n'est pas possible d'isoler ces attentats de l'histoire politique de cette période. Un fait saute aux yeux : la simultanéité entre les campagnes de bombes et les projets putschistes. Le massacre aveugle se situe ainsi entre diverses volontés et stratégies. Il en révèle les connexions en expliquant les origines et les finalités.»* Pier Luigi Vigna, un magistrat de Florence spécialisé dans le terrorisme d'extrême droite, qui ouvrit de nouvelles enquêtes à partir de ces premières dépositions de *« repentis noirs »*, affirmait pour sa part en janvier dernier : *« Nous avons eu l'impression qu'existait une structure organisée, un groupe qui opérait en contact avec certains secteurs déviants de l'Etat. »*

Après chaque massacre, les mêmes noms reviennent dans les enquêtes. Ainsi celui de Stefano delle Chiaie, surnommé *Er Caccola* (le petit morveux), fondateur d'Avanguardia Nazionale, en fuite depuis quatorze ans et actuellement réfugié en Amérique latine. Il est accusé, depuis la réouverture de l'enquête sur la bombe de la Piazza Fontana à Milan (seize morts le 12 décembre 1969), d'avoir joué un rôle-clé dans l'organisation de cette sanglante provocation destinée à « faire porter le chapeau » aux anarchistes et qui marquait le coup d'envoi de la *« stratégie de la tension »*. Il fut le chef militaire des cent cinquante conjurés qui, sous la direction du prince Valerio Borghèse, tentèrent un putsch dérisoire d'extrême droite en décembre 1970.

Stefano est un cogneur, un « homme de terrain ». Il en tire sereinement gloire : *« Mettre des bombes devant des sections vides du Parti communiste, c'est une imbécillité. Nous, nous voulons l'affrontement d'homme à homme. Avant les actions, nos jeunes sont préparés moralement pour qu'il apprennent à casser les os, y compris ceux du type qui s'agenouille et pleure. »*

En Espagne, où il vivait alors sous la protection des autorités franquistes, Stefano delle Chiaie continuait à tirer les fils du terrorisme « noir » en Italie, d'autant qu'en 1974 les principales organisations de l'extrême droite subversive, Ordine Nuovo et Avanguardia, décidèrent de fusionner. Toujours imprenable, il semblait très protégé et bénéficiait de l'aide des services secrets espagnols puis de ceux de diverses dictatures d'Amérique latine, ainsi, apparemment, que de complicités dans son propre pays.

Stefano « l'homme de l'ombre »

Selon nombre de ses anciens camarades, comme Aldo Tisei, désormais « repenti » qui débuta dans le terrorisme noir en 1974, *« Delle Chiaie est l'homme de l'ombre de la subversion d'extrême-droite, il fait partie de ceux qui se disent des révolutionnaires irréductibles, mais qui ont en pratique trois ou quatre type de comportements bien différents. »*

Son nom a resurgi deux ans après l'attentat à la gare de Bologne. Les magistrats instructeurs s'appuyaient alors sur les dépositions d'un escroc emprisonné en Suisse, lié à l'extrême-droite ainsi qu'à divers services secrets. Les services italiens lancèrent une opération pour enlever Er Caccola et Luigi Pagliai en Bolivie. Seul ce dernier fut sur le point d'être appréhendé, mais il fut tué dans un échange de coups de feu. Une fois de plus, Delle Chiaie avait *pu, au dernier moment, s'échapper.*

L'homme incarne parfaitement la première phase du terrorisme noir en Italie, qui fut celle de la « stratégie de la tension » proprement dite. Il s'agissait alors de créer le climat de peur et d'insécurité favorable à des coups de force de droite et de faire retomber la responsabilité des bombes et des attentats sur l'extrême-gauche.

Ce *terrorisme masqué bénéficiait* de complicité de certains soutiens au sein de services de l'Etat. On a d'ailleurs constaté que l'agent du SID – service secret militaire depuis dissous, – Guido Giannettini, inculpé pour l'attentat de la place Fontana, a été protégé et aidé financièrement par ses chefs pendant tout le *temps* où il vivait dans la clandestinité. Même au plus haut niveau, certains officiers des services spéciaux et certains hommes politiques pensaient qu'il était possible de tirer quelque parti de ces violences pour faire emprunter à l'Etat une voie plus autoritaire.

Mario Tuti, lui aussi ancien d'Ordine nuovo, puis du Front national révolutionnaire, est une autre figure du petit monde du terrorisme noir. Condamné aux travaux *forcés* à *perpétuité* pour l'assassinat, en janvier 1975, de deux carabiniers venus perquisitionner à son domicile, il est aussi inculpé en tant que maître d'œuvre de l'attentat contre le train, « Italicus » qui fit douze morts le 4 août 1974, dans ce même tunnel où a été perpétré l'attentat du 23 décembre dernier. Huit ans d'enquête. Un ande procès pour aboutir à... une absolution faute de preuves en juillet 1983.

Les magistrats de Florence et de Bologne, qui furent les premiers à enquêter systématiquement sur la série d'attentats visant la voie de chemin de fer Florence-Bologne, n'en demeurent pas moins convaincus du rôle essentiel que joua Tuti dans le terrorisme néo-fasciste en Toscane. Il semble *avoir eu, de surcroît, dans* les années 1974-1975, nombre de contacts avec les hommes de la loge maçonnique P 2. La Toscane est, en effet, le fief où Licio Gelli, « grand maître vénérable » de cette organisation occulte, commença à étendre son pouvoir. La commission d'enquête parlementaire a exposé d'ailleurs dans un long chapitre comment – seulement après l'échec de cette stratégie subversive – la P 2 commença sa lente pénétration des rouages-clés de l'État.

Copier les Brigades rouges

Emprisonné, Mario Tuti continue de représenter un pôle de *référence théorique en publiant*, aux côtés de Franco Freda, idéologue d'Ordine nuovo (emprisonné pour l'attentat de la place Fontana), la revue *Quex*, dont les thèses sont particulièrement représentatives de l'évolution qu'a connue le néo-fascisme extrémiste à partir de 1979-1980. Cinq ans plus tôt, le terrorisme noir première manière, avec ses protecteurs et ses complicités explicites, était en crise.

La stratégie de la tension avait alors échoué. Grâce à l'audace de petits juges courageux, avaient commencé les premières grandes enquêtes sur les pistes noires ; des terroristes néo-fascistes de premier plan avaient été arrêtés, comme par exemple Pier-Luigi Concutelli. D'autres, comme Stefano delle Chiaie, étaient en fuite.

En marge du MSI, et notamment de ses organisations de jeunesse, s'organisait une nouvelle génération qui refusait toute *« compromission avec le système »*, dénonçait les troubles rapports avec les services secrets des vieux groupes de l'extrême droite terroriste, et voulait copier les méthodes des Brigades rouges et des autonomes.

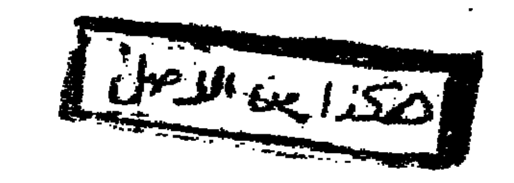
« Lucidité et fanatisme »

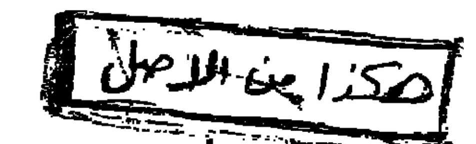
Il ne s'agissait plus de créer un État autoritaire, et encore moins de justifier simplement un virage à droite du gouvernement. De nouveaux sigles apparaissent, comme les NAR (Noyaux armés révolutionnaires) ou Terza Posizione. Les extrémistes noirs parlent *désormais de la lutte contre* les *« impérialismes soviétique et américain »* et lancent des appels *« à tous ceux qui refusent radicalement le système et se situent au-delà de la gauche du régime »*. Pour eux, la vieille distinction extrême-droite-extrême-gauche n'a plus de sens ; l'important, c'est de la soulever et d'abattre le « *système* ».

Quex a tenté de représenter la synthèse entre ce nouvel extrémisme néo-fasciste et certaines des vieilles thèses élitistes d'Ordine nuovo, comme par exemple l'apologie du *« soldat politique »* cher à Franco Freda : *« Froide lucidité et fanatisme du soldat politique, en butte à une haine féroce de la part des populations. Il ne doit ni haïr ni aimer ; A ce dernier sentiment doivent être substituées la fidélité envers les amis et l'Idée, la froide élimination des ennemis, qui doivent être exterminés par simple mesure d'hygiène »*.

Renverser le système n'est pas possible. Reste donc seulement à s'y révolter chaque fois que « l'honneur et la dignité » le commandent. Des petits groupes de *trois ou quatre militants* sont les noyaux qui misent sur *« l'action exemplaire »*. Ce *« spontanéisme armé »* est, du propre aveu de ses penseurs, adopté faute de mieux. Mario Tuti et les autres rédacteurs de *Quex* ne perdent pas l'espoir de susciter un jour la *« guerre révolutionnaire »* par l'extension de la « lutte armée systématique ». C'est pour cela qu'ils prônent le vrai terrorisme, action par le moyen de la terreur.

MARC SEMO.





France

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les indépendantistes exigent la « souveraineté » pour 1985

Après que M. Edgard Pisani, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, eut annoncé des propositions politiques pour le 7 janvier et, dans l'immédiat, des mesures économiques (*le Monde* du 29 décembre), M. Jean-Marie Tjibaou, président du gouvernement provisoire formé par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), s'est déclaré, le vendredi 28 décembre, au cours d'une conférence de presse, prêt à négocier *« une accession petit à petit à l'indépendance »*.

Pour M. Tjibaou, toute concession *« sur la souveraineté »* est impossible. *« Nous sommes prêts,* a-t-il dit, *à faire des concessions sur un calendrier de retour des compétences, mais ce qui est essentiel, pour nous, c'est de recouvrer notre souveraineté en 1985. »*

Selon le dirigeant indépendantiste, le scrutin sur l'autodétermination que proposerait M. Pisani pourrait avoir lieu dans le courant du deuxième trimestre. *« Si son résultat est positif,* a précisé M. Tjibaou, *nous pousserons pour avoir une Assemblée constituante avant la fin de 1985, de préférence le 24 septembre, qui est pour nous une date symbolique. »* (Le drapeau français a été hissé sur la Nouvelle-Calédonie le 24 septembre 1853.)

***« 1986 sera donc l'an I de l'indépendance »*, a affirmé M. Tjibaou, ajoutant qu'un *« bilan »* des compétences à restituer à l'Etat canaque devrait être fait fin 1985. *« Il n'est pas pensable, pour un petit pays comme le nôtre, de pouvoir assumer toutes les charges qui proviennent de l'installation d'un pays comme la France »*, a-t-il remarqué.**

M. Tjibaou a précisé que M. Pisani avait demandé au FLNKS de se prononcer sur la manière dont le mouvement voyait l'avenir, tant en ce qui concerne la coopération diplomatique et militaire que l'éducation, la monnaie, la banque ou le Plan. M. Tjibaou a exclu *« pour l'immédiat »* l'idée de création d'un *« Etat associé »*. *« Si c'est le pouvoir colonial qui le propose, non. Si c'est nous qui le proposons, pourquoi pas ? »*, a-t-il dit.

Une opération de gendarmerie a été menée, vendredi, contre la tribu de Baco, près de Koné, dans le nord de l'île, opération qui a donné lieu à une controverse à Nouméa.

La politique du gouvernement est contestée par les responsables de l'opposition dans la région. M. Gaston Flosse, président du gouvernement de la Polynésie française, envisageant une *« organisation commune »* des territoires français du Pacifique face aux initiatives de Paris.

La manière douce

(Suite de la première page.)

Chaque nuit ou presque, depuis le 18 novembre, les guetteurs des deux camps échangent quelques coups de feu, de montagne à montagne. Quelques magasins et quelques habitations d'Européens ont été pillés et saccagés.

« Les saccages, c'est politique, reconnaît M. Naouari, *c'est pour que les colons comprennent qu'on est déterminés à aboutir. »* Car Baco, sur l'île, est à la pointe du combat pour la récupération des terres. Il y a quatre ans, la tribu possédait dix hectares de terres cultivables. Grâce aux rachats et aux redistributions opérées par l'Office foncier, elle a, aujourd'hui, centuplé cette superficie. Les Canaques en conviennent eux-mêmes : sur les mille hectares ainsi récupérés, ils ne cultivent pas grand-chose d'autre que des projets. *« Parce qu'ils ne parviennent pas à s'entendre eux pour se répartir les terres »*, accusent les caldoches.

« Nous ne cessons de réclamer, pour l'achat de matériel, des subventions qui n'arrivent pas », réplique M. René Guiart, animateur du Comité des terres de Baco. De tous les compagnons de route européens des Canaques, M. René Guiart est, aujourd'hui, l'un des plus haïs par tous les caldoches de l'île. Il est, c'est vrai, le principal bâtisseur de l'empire foncier en friche de Baco. Un combat mené avec une fougue qui l'a même conduit à s'opposer à M. Jean-Marie Tjibaou, au temps où ce dernier, avant le 18 novembre, occupait le poste de vice-président du gouvernement.

Il est vrai que le Comité des terres ne s'est pas toujours embarrassé de légalisme. Même si les Canaques de Baco protestent bien fort de leur volonté de maintenir le *« dialogue »* avec les colons, dont ils revendiquent les terres, ce « dialogue », par la force des choses, ne peut guère porter que sur les modalités et le calendrier de l'expropriation.

Un seul colon, jusqu'ici, a accepté ce « dialogue ». *« Il est venu faire la coutume avec nos chefs pour demander le droit de rester sur ses terres,* raconte M. Naouari. *Les chefs ont accepté. Mais, depuis, nous avons vu des frères dans les milices des blancs. Alors le FLNKS va demander aux chefs de lui rendre sa coutume. Car, pour lui, elle ne signifie rien. »*

Pour compliquer encore ce « dialogue », la tribu n'a pas le téléphone et ses dirigeants n'osent pas se risquer à Koné. Les consignes du FLNKS lui parviennent donc avec un retard dont elle ne semble pas trop mal s'accommoder, édictant elle-même les limites de son action comme elle pose, elle-même, les bornes des territoires revendiqués. *« Ces gens-là n'ont pas notre logique, ils ne sont pas cartésiens »*, soupire le vétérinaire européen de Koné.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

M. Pisani renforce son équipe

M. Edgard Pisani, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, va disposer, autour de lui, d'une équipe de collaborateurs renforcée. M. Paul Maurau, sous-préfet d'Issoire (Puy-de-Dôme), ancien collaborateur de M. Raymond Barre, doit prendre, le 2 janvier, de nouvelles fonctions auprès de M. Pisani. D'autre part, huit autres hauts fonctionnaires sont arrivés, le vendredi 28 décembre, à Nouméa pour rejoindre l'équipe du délégué du gouvernement.

Plusieurs de ces nouveaux collaborateurs de M. Pisani avaient exercé des responsabilités sur le territoire. Ces huit hauts fonctionnaires sont MM. Michel Levallois, directeur des affaires politiques, administratives et financières au secrétariat aux DOM-TOM ; Alain Christnacht, ancien secrétaire général du territoire ; Roland Bruel, ancien vice-recteur de l'enseignement en Nouvelle-Calédonie ; Robert Drappe, expert en finances publiques, ancien secrétaire général adjoint du territoire, chargé des affaires économiques ; Gérard Volff, directeur du cabinet du directeur des affaires sociales, économiques et culturelles au secrétariat aux DOM-TOM ; Jean-François Denis, ancien chef de la subdivision Est au secrétariat aux DOM-TOM ; Bernard Castagnet, professeur de droit ; Bernard Somny, magistrat, ancien chef du service d'études et de législation du secrétariat aux DOM-TOM.

[Né le 26 février 1940 à Bruxelles, M. Paul Maurau, après avoir participé, en 1968, à la création, aux finances, du premier service ministériel d'information, est devenu, en 1976, chef de secteur au secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Chargé de mission, en 1978, auprès du premier ministre, M. Raymond Barre, M. Maurau a été nommé en 1980 directeur de cabinet du préfet de la Drôme, le 24 juillet 1981 sous-préfet à Saint-Pierre-et-Miquelon, et en novembre 1982 commissaire adjoint de la République de l'arrondissement d'Issoire (Puy-de-Dôme.]

A PAPEETE

M. Flosse (RPR) envisage une « organisation commune » des territoires français du Pacifique

De notre correspondant

Papeete. — Le président du gouvernement de la Polynésie française, M. Gaston Flosse (RPR), a lancé, le vendredi 28 décembre, l'idée d'un front commun entre les trois territoires français du Pacifique (Polynésie, Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna). Sans préciser quelle forme revêtirait cette organisation commune, M. Flosse a indiqué, au cours d'une conférence de presse, qu'elle aurait pour objectif de préserver les trois territoires d'une certaine forme de subversion, *« car,* a-t-il expliqué, *ce qui était pour moi une inquiétude s'est transformé, depuis mon séjour à Nouméa, en réalité : le gouvernement socialiste est responsable de la situation en Nouvelle-Calédonie »*.

Pour M. Flosse, le gouvernement central est coupable, notamment, d'avoir *« accordé à quelques délinquants une totale impunité »* et d'avoir, ainsi, *« légitimé leur comportement criminel, en le faisant apparaître comme un terrorisme politique et racial »*. Rendant compte de la mission d'information qu'il avait conduite à Nouméa et à Thio, du 20 au 26 décembre, M. Flosse a décrit *« l'état de choc »* dans lequel se trouveraient les Polynésiens de Thio après *« les violences dont ils ont fait l'objet »*. Une vingtaine d'entre eux, a-t-il dit, ont décidé d'attendre la reprise des activités dans la cité minière, mais tous les autres — soit cent soixante personnes — ont exprimé l'intention de revenir en Polynésie.

Une aide de 5 millions de francs Pacifique a été décidée par le gouvernement polynésien, qui, d'autre part, a alloué une subvention de 100 millions de francs Pacifique au gouvernement calédonien pour l'aider à organiser les secours aux réfugiés de Nouvelle-Calédonie. Mais le territoire de la Polynésie n'entend pas se substituer à l'Etat français, car *« il appartient à la collectivité nationale tout entière de réparer les erreurs du gouvernement qu'elle s'est donné »*, a déclaré M. Flosse.

Cependant, si les violences se poursuivaient, le gouvernement de la Polynésie serait fondé, selon son président, à prendre lui-même toutes les mesures nécessaires à la protection des Polynésiens de Nouvelle-Calédonie. Ces mesures seraient prises en accord avec le gouvernement de ce territoire ; c'est pourquoi M. Flosse n'a pas voulu les dévoiler avant d'avoir rencontré M. Dick Ukeiwé, attendu samedi à Papeete.

JEAN SCEMLA.

AU SEIN DU PS

Conflit entre le maire d'Albi et un conseiller général

De notre correspondant

Albi. — Le maire d'Albi, M. Michel Castel (PS), a de sérieux démêlés avec l'un de ses adjoints à la mairie, M. Daniel Courbou, conseiller général du canton d'Albi-Sud, qui est en campagne ouverte contre lui. Sujet de la discorde : un projet d'installation d'une grande surface sur la zone commerciale de la commune du Séquestre, limitrophe d'Albi et inscrite dans le canton de M. Courbou.

M. Castel, contre l'avis de son adjoint, s'oppose à ce projet, qu'il juge contraire aux intérêts de sa ville. Pour M. Courbou, en revanche, la réalisation de ce projet permettrait de satisfaire les communes de son canton, à moins de trois mois des élections cantonales de 1985.

La majorité socialiste du conseil général du Tarn est fragile. Or il semble que M. Castel ait fait cavalier seul et pris le contrepied d'une note du groupe socialiste de sa municipalité, datée du 26 septembre, qui demandait que la mairie ne s'oppose pas à ce projet en commission départementale d'urbanisme commercial.

Le groupe municipal socialiste se range aujourd'hui derrière M. Courbou, rejoint aussi par le groupe radical de gauche de la majorité municipale. Le conseiller général d'Albi-Sud affirme avoir aussi le soutien des parlementaires socialistes du département. Il dénonce *« la volonté de suprématie et d'hégémonie du maire d'Albi sur les communes voisines »*. *« Leurs maires,* ajoute-t-il, *sont majeurs et ne sont pas les vassaux de Michel Castel. »* Et il s'inquiète de *« l'atteinte portée par le maire au fonctionnement démocratique au sein du conseil municipal d'Albi »*. M. Castel, isolé dans son parti, se refuse à toute déclaration publique.

GILBERT LAVAL.

● *M. Pierret, le PS et le PC.* — M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, estime, dans une interview publiée par *Paris-Match* daté 4 janvier 1985, que le vote négatif du PCF sur le budget de 1985 signifie que *« l'union de la gauche est gravement atteinte et pour de longues années »*. *« Le PC,* estime M. Pierret, *n'a plus comme priorité de faire avancer la bataille économique, mais de démontrer que rien de ce que font les socialistes* [ne] *permet à celle-ci d'avancer (...). Ils cherchent à bloquer l'engrenage, à nous empêcher par tous les moyens — mais je doute qu'ils y réussissent — de poursuivre la rénovation de notre économie (...). Je les accuse de faire de la politique politicienne sur le dos du budget. »*

M. Pierret estime par ailleurs qu'il y a *« possibilité d'un nouveau rassemblement autour du PS et de l'action gouvernementale »* à condition *« que nous cessions de donner de nous une image d'aigris, que nous parlions de la France et que nous ouvrions les fenêtres pour laisser entrer d'autres airs. Ne cherchons pas le salut dans des alliances organiques (...), mais laissons entrer de nouvelles familles de pensée, comme François Mitterrand l'a fait à et après Epinay. »*

LE NOUVEAU STATUT DES CHERCHEURS DU CNRS

Simplification et mobilité accrue

Les personnels de la recherche disposaient déjà, depuis le début de l'année, d'un nouveau statut comparable à celui des employés de la fonction publique et qui prenait en compte les caractéristiques propres aux métiers de la recherche (*le Monde* du 9 novembre 1983). Il restait cependant au ministère de la recherche et de la technologie à aménager cet arsenal juridique encore très général pour tenir compte de la spécificité de chaque organisme. C'est maintenant chose faite pour le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Un décret du 27 décembre, paru le lendemain au *Journal officiel*, précise, en effet, les diverses dispositions prévues pour le recrutement, l'évaluation de la carrière et l'avancement des quelque 10 000 chercheurs et des 15000 ingénieurs, techniciens et personnels administratifs (ITA) de cet établissement.

Ce nouveau statut des personnels du CNRS vise d'abord à la simplification, en réduisant le nombre des catégories auxquelles seront affectés les chercheurs et les ITA. Ainsi, les chercheurs, qui étaient auparavant répartis entre attachés, chargés, maîtres et directeurs de recherche, seront désormais classés en deux corps, celui des chargés et celui des directeurs de recherche, dans lequel seront intégrés les maîtres de recherche. De cette façon, le statut des personnels du CNRS se rapprochera de celui des enseignants-chercheurs du supérieur. De même, pour les ITA, les vingt-deux catégories seront transformées en treize corps, ce changement s'accompagnant d'un relèvement des salaires pour les plus basses catégories.

Simplification donc, mais aussi accroissement de la mobilité et reconnaissance des aptitudes de chacun sont les principes de base sur lesquels se fonde ce statut. C'est ainsi, par exemple, que sont modifiées les modalités fixant le recrutement des jeunes chercheurs. Ces derniers seront désormais choisis par un jury d'admission après sélection d'un jury d'admissibilité constitué par le Comité national — cette instance des chercheurs et des laboratoires que l'on qualifie souvent de *« parlement de la recherche »* — alors qu'ils étaient, auparavant, embauchés par le directeur général de l'établissement après avis du Comité national. Quant à la période probatoire pour l'accession au grade de chargé de recherche, qui était de quatre ans, elle est maintenant fixée à dix-huit mois, renouvelable une fois.

Evaluation et avancement

Le statut prévoit aussi une évaluation plus approfondie du travail des chercheurs et modifie légèrement les modalités de leur avancement. Ainsi, les candidats au poste de directeur de recherche devront se soumettre à un concours, également ouvert aux scientifiques confirmés extérieurs au CNRS, ce qui aura pour effet d'accroître la compétitivité entre chercheurs.

Les mêmes principes seront appliqués aux ITA, qui devront, eux aussi, se soumettre à des concours par branche d'activité, aussi bien lors de leur recrutement au CNRS qu'au cours de leur carrière, lorsqu'ils souhaiteront accéder à un corps supérieur. Une évaluation renforcée de leurs travaux est aussi prévue, afin d' *« assurer une juste prise en compte des compétences de chacun »* et de permettre un *« décloisonnement des carrières au sein de l'organisme et entre organismes »*.

Ces différentes mesures ne sont pas sans contraintes pour les personnels du CNRS. Mais elles devraient, en particulier, favoriser la mobilité des personnels, tant à l'intérieur de l'organisme qu'à l'extérieur, puisque les chercheurs et les ITA pourront participer aux concours organisés par les autres établissements publics scientifiques et techniques.

E. G.

Société

Prison auto-école

De notre correspondant.

Mende. — « *Vous vous souvenez des quatre cas où l'arrêt est obligatoire ; sachez qu'il peut y avoir plusieurs réponses justes à une même question.* » Les diapositives défilent sur l'écran et le moniteur donne des conseils à ses élèves qui vont passer les épreuves audiovisuelles du permis de conduire. La scène ne se déroule pas dans le local d'une auto-école mais à l'intérieur de la prison de Mende (Lozère). Cette expérience-pilote vise à la réinsertion professionnelle des détenus.

L'administration pénitentiaire soutient l'initiative ; elle a versé une subvention de 5000 F à la Traverse, l'association lozérienne coordinatrice de toute l'opération. Son animateur, M. Pierre Hainzelin, a sollicité une dérogation auprès du ministère des transports, demandé à des médecins de se déplacer pour faire passer les visites médicales aux candidats et obtenu le concours d'un moniteur d'auto-école, M. Franco Mannella. « *Je fais*, dit-il, *mon métier de la même façon qu'à l'extérieur. Ces garçons s'accrochent. Ils sont très motivés.* »

De leur côté, les détenus ne dissimulent pas leur satisfaction. « *Jusqu'à mon arrestation*, avoue André, *je conduisais sans permis : je croyais connaître le code de la route. Je me suis aperçu que j'étais nul. Je dois fournir un effort intellectuel, mais, en même temps, cela m'aide moralement à tenir le coup.* » « *Aujourd'hui*, surenchérit Alain, *la plupart des employeurs au moment de l'embauche vous demandent si vous êtes titulaire du permis de conduire ; c'est devenu une nécessité.* »

Christian, trente-quatre ans, vient de répondre correctement aux questions spéciales du permis poids lourds : « *Je sais*, dit-il, *que des membres de ma famille m'ont trouvé un emploi dans une entreprise de transport ; pour moi, c'est la sortie du tunnel.* »

JEAN-MARC GILLY.

LA COTE D'ADAM

Des femmes-pasteurs ? Pourquoi pas des singes ! Ainsi raisonne le révérend Andrew Reakes Williams, pasteur de l'Eglise anglicane Holy Trinity d'Oswestry, dans l'ouest de l'Angleterre.

Dans une lettre adressée à ses neuf mille paroissiens et reproduite, ce samedi 29 décembre, par le *Daily Mail*, le révérend commente le récent projet de l'Eglise anglicane d'ordonner pasteurs des femmes à partir de 1990. « *Si on pousse l'argument pour l'ordination des femmes jusqu'à sa conclusion logique*, écrit-il, *alors il faut accepter l'ordination des chimpanzés comme chapelains des animaux (...). Si vous ordonnez une femme, vous pouvez tout aussi bien ordonner un chimpanzé.* » Le pasteur justifie ainsi son analyse : « *Je ne suis pas contre les femmes*, précise-t-il, *mais je veux qu'elles puissent être des chrétiens de première classe et non des hommes de deuxième classe. Il ne faut pas ordonner des femmes à une fonction masculine.* » — (Reuter.)

● *Vol de quatre mille coupons de carte orange.* — Un coffre-fort, contenant sept mille titres de transport, dont quatre mille coupons de carte orange, a été dérobé durant la nuit de Noël en gare d'Herblay (Val-d'Oise). Le montant du vol s'élève à un peu plus d'1 million de francs. D'autre part, des composteurs et des magnétiseurs avaient été subtilisés, dans les jours précédents, en différents points de l'Ile-de-France. Ces coupons de carte orange peuvent donc être utilisés, mais tous les numéros sont en possession des brigades chargées du contrôle des billets.

LE RALLYE DE MONTE-CARLO

M. Balestre lève l'obstacle

Le Rallye de Monte-Carlo aura lieu en 1985. L'Automobile-Club de Monaco (ACM) avait décidé *(nos dernières éditions)* de renoncer à son organisation à la suite des tracasseries imposées par la Fédération française du sport automobile (FFSA). Elle est revenue, vendredi 28 décembre, sur sa décision après avoir appris que le bureau de la FFSA, réuni en session extraordinaire, avait levé *« tous les obstacles susceptibles de créer des difficultés d'organisation à l'épreuve monégasque »*.

M. Jean-Marie Balestre, président de la FFSA, n'exige plus le contrôle sportif du Rallye, ni la contribution financière de 1 million de francs en dédommagement de l'utilisation des infrastructures françaises et du potentiel sportif, humain et matériel du sport automobile français. Le bureau de la Fédération française a pris cette décision *« afin de faire cesser les polémiques dans l'intérêt du sport automobile »*.

Ce brusque revirement de M. Balestre, qui n'est pas homme à faire des concessions, ne peut s'expliquer que par l'intervention de M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, qui a, dit-on, demandé fermement au président de la FFSA d'autoriser l'organisation du Rallye en 1985.

Dans un communiqué, l'ACM remercie le ministre d' *« avoir usé de son autorité pour mettre à la raison le président de la FFSA »*. L'autorisation tardive donnée par la Fédération, note-t-il, ne saurait toutefois exonérer M. Balestre de sa responsabilité pour toutes les actions préjudiciables engagées depuis le mois de septembre. M. Michel Boéri, président de l'ACM, a encore indiqué : *« Je vais faire un procès à M. Balestre (...) qui va remettre prochainement à l'ordre du jour la procédure d'exclusion de l'ACM de la Fédération internationale automobile »*, car si le Rallye a bien lieu, en revanche *« le Grand Prix de Monaco de formule 1 n'est toujours pas inscrit au calendrier de 1985 »*.

M. Balestre a déclaré : *« Nous avons toujours tenu à ce que le Rallye se coure. Nous faisons un acte de sagesse en levant tout obstacle à l'organisation de cette épreuve. M. Calmat, ministre de tutelle a tenu son rôle. Il n'a jamais exercé sur nous la moindre pression, mais simplement proposé ses bons offices. »*

Toutefois cette autorisation tardive causera des difficultés aux concurrents indépendants, qui ne bénéficient pas des moyens des grands constructeurs.

Du piston au « turbo »

Les dizaines de milliers de fanatiques du sport automobile qui se retrouvent chaque année sur les routes du rallye de Monte-Carlo pourront donc à partir du 26 janvier braver le froid, la neige et le verglas. Les initiés se retrouveront à ces endroits stratégiques où le « Monte », dans leur langage, se gagne *ou se perd. On* y viendra comme d'habitude pour voir les automobiles, leur puissance, leur adhérence au sol, la manière de conduire des pilotes.

Deux heures avant l'arrivée des monstres, entre un alcool blanc et un café, on bat les cartes. Le bistrot est le dernier lieu où chacun se réchauffe avant d'affronter les rigueurs de la nuit. Sur le coup de deux heures, le bar se vide de ses clients, qui rejoignent l'endroit le mieux situé. Le spectacle est de courte durée. Les bolides dévalent les pentes à plus de 200 kilomètres à l'heure. Frustrant. Comme sur la route du Tour de France.

La fascination est collective. Ailleurs, on retrouve le même engouement des mordus, thermos et casse-croûtes sous le bras, chaudement vêtus. Il gèle à pierre fendre, le thermomètre marque 4° au-dessous de zéro. Il est 5 heures. Vision éphémère. Deux voitures, quelques commissaires, constituent un décor de misère. Trois ampoules se balancent au bout d'un fil.

Plus tard, la foule se presse là où tout peut se défaire, dans le célèbre col du Turini : facile d'y accéder, mais il faudra attendre le lever du jour pour redescendre dans la plaine.

Le rallye de Monte-Carlo doit son succès à son originalité. Ses inventeurs, Gabriel Vialon, s'inspirant des courses cyclistes italiennes, « convigni ciclisti », et Anthony Noghes, fils du président du Sport vélocipédique et automobile de Monaco, eurent l'idée, en 1911, de faire converger vers un lieu commun des automobiles venant de points différents. Le rallye était né et devait participer à la renommée touristique de la cité des Grimaldi.

Financée par la Société des bains de mer, l'épreuve monégasque a eu des débuts difficiles. Vingt-trois voitures seulement étaient au départ la première année. Parti de Berlin, le capitaine von Esmach rejoignait Monaco à la moyenne, extraordinaire pour l'époque, de 22,655 kilomètres à l'heure. L'histoire, cependant, ne retiendra pas son nom. Le Français Rougier est le premier vainqueur de la compétition. L'Allemand, furieux, ne prendra pas part au défilé qui réunit à l'arrivée les participants. L'incident fait grand bruit. Les organisateurs craindront même qu'il ne signe l'arrêt de mort du rallye. Déjà.

L'épreuve la plus prestigieuse

Un an plus tard, le rallye accueillait quatre-vingt-huit concurrents. André Nagel réalisait la première performance. Parti de Saint-Pétersbourg le 15 janvier à 8 heures, il ralliait Monaco le 21 janvier à 12 heures à 42 km/h de moyenne de moyenne. Compte tenu des contrôles et des arrêts nécessaires au ravitaillement on roulait déjà à 85 km/h. L'exploit, dit la chronique, est considérable. Hélas ! Le Français, qui avait monté sur son automobile un capot et un pare-brise pour affronter les rigueurs de l'hiver sera déclassé en raison de « *l'accoutrement bizarre de son véhicule* ».

Interrompu par la première guerre mondiale, le rallye était de nouveau organisé en 1923 ; les voitures devaient alors répondre à des normes précises. Le « Monte-Carlo » étendait peu à peu sa toile sur l'Europe. Son succès était tel que le nombre des participants était limité cette année-là à cent *cinquante. Une seule voiture ne* prenait pas le départ : elle a heurté un chien si gros et elle était si fragile qu'elle n'a pu être réparée. C'est le temps de la création d'invraisemblables automobiles, œuvres de constructeurs d'un jour. Un jeune homme de vingt-deux ans fait déjà merveille, Jean-Pierre Wimille, qui, avant de se tuer en 1949 sur le circuit de Buenos-Aires, forma avec Amédée Gordini une équipe inégalée.

Avant d'être une nouvelle fois interrompu, cette fois, par la seconde guerre mondiale, le rallye connut en 1939 un épilogue curieux. Deux pilotes terminaient *ex-æquo* à la première place : Trévoux sur Hotchkiss et Contet sur Delahaye. Non seulement ils totalisaient tous les deux un nombre identique de points, mais encore leur voiture pesait le même poids, 1 478 kilos, et elles étaient équipées des mêmes pneumatiques, de la même boîte de vitesses et du même carburateur.

Les voitures évolueront au fil des années. Louis Chiron, qui remporta l'épreuve en 1954 au volant d'une Lancia, eut le premier l'idée de faire installer le chauffage. Les vérifications techniques, qui étaient alors sujettes à contestation, seront faites plus sérieusement. Des plombs seront apposés désormais sur les organes essentiels : le moteur et le chassis. Leur absence, à l'arrivée, devait entraîner la mise hors course. Les années 60 resteront la grande époque des « minis ». Ford-France tentait et réussissait un coup de publicité en confiant un volant à deux coureurs cyclistes : Jacques Anquetil et Raphaël Geminiani. Carlsson, Makinen, Toivonen, spécialistes nordiques des parcours enneigés, dominaient le célèbre rallye. Les *Français n'en étaient quand même* pas réduits à jouer les utilités. Jean-Claude Andruet sur Alpine Renault, Jean Ragnotti sur Renault turbo 5, Bernard Darniche sur Lancia, remportaient tour à tour l'épreuve. Champion du monde incontesté de ces dernières années, *Walter Rohrl*, avec Fiat, Opel et Lancia, imposait à son tour sa supériorité.

Malgré l'organisation, en 1979, du raid Paris-Alger-Dakar, le « Monte-Carlo » a toujours été considéré comme l'épreuve la plus prestigieuse du calendrier international. Il est une puissante rampe de lancement pour l'industrie automobile. La plupart des grands constructeurs voient dans ce type d'épreuve un moyen de faire connaître leur technologie. Les Audi Quattro, imbattables ces dernières années sur des terrains aussi différents que la terre, l'asphalte et la neige, ont fait la preuve de leurs qualités. Comme les Lancia, qui ont testé le volumex, en réponse au turbo, et les Peugeot 205 Turbo 16, considérées comme les voitures d'une nouvelle génération, moins lourdes que leurs concurrentes allemandes.

Le rallye a de surcroît une influence non négligeable sur l'économie touristique de la Côte d'Azur, au point que des responsables chiffrent celle-ci à une centaine de *millions de francs*.

GILLES MARTINEAU.

En bref

Des tonnes d'huîtres volées en baie de Quiberon

Plusieurs dizaines de tonnes d'huîtres ont été volées dans la baie de Quiberon (Morbihan). Deux ostréiculteurs de cette région ont porté plainte auprès de la gendarmerie maritime de Lorient, après avoir constaté, il y a dix jours environ, que leurs concessions en eau profonde avaient été « visitées » et qu'une grande quantité d'huîtres (une trentaine de tonnes pour l'un d'eux, le second n'a pas encore estimé le préjudice) avait disparu. Le vol, qui nécessite le recours à un bateau de pêche équipé d'une drague pour recueillir les mollusques à une profondeur de 7 à 8 mètres, aurait pu avoir lieu au mois de novembre.

Les concessions *en eau profonde* étaient cependant surveillées par un radar installé à Carnac et géré par les ostréiculteurs. Les voleurs ont dû bénéficier de la complicité d'un réseau pour écouler la marchandise. Celle-ci risque d'être mise sur le marché sans le visa du contrôle sanitaire, ce qui ne signifie pas que les huîtres volées sont impropres à la consommation dans la mesure où la région de production a été reconnue comme zone salubre.

Attentat contre la COGEMA dans le Morbihan

L'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) a revendiqué, le 28 décembre, un attentat à l'explosif commis, dans la nuit du 27 au 28 décembre, contre le siège social de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) à Neuillac, près de Pontivy. Deux charges de plastic ont soufflé en partie le bâtiment et endommagé deux véhicules. Dans un message, l'ARB estime que la COGEMA est une « *société capitaliste, qui exploite le sous-sol breton* ». Cette dernière, qui a porté plainte contre X, a obtenu, il y a deux ans, quatre permis de recherches minières, concernant notamment l'uranium dans le centre de la Bretagne.

Le meurtre d'un bébé de neuf mois

Claudine Majault, la mère d'Emmanuel, neuf mois, retrouvé tué en bordure d'une haie à Groisbois-en-Montagne (Côte-d'Or), et Marcel Charnay, son compagnon, ont été inculpés d'homicide volontaire, vendredi 28 décembre et incarcérés à la maison d'arrêt de Dijon. L'autopsie a révélé que le décès du bébé était dû à une hémorragie méningée consécutive à des coups reçus. Le couple avait été arrêté, le 26 décembre, à Cherbourg (Manche).

Polémique dans un foyer SONACOTRA du Val-d'Oise

Une centaine de résidents africains (Maliens et Sénégalais) du foyer SONACOTRA de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) empêchent, *depuis le mercredi 26 décembre*, le directeur de l'établissement, M. Tomas Subhi, réfugié irakien d'obédience chrétienne, et sa secrétaire d'accéder à leurs bureaux. Ils reprochent à M. Subhi de « *privilégier certains résidents par rapport à d'autres* ».

De son côté, le directeur du foyer estime que « *étant responsable de la cohabitation de trois cents travailleurs immigrés appartenant à une dizaine d'ethnies, il peut arriver qu'un refus de* [sa] *part soit interprété comme un geste discriminatoire et raciste* ».

La direction régionale de la SONACOTRA déclare que « *les revendications des résidents africains sont négociables, sauf le départ du directeur et de son assistante* ». Un jugement en référé du tribunal de Pontoise, concernant le recours aux forces de police pour permettre à M. Subhi et à sa secrétaire de réintégrer leurs bureaux, doit être rendu le 2 janvier.

Assurance anti-SIDA

Pour moins de 200 dollars par an, les personnes redoutant d'attraper le SIDA (syndrome d'immuno-déficience acquise) pourront recevoir, en cas de maladie, 78 000 dollars pour les soins et les frais d'hospitalisation. M. Jim Hotinger, vice-président de la Coastal Insurance Company, dont le siège est à Santa-Monica (Californie), vient d'annoncer qu'elle proposera des polices couvrant le risque de SIDA dès le début de 1985, et qu'elle espère signer au moins trente mille contrats dans les six mois à venir.

Dans un premier temps, cette police sera vendue en Californie seulement, mais les responsables de la Coastal ne désespèrent pas d'obtenir le droit de vendre leurs contrats sur l'ensemble des Etats-Unis.

M. Hotinger a précisé que des espaces publicitaires ont été achetés dans plusieurs revues homosexuelles et que la réponse a été particulièrement forte dans la région de San-Francisco. — (AFP.)

M. Blache demande la « grâce » du président

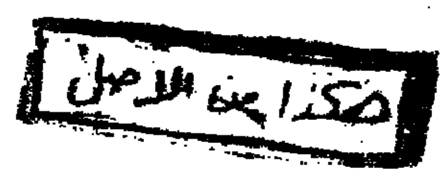
M. Jean-Pierre Blache, professeur de philosophie à Villeurbanne (Rhône), révoqué par le ministère de l'éducation nationale, demande « grâce » au président de la République, dans un télégramme qu'il lui a adressé, vendredi 28 décembre. M. Blache avait été radié, le 14 mars 1984, du corps des adjoints d'enseignement, notamment pour avoir écrit des slogans antimilitaristes sur un tableau d'affichage de son lycée. Cette décision avait été confirmée par le tribunal administratif de Lyon (*le Monde* du 15 novembre 1984).

La navette soviétique

Un responsable des activités spatiales soviétiques a confirmé implicitement que l'URSS avait procédé à des essais d'une navette spatiale. En précisant, au cours d'un entretien avec des journalistes occidentaux, vendredi 28 décembre, que son pays avait fait des essais préliminaires « *d'un système spatial réutilisable* », l'académicien soviétique Roald Sagdeyev a en effet corroboré les hypothèses qu'avaient avancées des experts occidentaux, et notamment américains, lors du lancement du satellite Cosmos-1614 (*le Monde* du 21 et du 22 décembre). Ce satellite, qui avait amerri le 19 décembre en mer Noire après « *avoir effectué une descente contrôlée dans l'atmosphère* » était en fait, selon ces observateurs, un exemplaire d'une petite navette spatiale soviétique de cinq à six mètres de long et pesant une quinzaine de tonnes.

M. Sagdeyev n'a pas donné plus de détails à ce propos. — (*AFP-AP*)





Géographie parisienne

(Suite de la première page.)

Bougeotte à l'intérieur même du périphérique puisque plusieurs centaines de milliers d'ouvriers sont définitivement partis pour être remplacés partiellement par des travailleurs étrangers. Le solde est lourdement négatif : Paris a perdu plus de 220 000 ouvriers et contremaîtres en vingt ans. Dans le même temps, 50 000 artisans et petits commerçants ont fermé boutique. En revanche, 110 000 cadres moyens, cadres supérieurs et membres des professions libérales sont arrivés.

En démolissant et reconstruisant à tour de bras, Paris a changé le décor de ses quartiers, mais aussi leur sociologie. Les employés et les cadres moyens ont grignoté les quartiers populaires de l'Est tandis que les cadres supérieurs et les professions libérales colonisaient les vieux quartiers de la rive gauche et du Marais.

Les Parisiens, moins nombreux, *ayant moins d'enfants*, se sont trouvés plus à l'aise dans leurs appartements, mais, vieillis, beaucoup d'entre eux sont, à présent, aux prises avec la solitude. Tout cela a modifié la carte politique qui a viré du rose à un tricolore de plus en plus vif. Le chiraquisme a remplacé le gaullisme traditionnel de la capitale, et les candidats communistes et socialistes *ont, à présent, bien du mal à* trouver des électeurs.

Les Parisiens ont donc beaucoup changé en quelques décennies. Pourtant, une étude attentive de la capitale, comme celle de Daniel Noin et de ses camarades, révèle d'étonnantes permanences. Ainsi, la proportion des immigrés dans Paris est le double de celle que l'on rencontre dans la plupart des grandes villes de France et supérieure à celle des métropoles européennes. Or, dès *avant la guerre de 1914-1918*, les étrangers étaient deux fois plus nombreux à Paris que dans les capitales européennes. Paris reste la première porte de l'immigration en France. Toutes les nations du monde s'y retrouvent, du chercheur allemand à l'étudiant argentin en passant par le fourreur grec, le manœuvre sénégalais et la domestique portugaise. Cette population, lorsqu'il s'agit des familles, a une fécondité deux fois plus forte que celle des Français. Actuellement, notent les auteurs de l'atlas, 27 % des nouveau-nés parisiens ont une mère étrangère contre 10 % pour le reste du pays. Cela n'est pas nouveau mais, ce qui l'est, c'est que le gros de cette colonie étrangère est méditerranéenne et même maghrébine, et que la capitale paraît à présent hors d'état de l'assimiler.



PESSIN.

Permanence encore, celle de la singularité des Parisiennes. Elles ont davantage de diplômes et sont plus actives que les autres Françaises. 71 % des femmes de vingt à soixante ans travaillent dans la capitale alors que la moyenne nationale dépasse à peine 50 %. Mais, jeunes ou vieilles, les Parisiennes sont aussi les championnes de la solitude. Et, *conséquence de tout ce qui précède*, elles comptent parmi les moins fécondes des Françaises.

Mais ce qui est le plus frappant dans la « bande dessinée » des universitaires de Paris-I, c'est qu'après *trente ans de croissance accélérée et* de profond changement, la capitale est toujours traversée par une invisible frontière. Les enfants des quartiers populaires (10ᵉ, 11ᵉ, 12ᵉ, 13ᵉ, 18ᵉ, 19ᵉ, 20ᵉ arrondissements) ont un taux d'échec scolaire supérieur à ceux des beaux quartiers, continuent leurs études moins longtemps et sont donc moins diplômés que leurs petits camarades. Cette différence se retrouve dans les professions : ouvrières et employés à l'Est, patrons, cadres supérieurs et professions libérales à l'Ouest. Nouvelle disparité dans le revenu imposable moyen qui est toujours trois fois plus *faible du côté oriental. Bien entendu*, le taux d'occupation et le confort des logements s'en ressentent, l'Ouest étant maintenant une zone où l'on rencontre de plus en plus d'appartements vides ou sous-occupés... Même contraste sur le plan politique, l'Ouest restant un bastion conservateur (UDF notamment) et l'Est votant traditionnellement plus à gauche. La *mort elle-même ne rétablit pas la* balance puisque les Parisiens des secteurs populaires meurent plus tôt que les gens des beaux quartiers.

Cette géographie contrastée justifie donc la politique de rééquilibrage à l'Est lancée par M. Jacques Chirac au début de sa seconde mandature, en 1983. Encore faudrait-il qu'elle ait les moyens de se concrétiser. Mais ceci est une autre histoire...

MARC AMBROISE-RENDU.

RESTAURATION A BORD DU TGV

Une petite phrase empoisonnée

Certaines « petites phrases » peuvent faire beaucoup de mal. Non pas celles — on y est trop habitué dans les services publics — d'une clientèle perpétuellement plus encline à critiquer qu'à louer, mais celles, autrement lourdes de résonances et de conséquences multiples, que peuvent lâcher tout à trac des hommes du gouvernement, en l'occurrence le premier d'entre eux. Même si tout peut laisser supposer que le propos, en forme de confidence mais non pas de boutade, confié par M. Laurent Fabius à l'un de ses voisins, lors d'un récent voyage au Canada, n'était pas destiné à être rapporté par la presse, il l'a été. Et le mal a été fait.

Notre premier ministre a bel et *bien laissé tomber que « l'on mange mal dans le TGV »* et qu'il avait *« l'intention de s'en ouvrir à la SNCF »*, montrant ainsi l'importance qu'il attache au problème. On peut imaginer sans peine quel émoi allait s'emparer sur-le-champ de l'état-major de la Sorenolif (Société de restauration de la nouvelle ligne ferroviaire), cette filiale à part entière de la vénérable Compagnie des wagons-lits, filiale créée tout exprès pour assurer, sous la marque « Service 260 », la restauration à bord du train-prodige.

Le premier, M. Guy Pallaruelo, *directeur général de la SORENOLIF*, admet que *« tout n'est pas encore parfait »* et que *« certaines critiques sont justifiées »*. Il n'empêche qu'il a eu peine, et toute son équipe avec lui, à encaisser le coup. D'autant que la SORENOLIF ne ménage pas ses efforts pour améliorer constamment un service dont il faut savoir *qu'il est irrémédiablement soumis* à des contraintes que l'usager ne peut supposer.

Ainsi les voyageurs critiquent-ils quotidiennement le temps d'attente nécessaire pour obtenir, au bar ouvert en permanence sur toutes les rames, un plat chaud — quiche, pizza ou croque-monsieur. *« L'exiguïté de ce bar*, répond-on à la SORENOLIF, *entraîne un encombrement désagréablement perçu par la clientèle. En outre, sa disposition même, en forme de banque et non de « boutique », comme sur les Corail, nuit à un service satisfaisant et rapide... »*

Alors, que faire ? Supprimer purement et simplement les plats chauds ? *« C'est là une solution qui serait mal ressentie par les clients... L'utilisation du four à micro-ondes, à la place du four à thermostat actuellement en place sur les TGV, passait pour pouvoir résoudre le problème, mais, malheureusement, les essais n'ont pas été satisfaisants... »*

Le café est aussi au chapitre des récriminations : les voyageurs se plaignent de l'absence d'une vraie machine à café et boudent le gobelet de café en poudre, quand *bien même serait-il — c'est toujours le cas —* dissous dans de l'eau minérale. A chaque observation, sa réponse : *« Manque d'espace, et, plus encore, de stabilité parfaite de l'alimentation électrique. Dernier point, et non des moindres, la SNCF n'assurant en aucun cas la distribution d'eau potable à bord des trains, l'utilisation de telles machines ne peut être envisagée. »* Quant aux trop fréquentes ruptures de stock, les jours de fort trafic, c'est encore et toujours au manque de place qu'on les impute, l'espace faisant cruellement défaut pour entreposer sandwiches, pâtisseries et boissons.

Huit cent cinquante mille plateaux-repas

La suppression des voitures-restaurants d'antan a été, elle aussi, mal ressentie par des usagers *restés nostalgiques* — comme on les comprend ! — de la table recouverte d'une vraie nappe, de la cuisine et du service d'un maître d'hôtel « à l'ancienne ». Toutefois, les enquêtes menées en permanence montrent que le rapport qualité/prix de la restauration « à la place » en 1ʳᵉ classe est considéré dans l'ensemble comme *« satisfaisant »* par huit voyageurs sur dix.

De quoi mettre un peu de baume au cœur des huit cents personnes qu'emploie la SORENOLIF, une moitié à bord des trains et l'autre dans les 6 000 mètres carrés d'installations souterraines de la gare de Paris-Lyon — coût : 50 millions de francs — où sont élaborés en totalité les repas. Un *« outil performant »*, comme tient à le souligner M. Pallaruelo, qui met aussi l'accent sur le soin extrême qu'on apporte ici à garantir l'hygiène, sous le contrôle permanent de la Société scientifique d'hygiène alimentaire, des services vétérinaires et des associations de consommateurs.

Si la qualité de certains pro*duits servis au bar fait l'objet de* critiques, en ce qui concerne surtout leur présentation, il n'en va pas de même pour ceux entrant dans la composition du plateau-repas. *« Nous avons choisi d'entrée de jeu*, explique M. Pallaruelo, *des fournisseurs irréprochables, qu'ils s'appellent Lionel Poilâne pour le pain, Bréda pour les pâtisseries, Anthès pour les fromages, Rougié pour le foie gras, Petrossian pour le saumon et ... la Colombie pour le café »*.

Un repas complet, comprenant, par exemple, une salade composée (frisée, trévise, haricots verts et foie gras), *une fricassée de volaille à l'ancienne garnie de riz aux raisins (ou une grillade, comme le filet grillé garni bouquetière de légumes), un morceau de camenbert et une pâtisserie, est actuellement facturé au prix de 117 francs, service compris. Si l'inévitable *« c'est cher pour ce que c'est »* se fait entendre ça et *là, la grande majorité des usagers* du TGV admettent volontiers que ce sont là des prix qui supportent aisément la comparaison avec ceux qui sont pratiqués « à terre ».

Pour l'heure, on s'efforce d'oublier la méchante « petite phrase » du premier ministre.

850 000 plateaux-repas
190 000 petits-déjeuners
210 000 assiettes froides
290 000 pâtisseries et
150 000 viennoiseries
2 348 000 sandwiches,

auront été vendus en 1984 à bord du TGV. Il y a des chiffres plus éloquents que tel ou tel propos, fût-il tenu sur le monde confidentiel...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

L'ENSEIGNEMENT DU JAPONAIS A L'UNIVERSITÉ

Beaucoup de disciples, peu de maîtres

Comme les Etats-Unis dans les années 60, le Japon est à la mode. Il y a déjà plusieurs années qu'il est cité en exemple par nos dirigeants d'entreprises et désormais par les autorités politiques. Il est aussi pour les étudiants qui entrent à l'université un pôle d'intérêt de plus en plus affirmé.

Or, les conditions dans lesquelles est enseigné le japonais dénotent de singulières discordances entre les affirmations de certains membres du gouvernement français sur la nécessité de développer les connaissances sur ce pays — qui passe par l'étude de la langue — et les moyens consacrés à une telle politique.

Les rentrées universitaires de cette année dans les départements de japonais de l'Institut National de Langues et Civilisations Orientales *(INALCO) et de l'Université* Paris VII, sont symptomatiques d'une situation caractérisée par une grave carence d'enseignants. Dans le premier établissement, on note une augmentation régulière des inscriptions qui ont dépassé le nombre de 1500 pour l'année scolaire 1983-1984. Le japonais est en effet la langue la plus demandée par les étudiants, *s'inscrivent à l'INALCO : en* juillet dernier sur 1000 inscrits, 265 avaient choisi le japonais (177 le chinois, et 119 le russe).

Depuis dix ans, l'encadrement n'a pas changé : en 1976 pour 1 046 inscrits il y avait 17 enseignants ; en 1984-1985, pour un nombre croissant d'inscrits (il se confirme une tendance à l'augmentation régulière : *50 % depuis 1975 et 20 %* d'une année sur l'autre entre 1982 et 1983), le nombre des enseignants est demeuré inchangé.

La situation est la même dans la section de japonais de Paris-VII. L'enseignement du japonais y a commencé il y a quinze ans : en 1970 il y avait 100 étudiants. Il y en avait 350 en 1983 pour cinq enseignants.

A l'insuffisance des locaux à l'INALCO, s'ajoute le risque d'une inefficacité des cours malgré la bonne volonté (et, pour certains, le dévouement) des enseignants. Ceux-ci consacrent annuellement aux examens un temps deux fois supérieur à *celui de leur enseignement*. Certains chargés de conférences ont jusqu'à 100 auditeurs.

Cette carence de l'encadrement n'est pas dû à une insuffisance de personnes qualifiées, mais à une absence de création de postes. Ainsi la section de japonais de l'INALCO vient de recruter un maître-assistant parmi sept candidats tous aussi valables. *A Lyon ou à Lille, où on a com*mencé des enseignements du japonais au niveau universitaire, le manque de postes est aussi évident.

La carence de postes est aussi flagrante dans le domaine de la recherche et risque de décourager les vocations, alors que s'achève une phase de transition (au cours de laquelle le Japon contemporain avait été *négligé) et que sont apparus des* chercheurs qualifiés qui permettraient de faire faire un bond aux connaissances sur le japon.

La récente création d'une agrégation de japonais a été diversement accueillie dans les milieux de la japonologie. Pour certains, il y avait d'autres urgences. Pour d'autres, cette agrégation est un signe favorable, *mais* elle n'a de sens que si l'on crée des postes.

Alors que seulement 2 % des publications scientifiques et techniques japonaises sont publiées en langues étrangères et sont donc accessibles au reste du monde, la carence dans l'enseignement du *japonais est* pour le moins préjudiciable à la nécessité de développer les relations avec ce pays.

PHILIPPE PONS.

CARNET

Naissances

— **Patrice MAUBOURGUET** et Mᵐᵉ, née **Laurence HENRIOT**,
Virginie, Sandra, Caroline et Alexis
sont heureux d'annoncer la naissance de

Adrien.

Paris, le 8 décembre 1984.

Décès

— Mᵐᵉ Gilberte Bossard,
son épouse,
Mᵐᵉ Véronique Bazoge,
Mˡˡᵉˢ Sophie, Catherine, Nathalie et Christine Bossard,
ses filles,
Mᵐᵉ Mireille Pages,
M. Jean Bossard,
ses sœur et frère,
Les familles Bossard, Pages, Bazoge,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves BOSSARD,

survenu à Aix-en-Provence, le 25 décembre 1984, à la suite d'une *longue maladie*.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 27 décembre, à Nice, où il a été inhumé dans le caveau de famille.

Une cérémonie religieuse aura lieu à Paris, ultérieurement.

33, rue de la Clef,
75005 Paris
et 3, rue du Parc,
28190 Landelles.
198, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.

— Sa famille, ses amis,
font part du décès accidentel de

Guy CAUVIN,

survenu à La Plagne (Savoie), le 26 décembre 1984, à l'âge de cinquante-six ans.

Le service religieux aura lieu à la cathédrale d'Evreux le lundi 31 décembre, à 14 heures.

11, route de Saint-André,
27000 Evreux.

— Ses amis et collègues du CIEFOP
font part du décès accidentel de

Guy CAUVIN,
animateur de formation,
chevalier des Palmes académiques,

survenu à La Plagne (Savoie), le 26 décembre 1984, à l'âge de cinquante-six ans.

Le service religieux aura lieu à la cathédrale d'Evreux le lundi 31 décembre, à 14 heures.

Une messe sera célébrée à son intention à la chapelle Saint-Jean-de-Dieu, 223, rue Lecourbe, à Paris-15ᵉ, à une date qui sera fixée ultérieurement.

— M. et Mᵐᵉ Charles Franchi
et leurs enfants,
Mᵐᵉ veuve Jacques Tapon
et ses enfants,
Le docteur et Mᵐᵉ Albert Brigant
et leurs enfants,
Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Antoine François FRANCHI,
médecin en chef des armées,
ancien directeur du service de santé
de la IIᵉ région militaire,
ancien médecin-conseil
de la Caisse régionale
de Sécurité sociale de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à Paris, dans sa quatre-vingt-treizième année, le 16 décembre 1984.

Le service religieux a été célébré le 20 décembre, en la chapelle de l'instruction des armées du Val-de-Grâce, et l'inhumation a eu lieu à Scolca (Haute-Corse), dans la propriété familiale, le 22 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue de Civry,
75016 Paris.

— Paris. Les Ormes-sur-Vienne. Poitiers. Châtellerault.

M. Charles Versyck,
son époux,
Mᵐᵉ veuve Boinot,
sa mère,
Les familles Bedéneau, Dallier,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mᵐᵉ Charles VERSYCK,
née Suzanne Boinot,
principale honoraire de collège,
chevalier
de l'ordre des Palmes académiques,
ancienne directrice
de l'Alliance française
de La Paz (Bolivie),

enlevée à leur affection dans sa soixante-septième année.

Les obsèques civiles auront lieu le mercredi 2 janvier 1985, à 14 heures, au cimetière des Ormes.

« Mon parti, merci de tes leçons, et depuis ce temps-là, tout me vient en chanson. »

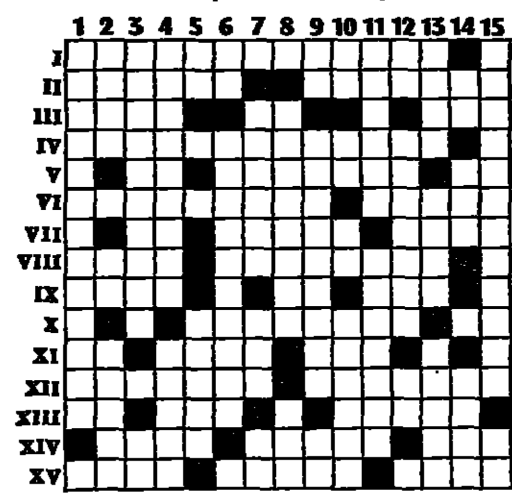
29, rue du Pont-aux-Halles,
Les Ormes,
86220 Dangé-Saint-Romain.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nᵒ 3871

HORIZONTALEMENT

I. De quoi se sentir beaucoup moins gêné. — II. Agent de perception. N'est pas sans motifs. — III. Eau chaude. Possessif. Point de côté. — IV. Ne *respecte pas la nature.* — V. *Note. Ne sont pas de bonne composition. Passé* par la tête. — VI. Ne présente que des « *robes* » de moindre qualité. Retomber en enfance... — VII. Varie d'un individu à l'autre. Court cours. Ile de poète. — VIII. Sont de moins en moins nombreux à se remplir les « poches ». Ce n'est pas une fine *mouche. — IX.* Trouva refuge dans une botte. Conjonction. Affaire dans le sac. — X. N'a personne sur ses pas. Note. — XI. Possessif. En filant. Porte la barbe. — XII. Mauvais état. Tout à fait insuffisant pour bénéficier d'une bonne conduite. — XIII. Pourra être débité. Remplit bien des trous. Fait part. — XIV. Regarde de travers. Sujets à de grandes soifs. Où l'on voit rouge. — XV. *Prend en main. Un trou* à boucher. Cité en Grèce.



VERTICALEMENT

1. Tiennent en joue. — 2. L'industrie camerounaise y est mise en valeur. Moins engorgée qu'une artère. S'attaque aux pigeons. — 3. Ne quittent jamais leur manteau. Peut faire partie d'un « sac ». — 4. Est bien placée pour rester en rade. Marchait à la baguette. — 5. Lettres d'amour. Aurait été fatale à un héros de Rabelais. — 6. Note. Ce n'est certes pas un homme de loi. — 7. En voilà un qui nous en fait voir ! A un air bête. Degré. — 8. Un pèlerin qui avale les kilomètres. Est couverte de rides. — 9. Conjonction. A *tout pour être à la hauteur*. Participe. — 10. Possessif. Ne s'adresse pas au premier venu. Note. C'est toute une histoire ! — 11. Ne manquent pas de sel. Sur la ligne. — 12. Pièce. Est souvent dans nos pattes. Prit du champ malgré elle. — 13. Rectifier. Fait passer du rêve à la réalité. Utile pour avoir la ligne. — 14. Préposition. Donnés à un mendiant roumain. Est américain. — 15. Empêche d'aller droit au but. Possessif.

Solution du problème nᵒ 3870

Horizontalement

I. Crudités. — II. Rasé. Eric. — III. Ypérite. — IV. Pire. Su. — V. Te. Glace. — VI. Oral. Tons. — VII. Généreuse. — VIII. Emets. — IX. Me. Epeire. — X. Elans. Nec. — XI. Saut. Méat.

Verticalement

1. Cryptogames. — 2. Rapière. Ela. — 3. User. Ane. Au. — 4. Dérèglement. — 5. Reps. — 6. Tête-à-tête. — 7. Ere. Cousine. — 8. Si. Sens. Réa. — 9. Cou. Sélect.

GUY BROUTY.

Culture

LE CINÉMA DE LA TROISIÈME DIMENSION

Vingt-quatre hologrammes par seconde

La cinéholographie, cinéma en relief véritable, technique d'avant-garde, est-elle le cinéma de l'avenir ? Peut-elle sauver le cinéma de l'emprise croissante de la télévision et de la vidéo ? C'est le pari de deux cinéastes français, Claudine Eizykman et Guy Fihman. Ils ont présenté leur dernière réalisation de cinéholographie à la Fondation Hugot du Collège de France, à l'intention d'un public d'experts et de journalistes.

Passionnante démarche que la leur, à la fois pionnière et novatrice. Il faut suivre pas à pas leur aventure pour comprendre comment ils tentent de ré-inventer le cinéma en combinant procédés archaïques et techniques de pointe.

Il y a une dizaine d'années, les jeunes cinéastes-chercheurs abordent une étape de réflexion fondamentale. Qu'est-ce que le cinéma : est-ce le mouvement, puisque en anglais on *l'appelle motion picture,* image en mouvement ? est-ce le volume ? est-ce la couleur ? Cette démarche les conduit à étudier l'œuvre des pionniers de la photographie et du cinéma, au siècle dernier. Ils se passionnent pour l'invention de la stéréoscopie, première tentative pour restituer le relief, en photo d'abord, puis au cinéma. Enseignants à *Paris-VIII,* Claudine Eizykman et Guy Fihman sont d'ailleurs les premiers à introduire en France, dans leurs cours, l'enseignement des arts technologiques visuels-stéréoscopie, mais aussi le cinéma expérimental et l'art vidéo.

« Si l'on se réclame d'une tradition novatrice, explique Guy Fihman, *la moindre des choses est de connaître à fond tout ce qui précèda. On ne rend pas assez justice à tous les pionniers français du septième art. » « En matière de cinéma, les novateurs se sont toujours attachés à restituer le relief »,* ajoute Claudine Eizykman. Ainsi Marcel Duchamp dans *Anemic Cinema* (1926), son unique film, et le grand peintre dadaïste allemand Hans Richter, devenu cinéaste.

Entreprenant un doctorat d'esthétique sur les systèmes visuels d'imagerie, Guy Fihman se plonge alors dans les études que Descartes a consacrées à la vision binoculaire. Dans un essai préliminaire au *Discours de la méthode* intitulé *Dioptrique, le philosophe propose un modèle dans lequel on substitue à la* vision simultanée de deux points de vue (principe de la stéréoscopie) la vision successive, par un œil unique, de deux points de vue différents. Le cinéaste décide de mettre en œuvre ce principe, en le combinant avec des anaglyphes, procédé stéréoscopique datant de 1891, dû au physicien français Ducos du Hauron.

De 1976 à 1978, il tourne une série de films regroupés sous le titre *Cinéglyphes.* Conformément à la tradition du cinéma en relief telle qu'elle s'est généralisée dès la fin du dix-neuvième siècle, il faut, pour voir ces films, chausser des lunettes bicolores (un verre rouge, un verre vert), conçues en l'occurrence par le cinéaste, et fabriquées sur ses indications à deux cents exemplaires.

A son tour, Claudine Eizykman franchit une nouvelle étape en réalisant *Operneia* (1), œuvre auto-stéréoscopique, qui se passe de lunettes de vision. Filmant l'avenue de l'Opéra en tournant *le dos au monument, à l'inverse des frères Lumière,* elle obtient des effets de relief grâce à des prises de vues décalées et à un travail spécifique de montage.

Mais il y a plus excitant que la stéréoscopie, avec ou sans lunettes. En 1979, les deux chercheurs trouvent leur voie royale : ils se consacrent désormais à l'avènement de la cinéholographie, seul cinéma en relief intégral, qui devrait démoder le cinéma comme le cinéma a démodé la photographie. Ils proclament que, *« après cinq siècles d'images plates pour vision borgne »,* il est temps d'accéder à la troisième dimension.

L. B.-M.

(1) Tous les films de Guy Fihman et de Claudine Eizykman, ainsi que d'autres, comme *Anemic Cinema,* de Duchamp, sont visibles à la coopérative de diffusion Paris Films Coop, qu'ils ont créée en 1974, 18, rue Montmartre, 75001 Paris.

Les sculptures de lumière

Il s'agit d'un rêve aussi vieux que le cinéma lui-même, mais qui n'a connu, jusqu'ici, que des réalisations sporadiques. Dès 1935, la Metro Goldwyn Mayer présente un « 3D Movie », puis, au début des années 50, Hollywood reprend l'idée, en espérant que le cinéma en relief fera échec à la fascination grandissante qu'exerce le petit écran. Mais les œuvres produites demeurent, dans l'ensemble, plutôt médiocres, le système à double projecteur se révèle compliqué et souvent défectueux, et les spectateurs se lassent vite des indispensables lunettes. *Le procédé connaît* à l'occasion un regain d'intérêt, mais on ne pense plus qu'il puisse révolutionner le septième art.

L'apparition du laser, au début des années 60, remet tout en question. Car on peut alors combiner lumière, laser et holographie. Inventé en Angleterre en 1948 par Dennis Gabor, prix Nobel de physique en 1971, le hologramme se définit comme une image ou une photo en relief. Claudine Eizykman et Guy Fihman préfèrent l'expression *« sculpture de lumière »,* plus belle, plus juste aussi, scientifiquement, visuellement et artistiquement.

Au cours des dernières années de sa vie, D. Gabor, devenu conseiller scientifique de CBS, élabore un projet d'écran auto-stéréoscopique. Mais l'affaire n'aboutit pas. De leur côté, les Soviétiques présentent en 1976, à Moscou, dans le cadre de *l'Union internationale des* associations techniques et cinématographiques, le premier film holographique à proprement parler. Il est en noir et blanc, dure à peine trente secondes, et peut être vu simultanément par *quatre spectateurs situés* de part et d'autre d'un écran de 50 centimètres. Dans la perspective des Jeux olympiques de 1980, on annonce l'avènement du cinéma holographique, et la construction d'une salle de deux cents spectateurs. Ces projets ne se concrétiseront pas.

Tout cela n'est pas pour décourager les deux jeunes cinéastes français. Au courant des différentes filières, ils sont à l'affût de la moindre information, épluchent tous les communiqués. Heureusement, le couple est animé de l'inébranlable foi des pionniers, et doté d'une certaine dose de naïveté. Persuadés que les problèmes techniques fondamentaux sont résolus, ils pensent qu'il leur suffit d'avoir accès à un laser pour devenir « cinéholographes ». Le CNRS dirige Claudine Eizykman sur le laboratoire d'optique de Besançon, où elle découvre qu'on a *fait des hologrames, mais point* de véritable cinéholographie. Elle rentre à Paris et déclare à Guy Fihman que *« tout est à faire ».*

Il leur faut un an pour persuader le laboratoire de Besançon du bien-fondé de leur démarche. Leur objectif est clair : mettre le spectateur dans des conditions aussi proches que possible du cinéma traditionnel, tout en restituant mouvement, relief et couleur. Mais comment y parvenir ? Il leur faut tout inventer.

Les goélands de Marcel Duchamp

A nouveau, *ils* font retour en arrière, vers l'enfance du cinéma, vers ce qu'ils estiment être la première réalisation de cinéma en relief véritable, qui remonte à 1887. On la doit au médecin physiologiste français Etienne-Jules Marey, inventeur de la chronophotographie (1882), photographie restituant le mouvement par clichés successifs, ancêtre direct de la cinématographie. Marcel Duchamp s'inspirera de ses chronogrammes (dans son célèbre *Nu descendant un escalier,* en 1912). Cet étonnant personnage, créateur tous azimuts, met également au point la première caméra ainsi que le fusil photographique (1882), qui lui permet de décomposer le vol des oiseaux image par image. A Naples, où il travaille six mois par an, le génial savant, professeur au Collège de France, fait réaliser dix sculptures en bronze représentant chaque phase du battement d'ailes des goélands, dont le plumage blanc accroche merveilleusement la lumière. *Présentées à l'intérieur d'un « zootrope »* (1), cylindre à fenêtres datant de 1834, les sculptures de Marey constituent la toute première expérience de cinéma en trois dimensions.

Ce sont elles qui vont servir à Claudine Eizykman et Guy Fihman pour leur première tentative de cinéholographie, un siècle plus tard, en 1980. Le Musée de Beaune leur confie les sculptures, qu'ils peignent *à la gouache blanche. En quatre* jours, ils réalisent quatre cinéhologrammes comportant chacun dix hologrammes, enregistrés sur une plaque de verre (comme au dix-neuvième siècle...) de 30 centimètres sur 40.

Suivent *« maintes discussions de bouts de chandelle »,* et ils passent à vingt hologrammes par plaque ; un précédent qui semble contredire toute tentative antérieure et *confirme,* comme Guy Fihman le souligne avec un sourire, l'observation de deux grands praticiens de l'holographie selon laquelle *« les créateurs osent ce que les techniciens s'interdisent ».*

La « machine de restitution »

Vient ensuite la mise au point par le couple, d'une *« machine de restitution »,* comme ils disent drôlement, dont la fonction se substitue en fait à la projection dans le cinéma traditionnel. Baptisée « cinéholoscope », elle opère par guidage du faisceau laser et permet de présenter leur invention à six, puis à neuf spectateurs assis.

Les deux cinéastes évoquent à cet égard un autre précurseur, lui aussi injustement oublié, Émile Reynaud, véritable créateur du dessin animé, mort dans la misère, auteur du « praxinoscope » (1876), appareil servant à projeter ses bandes dessinées. Dans son Théâtre optique du musée Grévin, il donna, entre 1892 et 1900, des milliers de représentations.

Les spectateurs du Théâtre optique ont dû avoir le même sentiment d'émerveillement que les privilégiés invités à la présentation de Claudine Eizykman et Guy Fihman, à la fondation Hugot du Collège de France, à Paris, du 22 avril 1982 (jour du centenaire de l'invention du fusil photographique de Marey !) au 16 juin.

Lorsqu'ils convient le grand public, à Albi, six mois plus tard, il se rend en foule à cette grande première mondiale. Dans la cave aux murs couleur brique, aménagée tout exprès, les oiseaux déploient leurs ailes dans l'espace, et l'on voit voler les sculptures de lumière. Des queues se forment, dans la rue, pour assister aux séances, qui ont lieu tous les quarts d'heure et durent dix minutes. Pas plus de neuf spectateurs à la fois, et le prix d'entrée est de 10 F. Pour des séances d'une durée analogue, les frères Lumière demandaient 1 F.

Il s'agit maintenant de passer de la plaque de verre — support archaïque — à la pellicule film, et de réaliser non plus une animation mais un film comportent vingt-quatre hologrammes, puisque, pour paraphraser Jean-Luc Godard, le cinéma, c'est vingt-quatre images par seconde.

L'annonce de ce double pari est accueillie avec un scepticisme généralisé. Pourtant, grâce aux nombreux contacts noués lors de leurs précédentes démonstrations, Claudine Eizykman et Guy Fihman sont en mesure de mettre en route des prises de vue sur pellicule, en 35 mm, dès l'année suivante, à l'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis, qui met son laser à leur disposition. Suivent des prises de vue en 70 mm.

Il leur faut alors inventer une nouvelle machine de restitution. Baptisée *« visu-laser »,* elle se présente comme une grande boîte noire de 2 mètres cubes, pas plus volumineuse et moins lourde qu'un projecteur de 35 ou 70 mm. Sur le côté, un petit rectangle de 18 mm sur 24. En y appliquant l'œil, on peut y voir les premiers films holographiques français en 35 et 70 mm, actuellement présentés à la Fondation Hugot (2).

Compétition franco-soviétique

Dans *Jardins argentiques (35 mm, 1 minute), des robots évo*luent dans un paysage hivernal composé, un arbre secoue ses plumes ; dans *Portraits* (35 mm, 2 minutes), des personnages défilent : le lecteur, le fumeur de cigarette, le buveur de *bière, l'homme invisible,* la *femme* aux miroirs sphériques, l'homme au miroir ; dans *Intérieur* (70 mm, 1 minute), d'autres personnages défilent dans un décor, écartent des tentures de dentelle, des rideaux plissés. Pris dans un faisceau de lumière laser verte, les personnages flottent dans l'espace et sont d'une présence saisissante. On se retourne pour leur parler, pour boire et rire avec eux. On ne peut pas croire qu'ils ne sont pas là, présents dans la pièce...

Encore une nouvelle première mondiale, très certainement, à l'actif de l'équipe française. Les Américains ont beau revendiquer, dans un communiqué publié en 1983 lors du vint-cinqième anniversaire de la NASA, la réalisation du « premier » film holographique en 70 mm. La scène, précisent-ils, n'occupe qu'une dizaine de centimètres, et se borne à montrer un petit Snoopy placé sur une table tournante, filmé à 10 images par seconde.

Quant aux Soviétiques, ils semblent avoir révisé leurs objectifs à la baisse. Lors d'une interview diffusée par l'agence de presse Novosti, en 1983, le professeur Komar fait état de la mise à l'étude d'un écran holographique de 1 mètre carré, pour une trentaine de spectateurs. C'est aussi l'un des prochains objectifs de Claudine Eizykman et Guy Fihman, annoncé dès 1982, mais selon leur technique du *« film-écran »,* comme ils l'appellent. Avant de parvenir à cette étape, ils envisagent un stade intermédiaire : un format de visualisation de la taille d'un Minitel, pour une personne.

Autrement dit, réduire la grande boîte noire, le « visu-laser », et agrandir le petit rectangle de vision, ce qui devrait être fait dans deux ans. L'attribution des crédits nécessaires a été décidée lors d'une réunion du Fonds d'intervention culturel (FIC) l'été dernier. Un autre élément déterminant est la constitution *d'un Comité scientifique* et culturel pour le développement de la cinéholographie, regroupant des universitaires et des chercheurs de plusieurs disciplines.

La course pour la première salle de cinéma holographique se joue donc entre les Soviétiques et les Français. Si une décision est prise avant la fin de l'année prochaine, Claudine Eizykman et Guy Fihman estiment que leur salle de vingt-cinq spectateurs pourrait s'ouvrir avant la fin de la décennie. Leurs deux réalisations n'ont pas coûté plus de 500 000 F chacune. Mais les phases ultérieures exigent des moyens beaucoup plus importants. S'ils sont réunis, le cinéma holographique pourrait succéder, avant la fin de ce siècle, au cinéma photographique, qui appartient en réalité au dix-neuvième siècle. Il ouvrirait la seule voie véritablement novatrice pour le septième art.

LISE BLOCH-MORHANGE.

(1) Francis Ford Coppola a donné le nom de cette invention à sa compagnie de production « Zoetrope Studios ».

(2) La présentation est organisée avec les concours suivants : ministère de la culture (mission de recherche), CNC, Octet, secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, centre de recherche de l'université de Paris-VIII et Gaumont. Depuis 1979, les travaux des deux cinéastes sont rattachés au Laboratoire d'expérimentation dans les arts cinégraphiques (LEAC).

Peckinpah ou la fin de l'Ouest

(Suite de la première page.)

Sam Peckinpah nous livre en 1973 sa propre version d'une légende de l'Ouest souvent portée à l'écran, *Pat Garrett et Billy the Kid,* avec James Coburn, Kris Kristofferson, Bob Dylan, également auteur de la musique. Il tourne encore *Apportez-moi la tête d'Alfredo Garcia* (1974), avec Warren Oates et Gig Young, *le Tueur d'élite* (1975), avec James Caan et Robert Duvall, thriller franchement médiocre, *Convoi* (1978).

Grâce à ses westerns, Sam Peckinpah occupe pour ses admirateurs, *dans l'histoire du cinéma,* une place comparable à celle de John Ford ou d'Anthony Mann. Le critique anglais Robin Wood voit même en lui le véritable héritier du réalisateur de *la Chevauchée fantastique* et de *la Prisonnière du désert;* capable de rendre les émotions fortes d'existences en marge des conventions et, en même temps, de détruire ces mêmes conventions, aujourd'hui à bout de souffle. Hollywood ne tourne plus de westerns.

LOUIS MARCORELLES.

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS « LIBRES »

Nombreuses réactions

Les réactions sont nombreuses au débat provoqué par les médias sur une ouverture éventuelle des ondes herztiennes pour des télévisions « libres ». Les avis sont partagés.

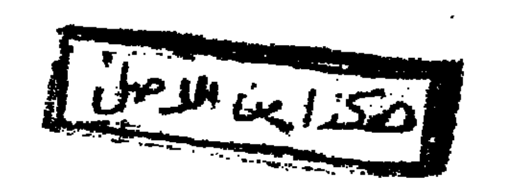
● La fédération CGT des PTT : *« La création de télévisions locales privées utilisant les faisceaux hertziens porterait un coup très dur au service public de la communication. Ce serait l'abandon du plan câble, dont les orientations et les objectifs correspondent aux intérêts nationaux. A l'inverse, les projets envisagés faciliteraient la main-mise du capital privé et des multinationales sous domination des États-Unis sur le secteur vital de la communication. »*

● Le Syndicat national des télévisions et radios locales (SNTRL) estime qu'il y a un *« risque d'explosion désordonnée de télévisions pirates »* ; il *« met en garde les pouvoirs publics contre tout atermoiement qui n'aurait, une fois de plus, pour effet, que d'imposer une totale dérégulation, mais aussi contre toute formule ambiguë, imprécise ou confuse, ouvrant aussi vite la voie à la dérégulation ».*

● M. Pierre Lescure, directeur de Canal-Plus : *« La libéralisation n'a aucun sens si la liberté nouvelle ainsi créée n'a pas de contenu (...). La seule possibilité de privatisation serait de créer un quatrième réseau avec des décrochements locaux, ou de privatiser l'une des trois chaînes de service public, ce qui me semble être la meilleure solution. Sinon, le désordre auquel on risque d'aboutir entraînera pour la France — qui n'est déjà pas en avance — un retard supplémentaire. »*

● M. Olivier Stirn, président de l'Union centriste républicaine : *« Quelle que soit la formule retenue (télévisions hertziennes, privatisation d'une des chaînes actuelles, accélération du réseau par câble), le gouvernement serait bien inspiré de donner un nouvel élan aux espaces de liberté, comme il avait su le faire pour les radios libres. »*

● *L'Humanité,* dans un éditorial de Martine Bulard, estime que *« la télévision française est malade, non du service public mais du manque de moyens financiers pour jouer son rôle, du détournement du service public (on l'a vu avec Canal-Plus) et d'une conception étatique, étouffante et dépassée. Ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est d'innover, de moderniser le service public, comme le permettent les nouvelles technologies ».* Avec les télévisions privées par voie hertzienne, *« on aboutirait, en réalité à moins de diversité, moins de qualité, avec une déstabilisation des chaînes actuelles et une attaque frontale de l'industrie du cinéma »* et à *« la mise en sommeil, à tout le moins, du plan câble ».*



théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 20 h : le Lac des cygnes.

SALLE FAVART (296-06-11), sam. 19 h 30 : l'Etoile.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam. 14 h 30 : Le Misanthrope ; sam. 20 h 30 : les Corbeaux ; dim. 20 h 30 : Bérénice.

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), sam. 20 h 30 et dim. 15 h : l'Illusion.

PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : Adiedi.

BEAUBOURG (277-12-33) Concerts : Forum des percussions : sam. 15 h et 21 h et dim. 15 h : Musique balinaise (Gamelan de Sebatu) ; sam. 18 h : John Cage/Lou Harrisson (Double music) ; J. Cage (Amores, Living Room Music, First Construction in Metal), H. Cowell (Ostinato Pianissimo) ; L. Harrisson (Fugue) ; dim. 18 h : J. Boerman, T. de Leeuw (Midare) ; T. Loevendie (Timbo) ; Cinéma : sam. 20 h 30 : A la vie, à la mort, de Y. Yunwei ; dim. 14 h 30 : les Enfants d'une époque troublée, de X. Xinzhi ; 17 h 30 : Un idéal grandiose, de W. Yonggang ; 20 h 30 : la Reine du sport, de S. Yu.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), dim. 14 h 30 : la Fille de Mme Angot ; sam. 20 h 30 : la Chauve-Souris.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam., dim. 18 h 30 : les Mummenschanz.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), Soirée francophone : sam. 20 h 30 : L. Akti ; E. Wiener.

Les autres salles

AKRAKAS CENTER (258-97-62), sam., mar. 24 h : Opus Anomique.

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h : le Sablier.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 15 h : Moi ; sam., dim. 15 h : Donogoo.

ATELIER (606-49-24), dim. 15 h et 21 h : la Danse de mort.

BASTILLE (357-42-14), dim. 21 h, sam., dim. 17 h et 21 h : El Primer Magistrado.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

BOURVIL (373-47-84), sam. 20 h : Elles nous parlaient d'amour.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16) 21 h, sam. 18 h et 21 h, h : Théâtre de Bouvard.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : le Retour de la villégiature.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14), sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 19 h : Zaba (dern.) ; sam. 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX HEURES (606-07-48), sam. 20 h : Quasimodo ; 21 h : Repas de famille.

L'ÉCUME (542-71-16), sam. 20 h 30 : Hughie.

EDEN-THEATRE (356-64-37), sam. 21 h, dim. 15 h : Architruc.

EDOUARD-VII (742-57-49), sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désiré.

ESCALIER D'OR (523-15-10), sam. 21 h, dim. 17 h : K. Ko.

ESPACE ACTEUR (262-35-00), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Cahier de brouillon sur une pelouse entretenue.

ESPACE GAITE (327-95-94), sam. 20 h 30 : Morpioni's Palace.

ESPACE MARAIS (271-10-19), sam., dim. 20 h : le Misanthrope; sam., dim. 22 h 30 : Madras.

ESSAION (278-46-42), I. Sam. 20 h 30 : Hiroshima mon amour 85. II. Sam. 21 h : Toril (dern).

FONTAINE (874-74-40), sam. 20 h 15 : les Trois Jeanne; 22 h : Games (dern.).

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18). sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 : Grand-père.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam., dim. 20 h 30 : la Dispute.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 20 h 30 : Guérison américaine.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam. I. 18 h 30 : le Prophète : 22 h : Bréviaire d'amour d'un haltérophile. – II. 18 h : La gazelle après minuit ; 20 h 15 : Pour Thomas ; 22 h 15 : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h 30 : Parlons français, nº 2 ; 20 h : M. Lourie ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 20 h, dim. 17 h : l'Ecole des filles (dern.).

MADELEINE (265-07-09), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : Un otage.

MARIGNY (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. – Salle Gabriel (225-20-74), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : la Berlue.

MATHURINS (265-90-00), sam., dim. 20 h 45 : Meli-Meloman II. – Petite salle, sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Louki que quoi dont où.

MÉNAGERIE DE VERRE (338-33-44), sam. 22 h 15 : Lycanthropie (dern.).

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

MOGADOR (285-28-80), sam. 21 h, sam. et dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac : dim., 14 h : L'histoire du cochon qui voulait maigrir pour épouser cochonnette.

MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle, sam. 21 h 15, dim. 16 h : Duo pour une soliste ; Petite salle, sam. 21 h, dim. à 16 h : la Carte du Tendre (dern.)

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (331-11-99), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : l'Ile de Tulipatan.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : la Chasse aux dragons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Giovanni.

PLAISANCE (320-00-06), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Orphelinat.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam. 21 h : Kidnapping.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim. 15 h : Deux hommes dans une valise.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam. 20 h 30, dim. 17 h : les Habits du dimanche.

RENAISSANCE (208-18-50), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h : Une clé pour deux.

SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

TEMPLIERS (278-91-15), sam., dim. 20 h 30 : la Vie d'artiste.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79). I. Sam. 18 h 30, dim. 17 h, 20 h 30 : l'Ecume des jours. II. sam. 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), sam. 21 h, dim. 17 h : les Bâtisseurs d'empire.

THÉATRE DU MARAIS (278-03-53) sam. 20 h 30 : Androclès et le lion.

THÉATRE DU MUSÉE GRÉVIN (246-84-47), sam. 20 h 30 : Il était trois fois (dern. le 31).

THÉATRE 13 (588-16-30), sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Archipel papou.

THÉATRE 14 (545-49-77), sam. 20 h 45 : le Malentendu.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), Petite salle, sam. 20 h 30, dim. 17 h : Letters Home (dern).

THÉATRE PARIS 12 (343-19-01), sam. 21 h, dim. 15 h : les Misérables.

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Ubu président.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Angelo, tyran de Padoue.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), sam. 21 h : Lysistrata.

THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30, dim. 17 h : les Voisins ; sam. 22 h 30 : Ça.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), sam. 20 h 45, dim. 16 h 30 : Dis à la lune qu'elle vienne.

TOURTOUR (887-82-48), sam. 20 h 30 : Calamity Jane ; 22 h 30 : Carmen cru.

TRISTAN BERNARD (522-08-40), dim. 15 h et 18 h 30 : Chacun pour moi.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Temps difficiles.

VINAIGRIERS (245-45-54), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Derrière vous il y a quelqu'une.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Les zéros sont fatigués.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), sam., dim. 21 h : Chansons françaises.

CINQ DIAMANTS (rés. : 570-84-29), sam. 21 h : Ph. Val.

FORUM DES HALLES (297-53-47), sam., dim. 21 h : M. Morelli, Y. Dionis.

GYMNASE (246-79-79), sam. 21 h, dim., 18 h : Thierry Le Luron.

GOLESTAN (542-78-41), sam., dim., 19 h : les Mille et Une Nuits.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 16 h : G. Chelon.

OLYMPIA (742-25-49), sam. 20 h 30, dim. 17 h : M. Leeb.

PALAIS DES CONGRÈS (758-17-94), sam., dim. 14 h et 17 h 30 : Ch. Goya.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. à 14 h et 17 h 30 : le Cirque de Moscou.

RANELAGH (288-64-44), sam. 22 h : Mime Pradel.

SPLENDID (208-21-93), sam. 21 h : M. Boujenah.

TH. DE PARIS (280-09-30), sam. 21 h, dim. 17 h : Zouc.

TROU NOIR (570-84-29), sam., dim. 21 h 30 : Claire.

Opéra

A DEJAZET (887-97-34), sam., dim. 21 h : le Téléphone, le Médium (dern.).

CIRQUE D'HIVER (338-24-19), sam. 21 h : l'Arlésienne.

ESPACE CARDIN (266-17-81), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Orphée aux enfers.

PENICHE-OPERA (245-18-20), sam. 21 h, dim. 17 h : Barca di Venetia per Padova.

SALLE GAVEAU (563-20-30), sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : l'Arlésienne.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), sam. et dim., 14 h 30, sam. 20 h 30 : la Périchole.

Opérettes

ELDORADO (241-21-80), 20 h 30, sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h : Hourra Papa.

ÉLYSÉES-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : les Mille et Une Nuits.

Les concerts

SAMEDI 29

Eglise Saint-Louis en l'Ile, 20 h 30 : G. Fumet, R. Siegel (Bach).

Radio-France, Auditorium 106, 15 h : Desaccord parfait.

EGLISE St-Merri, 21 h : A. Gillieron (Mozart, Haydn, Scarlatti)

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 29 - Dimanche 30 décembre

DIMANCHE 30

Eglise Saint-Merri, 16 h : A. Thiel, A. Gillieron (Schubert, Haydn, Beethoven...)

Eglise Saint-Louis des Invalides, 17 h : A. Fleury (Lebègue, Daquin, Bach...)

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), sam. 22 h 30 : S. Massamba.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim. 21 h 30 : J. Caroff Dixieland.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam., dim. 22 h 30 : Mistura Fina.

CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), sam., 22 h 30 : P. Urbina y su Guarapo Latino.

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 22 h 30 : P. Chereze, M. Hazon, R. Sarrazin.

DUNOIS (584-72-00), sam. 20 h 30 : Magma.

ÉCUME (542-71-16), sam. 22 h : L. Hoffman, J. Lampi, W. Meir.

GIBUS (700-78-88), sam. 22 h : Dirty Dogs.

MONTANA (548-93-08), sam. 22 h : R. Urtreger.

NEW MORNING (523-51-41), sam. 21 h 30 : Hamsa Music.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 sam. : Cyril Jazz Band.

PETIT OPPORTUN (236-01-36) sam., dim. 23 h : J-C. Longnon, M. Graillier, M. Michel, T. Chauvet.

PHIL'ONE (776-44-26), sam., dim. 22 h : T. Ashanti, M.Bamina, T. Kunda...

SLOW CLUB (233-84-30), sam. 21 h 30 : Jazz Phonolite.

LA SPHÈRE (806-77-96), sam. 20 h 30 : E. Bex/Ch. Schneider/F. Verly.

SUNSET (261-46-60), sam. 22 h 30 : Quartet Celea/Couturier.

Festival d'automne

(296-12-27)

Comédie-Française (296-10-20), dim. 20 h 30 : Bérénice.

Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Aïda.

Chapelle de la Sorbonne, sam., dim. de 11 h à 19 h : Exposition P. P. Pasolini.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 29 DÉCEMBRE

15 h : Tabusse, de J. Gehret ; 70 ans d'Universal ; 17 h : le Mystère du château noir, de N. Juran ; 19 h : le Traître du Texas, de Budd Boetticher ; Hommage à Clint Eastwood ; 21 h : Sudden impact.

DIMANCHE 30 DÉCEMBRE

15 h : le Journal d'une femme de chambre, de J. Renoir ; 70 ans d'Universal ; 17 h : Bronco Buster, de B. Boetticher ; 19 h : Duel sans merci, de Don Siegel ; Hommage à Clint Eastwood ; 21 h : Pour une poignée de dollars, de B. Robertson.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 29 DÉCEMBRE

15 h : le Lys brisé, de D.-W. Griffith ; 17 h : la Dernière Charge, d'A. Wajda ; Cinéma japonais-remake ; 19 h : les Deux Musashi, de K. Watanabe ; 21 h : Dynamite, de Cecil B. de Mille.

DIMANCHE 30 DÉCEMBRE

15 h : la Ligne générale, de S.-M. Eisenstein ; 17 h : la Jeune Fille, de L. Bunuel ; 19 h : la Terre de la grande promesse, d'A. Wadja.

Les exclusivités

AIDA (It., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Boîte à Films, 17e (622-44-21).

ALSINO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).

AMADEUS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC-Marbeuf, 8e (561-94-95).

L'ANNEE DES MEDUSES (Fr.) : Gaîté-Boulevard, 2e (233-67-06) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

L'ARBALETE (Fr.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Gaîté-Boulevard, 2e (233-67-06) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ATTENTION LES DÉGATS (It., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 9e (241-77-99).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

BAYAN KO (Phil., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Olympic-Entrepot, 14e (544-43-14).

BÉBÉ SCHTROUMPF (Belg.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (561-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Reflets Quartier Latin, 5e (354-42-34) ; George-V, 8e (562-41-46).

CAL (Irl., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

LE CONTE DES CONTES (Sov., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (344-28-80).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA FEMME IVOIRE (Gr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

FLEURS DE PAPIER (Indien, v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

GREMLINS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive gauche, 5e (329-44-40) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Champs-Élysées, 8e (561-94-95) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

HOTEL NEW-YORK (A., v.o.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-40-40).

J'AI RENCONTRÉ LE PÈRE NOËL (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Images, 18e (522-47-94).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LE MATELOT 512 (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (249-49-07) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

1984 (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

MOSCOU A NEW-YORK (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

NEMO (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PAR OU T'ES RENTRÉ, ON T'A PAS VU SORTIR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA POULE NOIRE (Sov., v.f.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H sp.), 15e (554-46-85).

QUILOMBO (Brésilien v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

RÉVEILLON CHEZ BOB (Fr.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

PARTENAIRES, film français de Claude d'Anna. Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (563-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Fauvette, 13e (331-60-74).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Ranelagh, 16e (288-64-44) ; Images, 18e (522-47-94).

RIVE DROITE RIVE GAUCHE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

REUBEN REUBEN (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

SHEENA, LA REINE DE LA JUNGLE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26), George V, 8e (561-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

SOLLERS JOUE DIDEROT (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (561-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio Galande, 5e (H sp.) (354-72-71).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*) : Forum, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

Les grandes reprises

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LA CORDE (A., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

DUEL (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FAUX MOUVEMENT (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Grand Pavois, 15e (H.sp.) (554-46-85).

THÉORÈME (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

Communication

PASSERELLE ENTRE LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS DU SOIR ET CEUX DU MATIN

L'édition nocturne d'Antenne 2 change de formule

Conséquence du lancement prochain des éditions matinales et d'un nouveau traitement « non stop » de l'actualité, le journal de la nuit d'Antenne 2 change de formule à compter du 2 janvier, pour devenir la passerelle entre les éditions de la journée et celles du petit matin.

L'équipe du « 23 heures », animée désormais par Alain Wieder, venu de RMC, sera donc chargée de faire un journal frais, rapide mais le plus complet possible pour un public nocturne assez restreint ; un journal d'autant plus original par rapport au « 20 heures » qu'il devra servir de guide et de repère pour les journaux du lendemain matin. Plus question donc de figer l'actualité ou de fixer des butoirs pour les arrivées d'images et de reportages : l'information sera envisagée dans sa continuité, la succession des sept éditions journalières (7 heures, 7 h 30, 8 heures, 12 h 45, 18 h 30, 20 heures, 23 heures) permettant une couverture sans relâche. Un rythme naturel, sans doute, sur l'ensemble des radios, mais singulièrement nouveau à la télévision.

Ainsi le journal, présenté en alternance par Jacques Ségui et Hervé Claude, aura-t-il deux parties distinctes. Une première, d'une dizaine de minutes, présentera à la fois l'actualité de la journée et de la soirée, et un premier regard sur l'information du lendemain. La rubrique « Bourse » indiquera le cours du dollar à New-York et la tendance à la clôture de Wall Street (à 22 heures, heure française) en plus des différents indicateurs du jour à Paris. De même, l'agenda du lendemain s'efforcera de mettre l'accent sur l'importance présumée des quelques événements annoncés. La deuxième partie – d'une dizaine de minutes également – sera consacrée à une interview ou à un débat sur l'actualité du jour ou sur le fait marquant du lendemain.

Peu spectaculaires dans l'immédiat, ces changements n'en révèlent pas moins une évolution importante dans la conception d'une information télévisée plus souple, plus rapide, plus immédiate. Il s'agit aussi d'une remise en cause de l'organisation du travail dans la rédaction et d'un défi nouveau pour l'ensemble des médias d'information.

A. Co.

Télé 7 Jours : 3 490 000 exemplaires

Le numéro de Noël de l'hebdomadaire de télévision *Télé 7 Jours* a été tiré à 3490000 exemplaires, ce qui constitue un *« record absolu pour la presse française »,* a indiqué le groupe Hachette, propriétaire du journal.

En 1983, l'Office de justification de la diffusion (OJD) a contrôlé une diffusion totale de 2 655 236 exemplaires en moyenne, pour un tirage de 2955885.

● *Une nouvelle émission politique sur FR 3.* – Igor Barrère et André Campana vont proposer une nouvelle émission politique, « Face à la trois ». *Elle débutera le vendredi* 11 janvier avec M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain. La personnalité invitée s'adressera d'abord aux téléspectateurs pour lancer son « cri du cœur » ; elle sera ensuite interrogée sur son itinéraire, sa position actuelle et ses engagements d'hier ; troisième phase de l'émission : les dossiers d'actualité ; enfin, les téléspectateurs d'un panel représentatif réagiront aux propos tenus en manifestant leur accord ou leur désaccord.

● *Trente millions d'amis.* – Les abandons d'animaux n'ont pas lieu qu'en été, les vacances d'hiver ont empli en quelques jours les trois cents refuges pour chiens et chats de la France entière. A l'initiative de « Trente millions d'amis » la célèbre émission de télévision, tous ces refuges seront ouverts, le dimanche 30 décembre, pour une journée nationale d'adoption. On peut aussi adresser des dons à la Confédération nationale des sociétés de protection des animaux, 17, place Bellecour, 69002 Lyon. Téléphone : (7) 837-83-21.

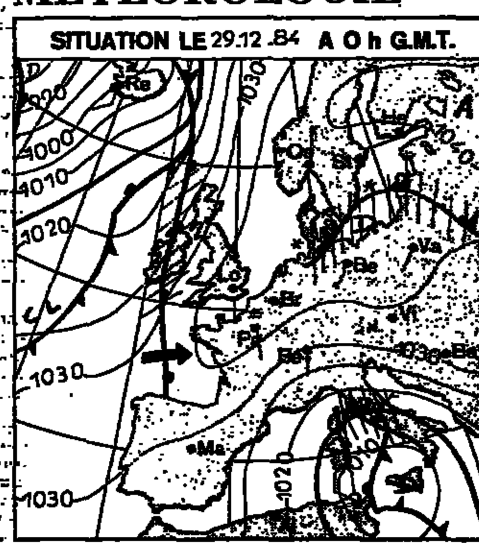
Le magazine *Voir* suspend sa parution pendant quatre mois

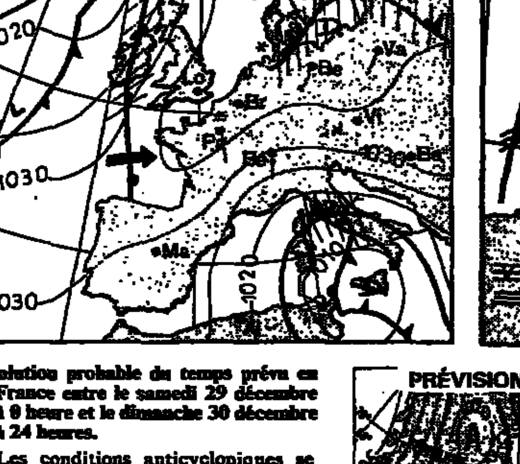
Le magazine mensuel *Voir* – édité par le groupe *La Vie-Télérama* – annoncera dans son numéro daté 2 janvier 1985 qu'il suspend sa parution pendant quatre mois. Avec une vente moyenne de 40000 exemplaires pour ses derniers numéros (neuf au total), ce magazine – qui manifestait son souci de *« mêler le cinéma et la vidéo à l'informatique à une époque où les domaines d'application de ces trois médias restent encore souvent étrangers l'un à l'autre »* – semblait avoir fait son trou. Mais *« il est apparu au conseil d'administration de la société Télérama »*, déclare un communiqué, que « Voir *pouvait prétendre toucher un plus large public et devait s'en donner les moyens. Dans ce but, le comité de direction du groupe a proposé une suspension de parution de trois mois visant à organiser avec les instances financières et rédactionnelles la mise au point d'un mensuel couvrant largement toutes les aventures de l'image et notamment le domaine cinématographique* ». Ce délai permettra de *« corriger et améliorer la fomule actuelle de* Voir, *définir précisément la cible des lecteurs potentiels et trouver les moyens d'une relance efficace »*.

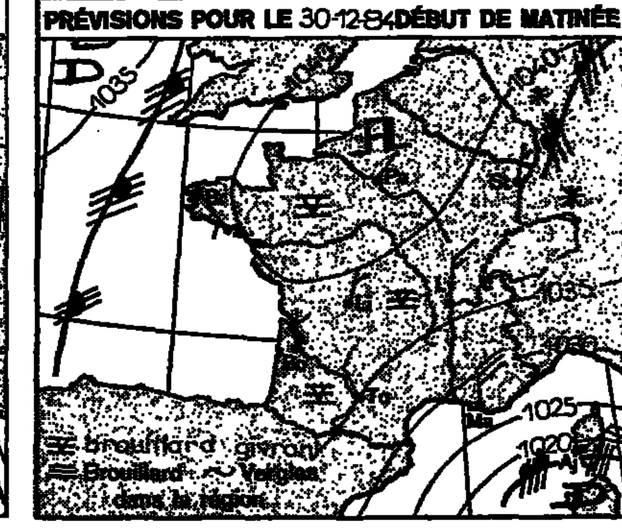
En fait, le coût de fabrication de *Voir* dans sa formule actuelle est trop élevé par rapport à son tirage. La direction de Télérama envisage, en conséquence, de recentrer sa formule vers le cinéma plutôt que vers la télématique. Pour sa reparution, le 2 mai, *Voir* serait consacré, dans sa nouvelle formule, au Festival de Cannes.

C. D.

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps prévu en France entre le samedi 29 décembre à 0 heure et le dimanche 30 décembre à 24 heures.

Les conditions anticycloniques se maintiendront. Les régions méditerranéennes resteront cependant en marge d'une perturbation centrée aux environs de la Tunisie.

Dimanche, il gèlera partout au lever du jour : minimums voisins de – 3 degrés, à l'exception du littoral Côte d'Azur et Corse où il fera assez doux. Les dépôts de givre seront généralisés dans l'intérieur. Dans la journée, le temps ensoleillé prédominera, sauf sur l'Alsace, la Lorraine et la Bourgogne où la grisaille persistera ; quelques faibles chutes de neige s'y produiront encore.

Les vents souffleront fort en Méditerranée : du secteur nord-ouest près du golfe du Lion, du secteur nord-est au voisinage de la Corse où des averses se produiront.

Les températures s'échelonneront dans l'après-midi entre 0 degré sur le Nord et l'Est et 8 degrés sur les côtes méditerranéennes.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 29 décembre, à 7 heures, de 1 037,5 millibars, soit 778,2 millimètres de mercure.



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29 décembre) : Ajaccio, 14 et 2 degrés ; Biarritz, 4 et 1 ; Bordeaux, 6 et –1 ; Bourges, 4 et –2 ; Brest, 7 et 2 ; Caen, 4 et –3 ; Cherbourg, 4 et –3 ; Clermont-Ferrand, 3 et 0 ; Dijon, 3 et 0 ; Grenoble-St-M.-H., 6 et 0 ; Grenoble-St-Geoirs, 3 et –1 ; Lille, 6 et –2 ; Lyon, 3 et –1 ; Marseille-Marignane, 8 et –3 ; Nancy, 2 et –2 ; Nantes, 6 et –2 ; Nice-Côte d'Azur, 11 et 4 ; Paris-Montsouris, 4 et –1 ; Paris-Orly, 5 et –2 ; Pau, 5 et 0 ; Perpignan, 7 et 4 ; Rennes, 6 et –5 ; Strasbourg, 3 et 0 ; Tours, 5 et –3 ; Toulouse, 6 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 29 max.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 2 et 0 ; Athènes, 16 et 10 ; Berlin, –3 et –3 ; Bonn, 1 et –2 ; Bruxelles, 2 et –2 ; Le Caire, 20 et 15 ; îles Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 1 et –2 ; Dakar, 23 et 19 ; Djerba, 12 et 7 ; Genève, 4 et 0 ; Istanbul, 9 et 6 ; Jérusalem, 13 et 6 ; Lisbonne, 15 et 13 ; Londres, 3 et –1 ; Luxembourg, 1 et –4 ; Madrid, 11 et –4 ; Montréal, –12 et –16 ; Moscou, –13 et –22 ; Nairobi, 25 et 18 ; New-York, 6 et 4 ; Palma-de-Majorque, 11 et 2 ; Rio-de-Janeiro, 24 et 22 ; Rome, 9 et 8 ; Stockholm, –1 et –1 ; Tozeur, 11 et 5 ; Tunis, 12 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 31 DÉCEMBRE

L'église Saint-Eustache, 15 heures, façade, Mme Allaz (Caisse nationale des monuments historiques).

« Napoléon Ier », 15 heures, cour d'honneur des Invalides (Approche de l'art).

« Les sept péchés capitaux », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).

« L'Hôtel-Dieu autrefois », 15 heures, entrée, côté parvis (Paris autrefois).

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 29 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : L'île de la jeune fille bleue.
Réal. P. Jamain, avec V. Lindon, M. Bunel, P. Millardet...
Les douloureuses angoisses d'un athlète de haut niveau, déchiré entre ses études d'agronomie et les nombreuses activités sportives qu'il pratique. Frédéric deviendra champion de France et amoureux d'une athlète...

22 h Histoire du rire : Le nouveau rire.
Série de D. Costelle.
Dernier volet : Des premiers feuilletons radiophoniques animés par Claude Villers et Jean Yanne, en passant par Pierre Dac, Francis Blanche...

22 h 55 Journal.

23 h 15 Dix bougies pour la une, vous avez aimé...
... le Curé de Tours *d'après Balzac* ou Scènes de la vie de province sous la Restauration. *L'abbé Birotteau, curé de la cathédrale de Tours, tombe dans le piège d'une affaire apparemment banale. Une adaptation qui avait obtenu du succès (a-t-elle vieilli depuis ?) lors de sa diffusion en 1980.*

1 h Ouvert la nuit.
Alfred Hitchcock présente... *« Un cas intéressant ».*
Extérieur nuit : Lavilliers inattendu.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Feuilleton : Louisiane.
D'après M. Denuzière, réal. P. de Broca.

SOIRÉE BEATLES

21 h 35 Concert de New-York.
Enregistré au Shea Stadium en 1965.

22 h 35 John, Paul, George et Ringo : la légende.
Portrait des Beatles : les années 1965-1970.

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Au nom de l'amour.
Emission de Pierre Bellemare.

21 h 35 D'amour et de Kriss.
Emission de Kriss et Inoxydable.

21 h 45 Journal.

22 h 5 Théâtre : Batailles.
De Jean-Michel Ribes et Roland Topor ; avec Philippe Khorsand, Tonie Marshall, Jean-Pierre Bacri.
Trois comédiens et cinq petites histoires savoureuses : des aventures apocalyptiques, divorces impossibles, suicides en série. Des dialogues épatants écrits par le tandem du magazine « Merci Bernard » : Topor-Ribes.

23 h 25 Cadavres exquis : Carnations.
De B. Helmer, réal. A. Dhouailly.
Un jeune homme passionné de peinture et de petites annonces vit avec sa mère, une vieille dame infirme. Une fiction fantastique, un peintre peint avec son sang.

23 h 40 Prélude à la nuit.
Winner's et Sugar Cane, *de Scott Joplin.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 35, Il était une fois l'Alcazar ; 18 h, Troisième rang de face ; 18 h 25, Opérettes marseillaises ; 18 h 30, Clip-clap ; 19 h, Ozone jazz ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Y'a de la pub dans l'air.

CANAL PLUS

20 h 30, Ma cousine Rachel ; 21 h 20, Festival du cirque ; 22 h 10, Le radeau d'Olivier ; 23 h, Aphrodite, film de R. Fuest (érotique) ; 0 h 20, l'Amour nu, film de Y. Bellon ; 2 h, les Abeilles sauvages, film de B. Geller ; 3 h 35, le Retour de Don Camillo, film de J. Duvivier ; 5 h 20, L'arbre de Noël a une étoile.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « La Nuit d'Irlande » et « Locke jusqu'à trente-cinq ans », de Bruno Bayen.

22 h 10 Démarches avec...Claude Delarue, auteur de « Edgar Poe ».

22 h 30 Musique : divergences (Sax Bizarre, par J. Surnam et E. Bourde).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : (donné à Berlin le 15 juin) : *Suite*, arrangement de Mahler des *Suites pour orchestre nº 2 et 3* de Bach, *Concerto pour alto et orchestre* de Mueller-Siemens, *Concerto brandebourgeois nº 5 en ré majeur* de Bach, *Oiseaux exotiques* pour piano et orchestre de Messiaen par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. S. Ozawa, sol. M. Uchida, piano, W. Christ, alto.

22 h 34 Les soirées de France-Musique : Le club des archives, Erich Kleiber ; à 1 h, l'arbre à chansons : Georges Moustaki.

Dimanche 30 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h 30 Journal.
9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
12 h 2 Midi presse.
12 h 30 Dessin animé : Tom et Jerry. (et à 15 h).
13 h Journal.
13 h 35 Téléfilm : le Singulier Maître Wilson.
D'après M. Twain.
15 h 30 Tiercé à Vincennes.
15 h 45 Sports dimanche.
17 h 10 Dessin animé : Snoopy.
17 h 35 Les animaux du monde.
18 h 10 Série : Alambic et Torpédo.
19 h Magazine : Sept sur sept.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : le Pont de la rivière Kwaï.
Film anglais de D. Lean (1957), avec W. Holden, A. Guinness, J. Hawkins, S. Hayakawa, J. Donald.
En 1943, dans un camp de prisonniers aux confins de la Birmanie, un extravagant colonel anglais, qui s'est opposé à son cruel geôlier japonais pour refus de travail, met pourtant un point d'honneur à prouver l'efficacité britannique dans la construction d'un pont. Tiré d'un roman de Pierre Boulle, ce grand et spectaculaire film d'aventures à la fin « absurde » remporta un triomphe commercial et sept Oscars.
23 h 15 Sports dimanche soir.
0 h Journal.
0 h 25 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 35 Journal et météo.
9 h 40 Récré A 2.
10 h 10 Les chevaux du tiercé.
10 h 40 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
17 h Série : l'Homme de la nuit.
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).
19 h Série : l'Age vermeil.
20 h Journal.
20 h 40 Jeu : Le grand raid.
21 h 35 Variétés : « La nuit étoilée ».
Gala au profit de l'enfance malheureuse, présenté par Frédéric Dard.
Avec D. Guichard, N. Peyrac, L. de Suza, M.-P. Belle, P. Sébastien...
23 h 05 Journal.
23 h 45 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Mosaïque.
Emission de l'ADRI.
13 h Magazine 84.
Emission du GMF.
14 h 30 Emissions pour les jeunes.
18 h 45 Téléfilm : Jane.
Les aventures comiques de la plus célèbre héroïne de la BD anglaise des années 40.
19 h 30 RFO Hebdo.
20 h Fraggle Rock.
20 h 35 Opéra-comique : le Barbier de Séville.
De Rossini, d'après Beaumarchais, enregistré au Festival 84 d'Aix-en-Provence, avec E. Podles, M. Melbye, J. van Dam, R. Gambill, le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs du Festival, sous la direction de G.L. Gelmetti.
23 h Journal.
23 h 20 SPÉCIAL CINÉMA DE MINUIT.
23 h 25 Premier film : The Last Flight.
Film américain de W. Dieterle (1931), avec R. Barthelmess, J. Mack Brown, H. Chandler (v.o. sous-titrée. N.).
En 1919, quatre pilotes d'escadrille américains, rescapés de la guerre, décident de rester à Paris. Ils traînent une vie sans but, s'adonnent à l'alcool et à la drogue. Inédit en France, pratiquement inconnu des historiens, ce film évoque la « génération perdue » des romans d'Hemingway, et Scott Fitzgerald. A découvrir.
0 h 30 Dessin animé : Tex Avery (et à 2 h 5).
0 h 35 Deuxième film : The Scarlett Dawn.
Film américain de W. Dieterle (1932), avec D. Fairbanks Jr, N. Carroll, E. Foxe (v.o. sous-titrée. N.).
En 1917, un prince russe débauché fuit la révolution, en se faisant passer pour un domestique, avec l'aide de sa servante. Le couple arrive à Constantinople. Drame romanesque sur la condition des Russes blancs émigrés. Un autre inédit de Dieterle, au style épique et passionné.
1 h 30 Troisième film : High Green Wall.
Court métrage de Nicholas Ray.
1 h 55 Quatrième film : Bang ! You're dead.
Court métrage de Alfred Hitchcock.
2 h 20 Cinquième film : I saw the whole thing.
Court métrage d'Alfred Hitchcock.
3 h 10 Sixième film : Carmen Jones.
Film américain d'O. Preminger (1954), avec H. Belafonte, D. Dandridge, P. Bailey, O. James, J. Adams (v.o. sous-titrée).
En 1943, un caporal américain s'éprend d'une femme aux allures provocantes, plieuse de parachutes dans une base militaire. Elle va l'entraîner à la déchéance. Version américaine modernisée, et située dans le milieu des Noirs, de Carmen, *opéra de Bizet. L'auteur du nouveau livret, Oscar Hammerstein II, en avait fait un drame musical qu'Otto Preminger a magistralement transposé au cinéma. Passion, sensualité, fatalité, mort.*
5 h 5 Prélude... au matin.
Banjo and Fiddle, de Kroll, par J-J. Kantorow, violon et J. Rouvier, piano.

CANAL PLUS

7 h, Spécial tous en scène ; 7 h 40, Le jardin des Rothschild ; 8 h 40, Cabou Cadin (Sherlock Holmes) ; Paul et les dizygotes ; Mister T. ; les Quatre Filles du docteur March ; Benji ; 10 h 45, Gym à gym ; 11 h, le Roi et l'Oiseau, film de P. Grimault (dessin animé) ; 12 h 20, les marionnettes de Salzbourg ; 13 h 30, (Gil et Jo ; Max Romane) ; 14 h 15, L'Australienne ; 15 h 5, Soap ; 15 h 30, Batman ; 16 h, Robin des bois ; 16 h 50, Le monde fabuleux des effets spéciaux ; 17 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Les contes de Cri-Cri ; 20 h 30, Fanny et Alexandre, film d'I. Bergman ; 23 h 35, les Babas cools, film de F. Leterrier ; 0 h 55, Un tueur dans la ville, film de A. Mastroianni.

FRANCE-CULTURE

7 h 3, *Chasseurs de son* ; 7 h 15, *Horizon : magazine religieux* ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous : « Astrologie, langage des dieux » et « la Vie du Soleil », de Joëlle de Gravelaine ; 7 h 45, Dits et récits : le Voyage de saint Brandan ; 8 h, Orthodoxie ; 8 h 30, Protestantisme ; 9 h 5, Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : la fédération ; 10 h, Messe au carmel de Domont (Val-d'Oise) ; 11 h, Chronique de la langue parlée : Taconnet II, le bœuf gras ; 12 h, Des papous dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : les peintres en leur temps à Artcurial ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, Le tiroir oublié de la commode Louis XV : les aventures de Thomas, de H. Fielding. Avec D. Colas, C. Nicot, L. Arbessier... ; 16 h, La tasse de thé : rencontre avec Claude Giraud ; à 17 h 45, Histoire-actualité : la France en Nouvelle-Calédonie ; coup de cœur ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : l'automne cinématographique ; 20 h, Musique : collection de timbres (rétrospective 1984).

20 h 30 Atelier de création radiophonique : aventures pastorales.

22 h 30 Musique : Mory Kanté, le roi de la musique mandingue.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Nikolaus Harnoncourt ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Cantate : Bach ; 10 h, Gustav Mahler : à Vienne, l'été 1901 ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Programme musical en disques compacts ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? Mozart « Sei grande » par Giorgio Strehler ; 19 h 5, Jazz vivant : les voix de 1984 ; 20 h 4, Avant-concert.

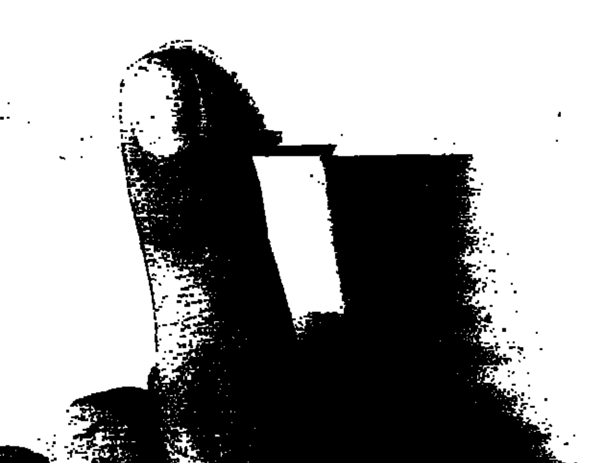
20 h 30 Concert (Festival d'Aix-en-Provence) : en simultané sur FR 3 : « Le Barbier de Séville » de Rossini par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs du festival, dir. G. L. Gelmetti, sol. L. Valentini-Terrani, M. Melbye, R. Gambill, J. Bastin, J. Van Dam, L. Zanini.

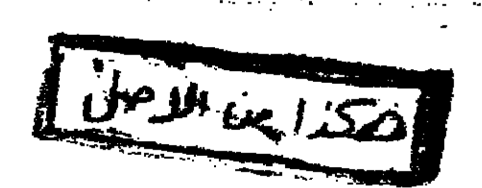
23 h Les soirées de France-Musique. Ex libris ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 31 DÉCEMBRE

TF 1	20 h 35, *Horoscope 85*, avec Dalida (et à 23 h 30) ; 21 h 50, *Cinéma : Chantons sous la pluie*, film de G. Kelly et S. Donen ; 0 h 50, Matin dansant.
A 2	20 h 35, *Hommage à Louis de Funès* ; 21 h 30, *Spécial Champs-Élysées*, avec Enrico Macias, Guy Bedos, France Gall... ; 0 h 05, *Soirée Alcazar*, hommage au cabaret des années 20 à nos jours.
FR 3	20 h 35, *Benny Hill* ; 21 h, Cinéma : *Je suis timide mais je me soigne*, film de P. Richard ; 22 h 25, *Journal* ; 22 h 50, *Portrait : le petit Mitchell illustré* ; 0 h, *Les douze coups de minuit* ; 0 h 05, Cinéma : *l'Égyptien*, film de M. Curtiz ; 2 h 20, *Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure* ; 2 h 55, *Prélude à la nuit*.







Économie

L'AVENIR DES SALARIÉS DE BOUSSAC

Un Chinois à Saint-Quentin

Une page, juridique et financière, a été tournée avec la reprise de Boussac par le groupe Ferinel, sous l'égide des pouvoirs publics (le Monde du 19 décembre). Mais dans les usines, quelle est la réaction des salariés ? Et, par exemple, dans l'usine de Saint-Quentin. ?

De notre envoyée spéciale

Saint-Quentin. — *« Pas d'embauche. »* L'affiche manuscrite est apposée chez le gardien de l'usine Touron de Saint-Quentin dans l'Aisne. Pourtant, si *« les Chinois »* reprennent cet établissement du groupe Boussac-Saint Frères, ce sont à terme deux cent trente emplois qui seront créés dans la ville. En attendant, dans ses vieux bâtiments, l'usine à moitié vide tourne au ralenti.

Les salariés de Touron l'ont échappé belle et ils le savent. *« Après 1981 et le dépôt de bilan du groupe Boussac, on nous a parlé de restructuration,* explique M. Jacques Delaval, industriel de l'établissement. *La production de couvre-lits, notre spécialité, devait quitter Saint-Quentin à l'occasion d'un regroupement avec l'usine de couvertures de Beauvais. »* Les soixante-dix emplois qui restaient chez Touron (qui comptait trois cents employés en 1970) étaient menacés.

C'est alors que *« les Chinois »* firent leur apparition. M. Tang Wing-chau, industriel de Hongkong déjà installé à l'île Maurice, cherchait depuis dix-huit mois une implantation en Europe. Il avait visité l'Aisne, les Vosges et aussi l'Angleterre, pour lancer une production de tee-shirts, des activités de filature et de teinture. Si les primes à la création d'emplois sont plus avantageuses dans les Vosges, le conseil général de l'Aisne, pour faire bonne mesure, a néanmoins décidé d'aider à la construction de bâtiments neufs et à la rénovation d'anciennes usines. Saint-Quentin a gagné la partie. A partir du mois de janvier, Touron deviendra donc « Saint-Quentex ».

Du côté du personnel, on pousse un soupir de soulagement. *« Nous ne sommes pas des « véritables Boussac »,* affirme un salarié ; *nous avons été rachetés par le groupe seulement en 1978. Mais nous avons l'« esprit maison ». Pour nous, l'essentiel est de sauver nos emplois. » « Nous nous sommes battus,* continue M. Claude Corbeau, *mais nous avons refusé de faire grève. Nous sommes allés une seule fois manifester à Paris, mais le meilleur moyen de sauver l'entreprise est à nos yeux de continuer l'activité. Lorsque nous avons rencontré M. Tang, nous avons seulement voulu savoir si nos emplois seraient sauvés, si nos avantages acquis et nos salaires seraient garantis. Aujourd'hui, nous sommes favorables à la solution Tang. »*

Tee-shirts contre couvre-lits

La CGT a, elle aussi, renoncé à mobiliser. *« Nous n'avons pas le choix,* explique M. Francis Guézon, de l'union locale de Saint-Quentin. *Nous avons été vendus avec l'entreprise, et les salariés sont obligés d'accepter cette solution pour ne pas se retrouver à la rue. »* Le syndicat ne cache pas toutefois sa désapprobation : *« Nous assistons à un démantèlement supplémentaire de BSF puisque l'établissement est vendu. Ensuite, à court terme, aucun emploi ne sera créé à Saint-Quentin puisque l'activité de Touron devra quitter la ville pour Beauvais et puisque, à la place, nous allons produire des tee-shirts. »*

Le rachat de Touron ouvre-t-il un espoir pour un département qui compte 14 % de chômeurs (la moyenne nationale est de 10,7 %), pour une agglomération qui a perdu 34 % de ses emplois depuis 1974 et dont l'activité principale, le textile, est en crise depuis... les années 30 (1) ?

Selon le comité d'expansion économique de l'Aisne, cette solution aura seulement évité une aggravation de la situation. *« Dans un premier temps, les soixante-dix employés de chez Touron vont retrouver du travail, et quarante personnes qui auraient été licenciées chez Motobécane* (implanté à Saint-Quentin) *seront reconverties. A terme, ce sont encore des salariés licenciés de Motobécane qui vont entrer à Saint-Quentex. »*

Signer un contrat avec M. Tang, est-ce — ainsi que l'affirme le comité d'expansion, — perdre confiance dans le dynamisme industriel français ? A Saint-Quentin, personne ne s'étonne. *« Vous savez, on a déjà vendu Motobécane aux Japonais... alors, le textile à un Chinois... »*

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) *La crise à Saint-Quentin, dépérissement ou mutation ?* Etude réalisée par le commissariat au Plan.

« Révolution culturelle » à la Verrerie ouvrière d'Albi

De notre correspondant

Albi. — La Verrerie ouvrière d'Albi (VOA), *coopérative de* production employant cinq cents salariés, fondée par Jean Jaurès au siècle dernier et contrôlée par son personnel, vient de nommer directeur M. François Jeoffre, un cadre supérieur qui a dirigé pendant vingt-six ans, en France et en Europe, des unités de production des verreries Saint-Gobain.

Mais les talents présumés de M. François Jeoffre et les habitudes sociales de la verrerie ne sont *pas nécessairement* compatibles. En tout cas, ce nouveau directeur a surpris les cadres en leur demandant dès son arrivée de résumer et de commenter *le Prix de l'excellence* (1), une œuvre d'esprit très libéral où sont exposées *les huit recettes* industrielles qui font le succès des entreprises actuellement les plus performantes.

De même, son souci déclaré de *« réduire une bureaucratie envahissante »* et de décloisonner les prises de décision a surpris. M. François Jeoffre ne désavoue pas les termes de « révolution culturelle ». *« C'est se transformer ou disparaître »,* commente-t-il en laissant entendre que le compte à rebours a déjà commencé.

Le mois dernier, en effet, la VOA a fait appel à la ville d'Albi pour *que lui soient* versés plus tôt que prévu les 2 millions de francs dus par la municipalité, qui a acheté d'anciens terrains industriels à la verrerie.

Jusqu'à présent, la VOA était plutôt la manne financière de la ville, à qui elle a payé la plus forte taxe professionnelle. Une inversion des rôles que M. Jeoffre juge publiquement *« très grave »*.

GILBERT LAVAL.

(1) *Le Prix de l'excellence*, par Thomas Peters et Robert Waterman. Interéditions-Bordas.

LES INFRACTIONS AUX RÈGLES DE LA CONCURRENCE

Les parfumeurs veulent conserver le libre choix de leur distribution

Sanctionnés pour pratiques contraires au libre jeu de la concurrence (*le Monde* des 28 et 29 décembre), les fabricants de parfums ne s'estiment pas tenus d'approvisionner les grandes surfaces et veulent conserver le libre choix de leur distribution. Dans un communiqué, M. Robert Leduc, président de la Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette, *« seul porte-parole de la profession »*, estime que, *« à condition de respecter des critères objectifs et non discriminatoires vis-à-vis de leurs distributeurs, les fabricants ont toujours la faculté de réserver leurs produits à des points de vente spécialisés, correspondant à leur image de marque. Dès lors, ces fabricants ne sont nullement tenus d'approvisionner des commerces de type hypermarché ou supermarché »*.

M. Leduc reconnaît toutefois, implicitement, que le statut de la distribution sélective, actuellement en cours d'actualisation avec la direction générale de la concurrence et de la consommation, va être quelque peu modifié, *« dans le sens de la transparence des échanges et de la fluidité de la concurrence »*.

En attendant, Edouard Leclerc et le groupe de distribution Auchan, qui se sont lancés dans la vente de parfums à prix « discount », se sont félicités des décisions du ministre de l'économie, des finances et du budget. Ce sont les maisons de parfums Christian Dior, Elizabeth Arden et Stendhal qui ont été condamnées aux plus fortes amendes, la première à 125 000 F, les deux autres à 100 000 F chacune.

BRITISH LEYLAND RÉCLAME DE NOUVELLES AIDES PUBLIQUES

Le constructeur automobile British Leyland a fait savoir au gouvernement britannique qu'il avait besoin de nouvelles aides publiques avant sa privatisation, selon le *Financial Times*. Le montant n'en est pas précisé.

BL, qui a réalisé des pertes d'exploitation de 260 millions de francs au premier semestre de cette année, a réclamé ces aides pour financer les investissements d'Austin Rover. Cette filiale, la principale dans le secteur automobile, n'a vendu que *318 000 voitures de janvier à octo*bre, soit 11 % de moins que l'année précédente, à cause du rétrécissement du marché britannique. Pour exporter dans les pays européens où la conjoncture est meilleure et conserver sa place en Grande-Bretagne, Austin Rover a établi un plan d'investissement de cinq ans qu'elle ne peut financer seule, face à des firmes comme Fiat ou Renault aidées par leur gouvernement.

Cette demande d'aide met en lumière la persistance des difficultés de BL. Elle va contrarier le désir de Mme Thatcher, qui cherche à accélérer sa privatisation.

Redémarrage aux Etats-Unis

L'indicateur global d'activité a progressé de 1,3 % en novembre

L'économie américaine repart après un temps de pause : l'indice global, censé annoncer l'évolution de la conjoncture, a progressé de 1,3 % en novembre, sa plus forte hausse depuis neuf mois (+ 1,5 % en février), a annoncé le 28 décembre le département du commerce. Cet indice, calculé chaque mois à partir de onze indicateurs de l'activité, avait diminué de 0,5 % en octobre selon les chiffres révisés.

Son redressement, après trois mois de baisse successifs, confirme que l'économie américaine est sortie de son ralentissement de l'automne, alors que certains experts craignaient qu'une période de récession n'ait commencé.

Au troisième trimestre de 1984, le produit national brut (PNB) américain n'a augmenté que de 1,6 % en rythme annuel, contre 7,1 % et 10,1 % au deuxième et au premier trimestre.

115 milliards de dollars de déficit commercial en onze mois

Le résultat de novembre est dû à la hausse de neuf indicateurs, tandis que seulement deux d'entre eux étaient en baisse. La plus forte progression a été enregistrée par l'indicateur des permis de construire. Ont également augmenté la masse monétaire, les commandes d'équipements et les créations d'entreprises. Les deux indicateurs négatifs ont été ceux concernant le crédit et les délais de satisfaction des commandes aux entreprises.

Cependant, le déficit commercial des Etats-Unis a atteint 9,9 milliards de dollars en novembre, portant à 115,4 milliards de dollars le solde négatif pour les onze premiers mois de l'année, a annoncé également vendredi le département du commerce. En octobre, le déficit des échanges extérieurs avait été de 9,2 milliards de dollars.

Cette aggravation est due à une augmentation de 2,7 % des importations, qui ont atteint 28,3 milliards, tandis que les exportations baissaient de 0,1 %, pour se situer à 18,4 milliards de dollars. Les achats *de pétrole ont représenté* en moyenne 5,9 millions de barils par jour, contre 5,7 millions en octobre. Le prix moyen du pétrole importé est resté inchangé à 28,84 dollars le baril, soit 2,1 % de moins qu'en novembre 1983. Les importations de *biens manufacturés ont également* augmenté, notamment celles d'automobiles, de machines électriques et de vêtements.

Les exportations de produits agricoles ont augmenté de 15,2 % pour atteindre 3,19 milliards, à la suite d'une hausse des ventes de maïs, de soja, de tabac et d'aliments de bétail. Par contre, les ventes de produits manufacturés ont baissé de 2,6 %, ayant représenté 12,1 milliards, notamment celle de produits chimiques, de machines électriques et d'équipements de télécommunications.

Géographiquement, le déficit le plus important a été enregistré avec le Japon, soit 2,7 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont également enregistré un déficit avec l'Europe de l'Ouest, soit 1,9 milliard, et avec le Canada, soit 1,8 milliard de dollars. — *(AFP)*.

EN BREF

Affaires

M. MICHEL LECLERC VEND DU TAXI ET DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE. — M. Michel Leclerc se lance dans les taxis parisiens et dans les instruments de musique. Il a annoncé, le 28 décembre, qu'un cenral téléphonique installé rue des Morillons, à Paris (15e), relierait, à *partir* du 3 janvier, des taxis indépendants qui se sont engagés à pratiquer une prise en charge forfaitaire de 18 F. Le compteur commencera à tourner seulement au moment de l'arrivée du taxi au domicile du client.

M. Leclerc est aussi décidé à vendre des instruments de musique dans une centaine de points de vente à des prix inférieurs de 30 % à 50 % à ceux actuellement pratiqués. Il a inauguré cette formule à Châtillon-en-Vendelais (Ille-et-Vilaine), Rennes, Laval et Le Mans. Afin de *« démocratiser la vente des instruments de musique et de réduire les importations de 80 % à 50 % en deux ans »*, M. Leclerc ouvrira d'autres points de vente en région parisienne.

Agriculture

LE COMITÉ RÉGIONAL D'ACTION VITICOLE APPELLE A UN RASSEMBLEMENT LE 14 JANVIER A MONTPELLIER. — Le Comité régional d'action viticole (CRAV) réuni, jeudi 27 décembre, à la Confédération générale des vignerons du Midi à Narbonne, a décidé d'organiser un grand rassemblement le lundi 14 janvier à 15 heures à Montpellier, au moment où se tiendra à Bruxelles une réunion des *ministres de l'agriculture* de la Communauté européenne chargée de définir les modalités d'application de l'accord de Dublin sur les vins de table.

Pour la première fois depuis des années, des agriculteurs de tout le Midi viticole (Aude, Hérault, Pyrénées-Orientales, Gard, Vaucluse et Bouches-du-Rhône) étaient représentés à cette réunion du CRAV. Selon M. Jean Huillet, le porte-parole *de cette organisation qui s'était* mise en veilleuse après l'incendie par un commando de viticulteurs en mars 1984 du centre Leclerc de Carcassonne, *« la viticulture est à la veille de subir la plus grande crise économique de son histoire. C'est pour que l'irréparable ne soit pas commis que nous nous mobilisons »,* a-t-il ajouté. — *(Corresp.)*

Monnaies

LE FMI OUVRE A L'ARGENTINE UNE LIGNE DE CRÉDIT DE 1,7 MILLIARD DE DOLLARS. — Le conseil exécutif du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le 28 décembre, un accord *stad-by* de quinze mois avec l'Argentine. L'accord ouvre à ce pays une ligne de cré*dit de 1 694 millions de dollars* et permettra aux banques créditrices de lui accorder 4,2 milliards de nouveaux crédits.

Conclu à l'issue de négociations trilatérales entre le FMI, trois cent vingt banques et l'Argenitne, cet accord est lié à l'application par Buenos-Aires d'un sévère programme d'ajustements économiques destiné à permettre le paiement de plus de 45 milliards de dollars de dette *extérieure. Les banques se sont* aussi engagées à rééchelonner pour plus de 26 milliards de dette arrivés à échéance entre 1982 et 1985, sur une période de dix à douze ans avec trois années de grâce.

L'Argentine doit maintenant verser, avant la fin de l'année, 850 millions sur un total de 1,2 milliard de dollars d'intérêts des arriérés de sa dette extérieure publique. Buenos-Aires doit notamment rembourser 500 millions de dollars au Trésor américain et 100 millions à quatre pays latino-américains : le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Brésil. En outre, l'Argentine s'est engagée à payer, au *cours du premier trimestre* de 1985, 750 millions de dollars d'un crédit relais que les banques lui avaient accordé le 31 décembre 1982.

LE GROUPE DE CARTHAGÈNE SE RÉUNIT, LES 7 ET 8 FÉVRIER, A SAINT-DOMINGUE. — La troisième conférence du groupe de Carthagène, qui regroupe les onze pays d'Amérique latine les plus endettés, se tiendra les 7 et *8 février* 1985 à Saint-Domingue, a annoncé le 27 décembre, au cours d'une conférence de presse, le ministre des finances de la République dominicaine, M. José Augusto Vega Imbert, actuellement secré*taire du groupe. Cette confé*rence à laquelle participeront les ministres des finances de l'Argentine, de la Bolivie, du Pérou, de la République dominicaine, de l'Uruguay et du Venezuela sera précédée de deux réu*nions techniques,* également à Saint-Domingue, du 9 au 11 janvier et du 4 au 6 février. — *(AFP.)*

Social

LA CGPME N'EST PAS FAVORABLE A LA REPRISE DES DISCUSSIONS SUR LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI. — Tandis que le CNPF continue de faire preuve d'une extrême prudence et se refuse toujours au moindre commentaire, l'autre organisation patronale représentée dans *la négociation sur la flexibilité*, la CGPME, paraît vouloir dévoiler ses intentions.

Dans une interview accordée au quotidien *Libération*, le 29 décembre, M. Jean Brunet, le négociateur de la CGPME, rappelle en effet que *« l'accord fait un tout »*, ou encore que *« la négociation, ça fait un tout »*, pour répliquer aux demandes formulées par FO, la CFTC et la CFDT de reprendre, au moins, des discussions. Cependant, M. Brunet ne désespère pas de voir le sujet réapparaître dans une négociation, car, dit-il, *« il faudra bien qu'on en parle un jour ou l'autre ». « De n'importe quelle façon, il faudra bien qu'on y revienne, sinon tous les Français en supporteront les conséquences »,* conclut le vice-président délégué de la CGPME, qui, auparavant, avait estimé que les syndicats, *« par leur refus, précarisent l'entreprise »*.

LA CGC CRITIQUE LA FORMULE DES POLES DE CONVERSION. — Définis il y a près d'un an, les pôles de conversion ne sont pas jugés satisfaisants par la CGC qui s'interroge sur le *« bilan rose »* qu'en fait la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). Pour ces zones sinistrées par les difficultés de la sidérurgie ou de la construction navale, *« dix mille emplois d'ici trois ans, c'est bien mais c'est insuffisant, et avec un budget de 3,5 milliards de francs, c'est cher »,* écrit M. Henri Bordes-Pages dans *la Lettre confédérale*.

Rappelant que la CGC avait toujours considéré que la création des pôles de conversion *« incluait le risque de voir apparaître une France à deux vitesses, non seulement géographiquement mais aussi professionnellement »,* l'organisation syndicale des cadres estime qu'elle *« ne peut partager sans esprit critique »* l'optimisme de la DATAR. La CGC souligne, d'ailleurs, que les *« actions réelles n'ont démarré que depuis trois mois »*.

LA CEE ET LES ÉTATS-UNIS PARVIENNENT A UN ACCORD SUR LES EXPORTATIONS DE TUBES D'ACIER

La Commission européenne est parvenue, le 28 décembre, à un accord avec les autorités américaines sur les exportations de tubes d'acier aux Etats-Unis. La part des Européens sur le marché américain des tubes sera limitée à 7,6 % en 1985. *En vertu d'un précédent* accord signé en 1982, cette part a été jusqu'à présent de 5,9 %, en théorie. Car en fait, les Européens avaient dépassé ce quota, atteignant près de 15 % cette année, à cause de la non-compétitivité des producteurs américains et de la surévaluation du dollar.

La signature de cet accord reste soumise à une approbation de la Maison Blanche et des ministres des Dix. Malgré les réticences de plusieurs pays, dont l'Italie, la France, le Luxembourg et la Grèce, il semble ne plus faire de doute que les dix gouvernements ratifieront l'accord négocié par la Commission. Les parts de marché des principaux pays producteurs de tubes de la CEE s'établiraient à 2,82 % pour la RFA, 2 % pour l'Italie et 0,93 % pour la France *(qui demandait 0,97 %). Il* est ainsi mis fin à un important différend commercial entre Américains et Européens, qui avait pris la forme d'un véritable affrontement ces dernières semaines.

Le dossier des tubes était le troisième que souhaitait régler Washington concernant les importations d'acier aux Etats-Unis, après celui des aciers spéciaux (où aucun accord n'a pu être trouvé avec les Européens, ce qui a conduit la CEE à prendre des mesures de rétorsion conformément aux règles du GATT) et celui des aciers courants. (M. Reagan a unilatéralement décidé de limiter à 18 % la part du marché des aciers importés, mais, pour ces produits, un accord a été trouvé avec la CEE). En septembre dernier, la Maison Blanche a fait savoir qu'elle souhaitait renégocier *« l'arrangement »* sur les tubes, signé en 1982, qui donnait une part de 5,9 % aux Européens, mais qui n'était pas respecté. Les négociateurs sont parvenus à un accord de principe autour de 7,6 % le 18 novembre, mais celui-ci soulève les protestations des sidérurgistes américains et Washington fait marche arrière (*le Monde* du 29 novembre). Le différend porte sur les « contrats spéciaux » des tubes pour oléoducs et gazoducs, dont on ne sait très bien s'ils sont ou non compris dans les 7,6 %. Après de nouvelles négociations, ces exportations particulières sont finalement incluses dans le quota global, mais on leur réserve une part spéciale de 10 % du marché. C'est sur cette base que l'accord est conclu le 28 décembre.

Les Français, qui s'inquiétaient pour Vallourec et pour Joeuf (usine qui ne travaille que pour ces contrats particuliers), en acceptaient les termes.

Économie

Faits et chiffres

Affaires

● **Nouvelle hausse des tarifs d'assurance pour les pétroliers.** – Les assureurs londoniens ont relevé à nouveau les tarifs pour l'assurance des navires qui se rendent à Kharg dans le golfe Persique, en raison des récentes attaques qui ont endommagés des bâteaux près du terminal pétrolier iranien. Les tarifs fixes ont été abandonné il y a deux mois. Aujourd'hui, les primes varient entre 7,5 et 15 % de la valeur assurée par navire. Mais, sans les rabais consentis aux clients réguliers ou importants, ils peuvent atteindre 27,5 %. La semaine passée, ces tarifs avaient déjà été relevés, de 2 à 4 % selon les compagnies.

Cette augmentation va, dit-on dans les milieux pétroliers, nuire à la compétitivité du pétrole iranien. Déjà avant le dernier relèvement, l'Iran accordait des rabais sur son pétrole pour compenser des frais d'assurance déjà élevés. L'Iran pourrait, dans un premier temps, transporter elle-même son brut depuis Kharg jusqu'à ses ports de Lavan ou Sirri, hors de portée des avions irakiens. Dans un second temps, elle construirait un oléoduc pour transporter le pétrole des gisements du Nord vers Sirri ou Lavan, au lieu de Kharg. – *(AFP.)*

● **Le premier prix du concours « Innover en Picardie ».** – M. Skonic Bosko, de Verneuil-sur-Aisne (Oise), a remporté le premier – soit 50 000 F – des trois prix du concours « Innover en Picardie », lancé par le Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD) de la région que préside M. Alain Pêcheur. M. Bosko, cinquante-quatre ans, d'origine yougoslave, installé en France depuis 1963, est ingénieur en mécanique générale. Il dirige le bureau d'études de l'entreprise Prodel (machines automatiques d'assemblage) à Carlepont (Oise). Il a inventé un appareil opto-électronique permettant le contrôle instantané ainsi que le réglage de la géométrie des trains de roulement avant et arrière des véhicules (parallélisme, chasse, pivot, carrossage). M. Bosko compte utiliser le montant du prix comme mise de fonds dans la création de sa propre entreprise. – *(Corresp.)*

Agriculture

● **L'UCASO condamnée à payer les dettes de la SICA-Vins.** – L'Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest, que préside M. Jean-Baptiste Doumeng, a été condamnée par le tribunal de grande instance de Toulouse à payer 4,5 millions de francs au Crédit agricole de la Haute-Garonne. Cette somme représente le montant des annuités d'emprunts non honorées depuis la mi-décembre 1982 par la SICA-Vins Midi Pyrénées, mise en liquidation à cette époque. L'UCASO s'était portée caution de cet emprunt, lors de la consolidation des dettes du groupe agricole toulousain, en mars 1981. Celui-ci avait jusqu'alors remboursé ponctuellement le Crédit agricole, sauf pour ce qui regarde la SICA-Vins. Le jugement précise que les échéances restant dues jusqu'au 15 décembre 1999 sont exigibles.

Échanges internationaux

● **Déficit commercial de la RFA vis-à-vis de la RDA.** – Les ventes de la RFA à la RDA ont augmenté de 16 % en novembre par rapport au même mois de 1983, totalisant 555 millions de DM et ses achats de 4 %, représentant 687 millions de DM. En revanche, de janvier à novembre, les exportations de la RFA vers la RDA ont diminué de 10 % par rapport à la même période de 1983, représentant 5 801 millions de DM, tandis que ses importations ont augmenté de 14 %, atteignant 7 095 millions de DM, soit un déficit de 1 294 millions de DM. – *(AFP.)*

Étranger

● **Ventes record de fleurs aux Pays-Bas.** – Les douze criées aux fleurs néerlandaises (veiling) ont réalisé un chiffre d'affaires total annuel de plus de 3 milliards de florins (plus de 8,1 milliards de francs) contre 2,6 milliards de florins en 1983. Deux de ces criées, celles d'Aalsmer et de Westland, les plus grands marchés au monde dans ce domaine, représentent les deux tiers de ce chiffre d'affaires. Sur ces ventes, les exportations se sont élevées à 2,6 milliards de florins (7 milliards de francs) contre 2 milliards en 1983. Vers la France, second client des Pays-Bas après l'Allemagne fédérale, ces exportations ont atteint la somme de 250 millions de florins (675 millions de francs) contre 233 millions l'an passé.

D'autre part, le Landbouwschap regroupant les organisations de l'horticulture a justifié auprès de la Commission européenne l'accord passé avec l'organisation des distributeurs sur la baisse du prix du gaz naturel utilisé pour le chauffage des serres. La Commission devra dire prochainement s'il s'agit ou non d'une distorsion de concurrence au sein de la CEE.

JAPON

● *Chômage en baisse.* – Le taux japonais de chômage a été de 2,7 % en novembre, en baisse de 0,8 % par rapport au mois précédent. A la fin de novembre, 58,09 millions de personnes avaient un emploi au Japon et 1,51 million étaient au chômage, ce qui représente une hausse de 0,9 % de la population employée, par rapport à novembre 1983. – *(AFP.)*

RFA

● **Prix : + 0,1 % en décembre.** – Les prix ouest-allemands à la consommation ont augmenté de 0,1 % en décembre, alors qu'ils étaient restés inchangés en novembre, selon les chiffres publiés par l'Office fédéral des statistiques. Calculé sur un an, de décembre 1983 à décembre 1984, le taux d'inflation a été de 2 %, contre 2,1 % en novembre. Les chiffres définitifs seront publiés dans une dizaine de jours. – *(AFP.)*

Matières premières

● **L'Australie adhère à l'accord international sur le sucre.** – Le gouvernement australien a décidé de donner son adhésion à l'accord international sur le sucre qui entre en vigueur le 1er janvier 1985. Négocié en juillet dernier à Genève, cet accord a une portée limitée.

Pays producteurs et exportateurs n'avaient pu s'entendre sur les mesures et les mécanismes susceptibles d'organiser le marché mondial qui souffre d'une excédent structurel.

De fait, les cours du sucre sont au plus bas. L'accord international n'a donc qu'une portée administrative et peut servir de cadre à la reprise d'éventuelles négociations. La semaine passée le Japon a également décidé d'y adhérer.

Pêche

● **Pêche : accord provisoire entre le Japon et l'URSS.** – Le Japon et l'URSS sont parvenus le 25 décembre à un accord provisoire qui permettra aux pêcheurs japonais d'opérer dans la zone des 200 milles soviétique, et réciproquement, à partir de janvier. Les deux parties n'ont toutefois pas réussi à s'entendre sur les quotas de poissons à capturer pour 1985. En vertu de cet accord provisoire, 180 bâteaux de pêche japonais et 70 chalutiers soviétiques pourront naviguer à l'intérieur des zones économiques respectives des deux pays. – *(AFP.)*

Social

● **Crédits supplémentaires pour la rénovation des hospices.** – M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées, a annoncé jeudi 27 décembre, qu'un crédit supplémentaire de 40 millions de francs a été accordé par le premier ministre pour la rénovation des établissements accueillant les personnes âgées.

D'autre part, dès 1985, a annoncé M. Franceschi, tous les établissements spécialisés devraient être gérés par un conseil de résidents, chargé d'élaborer les règlements de ces centres, laissés jusqu'à présent à la discrétion des directeurs d'établissements.

● **Isover : cinquante-six licenciements autorisés à Rantigny (Oise).** – Cinquante-six licenciements auraient été autorisés à l'usine Isover-Saint-Gobain de Rantigny (Oise), le 27 décembre, alors que, le même jour, une délégation intersyndicale CGT, CFDT, FO et CFCT avait obtenu la promesse d'une entrevue prochaine au ministère du redéploiement industriel.

L'intersyndicale avait demandé le « gel » du plan d'adaptation d'Isover-Saint-Gobain, qui prévoit mille cinq cents suppressions d'emplois dans quatre usines du groupe, dont six cents dans celle de Rantigny (mille salariés) où l'un des deux fours devrait être définitivement arrêté le 2 janvier.

● **Les licenciements des pilotes d'Air Afrique (suite).** – Selon le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), la direction de la compagnie Air Afrique a adressé aux 59 pilotes et mécaniciens français licenciés pour fait de grève des certificats de travail afin de leur signifier la fin de tous liens contractuels. La grève, qui dure depuis le 11 septembre, n'a pas suspendu les vols de la compagnie assurés par des équipages yougoslaves. Le licenciement pour grève illégale de 117 grévistes dont 59 Français sera examiné en appel, le 11 janvier, par une juridiction ivoirienne. – *(AFP.)*

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS — Semaine du 26 au 28 décembre

Creux mais soutenu

Il faudrait un talent fou pour réussir à donner un peu de couleur à cette semaine boursière, passablement creuse et réduite à trois séances par le très long week-end de Noël. La foule ne se pressait pas ces derniers jours sous les lambris. Nombreux étaient ceux qui, séduits par la tentation de faire le « viaduc », avaient quitté les lieux, et la circulation était fluide dans les travées, et ce n'est pas si fréquent, même en fin d'année.

Si l'actualité a hiberné, le marché en a fait tout autant. Les professionnels ont déserté en masse, et les investisseurs, les vrais, n'ont pas été en reste. Bref, tandis que les stations d'hiver affichaient complet, vendredi, la Bourse s'apprêtait, de nouveau, à faire relâche jusqu'au 2 janvier.

Quels commentaires peuvent donc bien inspirer ces trois séances ? Avant toute chose, deux constatations s'imposent. D'abord, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les courants d'affaires n'ont pas été réduits à leur plus simple expression. Ils ont été relativement étoffés, même si 200 millions de francs en moyenne quotidienne représentent relativement peu de chose. Mais quand la trêve des confiseurs est à ce point respectée, de pareils volumes apparaissent tout de suite rondelets. Ensuite, l'effritement n'a pas été le lot quotidien du marché, et la tendance, malgré une assez étroite irrégularité, fut plutôt soutenue, de sorte que les différents indices ont très légèrement progressé pour se rapprocher de leurs plus hauts niveaux de l'année.

A l'heure des bilans, la Bourse a donc affiché près de 16 % de hausse mesurée à l'indice CAC, le plus fiable, ou 22 % si l'on en croit l'indicateur instantané. La cuvée 1984 ne supporte pas la comparaison avec le millésime 1983, qui fut exceptionnel. Mais elle a été d'une très honnête qualité. Dieu sait s'il y eut de mauvaises années sous les colonnes. Les anciens en gardent encore le souvenir et le rappellent volontiers aux jeunes loups, enclins à se plaindre de la dureté des temps.

Bref, le marché a tout lieu de se féliciter, et l'aisance avec laquelle il a consolidé ses positions au cours de ces trois jours témoigne sinon de sa confiance du moins d'une certaine vitalité.

Car, il faut bien le dire, les rares nouvelles qui lui sont parvenues ne contenaient rien de nature à vraiment l'encourager. L'économie américaine a des ratés, et Wall Street est repris par ses vertiges. En outre, l'opération de refinancement que s'apprête à lancer le Trésor américain, la plus grande de tous les temps (14 milliards de dollars), ravive les inquiétudes d'ordre monétaire. Assagis ces derniers temps, les taux d'intérêt, dit-on, y resteront difficilement insensibles.

D'autre part, les prévisions de croissance pour les pays de l'OCDE ne sont pas très brillantes, loin s'en faut. En France, la production industrielle a fléchi en cette fin d'année, et les défaillances d'entreprises augmentent.

Mais, semble-t-il, la Bourse a choisi sinon de faire l'impasse du moins de patienter pour y voir un peu plus clair. En janvier, les liquidités vont de nouveau affluer avec les versements de très nombreux coupons (7 % 1973, caisses indemnitaires, etc.). Elles constitueront un excellent rempart si, d'aventure, des ventes pressantes se produisaient.

Il ne faut donc guère s'étonner, dans ces conditions de la relative sérénité qui a régné autour de la corbeille, même si de nombreuses hypothèques pèsent sur 1985. Pour tout dire, la Bourse conserve la tête froide. Mais sang-froid n'est pas synonyme de gaieté. Si le marché n'était pas triste, l'atmosphère était quand même à la mélancolie. On l'a bien vu vrendredi, le cœur n'y était pas pour célébrer dignement, comme la tradition l'exige, la dernière séance de l'année. Il fallut attendre une heure environ pour voir apparaître les premiers cotillons, destinés surtout à épater la galerie. Les commis avaient calculé leur coup, de telle sorte que le début de la fête coïncida avec l'émission quotidienne d'Antenne 2 présentée de la corbeille en direct par Jean Leberre.

Les téléspectateurs ont eu leur lot de confettis, de serpentins, de faux nez et de chapeaux multicolores en tout genre. Sur place, le spectacle était beaucoup moins grandiose, et presque nostalgique. « *Dans le temps, c'était Versailles* », disait un vieil habitué, en ajoutant : « *Ce n'est plus qu'amusement pour patronage.* » Et encore. Cette semaine a enfin été marquée par la reprise des cotations sur Schneider et Creusot-Loire, suspendues depuis le 13 juin dernier. Les spécialistes ont dû s'y reprendre à deux fois pour coter la première de ces deux actions, très demandée, avec une hausse de 35,6 % à 120 F. En revanche, il fut encore impossible ce jour-là d'inscrire un cours pour le titre Creusot-Loire, vertigineusement offert. Personne n'en voulait pour 5 F (dernier cours 25,50 F). Un troisième essai fut fait à la veille du week-end. Réservé encore deux fois, l'ex-numéro un français de la construction mécanique trouva enfin preneur à 0,90 F, pas même le prix d'un vieil emprunt russe, trois à quatre fois plus cher. Ce naufrage industriel restera un des plus meurtriers dans notre pays. Triste fin, dans un décor autrement moins pimpant que voici un an. Le 30 décembre 1983, les héros étaient fatigués mais joyeux. Le 28 décembre 1984, ils étaient vigilants et un peu plus graves.

ANDRÉ DESSOT.

Les banques Louis Dreyfus et Bruxelles Lambert s'offrent un « broker » londonien

Dans le cadre de la révolution en profondeur qui est en train de s'opérer dans la City, où l'on assiste à une remise en cause globale des méthodes de négociation mais aussi, et surtout, du statut des intermédiaires (jobbers et *brokers*), un certain nombre de regroupements de charges et de maisons de courtage sont intervenus ces derniers mois. Pour l'instant, ils n'ont concerné qu'un nombre relativement restreint d'entreprises (une quinzaine sur un total de deux cent vingt), mais on a vu à cette occasion des banquiers et des courtiers étrangers, notamment américains, s'efforcer de prendre pied sur le marché londonien à la faveur de l'accord conclu en juillet 1983 entre la Bourse de Londres et le gouvernement britannique.

Le London Stock Exchange a ainsi autorisé ses membres à constituer des *international dealerships*, c'est-à-dire des filiales spécialisées dans la négociation de valeurs mobilières étrangères, à la condition de détenir la majorité du capital de ces ID (1). Certains établissements français ont saisi la balle au bond, et la Société générale a ainsi constitué une *international dealership* en association avec Strauss Turnbull, tandis que la BNP effectuait une démarche dans le même sens auprès d'une autre firme londonienne, Laurence Prust (*le Monde* du 21 août 1984), qui n'a paz abouti jusqu'à présent.

A son tour, la Banque Louis Dreyfus, affiliée au groupe qui porte le même nom et à la banque belge Bruxelles Lambert (BBL) vient de franchir la Manche pour s'associer, directement cette fois-ci – et c'est là une première, – avec un *broker* londonien, la firme Williams de Broe, Hill Chaplin and Cº (WDEB). La Banque Louis Dreyfus, aux côtés de la BBL (qui aura la principale participation) et de la Banque Bruxelles Lambert Suisse, va ainsi prendre, dans un premier temps, une participation globale de 29,9 %, maximum actuellement autorisé par la loi.

Lorsque cette restriction sera abolie (« *dans le courant de 1986 et au plus tôt en avril de cette même année* », prévoit la BBL), la banque belge portera sa participation à 51 % tandis que sa filiale suisse et la Banque Louis Dreyfus en détiendront respectivement 5 % et 10 %. Au total, le groupe possédera alors les deux tiers du capital de WDEB. Les autres regroupements de même nature annoncés depuis un an environ prévoient généralement que les banques qui en sont à l'origine porteront leur participation à 100 % lorsque les nouveaux règlements de la City le permettront, mais Williams de Broe a toujours refusé le principe d'une filiation à 100 %. Un de ses dirigeants, M. Peter Clarke, a expliqué que, sur les cinq banques qui s'étaient mises sur les rangs, seule la Banque Bruxelles Lambert avait accepté de se contenter d'une participation partielle quoique largement majoritaire.

Issue de la fusion, en 1968, de William de Broe (créée en 1969) avec Hill Chaplin (fondée en 1901), WDEB figure actuellement au quinzième rang parmi les charges spécialisées londoniennes. S'étant longtemps consacréaux opérations sur les mines d'or sud-africaines et à la gestion de fortunes de particuliers britanniques, WDEB s'est ensuite tournée vers les transactions sur titres britanniques : *equities* (actions de sociétés) et *gilts* (fonds d'Etat britanniques) pour le compte d'une clientèle institutionnelle. Depuis septembre dernier, elle dispose d'un département spécialisé en opérations sur euro-obligations. Installée au cœur de la City, la firme emploie cent quarante-deux personnes, son capital étant réparti jusque-là entre une trentaine de partenaires.

S. M.

(1) « *La révolution* londonienne », revue *Bourse* nº 16 (3e trimestre 1984).

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Michelin	46 869	34 240 695
Martell	18 942	34 205 075
Moët	14 756	27 850 201
IBM	21 160	27 036 524
ELF	123 759	26 810 777
BSN	10 756	25 599 255
CFP	98 181	23 890 964
Lafarge	54 087	19 994 456
Pernod-Ricard	25 919	18 485 694
L'Air liquide	31 581	18 082 089
4 1/2 % 1973	10 462	17 139 397
L'Oréal	7 243	16 048 836
Midi	7 035	15 162 335

(*) Du 20 au 27 décembre inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 21 déc.	Cours 28 déc.
Or fin (kilo en barre)	96 900	96 000
– (kilo en lingot)	96 900	97 000
Pièce française (20 fr.)	599	595
Pièce française (10 fr.)	450	450
Pièce suisse (20 fr.)	561	564
Pièce latine (20 fr.)	545	554
● Pièce tunisienne (20 fr.)	545	549
Souverain	702	696
Souverain Elizabeth II	710	700
● Demi-souverain	380	380
Pièce de 20 dollars	4 120	4 200
– 10 dollars	2 030	2 075
● – 5 dollars	1 250	1 250
– 50 pesos	3 690	3 720
● – 20 marks	680	681
– 10 florins	570	570
● – 5 roubles	400	400

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	24 déc.	25 déc.	26 déc.	27 déc.	28 déc.
RM	–	–	266 991	308 736	–
Comptant					(1)
R. et obl.	–	–	2 754 855	3 474 030	–
Actions	–	–	44 159	223 382	–
Total	–	–	3 066 035	4 006 148	–
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)					
Franç.	–	–	120,3	120,6	–
Étrang.	–	–	88,3	86,8	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)					
Tendance	–	–	120,8	121,3	121
(base 100, 31 décembre 1982)					
Indice gén.	–	–	181,4	182,3	182,4

(1) Statistiques non parvenues.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Soutenu

Engourdi par le manque d'affaires, Wall Street a néanmoins fait un assez honnête parcours cette semaine. D'abord en hausse par réaction à la décision du FED d'abaisser le taux de l'escompte (8 % contre 8 1/2 %), il a reperdu ensuite une partie de son avance, avant de se redresser un peu à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, l'indice des industrielles a progressé de 5,19 points à 1 204,17.

La déception est venue de l'industrie des jouets, dont les ventes de fin d'année ont été très inférieures aux objectifs fixés. Mais le mauvais effet causé a été en partie compensé par l'annonce, vendredi, d'une hausse du principal indicateur avancé de l'économie (+ 1,3 %).

L'activité a été moitié moins forte que la précédente avec seulement 249,42 millions de titres échangés.

	Cours 21 déc.	Cours 28 déc.
Alcoa	36 3/4	36 7/8
ATT	19 3/8	19 1/4
Boeing	55 1/2	56 1/4
Chase Man. Bank	47 1/8	47 5/8
Du Pont de Nemours	47 1/2	48 5/8
Eastman Kodak	70 1/8	71 5/8
Exxon	43 3/8	44 3/4
Ford	44 5/8	45 5/8
General Electric	56 1/4	56 3/4
General Foods	56	55 3/4
General Motors	77 1/4	77 3/4
Goodyear	26 1/4	25 5/8
IBM	123	123 3/4
ITT	29 3/8	29 3/8
Mobil Oil	27 1/8	28 1/8
Pfizer	40 3/4	42 1/8
Schlumberger	37 5/8	37 3/8
Texaco	33 3/8	34 1/4
UAL Inc.	44 1/2	44 3/8
Union Carbide	37 1/2	37 1/4
US Steel	25 1/8	25 7/8
Westinghouse	26 3/8	25 1/2
Xerox Corp	37 7/8	38 1/8

LONDRES

Au plus haut

Rien cette semaine ne prédisposait le marché à se montrer particulièrement vigoureux. D'abord soutenue, la tendance allait cependant se raffermir très sensiblement à la veille du week-end, de sorte que l'indice des industrielles s'établissait à son plus haut niveau de toujours. La décision de l'OPEP de constituer un comité de surveillance de la production et des prix du pétrole a été bien accueillie. Mais c'est surtout la baisse de la livre sterling à son plus bas niveau historique qui a ravivé l'attention sur ces valeurs exportatrices.

Indices « FT » du 28 décembre : industrielles, 945,2 (contre 924,3) ; mines d'or, 474,1 (469,1) ; fonds d'Etat, 81,68 (contre 81,96).

	Cours 21 déc.	Cours 28 déc.
Beecham	385	390
Bowater	208	215
Brit. Petroleum	463	488
Charter	190	203
Courtaulds	126	128
De Beers	425	423
Dunlop	–	25
Free St.Geduld (*)	22 3/4	22 1/2
Glaxo	1095	1100
Gt. Univ. Stores	694	702
Imp. Chemical	740	736
Shell	628	643
Unilever	1065	1075
Vickers	211	215
War Loan	35 3/4	35 1/2

(*) En dollars.

TOKYO

+ 2 %

La dernière semaine de l'année s'est achevée au Kabuto-cho par une hausse de 2 %. L'attention des investisseurs s'est principalement portée sur les valeurs électriques, le secteur énergétique, la sidérurgie et les chantiers navals. Une assez forte activité a continué de régner avec une moyenne quotidienne de 431,3 millions de titres échangés (contre 436,4 millions).

Indices du 28 décembre : Nikkeï Dow Jones, 11 542,60 (contre 11 462,01) ; indice général, 913,37 (contre 894,32).

	Cours 21 déc.	Cours 28 déc.
Akaï	455	446
Bridgestone	539	516
Canon	1 520	1 340
Fuji Bank	1 230	1 350
Honda Motors	1 270	1 210
Matsushita Electric	1 590	1 560
Mitsubishi Heavy	269	263
Sony Corp.	3 620	3 550
Toyota Motors	1 270	1 220

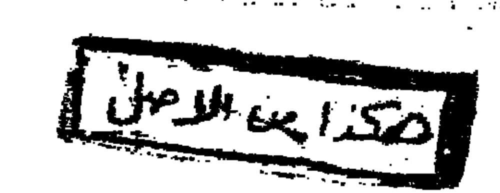
FRANCFORT

Nouvelle avance

Sur sa lancée de la semaine précédente, le marché a poursuivi son avance et progressé encore de 1 % environ, mais avec peu d'affaires.

L'indice de la Commerzbank s'établissait le 28 décembre à 1 103,30 (contre 1 093), soit à son plus haut niveau de toujours.

	Cours 21 déc.	Cours 28 déc.
AEG	103,10	101,10
BASF	182,30	185,80
Bayer	190	193,40
Commerzbank	169,50	169,10
Deutschebank	383	383
Hoechst	187,10	190,70
Karstadt	242	237,50
Mannesmann	147,30	149
Siemens	469,60	474,20
Volkswagen	202,50	204,50



L'euromarché

Le plus grand marché du monde

Avec 726 euro-émissions représentant l'équivalent de plus de 71 milliards de dollars lancées en 1984, le marché des euro-obligations a *pulvérisé tous ses records précédents*. Cela représente une progression de près de 62 % par rapport à 1983, où 491 euro-emprunts, totalisant un peu plus de 44 milliards de dollars, avaient vu le jour.

Encore faut-il souligner que ces chiffres ne comprennent que les émissions euro-obligataires entendues au sens le plus orthodoxe, c'est-à-dire répondant aux six critères suivants : emprunts 1) émis dans une devise autre que celle du pays du débiteur ; 2) placés hors du marché national de l'emprunteur ; 3) syndiqués par des consortiums bancaires internationaux ; 4) cotés sur une *Bourse européenne* ; 5) *émis sous* forme de titres au porteur ; 6) dénués de toute retenue à la source.

Cette définition ne permet pas d'inclure de nombreuses émissions internationales, telles celles en euroflorins, parce qu'elles se présentent toujours sous forme de placements privés non cotés en Bourse ; celles réalisées sur le marché de l'asiadollar lorsqu'elles ne sont pas cotées en Europe ; les émissions publiques libellées en deutschemarks des entités supranationales parce qu'elles sont exclusivement dirigées par des syndicats bancaires allemands ; les émissions « yankees » et « bulldogs », c'est-à-dire celles d'emprunteurs étrangers faites à New-York et à Londres ; les émissions étrangères en Suisse parce que techniquement il n'y a pas d'eurofrancs suisses. Si donc on ajoute tous ces types d'emprunts aux euro-obligataires, c'est l'équivalent de plus de 100 milliards de dollars d'émissions internationales qui ont été nouvellement lancées en 1984, soit deux fois plus que ce que New-York a pu produire.

Le marché américain des capitaux est devenu maigrichon parce que trop accaparé par le Trésor des États-Unis, qui a levé cette année *155 milliards de dollars par le canal* d'emprunts à moyen et long terme afin de combler le déficit budgétaire fédéral. Du coup, les sociétés américaines et étrangères n'ont pu drainer en 1984 que 50 milliards de dollars à New-York. Elles ont donc été contraintes de se retourner vers le marché international des capitaux, qui, ayant en outre l'avantage d'être moins onéreux, leur a permis de le*ver quelque 18 milliards de dollars*, soit plus du quart des emprunts euro-obligataires. Les Japonais s'étant joints à l'euroconcert avec l'équivalent de près de 10 milliards de dollars, 40 % d'eurocapitaux, soit environ 28 milliards de dollars, se sont éparpillés entre le Nouveau Monde et l'empire du Soleil Levant.

Le marché anglais des capitaux bénéficie d'un énorme avantage sur son homologue allemand. D'une part, il est plus important. D'autre part, les investisseurs institutionnels britanniques y jouent le rôle primordial. Cela permet, entre autres, d'obtenir, dans un marché hyperorganisé et dans une devise apparemment moins forte, des capitaux à bien plus long terme qu'outre-Rhin. Les emprunteurs internationaux ont tellement pris conscience de ces *mérites* que la *devise* britannique a presque ravi au deutschemark sa seconde place sur le marché euro-obligataire en 1984.

Au cours des derniers douze mois, un peu moins de 7 % des euro-emprunts ont été libellés en deutschemarks contre près de 6 % en sterling. Si, à ce dernier pourcentage, on ajoute les 3,60 % libellés en ÉCU, l'europoids de la devise germanique paraît, pour paraphraser Léo Ferré, *« en avoir pris un sérieux coup dans son arc-en-ciel »*.

Le banquier de l'année

L'année 1985 s'annonce sous des auspices extrêmement favorables pour le marché international des capitaux. Si la baisse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis pa*raît proche de sa fin, aucune hausse* notable n'est, dans ce domaine, anticipée jusqu'au début du printemps prochain. L'activité primaire devrait donc rester très importante. Déjà, on attend un flot d'euro-émissions nouvelles dès la rentrée, le 2 janvier.

Les facteurs qui ont caractérisé l'année qui vient de s'écouler et qui ont fait de 1984 une année-clé vont pouvoir s'épanouir. La technique des *swaps* peaufinée au cours des douze mois écoulés va permettre aux euro-emprunts à taux fixes de se multiplier d'autant plus que l'arrêt de la baisse des taux à court terme devrait encourager les emprunteurs à solliciter à une grande échelle ce secteur du marché. On est également assuré d'assister à un grand nombre d'euro-émissions à taux d'intérêt variable. Les eurobanques continueront d'y avoir recours soit pour se procurer des fonds destinés à être reprêtés à leur clientèle, soit pour refinancer des opérations antérieures, réalisées, à l'époque, à des conditions plus onéreuses.

Enfin, l'explosion en 1984 des RUF (Revolving Underwriting Facilities), SNIF (Short Term Notes Issuance Facilities) et autres instruments financiers du même type, qui permettent à partir d'une ligne de crédit *standby* (tenue à disposition) de garantir le renouvellement d'émissions de papier à court terme sur une assez longue période de temps, est certaine de se poursuivre en 1985. Cette technique a, en grande partie, remplacé celle des eurocrédits syndiqués, parce que, en permettant l'amalgame des marchés monétaires avec ceux des capitaux, elle procure une souplesse qui n'existe pas dans un crédit bancaire traditionnel. Dans ce domaine, il est curieux que les emprunteurs français n'aient pas encore osé affronter ce genre d'instrument, dont, malgré sa jeunesse, la prolifération n'en fait plus une technique d'avant-garde.

Avec l'année qui s'achève se décernent les oscars, le premier ira sans aucun doute au Crédit suisse-*First Boston*. De *toutes les banques* internationales, c'est celle qui a fait preuve du plus grand dynamisme, de l'imagination la plus vive et de la pugnacité la plus forte. Au début de 1984, la plus grande partie de son équipe l'avait désertée, attirée par un établissement où elle pensait trouver un ciel plus clément. Douze mois plus tard, le Crédit suisse-First Boston se retrouve très largement en tête du peloton des eurobanques, ayant dirigé le plus grand volume d'euro-émissions au cours de l'année écoulée. Cette volonté acharnée de survivre, puis de vaincre, est due à la « troïka » qui dirige la banque : l'impérial Michael von Clemm, Hans-Joerg Rudloff, qui, par la stratégie, la fécondité bouillonnante et la taille, s'apparente au Petit Caporal — et Jack Henessy — dont la froide et calme administration permet aux *deux autres de donner le meilleur* d'eux-mêmes.

C'est toutefois une autre personnalité qu'a choisie à Londres l'*International Financing Review*, l'hebdomadaire le plus spécialisé de l'euromarché, comme étant le banquier international de 1984. Ce titre a été décerné à M. Babacar Ndiaye, le vice-président de la Banque africaine de développement (BAD). *C'est la première fois qu'un euro*banquier du tiers-monde est hissé au niveau de ses pairs américains, européens et japonais. Ce faisant, le magazine londonien a tenu à récompenser l'effort d'un homme qui, en l'espace d'une année, est parvenu à imposer l'image de sa banque comme l'un des meilleurs emprunteurs du monde, que ce soit en dollars, en deutschemarks, en florins, en francs suisses ou en yens. Il y a douze mois, le nom de la BAD soulevait le scepticisme. C'est aujourd'hui une entité hautement respectée sur tous les marchés des capitaux.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Le dollar presque au plus haut à Paris

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, au terme d'une semaine écourtée par les fêtes de Noël, le dollar a terminé l'année au voisinage de ses plus hauts cours, s'établissant aux environs de 9,64 F à Paris et de 3,15 DM à Francfort. On se rappelle que le 21 septembre dernier, le « billet vert » avait battu tous ses records à Paris, dépassant légèrement 9,70 F, tandis qu'à 3,17 DM sur la place de Francfort il retrouvait ses cours d'il y a onze ans.

En dépit de la maigreur des transactions, classique à l'approche d'une fin d'année, où les banques et *les sociétés ajustent leurs bilans*, les spécialistes ont fait état d'une demande commerciale qualifiée de « soutenue », sans aucune spéculation à la hausse. Comme il y a plus d'*acheteurs que de vendeurs*, le dollar monte, voilà tout. Ajoutons que les banques centrales, essentiellement celle d'Allemagne fédérale, n'ont pas jugé bon d'intervenir, se réservant, sans doute pour le début de l'année prochaine, qui pourrait être mouvementé.

Les milieux financiers internatio*naux pronostiquent, en effet, une* nouvelle poussée sur le dollar en janvier. Pour justifier ce pronostic, ils mettent en avant la possibilité d'une forte remontée des taux d'intérêt américains au premier semestre 1985. Dans l'immédiat, sans doute compte tenu du fléchissement du loyer de l'argent à court terme, le taux de base des banques, revenu, outre-Atlantique, de 13 % en septembre à 10 3/4 % tout récemment, pourrait encore baisser et descendre à 10 1/2 ou même 10 1/4 %. Mais rapidement, la reprise de l'activité économique qui semble se dessiner aux Etats-Unis après le « boom » du premier semestre 1984 et la « pause » du second serait susceptible de gonfler la demande de crédit émanant des entreprises. A cette demande s'ajouterait *celle du Trésor*, empruntant de plus belle pour financer un déficit budgétaire en nette augmentation. Ledit Trésor va même accentuer très prochainement ses appels. La conjonction de ces deux phénomènes ne manquerait pas de pousser à la hausse les taux d'intérêt sur un marché financier très sollicité. Une telle hausse ne pourrait que soutenir, et même doper, un dollar déjà très fort.

Ailleurs, on a noté la faiblesse persistante de la livre sterling, qui, pour la première fois, est tombée à 1,16 dollar, nouveau record historique. La devise britannique a derechef été affectée par les dissensions au sein de l'OPEP, qui font craindre une « guerre des prix », dont le seul résultat serait de faire chuter les prix du brut, et, donc, de diminuer les recettes en provenance des gisements de la mer du Nord.

A *Zurich, le dollar est au plus* haut depuis 1975, et, à Tokyo, il a battu son record de l'année à plus de 250 yens.

Quant au franc français, il se porte comme un charme, tout au moins au sein du système monétaire européen. Le cours du mark à Paris est même tombé, hors cotation officielle, à moins de 3,06 F, retrouvant, à 3,0578 F, son niveau du début de l'année : une performance. La Banque de France en profite pour emmagasiner discrètement des quantités supplémentaires de marks, au cas où une remontée éventuelle de la devise allemande face à un dollar moins fort menacerait le franc. En 1985, tout peut se produire, et, à l'*Institut d'émisssion, on veut rester* vigilant.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 DÉCEMBRE AU 28 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York ...	1,1610	–	10,3788	38,5505	31,7360	1,5858	28,1294	0,0519
	1,1690	–	10,4682	38,9559	32	1,5961	28,3527	0,0520
Paris	11,1862	9,6350	–	371,43	305,78	15,2791	271,03	4,9974
	11,1756	9,5600	–	372,41	305,92	15,2593	271,05	4,9765
Zurich	3,0116	2,5940	26,9227	–	82,3230	4,1135	72,9676	1,3454
	3,0088	2,5670	26,8521	–	82,1440	4,0973	72,7814	1,3362
Francfort ...	3,6583	3,1510	32,7037	121,47	–	4,9968	88,6357	1,6343
	3,6531	3,1250	32,6882	121,73	–	4,9880	88,6022	1,6267
Bruxelles ...	73,2127	63,06	6,5449	24,3099	20,0127	–	17,7384	3,2707
	73,2378	62,65	6,5533	24,4059	20,0480	–	17,7629	3,2613
Amsterdam ..	4,1274	3,5550	36,8967	1,3705	112,82	5,6375	–	1,8439
	4,1230	3,5270	36,8935	1,3739	112,86	5,6296	–	1,8360
Milan	2238,41	1928	200,10	743,25	611,87	30,5741	542,33	–
	2245,64	1921	200,94	748,34	614,72	30,6624	544,65	–
Tokyo	290,83	250,50	25,9990	96,5690	79,50	3,9724	70,4641	0,1299
	289,91	248	25,9416	96,6108	79,36	3,9584	70,3147	0,1290

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 décembre, 3,8463 F contre 3,8548 F le vendredi 13 décembre.

LES MONNAIES DU S.M.E.* : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

28 décembre 1984

LIRE ITALIENNE
LIVRE IRLANDAISE
COURONNE DANOISE
FRANC FRANÇAIS
MARK ALLEMAND
FRANC BELGE
FLORIN

+0,75
+0,50
%
0
–0,25
–0,50
–0,75
–1,25
–1,50
–1,75
–2,00
–2,25
Plafond
Plancher

*Système monétaire européen

Les matières premières

Baisse du sucre et du plomb

Incidence de la classique trêve de Noël, l'activité a laissé plus qu'à désirer sur les différentes places commerciales, étant réduite à deux séances seulement sur les marchés de Londres et à trois séances à la Bourse de commerce de Paris. L'année écoulée a été moins faste que sa devancière pour les différents pays producteurs de matières premières. Ainsi, l'indice Reuter, qui avait progressé de près de 25 % en 1983, a reperdu une partie de son avance en frôlant le niveau de 1 900 (à fin 1983, il s'établissait à 1975,90). Quant à l'indice Moody's, il a fléchi de près de 10 %. Quelques métaux ont toutefois bien tiré leur épingle du jeu, comme le cuivre, le nickel, le plomb, en hausse de plus de 25 % d'une année à l'autre, l'étain ne progressant que de moins de 20 %. En revanche, le grand perdant est l'aluminium qui a perdu près de 20 % (il avait progressé de 75 % en 1983). Les plus fortes baisses ont été enregistrées par le sucre (– 100 %) et les tourteaux de soja (– 60 %).

MÉTAUX. – *En léger retrait, les cours du cuivre restent toutefois toujours supérieurs à 1 100 livres la tonne au Metal Exchange de Londres. La production zambienne de métal rouge, affectée par des problèmes techniques, serait inférieure de 10 % durant les neuf premiers mois de l'année à celle de la période correspondante de 1983.*

Le plomb n'a pas conservé sa hausse récente et il a rechuté à Londres. Aucune amélioration de la consommation n'a été enregistrée, alors que la production est redevenue normale aux Etats-Unis avec la fin des grèves.

Stabilité des cours de l'étain à Londres. Le quota d'exportation des pays membres de l'accord international est maintenu à 22000 tonnes pour le premier trimestre de l'année prochaine. Les prix d'intervention du directeur du stock régulateur n'ont pas été modifiés. La production bolivienne de métal a diminué de 7 000 tonnes cette année, en raison de l'agitation sociale persistante, revenant à 12000 tonnes.

Effritement des cours du nickel et de l'aluminium. La production mondiale d'aluminium dépasse de 14 % celle de 1983, les amputations de capacité n'ayant pas encore pu produire leur plein effet car elles ne sont intervenues que progressivement dans le courant du second semestre.

DENRÉES. – *Nouvelle et sensible baisse des cours du sucre sur les différents marchés, qui touchent désormais leurs niveaux les plus bas depuis près de quinze ans. Des stocks abondants pèsent toujours sur le marché. Les rares transactions qui s'effectuent sur le marché mondial se font toujours à des prix intéressants mais... pour les acheteurs. Plusieurs pays, dont le Brésil, disposent d'importants excédents qu'ils s'apprêteraient à liquider à des prix bradés, surtout ceux qui ont un besoin urgent de devises fortes (dollar).*

Des expéditions accrues de fèves en provenance du Ghana et du Cameroun ont entraîné un effritement des cours. Des indications relatives à l'évolution de la consommation dans les principaux pays seront données dans la première quinzaine de janvier.

CÉRÉALES. – *Fluctuations peu importantes sur les cours du blé à Chicago. Les cours des oléagineux ne cessent de se replier au fil des semaines. Les prochaines récoltes s'annoncent sous le signe de l'abondance. Ainsi, celle du Sénégal devrait augmenter d'au moins 15 % pendant la campagne 1984-1985, pour atteindre 700000 tonnes. Elle restera toutefois très inférieure à celle de 1982-1983, qui s'était élevée à 1,2 million de tonnes. Le Brésil compte exporter des quantités accrues de plus de 20 % d'huile de soja en 1985-1986 et de 34 % d'huile d'arachide.*

LES COURS DU 28 DÉCEMBRE 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente).

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade); comptant, 1 123 (1 135,50) ; à trois mois, 1 128,50 (1 147) ; étain comptant, 9 920 (9 950) ; à trois mois, 9 905 (9 910) ; plomb, 382 (400) ; zinc, inch (682) ; aluminium, 898,50 (902,50) ; nickel, 4 075 (4 150) ; argent (en pence par once troy), 548,50 (549). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,10 (57,65) ; argent (en dollars par once), 6,91 (6,32) ; platine (en dollars par once), 289,2 (286,10). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), inch. (2 915).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, mars, 65,99 (66,04) ; mai, 66,79 (66,80). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), janvier, 512 (509). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, inch. (53,50).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 660-700 (640-660).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mars, 2 041 (2 063) ; mai, 2 064 (2 083) ; sucre, janvier, 3,18 (3,54) ; mars, 4,14 (4,17) ; café, mars, 142,07 (140,53) ; mai, 139,37 (138,30). – **Londres** (en livres par tonne, sauf le sucre en dollars) : sucre, mars, 118,80 (123) ; mai, 125,80 (131) ; café, janvier, 2 253 (2 249) ; mars, 2 272 (2 234) ; cacao, mars, 1 862 (1 864) ; mai, 1 876 (1 873). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mars, 2 070 (2 060) ; mai, 2 095 (2 090) ; café, janvier, 2 500 (2 530) ; mai, inch. (2 490) ; sucre (en francs par tonne), mars, 1 324 (1 315) ; mai, 1 380 (1 360). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), janvier, 140,40 (144) ; mars, 146,40 (149,70). – **Londres** (en livres par tonne), février, 144,80 (145,90) ; avril, 144,80 (145,80).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mars, 345 (344) ; mai, 338,75 (338,25) ; maïs, mars, 266,50 (267,50) ; mai, 274 (274,75).

INDICES. – Moody's, 965,90 (969,5) ; Reuter, 1 904,20 (1 909,5).

Marché monétaire et obligataire

L'année des records

Deux records auront été battus en 1984 sur le marché obligataire français : *celui des émissions* d'abord avec 243,4 milliards de francs, en progression de 25 % sur les 194,1 milliards de 1983, eux-mêmes supérieurs de 28 % aux 154,7 milliards de 1982. Celui des transactions, ensuite, avec près de 412 milliards de francs contre 235 milliards (+ 74 %), soit 81 % du chiffre d'affaires des bourses de valeurs françaises en 1984. Du coup, la capitalisation boursière des valeurs à revenu fixe est passée de 1 033 milliards de francs à 1 310 milliards de francs, en tenant compte d'une hausse des cours de 7 % environ et de 55 milliards de francs de remboursement (*estimation du Crédit lyonnais*).

Le fait marquant de l'année aura été le véritable bond (+ 66 %) des emprunts d'Etat qui, avec 85 milliards de francs contre 51 milliards de francs, ont représenté 35 % du total des émissions en *1984* contre 26 % en 1983. L'essentiel de l'augmentation est dû à celle des obligations renouvelables de l'augmentation du Trésor (ORT) dont le montant est passé de 1 milliard de francs à près de 31 milliards. On a noté une légère régression (9 %) des émissions des établissements publics (EDF, CNE, SNCF, CNT, etc.), une augmentation de 29 % pour le secteur industriel et commercial par le truchement du Crédit National, du CEPME et des SDR, et une progression de 28,5 % pour les institutions financières (banques plus Crédit foncier de France). Un autre fait marquant a été la très forte augmentation des émissions à taux variable ou flotteur, dont le montant a été multiplié par 3,8, passant de 27,3 milliards de francs à 103,6 milliards de francs. Ce phénomène est la conséquence de l'autorisation d'émettre à taux variable, donnée fin 1983 aux grands émetteurs publics par le Trésor.

Quant à la dernière semaine de l'année, elle a été aussi maussade *que les précédentes. Sur le marché* primaire, les deux seules émissions ont été celles de la Compagnie financière du CICI et de la Compagnie de gestion immobilière du groupe Suez, toutes deux de *500 millions de francs à taux variable* (taux annuel monétaire). Sur le marché secondaire, les rendements ont légèrement fléchi, 11,46 % contre 11,51 % pour les em*prunts d'Etat à plus de sept ans*, 11,45 % contre 11,54 % pour ceux à moins de sept ans et 12,73 % contre 12,76 % pour les emprunts du secteur public, selon les indices Paribas. Ce sont pratiquement les niveaux d'il y a quinze jours.

On estime que le marché devrait, progressivement, se mettre en route le mois prochain, avec ses 26 milliards de francs de coupons et de *remboursements, lesquels s'élève*ront à 104,6 milliards de francs pour les six premiers mois de 1985, selon les statistiques du Crédit lyonnais. En ce qui concerne les SICAV court terme, dits de trésorerie, leur encours global, au 27 décembre, selon les données de TGF était revenu à 134,3 milliards de francs, en recul de 10,9 milliards de francs sur l'encours à fin novembre. Si l'on déduit 1,9 milliard de francs de coupons détachés pendant le mois de décembre et 800 millions de francs à 1 milliard de francs correspondant à la baisse des cours, on arrive à 8 milliards de francs environ de retrait sur les SI*CAV. Parmi les réseaux les plus* frappés, on note le Crédit lyonnais (– 2,8 milliards de francs à 10,6 milliards de francs, Lion Associations perdant 2,4 milliards de francs à elle toute seule), la BNP (– 2,3 milliards de francs à 15,2 milliards de francs), le Crédit Agricole (– 1,6 milliard de francs à 16,4 milliards de francs), le CCF (– 1,4 milliard de francs à 8,5 milliards de francs).

Le groupe Caisse des dépôts, Caisses d'épargne reste stable à 9,2 milliards (– 0,1), de même que Paribas (7,1 milliards contre 7,2 milliards), tandis que la Société *générale gagne 0,5 milliard à 15 mil*liards de francs.

En un an, toutefois, l'en-cours des SICAV court terme sera passé de 60,8 milliards de francs à 134,3 milliards de francs et aura donc plus que doublé après avoir touché un sommet de 150 milliards en octobre. Reste à savoir si un tel apport de liquidités effectué en grande partie au profit du marché obligataire se poursuivra, ou même se stabilisera en 1985. Rien n'est moins sûr.

FRANÇOIS RENARD.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 20-12
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	408 216
dont :	
Or	258 097
Disponibilités à vue à l'étranger	59 690
ECU	73 646
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 784
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 210
dont :	
Concours au Trésor public	11 540
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	214 418
dont :	
Effets escomptés	88 672
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	73 593
5) DIVERS	7 847
Total	722 284

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	199 911
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 674
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	26 644
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	90 935
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	22 531
5) ECU A LIVRER AU FECOM	73 645
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	302 814
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	12 844
Total	722 284

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

RÉUNIE A GENÈVE

L'OPEP tente de définir une nouvelle grille de prix

Genève. – Après dix jours de réunion, interrompus par une trêve de Noël, les treize ministres de l'OPEP, rassemblés à Genève *en conférence* ordinaire, devaient enfin, ce samedi 29 décembre, aborder le problème de fond qui leur est posé depuis trois mois : *l'aménagement de leur grille* de prix officiels. Vu la complexité de la question et les divergences importantes existant toujours entre *les pays membres* sur ce point, on voyait mal samedi matin comment les treize délégations pouvaient parvenir à s'entendre sur un compromis *acceptable* d'ici la *fin* de la journée. Tenus apparemment de quitter Genève dimanche matin, les ministres auraient envisagé, si cette question *n'était* toujours pas *réglée*, d'ajourner à nouveau leurs travaux pour quelques jours, et de se retrouver début janvier – probablement le 5 à Vienne. *« Nous ne sommes pas à deux ou trois jours près. L'essentiel, c'est qu'on ne peut rien envisager de sérieux sans que tous les problèmes soient résolus »*, assurait vendredi

De notre envoyée spéciale

soir M. Nabi, ministre algérien de l'énergie.

Le problème des prix de l'OPEP tient en effet de la quadrature du cercle et ne peut être dissocié de ce *qui a constitué jusqu'ici* l'essentiel des débats, c'est-à-dire la discipline interne et la crédibilité de l'Organisation. Si elle ne respecte pas strictement les quotas et les prix qu'elle s'est fixés, l'OPEP, faute de crédibilité n'a aucune chance de réussir à redresser les cours, qui sont tombés depuis octobre très en dessous de ses prix officiels. D'où l'idée, approuvée dans son principe, de créer une structure supranationale de contrôle, chargée de vérifier dans les cinquante-six ports de chargement de pétrole de l'Organisation les volumes et les prix de vente de brut et de produits de chaque pays membre. *Mais il* est vain de mettre en place une telle organisation tant que les tarifs officiels, totalement décrochés du marché, sont inapplicables *et contraignent la plupart des pays* à tricher pour pouvoir vendre leur pétrole.

Or, que se passe-t-il actuellement ? Tous les prix officiels des bruts produits par l'OPEP sont supérieurs de 1 à 2,5 dollars par baril aux cours réels du marché, ainsi qu'aux tarifs des producteurs concurrents (Grande-Bretagne, Norvège, Union soviétique, Etats-Unis), à l'exception de certains bruts lourds, dont la demande est très *forte*, pour des raisons structurelles (évolution des techniques de raffinage) et conjoncturelle (grève des mineurs britanni*ques, qui gonfle les besoins de fuel*).

Seul à l'intérieur de l'OPEP le Nigéria, concurrent direct de la mer du Nord, a aligné ses prix sur le marché. Pour se tirer de cette situation, qui gêne considérablement les producteurs notamment de bruts légers, l'OPEP avait le choix soit de ramener l'ensemble de ses tarifs au niveau du marché, soit de tenter de faire remonter les cours du marché au niveau de ses tarifs officiels. Elle a choisi *la* seconde voie, sans succès jusqu'ici. Reste que les distorsions existant dans la grille de prix, qui favorisent les pays qui, comme *l'Arabie saoudite*, peuvent jouer sur un éventail de bruts de qualités différentes, créent de vives tensions à l'intérieur de l'Organisation et *encouragent les fraudes*.

En attendant un redressement des cours, toujours possible en janvier si l'OPEP maintient un rythme de production extrêmement bas, l'Organisation ne peut, pour limiter les distorsions, que relever les prix des bruts lourds, actuellement avantagés. C'est ce que demandent les producteurs de pétrole léger, actuellement pénalisés, comme l'Algérie, les Emirats arabes unis et le Nigéria. Ce dernier pays a suggéré un relèvement de 1 à 1,5 dollar par baril des prix des bruts lourds (26 dollars actuellement).

Un compromis est-il possible ?

C'est ce que refuse l'Arabie saoudite, qui, si elle relevait ainsi massivement les prix de ses qualités lourdes, aurait, comme l'ensemble des autres producteurs, les plus grandes difficultés à écouler sa production (actuellement vendue sous forme de ventes groupées de qualités différentes). Le royaume wahabite s'en tient jusqu'ici à la proposition formulée par le comité ministériel restreint d'un relèvement modéré de 0,50 dollar des qualités lourdes et d'une diminution symbolique de 0,25 dollar des prix des bruts légers: Cette proposition est un « maquillage » a répété vendredi *soir* le ministre nigérian, M. Tam David West, assurant que son mandat était de se battre pour obtenir un aménagement *plus substantiel* de la grille, considérée actuellement comme « irréaliste », et que l'accord de principe donné par le Nigéria au système de contrôle supra-national étudié jusque-là par l'OPEP « n'était pas sans conditions ».

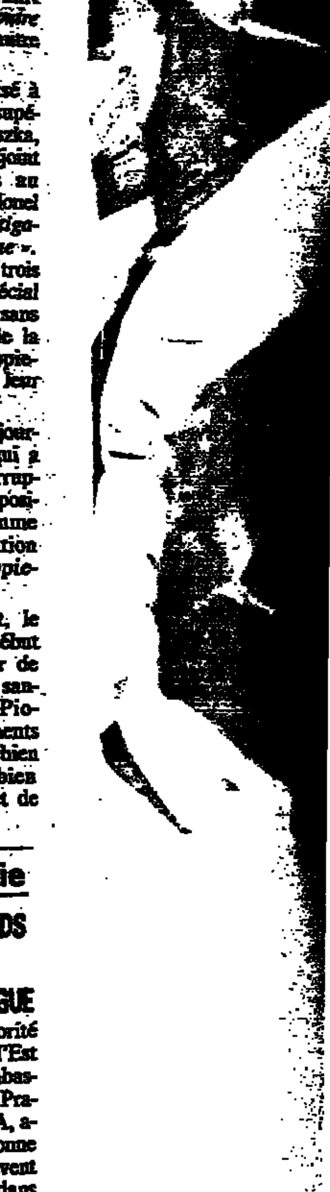
Un compromis est-il possible ? C'est ce qu'assuraient un certain nombre de membres du secrétariat. Le Nigéria, l'Algérie, les Emirats arabes unis étaient-ils prêts à tenir jusqu'au bout afin d'obtenir gain de cause ? Il était impossible de le dire samedi matin. Ce d'autant que les négociations sur le système de contrôle supra-national n'étaient pas encore totalement terminées.

La veille, les ministres s'étaient entendus sur la composition du comité exécutif ministériel de contrôle, qui, présidé par le ministre de l'Arabie saoudite comprendra l'Indonésie, le Venezuela, le Nigéria et les Emirats arabes unis. Le comité de surveillance de l'Organisation, chargé, lui, de surveiller l'évolution du marché international, sera maintenu et élargi, comprenant désormais les Emirats arabes unis, l'Algérie, la Libye, l'Iran et l'Equateur. Par contre, restait à mettre au point le fonctionnement concret du nouveau comité, qui, selon *M. Nabi*, devrait se réunir plusieurs fois par mois et faire rapport régulièrement à l'Organisation, réunie en confé*rence, ce qui pourrait déboucher sur* une mensualisation de la révision des quotas de production de chaque Etat.

VÉRONIQUE MAURUS.

AU PROCÈS DES ASSASSINS DU PÈRE POPIELUSZKO

Témoignage accablant de l'un des accusés contre le capitaine Piotrowski



Torun *(AFP)*. – *« J'obéissais aux ordres de Piotrowski »* : le lieutenant de la police politique Leszek Pekala, trente-deux ans, n'a pas trouvé d'autre excuse, vendredi 28 décembre, devant le tribunal de Torun pour justifier sa participation à l'assassinat du Père Jerzy Popieluszko.

La deuxième journée du procès des quatre policiers inculpés dans l'assassinat de l'aumônier de Solidarité a été uniquement consacrée à l'audition de Pekala, qui se poursuivra lors de la reprise prévue le 2 janvier. Très nerveux, parlant à voix basse, Pekala s'est employé à démontrer qu'avec le lieutenant Waldemar Chmielewski, ils *n'avaient* fait *qu'obéir aux ordres* de leur supérieur, le capitaine Grzegorz Piotrowski, qui a dirigé personnellement l'opération punitive contre le Père Popieluszko le 19 octobre, sur la route entre Bydgoszcz et Torun.

« Il nous a tout ordonné, a-t-il dit, *et, quand nous lui avons demandé de libérer le Père Popieluszko en estimant qu'il avait assez souffert, il a refusé. »*

C'est encore Piotrowski, a affirmé Pekala, qui a rattrapé le Père Popieluszko quand il a tenté de s'enfuir sur le parking de l'hôtel Kosmos de Torun en criant : *« A l'aide, épargnez ma vie ! »*. Et c'est encore lui *« qui l'a battu à trois reprises avec un bâton »* et a menacé de *« l'étrangler de ses propres mains »* quand le prêtre *« hurlait de douleur »* sous l'avalanche des coups.

« Quand Piotrowski m'a ordonné de l'attacher » avec une corde au cou, reliée aux pieds en passant par le dos, *« je savais qu'il pouvait mourir, mais je n'y pensais pas, j'obéissais aux ordres »*, a poursuivi Pekala.

Devant la sœur et le frère du Père Popieluszko, émus jusqu'aux larmes, le lieutenant Pekala a ensuite eu ces mots pour décrire la scène au bord de la Vistule, quand les tortionnaires de prêtre l'ont extrait déjà mort de leur voiture pour le jeter dans l'eau : *« J'avais l'impression qu'il ne vivait plus. J'ai vu sur son front des traces de sueur. Par hasard, j'ai touché sa main, elle était froide, mais je ne me posais pas la question de savoir si nous jetions un homme vivant ou un cadavre. »*

En revanche, le lieutenant Pekala est *revenu* partiellement sur le fait qu'il pensait agir en fonction d'un *« ordre venu de très haut »* transmis par Piotrowski, comme il l'avait dit au cours de l'instruction.

« J'ai mal compris les propos de Piotrowski », a-t-il déclaré.

Pendant l'instruction, il avait affirmé que Piotrowski lui avait déclaré *« disposer de l'accord de personnes haut placées pour le meurtre »* en *« citant plusieurs noms dont celui d'un vice-ministre »*. Pekala, qui a toujours tu ce nom, affirme aujourd'hui que l'accord mentionné concernait *« une action à entreprendre contre le Père Popieluszko »*, sans autre précision.

De même, Pekala s'est refusé à mettre en cause son autre supérieur, le colonel Adam Pietruszka, quarante-sept ans, directeur adjoint du département des cultes au ministère de l'intérieur. Le colonel Pietruszka est inculpé *« d'instigation et d'assistance au crime »*. C'est lui qui avait délivré aux trois assassins le laissez-passer spécial qui leur a permis de franchir sans problème plusieurs barrages de la milice, alors que le Père Popieluszko était dans le coffre de leur voiture.

A l'issue de cette deuxième journée, le capitaine Piotrowski, qui a demandé et obtenu une interruption de séance pendant la déposition de Pekala, apparaît comme l'*« âme damnée »* de l'opération punitive contre le Père Popieluszko.

Dénoncé par son lieutenant, le capitaine Piotrowski va avoir début janvier à se défendre, à tenter de trouver une justification pour sauver sa tête. L'audition de Piotrowski sera donc un des moments forts de ce procès, car il va bien falloir qu'il explique s'il a bien reçu un accord ou un ordre, et de qui.

En Ethiopie

Polémique avec Washington à propos du transfert de populations déshéritées

Washington *(AFP)*. – Un diplomate éthiopien a accusé, vendredi 28 décembre, le directeur de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) de tenter de *« perpétuer la famine »* dans son pays *en* s'opposant à un programme visant à réinstaller des Ethiopiens dans des régions épargnées par la sécheresse. Le gouvernement d'Addis-Abeba a mis sur pied un plan visant à déplacer 1,5 million de personnes vivant dans le nord du pays vers les régions plus fertiles du Sud.

M. Peter McPherson, directeur de l'USAID, a déclaré que ce programme entraînerait des dépenses que le gouvernement éthiopien ne pouvait se permettre et qu'il ne présentait aucune assurance que les personnes déplacées seraient dans une meilleure situation qu'à l'heure actuelle. Au cours d'une conférence de presse à Washington, M. Tamène Eshète, chargé d'affaires éthiopien, a estimé que M. McPherson tentait *« de perpétuer la famine en Ethiopie »*. Il a ajouté que le nord de l'Ethiopie était *« totalement aride »* et qu'il *« était absurde d'y maintenir des gens »*, soulignant que ce plan de déplacement ne toucherait que des *volontaires*.

Jeudi, M. McPherson, rappelant que les Etats-Unis avaient dégagé 121 millions de dollars pour l'assistance à *l'Ethiopie*, avait mis en doute que des gens souffrant de la famine soient en état de prendre une telle décision de leur propre chef. Au *début du mois, une polémique* avait déjà éclaté entre Washington et Addis-Abeba lorsque des responsables éthiopiens avaient déclaré que l'*« apathie »* occidentale avait contribué aux souffrances des Ethiopiens.

Le championnat du monde d'échecs

KARPOV VOIT TRENTE-SIX CHANDELLES

Toujours mené 5 à 1, Kasparov aura bien du mal à gagner la trente-sixième partie du championnat du monde mais il aura fait voir... trente-six chandelles à Karpov avant que ce dernier n'ajourne la partie, vendredi soir, en mettant son quarante-et-unième coup sous enveloppe.

Jusqu'au dixième coup, les deux joueurs ont répété le début de leur trente-quatrième partie. La nulle était déjà dans l'air quand Kasparov, avec 15:Cé5, se montra plus actif. Karpov prit vingt et une minutes pour répondre : 15 : b5, et le challenger trente-neuf minutes pour se lancer dans un sacrifice de cavalier (16 : Cxb5) que le champion du monde n'accepta qu'au bout de tente-quatre minutes de réflexion (Tahl, Polougaevski et Taimanov estiment que 16 : Db8 eût été plus précis).

Karpov subit alors une terrible attaque : Kasparov avait deux pions passés et liés pour la pièce. Il donna encore une tour pour un cavalier forçant le champion du monde à rendre le tout mais en ayant tout de même regagné un des deux pions. Il revenait de loin.

Résultat de ce furieux combat joué en crise de temps : un pion de plus passé pour Kasparov, mais la présence de fous de couleurs différentes ne lui permettra sans doute pas de concrétiser cet avantage à la reprise samedi, si elle a lieu, de cette partie qu'il aura marquée de son panache.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Trente-sixième partie
Gambit de la dame

1. d4	Cf6	22. Cd7	Fé7
2. ç4	é6	23. Dg4+	Rh8
3. Cf3	d5	24. Cxf8	Fxf8
4. Cç3	Fé7	25. Df3	Fé7
5. Fg5	h6	26. Fç4	Da7
6. Fh4	0-0	27. Dh5	Rg7
7. é3	b6	28. Dg4+	Rf8
8. Fé2	Fb7	29. Ff1	Td8
9. Tç1	dxç4	30. Tç1	Db8
10. Fxç4	Cbd7	31. Tç2	f5
11. 0-0	ç5	32. Dé2	Rg7
12. dxç5	Cxç5	33. g3	Té8
13. Dé2	a6	34. h3	Txç2
14. Tfd1	Dé8	35. Dxç2	Ff6
15. Cé5	b5	36. b3	Db4
16. Cxb5	axb5	37. Dd1	Dç3
17. Fxb5	Fa6	38. Rg2	Dé5+
18. Txç5	Fxç5	39. Rh2	Dç5
19. Fxa6	Da4	40. Fé2	Fé7
20. Fxf6	gxf6	41. Rg2	Ajour.
21. Fb5	Dxa2		

Le numéro du « Monde » daté 29 décembre 1984 a été tiré à 438 723 exemplaires

A B C D E F G

En République sud-africaine

LE MERCENAIRE MIKE HOARE EST AMNISTIÉ

Pretoria (AFP). – Le *mercenaire* Mike Hoare, qui avait dirigé une tentative de coup d'Etat aux Seychelles en novembre 1981 et qui purgeait une peine de dix ans de *prison en* Afrique du Sud pour son rôle dans le détournement d'avion qui suivit la tentative, fait partie des quarante-quatre prisonniers amnistiés pour Noël, a annoncé, vendredi 28 décembre, le département des prisons à Pretoria. Les prisonniers amnistiés devaient être âgés de plus de soixante-cinq ans, avoir purgé un quart de leur peine pour ceux condamnés pour la première fois, le tiers de leur peine pour les récidivistes, et avoir reçu un avis favorable des responsables de la prison.

Ancien officier britannique, « Mad Mike » (Michel le Fou) Hoare avait pris la tête, dans les années 60, de l'armée de mercenaires du dirigeant du Katanga Moïse Tshombe. Après la tentative de putsch aux Seychelles, *le colonel Hoare avait été condamné*, en août 1982 en Afrique du Sud, à vingt ans de détention – mais dix années effectives en raison de la confusion des peines. Agé de soixante-cinq ans, il avait encore deux mois à purger pour accomplir le quart de sa peine. La date exacte de sa libération n'a pas été communiquée. Les quarante-quatre prisonniers amnistiés devaient être libérés fin décembre, et quarante et un autres devraient être graciés au cours des deux années qui viennent.

● *M. Jospin chante* les Feuilles mortes *à la télévision*. – M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a chanté en direct, le vendredi 28 décembre, sur TF1, au cours de l'émission « Carnaval », la chanson de Jacques Prévert et Joseph Kosma *les Feuilles mortes*. M. Jospin a été très applaudi par les spectateurs, mais il a refusé de chanter un autre morceau.

Selon le mensuel « Que choisir ? »

Minitel mouchard ?

Le mensuel *Que choisir ?*, publié par l'Union fédérale des consommateurs, dénonce dans son dernier numéro de janvier 1985 la présence, dans chaque Minitel, d'un *« mouchard »* qui permettrait à l'administration de *« suivre l'utilisateur à la trace »*. Le journal appuie son accusation sur la *« surprise »* de certains clients du Minitel qui, après s'être connectés à un serveur, *« constatèrent que celui-ci était capable, lors d'un appel ultérieur, de les reconnaître immédiatement, allant même jusqu'à rappeler le nom sous lequel ils s'étaient fait connaître, le nombre d'appels antérieurs et leur durée »*.

Après avoir multiplié les recoupements, interrogé des informaticiens, des responsables de serveur et s'être même *« fait passé pour des professionnels pour cerner la vérité »*, les auteurs de l'enquête se disent en mesure d'apporter des *précisions sur ce « mouchardage »*. Chaque Minitel est pourvu de trois mémoires, l'une dite « morte », qui peut être seulement lue, et deux *« vives » pouvant être lues mais* aussi programmées. La première, qui ne comprendrait que des informations sur l'identification du fabricant, le type ou le modèle d'appareil, ne serait pas communiquée à la Direction générale des télécommunications (DGT). Or, indique *Que choisir ?*, *« un numéro d'identification serait inséré dans cette mémoire permettant ainsi à tout instant à l'administration des PTT de suivre le trafic des communications. Comme les PTT connaissent l'identité des détenteurs de Minitel, tout deviendrait possible »*. La DGT nie cette information mais avoue utiliser une des mémoires vives, programmables à distance, le mensuel. Ainsi souligne-t-il, *« il suffit de préprogrammer le Minitel avant sa remise à l'utilisateur pour pouvoir le suivre à la trace. Donc, de toutes façon, cela revient au même »*.

Pour mettre un terme à l'utilisation de ces *« mouchards »*, les auteurs de l'article demandent que les mémoires morts et vives des appareils soient *« purement et simplement supprimées »*.

Le ministère des PTT se refuse pour l'instant à tout commentaire sur cette affaire.

IMPOTS EN FUMÉE

Un sac, contenant des chèques de contribuables du département du Rhône, pour une valeur d'environ 10 millions de francs, a été *brûlé par erreur*, mercredi 26 décembre. Des employés du service d'entretien de la trésorerie générale de Lyon l'ont jeté dans l'incinérateur de l'établissement, en même temps qu'un lot de vieux papiers...

Ce sac renfermait le règlement des impôts locaux et des taxes d'habitation, provenant de plusieurs recettes du département.

Les services du Trésor vont tenter de dresser la liste des contribuables concernés par cette méprise.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL EXAMINE LES RECOURS DE L'OPPOSITION CONTRE LE BUDGET DE 1985

Le Conseil constitutionnel devait examiner, ce samedi 29 décembre, les recours déposés par des députés et des sénateurs de l'opposition contre certaines dispositions de la loi de finances pour 1985.

Ces recours portent, notamment, sur les relations entre le budget général et le budget annexe des PTT. L'un des autres points soulevés est *la possibilité* de perquisitions pour la recherche d'infractions en matière fiscale, qui avait déjà fait l'objet d'une saisine du Conseil *constitutionnel sur la loi de finances* de 1984 (*le Monde* du 31 décembre 1983). Des dispositions relatives à la rémunération des personnels de l'*enseignement privé figurent aussi* parmi les dispositions contestées par l'opposition.

Si le Conseil faisait droit aux arguments des parlementaires qui ont déposé ces recours, il pourrait annuler tout ou partie de la loi de finances. Une annulation partielle, si elle remettait en cause l'article d'équilibre du budget, obligerait le Parlement à se prononcer de nouveau, avant le 1er janvier, date à *laquelle* la loi de finances doit prendre effet.

En décembre 1979, l'article d'équilibre de la loi de finances de 1980 avait été annulé par le Conseil constitutionnel, en raison d'un vice de forme dans la procédure suivie. Le Parlement avait alors adopté en décembre une loi autorisant le gouvernement à percevoir provisoirement les impôts, avant de voter de nouveau, au début de 1980, sur l'ensemble des articles de la loi de finances.

En Tchécoslovaquie

LES RÉFUGIÉS EST-ALLEMANDS S'APPRÊTENT A QUITTER L'AMBASSADE DE RFA A PRAGUE

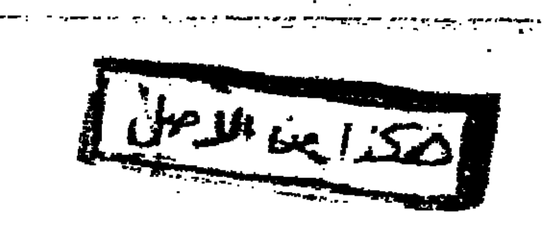
Prague *(AFP)*. – La majorité des soixante-huit Allemands de l'Est réfugiés dans les locaux de l'ambassade de République fédérale à Prague s'apprêtent à renter en RDA, a-t-on appris le 27 décembre de bonne source à Prague. Ils se trouvent depuis le mois de septembre dans l'ambassade où ils attendent l'autorisation d'aller s'installer en Occident. La grève de la faim *que* quarante de ces réfugiés avaient commencée le 14 décembre a été interrompue.

Il semble que la visite qu'a faite M. Genscher le 20 décembre à l'ambassade ait incité les réfugiés à renoncer. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères avait insisté sur le fait que le gouvernement de Bonn ne pouvait intervenir en leur faveur auprès des autorités est-allemandes à moins qu'ils ne regagnent d'abord la RDA. Le 24 décembre, les autorités de Berlin-Est *avaient* fait *savoir qu'elles* ne garantiraient pas éternellement l'impunité à ceux qui accepteraient de regagner leur pays, comme elles l'avaient fait jusque-là. Les observateurs n'excluent pas que l'on ait discrètement fait comprendre aux réfugiés que cette promesse d'impunité n'irait pas au-delà du 31 décembre, ce qui expliquerait le départ massif attendu pour lundi prochain.

CINQ FRANCISCAINS ARRÊTÉS

Cinq pères franciscains accusés de *« mener une vie religieuse illégale »* ont été arrêtés, le 20 novembre, par les autorités tchécoslovaques, a annoncé, le vendredi 28 décembre à Rome, le supérieur général de leur ordre, le Père John Vaughn. Trois d'entre eux ont été placés en liberté provisoire, a-t-il précisé.

Le Père Vaughn a demandé aux membres de la communauté franciscaine du monde entier, ainsi qu'aux chrétiens, d'envoyer à Prague des lettres et des télégrammes de protestation à M. Gustav Husak, président de la République et chef du Parti communiste. Il suggère, en outre, l'organisation de grèves de la faim, de manifestations non-violentes et de veillées de prières contre cette *« reprise des persécutions »*. – *AFP.*)



Le Monde
Aujourd'hui



PHOTO: XAVIER LAMBOURS (ASSISTÉ DE PHIL LEFAURE)

CIVILISATIONS : QUI SOMMES-NOUS ? D'OU VENONS-NOUS ?

Une nouvelle science sociale va-t-elle nous aider à mieux comprendre les lois qui régissent notre comportement quotidien ? Abraham Moles, professeur à l'université de Strasbourg, s'y applique en étudiant avec ses élèves les actes et les attitudes de l'homme dans les situations banales de la vie moderne. Cette nouvelle discipline a un nom : la micropsychologie. Si les Grecs ne s'étaient pas posé la question sous cette forme, ils avaient toutefois un art consommé de la vie sociale qui le fait considérer aujourd'hui encore comme un modèle. Pas de société sans code. Nul n'ignore que les organisations humaines jugées les plus « primitives » sont soumises à des règles précises, communiquent par des signes qui, s'ils sont, comme chez les Kenyah de Bornéo, très éloignés de nos manières, de nos modes d'expression, restent, pour quelque temps encore, les derniers langages « vrais » de l'homme en liberté. **(Page V.)**

QU'EST-CE QUE L'ODORAT ?

Une équipe de chercheurs américains vient de réaliser un travail d'une grande originalité sur l'odorat. Sens jusqu'ici peu étudié, l'odorat constitue un système sophistiqué de recueil d'informations en même temps qu'une prodigieuse source de plaisirs. Demain un enseignement du goût et de l'odorat ? (Page VI.)

SAO-PAULO : L'HYPERVILLE

Sao-Paulo, l'une des plus grandes villes du monde échappe aujourd'hui au contrôle de ses dirigeants. L'ordre pourra-t-il jamais revenir dans cette cité du Brésil appelée à accueillir dans quinze ans l'une des plus vastes concentrations humaines de la planète ? (Page VIII.)

LA GRANDE HISTOIRE DES MAQUIS (Page XI.)



H. CARTIER-BRESSON/MAGNUM

Supplément au nº 12418. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 30-Lundi 31 décembre 1984.

Kiosque

« Exit » Orwell

LES gazettes maigrelettes déposent leurs bilans. Soyons précis : il s'agit, comme chaque année, entre le pic de la Nativité et le sommet de l'An nouveau, tandis que l'actualité et la publicité se raréfient, *d'offrir aux lecteurs une* rétrospective aussi obligatoire qu'originale : celle de l'année écoulée. Ce « marronnier » de Noël, les journaux s'en acquittent fort bien, chacun à sa manière. L'homme (ou la femme) de l'année. Les photos de l'année. Le sportif de l'année. L'événement de l'année, etc.

Le procédé est, certes, répétitif, mais sur un thème unique on peut faire des variations infinies. Surtout cette année, alors que nous nous apprêtons à quitter ce millésime de 1984 qui, depuis Orwell, glaçait nos imaginations et faisait passer dans les fantasmes des esprits démocratiques un vent d'inquiétude (vent d'est, bien sûr). Voilà, 1984 s'achève et nous aurons franchi ce cap symbolique sans trop nous en apercevoir.

On n'avait même pas attendu cette année pour désigner — comme le fit naguère un journal américain — un ordinateur comme homme de l'année. Non, tout se passe comme si ce fameux et redouté 1984 n'avait été, somme toute, qu'une année semblable aux autres : ni pire ni meilleure.

Une année, c'est un fourre-tout, une entité arbitrairement astronomique à laquelle nous avons la manie de vouloir trouver une cohérence. Nous avons besoin de ces repères qui, plus tard, se vendent bien en librairie *au rayon nostalgie* : « Cette année-là. » Des années et des hommes. Divers, célèbres, touchants, pitoyables, odieux, admirables ou morts. Des figures en tout cas qui ont hanté nos jours (et parfois nos nuits). Des gens en qui nous nous sommes — fugacement ou durablement — reconnus. Des héros et des saints. Des criminels et des victimes. *On se bouscule au portillon du Who's who* rétrospectif de 1984.

Il y a des valeurs sûres qui, d'une année à l'autre, n'ont rien perdu de leur aura, voire de leur auréole. Lech Walesa est de ceux-là. *Le Pèlerin Magazine* avait fait un sondage, en octobre, pour savoir qui était, selon les Français, *« l'homme le plus positif du monde »*. Ils ont élu l'homme de Gdansk. Fier ? *« Je ne peux que m'en réjouir »*, dit dans une interview le fondateur de Solidarnosc, qui ajoute, modeste : *« Je pense aussi qu'à travers le monde il y a beaucoup d'hommes et de femmes anonymes qui sont plus méritants et bien meilleurs que moi. »*.

Pour Louis Pauwels, directeur du *Figaro Magazine*, l'homme de l'année est un autre Polonais. Le choix n'a pas été aisé : *« Pour les libéralistes, il n'est pas d'homme plus symbolique en cette fin de l'an que Ronald Reagan réélu. Si nous n'avions en vue que notre pays, nous aurions désigné pour l'homme de l'année M. Raymond Barre. »* Mais il y avait mieux : *« Si nous regardons ailleurs, vers les régions moins visibles où se forment pourtant les événements essentiels, c'est Jean-Paul II que nous nommerons l'homme de l'année. »* Sauf le respect qu'on doit au Saint-Père et au *Figaro-Magazine* réunis, il faut bien dire que l'idée n'est pas très originale. Il nous semble bien que le pape actuel a déjà été plusieurs fois élu l'homme de l'année par telle ou telle publication de l'Hexagone.

On a ainsi parfois, avec ces gens de l'année, le sentiment du déjà vu. Comme ce fut le cas pour ces vainqueurs multiples du Tour de France (Bobet, Anquetil, Merckx, Hinault), qui, à *force de vaincre, mettaient à* mal notre mémoire... Mais élevons notre esprit grâce à M. Pauwels, décidément en veine de mysticisme surprenant : *« Il y a une actualité de l'éternel. Jean-Paul II réitère que l'interprétation marxiste de l'Ecriture est hérétique. »* C'était donc ça...

Le Point, moins lyrique, a désigné un autre croisé comme homme de l'année : il s'agit de M. Ferdinando Imposimato, baptisé le *« juge courage »*. *« Il incarne,* dit l'hebdomadaire, *les vertus de courage et d'obstination de l'actuelle magistrature italienne. Parce que le juge Imposimato s'est entêté à démasquer la filière bulgare dans l'enquête sur l'attentat contre le pape, parce qu'il a établi les liens unissant des services secrets de l'Est aux Brigades rouges, parce qu'il a démasqué l'aide libyenne aux terroristes d'extrême droite, parce qu'il a recueilli les confessions de l'exécuteur turc Ali Agça et du parrain mafieux Tommaso Buscetta, le magistrat romain est devenu à la fois l'empêcheur de trafiquer en rond et une vedette internationale. Il est devenu en Italie un symbole de la résistance de la société à la déliquescence générale. »* Un anti-destructeur très positif, lui aussi.

Il n'y a pas eu, en 1984, que des gens aussi graves au firmament de l'actualité. Nous avons eu notre dose d'événements heureux, satisfaisants, positifs d'une autre manière. Les journalistes européens réunis par *France-Football* ont élu Michel Platini *« ballon d'or »* de 1984. Quant aux jurys de *l'Equipe* (lecteurs et journalistes), *ils l'ont* désigné *« champion des champions français pour 1984 »*. Ces chers confrères, dans ces deux cas, n'ont pas pris beaucoup de risques. Nous aurions été consultés, nous aurions suggéré le nom de Michel Hidalgo. Platini et les autres lui doivent bien cela.

Et puis il y a le carnet rose, le carnet bleu et le carnet blanc. Sur ce chapitre, *Paris-Match* est imbattable et intarissable. L'hebdomadaire a choisi pour nous. Dans la catégorie « l'année des amours » : *Alain Delon* et Catherine ex-Pironi, Borg et Jannique, Astrid de Belgique et Lorenz d'Autriche-Este, Christian Barnard et Karen, Christine Onassis et Thierry, Noah et Cecilia. C'est curieux mais, d'une année sur l'autre, on a un peu l'impression que ce sont toujours les mêmes qui se marient.

Ces idylles s'achèvent parfois en maternités émouvantes. Dans la catégorie « l'année des bébés », nous sommes servis : Andréa, fils de Caroline de Monaco, Harry, deuxième fils de Diana et Charles, Elisabeth, fille de Mick Jagger et Jerry Hall, Carolina, fille d'Ornella Mutti. Bon vent, jeunes gens que le hasard a fait naître en 1984 !

L'Humanité prend le contre-pied de la tradition et publie deux pages intitulées : *« 1984, ceux dont on a trop parlé... »* Au mémorial de la lutte des classes *figurent quelques mines* patibulaires : Warren Anderson, PDG de l'Union Carbide (*« l'homme de Bhopal »*), Jean-Marie Le Pen (*« leur créature », « couvé par les médias »*), Didier Pineau-Valenciennes (qui devrait, pour l'aventure de Creusot-Loire, recevoir le *« mérite de l'ordre capitaliste »*), Raymond Barre (*« Le grand apolitique »*), Serge July (*« des paumés aux gagneurs »*) et tant d'autres figures désignées à la méditation des travailleurs.

On n'en finirait pas d'aligner les portraits dans cette galerie de 1984. *VSD* n'a pas voulu choisir, laissant les lecteurs libres de le faire parmi les quatre-vingts photos des quatre-vingts personnes qui *« ont marqué 1984 »*. Il y en a pour tous les goûts : un prix Goncourt au féminin, un colonel libyen, un journaliste détenu en Afghanistan et libéré, un chanoine partisan de l'école privée, un président américain, un membre de la famille Jackson prénommé Michael, un premier ministre indien assassiné, un footballeur (toujours le même...), un bébé opéré et mort depuis, un premier ministre jeune, jeune, jeune, une cantatrice, des mannequins, des pilotes, des acteurs, un cosmonaute, un prix Nobel, un secrétaire général du RPR, etc. Mais, pour cette fois, aucun raton-laveur.

BRUNO FRAPPAT.



Boîte aux lettre. française
(entre-deux-guerres).

Le kanak de quelqu'un

Fidèle (et même acharné) lecteur de votre quotidien, je me permets de répondre à l'article de M. Le Lannou (*le Monde-Aujourd'hui* daté 2-3 décembre) intitulé « Vivre au pays ».

(...) J'ai vu fermer les dernières usines de mon pays, je vois sacrifier sa viticulture sur l'autel d'une soi-disant Europe qui vend des armes contre du vin, j'ai vu bétonner toutes les côtes au profit de capitaux extérieurs, je me suis vu notifier ma mutation à 850 km de mon fils, de ma femme, de mon pays.

Vivre au pays pour moi n'est pas une « coqueluche » mais une véritable tuberculose, j'effectue vingt heures de trains hebdomadaires *pour réaliser* un jour ce voeu qui m'est très cher.

Serait-il archaïque ce refus de voir les régions occitanes détenir les records de chômage, de bas salaires, de vieillissement, d'exode des jeunes ? Si la modernité c'est faire de la place aux fonctionnaires *du Nord et cirer les souliers des touristes* avant de revenir au chômage, non merci ! A moins que vous ne trouviez quelque charme aux villes et villages peuplés de vieux comme c'est le cas chez moi ?...

Mes élèves (oui, vous avez deviné !) et mes collègues m'appellent le « travailleur immigré », avec un accent comme le mien on ne peut parler que de sieste, de pastis... Vieille histoire du mépris qui fait que les journalistes du journal télévisé régional sont forcés de parler « pointu », on est toujours le kanak de quelqu'un dans cette France qui larmoie sur le Québec et anéantit doucement (démocratiquement en fait) les langues occitanes, catalanes, bretonnes, basques ou corses...

JEAN-FRANÇOIS SAISSET,
Montredon (Aude).

Préhistoire en vitrine

J'ai lu avec grand intérêt la double page consacrée à la Préhistoire en Dordogne, dans *le Monde Aujourd'hui,* daté 16-17 décembre. J'ai particulièrement apprécié l'effort de vulgarisation, au sens noble du terme, très réussi par votre collaboratrice, en un domaine difficile et complexe.

Je me sens d'autant plus libre de vous demander de bien vouloir apporter à vos lecteurs quelques précisions :

Le Musée national de préhistoire des Eyzies ne reçoit pas, comme indiqué, cinquante visiteurs par an mais bien trois cent mille. Ce qui le classe au sixième rang des musées nationaux. Or sa superficie actuelle est légèrement inférieure à 400 m²...

Dans l'esquisse qui a été proposée par le jury et choisie par le ministre *de la culture*, je ne vois pas « trois cubes aveugles dont la silhouette pèsera lourdement sur le site ». Au contraire, je vois des bâtiments longilignes, semi-enterrés, qui dégagent au maximum la falaise. *C'est la raison pour laquelle* le conseil municipal des Eyzies a voté « pour » ce projet ; à l'exception d'une voix « contre » et un bulletin blanc.

Hélas ! les toits du bourg des Eyzies ne sont pas si « gracieux » que vous dîtes. *On y distingue un peu de* tout : tuile plate, romane et même mécanique. Il y a aussi des toitures en ardoise. Quant aux couleurs, elles vont du brun foncé au rose pâle. Le bourg s'est développé au début du siècle et certaines « villas » prétentieuses rappellent davantage certaines stations balnéaires que l'habitat traditionnel sarladais. Quant aux lauzes, elles ont complètement disparu.

Au sujet de Lascaux II, bien que cela ne soit pas de ma compétence mais de celle de l'office départemental du tourisme, il est bon de préciser qu'en dix-sept mois c'est beaucoup plus de cent mille visiteurs qui y sont venus. Là encore, on s'approche des trois cent mille.

Enfin, en ce qui concerne les parkings aux Eyzies, je tiens à préciser que la commune vient d'acheter 3 432 m² de terrains libres, situés dans le bourg, à moins de 100 mètres du futur musée. Ce n'est là d'ailleurs qu'une première tranche destinée aux marchands forains et *un aménagement plus important est* en cours d'étude. A ce sujet, l'étude d'impact dans le site fera l'objet d'une attention aussi soutenue que pour le musée.

JEAN GUICHARD
(maire des Eyzies-de-Tayac).

Culture en liberté

L'affaire néo-calédonienne, et notamment la proposition de Lionel Jospin d'organiser deux référendums séparés, l'un dans la population canaque et l'autre chez les métis et les Blancs, met en lumière *une zone d'ombre dans les valeurs* sur lesquelles se fondent nos sociétés modernes — une zone d'ombre qui, notamment, flotte comme un ciel couvert sur la Bretagne, le Pays basque, la Corse depuis *l'achèvement de l'Etat français*, mais qu'on peut à la vérité faire remonter au tout début de notre ère, à la double déclaration de guerre d'un certain rabbi Jésus à l'envahisseur romain et à sa propre tribu.

On parle en effet volontiers des « droits de l'homme » : or, ce droit de chacun, posé d'abord par le christianisme puis confirmé par les universalismes laïques, de se révolter contre toute dictature a aussi souvent été entendu comme celui — légitime mais dangereux — de nier sa propre origine, sa culture indigène au profit d'un vague paradis céleste ou démocratique paré de tous les attraits d'un « progrès » matériel et moral. Vouloir un monde unique, même au nom de l'amour, c'est toujours vouloir le sien et rien que le sien.

On parle aussi du « droit des peuples » (à disposer d'eux-mêmes) — et qui pourrait vouloir le contester ? Mais le consensus *général sur* ce point ne fait que transférer la difficulté à la définition du mot « peuple ». Les Bretons et les Basques demandent que justice soit rendue à leurs peuples : mais les Français considèrent *que leur fronde autonomiste* porte au contraire atteinte à l'intégrité du peuple français...

C'est qu'à la vérité ces deux droits chèrement acquis en ont oblitéré un troisième tout aussi fondamental : le droit des langues et des cultures, le droit des civilisations. Voici que la France socialiste, toute pénétrée des principes de 1789, s'aperçoit que la loi de la démocratie — *le règne de la majorité* — *ne* peut suffire à régler le problème néo-calédonien : impossible de sacrifier purement et simplement les 40 % de Canaques que les 60 % de Caldoches battront dans tous les scrutins.

Au moment où le Parti socialiste vient de trahir l'un de ses engagements les *plus formels en renonçant* à déposer une proposition de loi visant à rendre justice aux cultures régionales de l'Hexagone, puisse cette prise de conscience venue des antipodes ouvrir les yeux de M. Jospin.

MICHEL TREGUER
(Paris).

Plantes

Herboriste de première classe

SES humanités terminées, elle aurait bien aimé faire sa médecine, la jeune Marie-Antoinette Mulot. Peut-être parce qu'elle est née sous le signe de la Vierge, *« dont les natifs portent tous en eux l'envie de soigner les autres »*... Mais le sort en avait décidé autrement. La guerre survient, qui va enfermer son père, officier au service topographique de l'armée, derrière les barbelés d'un oflag : plus question d'études coûteuses. Mais le goût des plantes est vivace en elle, depuis son âge le plus tendre, lorsque son grand-papa, un manadier camarguais, l'emmenait herboriser partout alentour du mas familial, tantôt à pied, tantôt à cheval : *« A quatre ans, je me tenais seule en selle ! Depuis, je ne me suis jamais lassée de ces promenades dans le fleurs et les plantes de notre Provence... »*

Faute de devenir la « doctoresse » qu'elle rêvait d'être, Marie-Antoinette sera herboriste. Le 2 juillet 1941, le recteur de la faculté de pharmacie de Montpellier appose sa signature sur le diplôme d'*« herboriste de 1re classe »* qu'elle vient de décrocher, après trois années d'études où il a été question de busserole, d'herbe aux chantres (*Erysium*), de « quinquina des pauvres » — la gentiane — et autres *harpagophytum*, mieux connue sous le nom de « griffe du diable », paliure, cuscute, orthosiphon et scabieuse, bien plus de mille espèces au total.

Chez un vieil herboriste, Marie-Antoinette va s'initier aux centaines de « secrets » que les facultés n'enseignaient pas. Dans le même temps, le gouvernement de Vichy décide — quelle mouche l'a-t-elle piqué ? — pour des raisons obscures, et qui le sont restées depuis, de supprimer purement et simplement la profession d'herboriste. Désormais, décide-t-il en 1941, le diplôme ne sera plus décerné, mais, par chance, ceux et celles qui le détiennent — Marie-Antoinette l'a échappé belle ! — peuvent continuer à exercer. Quarante-trois ans après, les choses en sont restées au même point, tandis que les rangs s'éclaircissent ferme : on estime aujourd'hui à quelque quatre-vingts le nombre de diplômés habilités à vendre légalement sous une enseigne d'herboriste la santoline et la verge d'or, la roquette et la piloselle, le chardon Marie et le lotier corniculé.

Son métier, Marie-Antoinelle Mulot, installée depuis 1970 au Raincy (Seine-Saint-Denis), à l'enseigne, évidemment, de L'herboristerie provençale, l'aime avec passion. C'est un plaisir d'aller lui rendre visite dans sa boutique où mille parfums se frôlent, se poursuivent et se marient finalement dans une étonnante gerbe d'odeurs. *« J'ai en magasin environ trois cent cinquante sortes de plantes... J'en consomme deux tonnes et demie bon an mal an. Mais chaque année, à la fin de juillet, je brûle systématiquement le stock restant : une plante récoltée fraîche et séchée perd au bout d'un an ses vertus essentielles. »*

Elle se fournit auprès de *« bergers amis »*, qui cueillent exprès pour elle, des derniers grossistes existant sur la place, dont le plus connu est établi à Chemillé, dans le Maine-et-Loire, et avoue céder toujours à son penchant pour les promenades d'où elle rapporte à pleines brassées de quoi garnir ses rayons. Seule ombre au tableau, les *« innombrables espèces devenues quasi introuvables, comme la fève des marais, aussi rare que chère, ou la poudre de pyrhètre »*. Et d'évoquer *« la belle époque, où un herboriste digne de ce nom avait jusqu'à douze cents sortes de plantes à sa disposition »*. Une époque où les inspecteurs du service de la répression des fraudes ne venaient pas à tout bout de champ mettre leur nez dans les cornets de papier kraft où l'on serre les herbes officiellement à la recherche de pesticides, mais qui, sait-on jamais, veulent s'assurer peut-être qu'il n'y a rien de suspect à renifler.

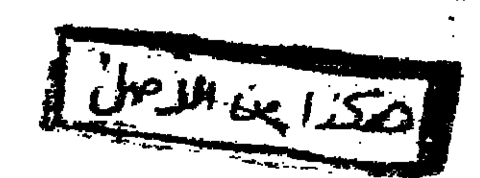
Sa passion et son savoir, Marie-Antoinette les a mariés dans un livre, tout récemment paru, qu'elle a simplement intitulé *Secrets d'une herboriste (1)*. Deux cent cinquante plantes médicinales y sont répertoriées, expliquées, de la racine à la fleur, en passant par les feuilles. Pour chacune d'elles, la liste — parfois étonnante — des noms que les siècles lui ont inventés. Un exemple ? La carline *(carlina acaulis)*, dont on peut vous parler sous ses appellations d'artichaut sauvage, baromètre, caméléon, cardousse, caméléon blanc, carline sans tighe, charcouse, chardon d'argent, chardon doré, chaudronnette et loque. Un autre ? L'erysimum *(sisymbrium officinale)* encore appelé vélar, herbe aux chantres, herbe à la gorge, julienne jaune ou tortelle...

Mais ce n'est pas tout : à chaque plante, son utilisation. Notre herboriste, non contente de nous écrire la chironde — pardon ! la centaurée — indique qu'elle soigne fièvre et manque d'appétit, l'insuffisance hépatique, l'infection des voies biliaires, certaines dermatoses. Et donne aussitôt recette de préparation et posologie. Les secrets de dame Mulot sont une grande leçon de choses, semée de mille mots magiques où transparaissent toujours en filigrane les couleurs des saisons et les senteurs de nos campagnes. Le lire, c'est déjà se sentir mieux : notre mémoire de pauvres citadins a plus que jamais besoin de souvenirs en fleur.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) *Secrets d'une herboriste*, par Marie-Antoinette Mulot. Editions du Dauphin, prix : 120 francs.





Le kanak de quelqu'un

Culture en liberté

P...

de première classe

Civilisations

Labyrinthes du quotidien

Abraham Moles étudie le comportement de l'homme dans les situations oppressantes de la vie courante.

DOCTEUR ès sciences et ès lettres, Abraham Moles est professeur à l'université de Strasbourg, où il dirige l'institut de psychologie sociale.

Ses recherches portent essentiellement sur l'application des sciences physiques et mathématiques aux sciences sociales et aux arts.

Il est particulièrement connu pour ses travaux sur la théorie informationnelle de la perception esthétique et ceux sur les bases des musiques expérimentales.

Il a, en outre, constitué la psychologie de l'espace et a développé la micropsychologie comme discipline autonome.

« Qu'est-ce que la micropsychologie ?

– C'est la science de tous ces faits et situations de la vie courante qui sont certes *perceptibles*, car ils sont bien au-dessus du seuil de la perception minimale, mais qui, de fait, *ne sont pas perçus*, car ils sont oblitérés, oubliés par la conscience claire : on pourrait dire qu'ils sont au-dessous d'un certain seuil de conscience. La vie quotidienne est tissée de toutes ces micro-situations, *micro-désirs*, *micro-plaisirs*, micro-angoisses, qui sont presque des rides à la surface du vécu et dont notre esprit, qui se veut rationnel, n'autorise pas le passage au niveau du conscient, car ils encombreraient la trame de notre existence.

– Qu'est-ce qui vous a conduit à mettre au point cette nouvelle discipline ?

– C'est l'étude de la vie quotidienne. Mon attention a été attirée sur ce champ dès 1968 au cours d'une discussion avec Elisabeth Rohmer, et nous avons dégagé les éléments de cette discipline qui contraste fortement avec les situations artificielles du laboratoire, puisqu'elle prend l'être dans la réalité du flux vital.

– A quoi sert la micropsychologie ?

– La micropsychologie ne se veut pas seulement descriptive, bien que sa première exigence soit l'explicitation soignée, *détaillée*, *fine*, d'un comportement par l'établissement de ce que nous appelons un « *micro-scénario* » : passer une porte ou faire la queue, attendre l'ascenseur, *se défendre* à un guichet public. Toutes ces situations élémentaires impliquent, quand on les regarde de près, des conflits de valeurs *(« Dois-je passer d'abord ou laisser passer la dame qui me suit : mon intérêt est-il plus grand ou plus petit que ma conformité aux règles de la politesse ? »)*. Il y a là des micro-conflits que nous résolvons apparemment au hasard mais en fait selon des règles que le micropsychologue voudrait énoncer.

– Mais Freud et les psychanalystes de la vie quotidienne se sont préoccupés déjà de ce type de micro-conflits...

– *Ce qui* nous différencie de l'approche de Freud et des psychanalystes de la vie quotidienne, c'est l'hypothèse, quelquefois l'affirmation, que beaucoup des actes de la vie quotidienne ne sont pas tellement des actes manqués qui seraient des indices visibles de tendances profondes de l'être, mais, tout simplement, des jeux de décisions rationnelles ou d'indécisions : ils montrent plutôt la difficulté de mesurer des valeurs, que l'existence de tendances profondes. En cela, nous prétendons, peut-être modestement mais avec insistance, mettre en question l'utilité de certaines approches psychanalytiques dont nous croyons qu'un certain abus a été fait.

– Le labyrinthe tient une place essentielle dans votre pensée. Est-ce une influence de la Kabbale ? de Kafka ?

– Le labyrinthe est l'archétype de l'espace contraint. Il y a deux extrêmes dans notre perception de l'espace : celui de la surface plane et illimitée du désert, réelle ou imaginaire, où l'homme va où il veut sans frontières, sans obstacles, sans contraintes, et qui est le siège de la liberté « principale », celle qui a suggéré à nos esprits le concept même de liberté. Mais l'autre extrême (en dehors de la cellule close où il n'y a pas de liberté et où l'homme est réduit à un point dans l'espace contraint où l'être ne conçoit sa liberté que dans l'axe d'un *corridor* étroit dont les murs sont durs, non franchissables. La liberté se réduit alors à l'acte de se déplacer ou non, mais la direction est imposée, et un labyrinthe n'est qu'un ensemble de corridors, diversement situés et diversement connectés ; ils proposent bien à l'être humain une *certaine forme de liberté* dans les interstices entre les blocs de la contrainte – par exemple de la loi.

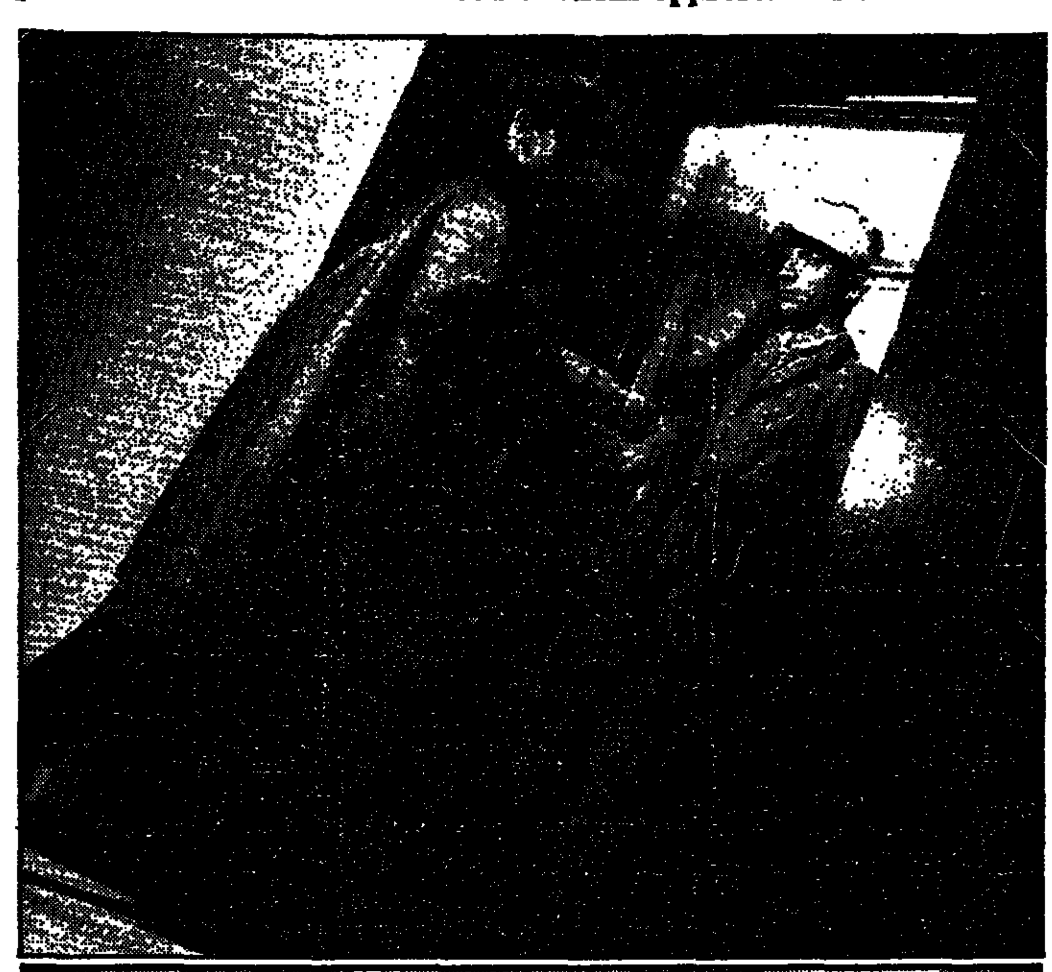
– D'où votre affirmation que la liberté est « interstitielle ».

– Dans le labyrinthe il y a bien une liberté, mais ses modes d'exercice sont prévisibles par le constructeur du labyrinthe, et elle est d'autant plus grande et d'autant plus riche que l'individu en errance *maîtrise mieux par sa pensée* la structure topologique du labyrinthe.

» Si mon dernier livre s'appelle *Labyrinthes du vécu*, c'est bien parce que je vois dans cette liberté interstitielle de l'être enfermé entre les murs des corridors non seulement une image d'un archétype de l'espace, mais celle de l'homme en société lui-même. Si notre société est un labyrinthe qui nous enclôt et nous dépasse, il n'est pas exclu pourtant que nous cherchions dans le jeu social à lutter contre l'aspect oppressif de cet environnement. Les révolutionnaires dynamitent les murs, mais l'être individuel seul dans le couloir de ses labyrinthes peut vouloir les dominer par la force de la pensée – nous retrouvons ici Pascal, – par la maîtrise cognitive, dirait le psychologue du champ des valeurs.

– Vous dirigez à l'université de Strasbourg le département de psychologie sociale des communications, qui n'a pas d'existence légale et qui, pourtant, délivre des diplômes recherchés dans le monde entier.

– C'est donc une situation privilégiée, qui mérite une étude, que nous poursuivons depuis bientôt dix ans, en proposant chaque fois une application : par exemple, le musée comme labyrinthe, le centre historique de la ville, la complexité topologique, comme une solution possible du dilemme entre communauté et privatisation. Enfin, dans la circulation des êtres dans un lieu labyrinthique dont les « murs » sont riches en attractions perceptives, en percevant de façon répétée des stimuli qui se trouvent ainsi statistiquement programmés, ils en subissent une sorte d'*autodidaxie*. Il y a là autant de travaux que nous avons poursuivis dans les limites d'une petite cellule de recherche. Vous avez eu raison de faire plus haut référence à Kafka, qui a su saisir la société comme labyrinthe et décrire l'angoisse existentielle comme règle de vie.







PHOTOS XAVIER LAMBOURS (ASSISTE DE PHIL LEFAURE).

– Vous êtes un penseur fréquemment plagié. Vous avez une manière très élégante de répondre à ce plagiat en comparant la façon de citer exacte et la façon de citer inexacte, cette dernière étant pour vous la preuve d'une plus grande intelligence.

– Les pères fondateurs sont destinés à être traduits, donc trahis, et l'honneur qui leur est fait est proportionnel à la somme des distorsions qu'on fait subir à leur pensée (voyez Freud, Jung, Einstein, Moreno ou Thom). Si je deviens un jour un père fondateur, l'ensemble des thèses et des mots que j'ai pu lancer sont destinés à être utilisés en dehors de leur sens : c'est le mouvement social des idées, nous n'y pouvons rien. Je ne me sens pas responsable, par exemple, de l'abus qui a été fait des concepts de mesure en esthétique à la suite de mon travail sur la théorie structurale de la perception, qui a été très largement diffusé en Allemagne.

» Mais un autre effet notable d'une idée nouvelle, c'est le plagiat. L'intellectuel a pour rôle de fabriquer des idées, quelquefois des mots-clés (le mot « micro-événement » est un de ceux-là), et comme ce sont, par définition, des choses à la fois générales et très évidentes dès qu'elles ont été dites, pourquoi donc se référer à l'auteur quand « on aurait pu » dire et faire de même ? Pourtant, une grande part de la connaissance repose sur nombre d'évidences qui ont été particulièrement laborieuses à énoncer, et qui apparaissent toutes simples et faciles dès qu'elles ont été dites.

» Le plagiat est une des grandes industries de la cité intellectuelle ; je l'ai largement subi. Il faut savoir composer avec lui ; j'ai bien appris qu'à un certain moment les idées se détachent de leur créateur pour éventuellement s'accrocher au portemanteau d'un « convoyeur » qui a les vertus de la célébrité acquise et auquel il est plus facile de se référer. Un bon exemple a été pour moi le concept de « culture mosaïque » que j'avais énoncé dès 1956 et repris dans mon livre sur la *Sociodynamique de la culture* ; il a été largement repris par les prophètes des mass media.

» Pourquoi l'intellectuel tient-il à recevoir un « crédit » pour ses idées ? Certes, il y a là-dedans une motivation personnelle, il serait illusoire de prétendre le contraire. Mais il y a aussi d'autres raisons, fort concrètes. Quand on a amorcé un certain nombre d'idées dans un certain domaine (voyez par exemple Lévi-Strauss et le structuralisme, Barthes et la sémiologie, Eco), pour peu que ces idées aient de la valeur, elles suscitent un mouvement qui doit s'entretenir pour progresser. Elles suscitent surtout des équipes informelles centrées autour d'une certaine attitude d'esprit ; c'est ce que j'ai essayé de réaliser à Strasbourg dans une équipe qui n'a aucune existence reconnue – en particulier, et surtout, pas par l'Université, – mais qui attire des chercheurs de partout.

» Ces chercheurs, celui qui les a mis en mouvement, a une responsabilité à leur égard : il doit promouvoir leur recherche, *faciliter leur insertion* sociale, il doit leur donner des

(Lire la suite page IV.)

Civilisations

Labyrinthes

L'homme oppressé.

(Suite de la page III.)

moyens pour continuer, il doit faire publier leurs travaux les plus valables. Pour cela, c'est son « crédit personnel » qui entre en jeu, à la fois sa crédibilité, et tout simplement un minimum de pouvoir social, plus brutalement, de rôle institutionnel et d'argent. S'il ne l'a pas, son équipe est constam*ment instable et fragile* ; nous ne sommes plus à l'époque des gourous secrets dans les montagnes de l'Himalaya, même si nous cherchons à ce que nos relations vis-à-vis de nos « étudiants » restent éminement personnalisées. C'était ce qu'il y avait de bon dans le mandarinat d'autrefois, duquel je me *réclame explicitement*. Certes, il comportait des abus mais les modernes systèmes de commissions et de votes en impliquent autant et n'en ont pas les avan*tages, car ils génèrent l'irres*ponsabilité ou les manœuvres. C'est pourquoi finalement l'intellectuel, qui se veut ou se croit créateur, a besoin – que *cela lui importe personnelle*ment ou non – d'avoir un crédit basé sur la reconnaissance et l'attribution correcte de ses idées. Il n'est pas certain qu'à cet égard j'aie suivi la politique sociale la plus adéquate...

– Vous vous opposez aux conceptions actuelles de l'UNESCO en affirmant que la communication est une science pas une idéologie...

– En effet, la communication émerge normalement de la théorie de l'information qui, en fait, est elle-même un aspect d'une théorie structurale et reste étroitement liée à ce qu'il est devenu courant d'appeler désormais la « systémique ». La théorie de l'information a fourni à la science des communications un élément essentiel : la notion et l'algorithme de la *mesure dans l'interaction, si* l'on sait la généraliser avec rigueur.

» Le mot de communication, peut-être à cause de son étymologie (identique à celle de commun et de communauté), a provoqué ce que je considère comme un des dangers intellectuels de notre époque : le faux sens au grand cœur de l'humanisme mal digéré qui fait la pâture commune des grandes organisations. L'UNESCO en est un bon exemple. *« Communiquez, communiquez et vous serez sauvés »*, c'est ce que les dirigeants des machines culturelles ont tiré du mot communication avec quelques bribes de la psychologie lewinienne des groupes et une nostalgie de la chaleur humaine à l'époque de la prospérité : si vous communiquez, vous résoudrez tous vos problèmes et tous vos antagonismes. C'est là, très précisément, une idéologie de fait.

» Je cherche à réagir contre ces idées vagues en fondant solidement, sur le plan des sciences sociales, l'acte de communiquer dans ce qu'on a appelé dans les pays d'Amérique latine, la *« ligne dure de la communication »*. Une science possède une terminologie – où l'on peut remplacer le défini par la définition (Pascal) – avec des lois, des typologies, des règles d'efficacité, des mesures et des résultats technologiques. L'interaction entre les êtres comporte par exemple non pas seulement la communication par les mass media, que l'on prend souvent comme synonyme de la « communication » en soi, et l'interaction interpersonnelle dans un choix réciproque des communicateurs basé sur une communauté restreinte des codes. La croissance des moyens technologiques sert actuellement plus cette communication personnalisée qu'elle ne sert les mass media ; elle va changer le paysage des communications. C'est pourquoi j'ai dit que les mass media sont au faîte de leur pouvoir et à la veille de leur déclin.

– Vous semblez mettre en exergue *l'affectivité* dans la communication.

– Ce n'est pas exact. Le caractère convivial ou, comme disait Weber, *« charismatique »*, des communications est un critère typologique qui s'oppose à la fonctionnalité du message bureaucratique ou technique où ce qui compte est la quantité des actes nouveaux faits par les êtres, alors que, dans la communication chaude ou conviviale, on fait un certain appel à l'affectivité, par laquelle l'acte de communiquer devient quelquefois plus important que ce qu'on communique. Mais il existe bien d'autres critères des actes communicationnels, selon qu'ils sont libres ou contraints, réciproques ou non réciproques, etc. C'est par résidu historique que nous avons tendance à croire que la communication conviviale et chaude où l'affectivité joue un rôle essentiel est, en quelque façon, supérieure à la communication froide dans l'organisation sociale. N'oublions pas au passage que le charisme a été à la source du chef dictatorial tout autant que de la relation amicale. En fait, une grande part de l'activité de chacun de nous consiste à refuser, bloquer, couper les communications, et cela a été très mal pris en compte par nos psychosociologues.

– En disant : *« L'amour est la transformation de l'objet en personne »*, vous semblez vous rapprocher du MLF. Or vous vous opposez à ce mouvement.

– L'amour est bien une valeur et un état strictement personnels : le système social est un monde de la solitude dans lequel, accidentellement, le regard d'amour fait surgir les personnes (parce que c'est lui, parce que c'est moi) dans un choix réciproque, fugitif et aléatoire, sur lequel le système social ne peut rien *fonder*, car on ne peut pas fonder un système sur des exceptions. Tous les êtres sont au départ des objets. A cet égard, les hommes n'ont rien à envier aux femmes ; ne pas reconnaître la valeur d'attractivité dans la mesure où elle représente une force de séduction, qu'elle soit sexuelle, érotique ou intellectuelle, me paraît un choix curieusement ascétique, réminiscent des cultes les plus contestables. Si la femme par son corps est susceptible de causer le désir, c'est là une supériorité et non une infério*rité : il vaut mieux être regardé* comme un objet que ne pas être regardé du tout.

– Selon vous, il n'y aurait pas de société, mais seulement un système social ?

– En fait, le mécanisme social nous entoure et nous submerge. A travers la force que lui donnent les technologies, il nous impose une autre image du monde dans laquelle il se transforme lui-même. Entre autres, il n'y a plus de « société », il y a un *système social*. Le mot important est ici celui de système – c'est-à-dire de réseaux d'échanges, de réseaux de pouvoirs, de réseaux de services, de réseaux de contraintes, de réseaux d'opinions. Un système, c'est d'abord une chose matérielle, même si les éléments du réseau n'ont que la matérialité ténue, mais ferme, des communications électroniques. Un système, c'est une chose, et la « société » ancienne est devenue un « cadre » au lieu d'être une « chose publique » partagée par les citoyens. Son statut d'existence est voisin de celui des rues, des immeubles et des réverbères. Elle est détachée, et opposée, à l'homme individuel, qui pourtant en a besoin, comme de l'air qu'il respire. Mais le fait que j'aie besoin pour vivre ma vie urbaine de réverbères dans les rues *n'a jamais été une raison raisonnable* pour que je porte un quelconque amour aux réverbères, pour que je fasse une idéologie ou un culte de ceux-ci, et pour que je leur manifeste un « respect » quelconque.

» Il n'y a pas de respect que l'individu puisse avoir à porter à un système social dont la signification est exclusivement fonctionnelle. Certes, l'individu peut avoir pour lui des exigences, il doit en subir les contraintes, mais il n'y a pas d'amour ni de respect là-dedans. L'amour est réservé aux êtres, aux personnes, à ceux dont je saisis la similarité dans l'altérité, à ceux dans lesquels je me reconnais. Or nous vivons un monde peuplé d'objets et notre psychologie n'a pas été capable de se dégager de cette objectivation (d'autres – pas moi – diraient cette aliénation). C'est la règle générale de notre comportement, règle difficile à admettre, car elle requiert de balayer des siècles de spiritualisme.

– La psychologie est-ce seulement, comme vous l'affirmez, l'étude rationnelle de l'irrationalité de l'être ?

– En fait, le micropsychologue découvre que cette irrationalité de l'homme n'est qu'apparente, elle est le produit de l'insuffisance de « résolution » du microscope que possède l'observateur extérieur, du manque de conformité adéquate entre l'expérience de laboratoire et les diversités des situations dans la vie quotidienne, dans la rue, chez le marchand, dans un lieu public. On trouve d'ailleurs ici l'un des champs d'application pratique de la micropsychologie : la *théorie des guichets*, l'analyse des lieux étroits, où les interactions se font nécessaires, la mise en évidence du coût généralisé d'un acte de contrôle ou d'une réglementation, etc. L'être possède une sorte de rationalité opératoire instantanée, il est juge de microvaleurs, et la théorie des actes – dont la micropsychologie *ne serait* qu'une application importante – essaie de rendre compte du bilan de ces valeurs qui ne sont que des rides de l'âme.

» C'est *en étudiant* le comportement dans les queues, dans les lieux de transport, dans les actes du savoir-vivre, que nous avons peu à peu dégagé avec quelques chercheurs, tels que V. Schwach, V. Alexandre, G. Melo, les règles d'analyse, des lois (par exemple : l'être préfère tou*jours des actions réversibles* aux actions irréversibles) qui restituent à tout ce domaine de la vie quotidienne une rationalité autonome en dépit des apparences. A cet égard, nous estimons devoir payer tribut aux écrivains, en tout cas à certains : Proust, Kafka, Joyce, Perec, dont la sensibilité mettait bien à jour quelques éléments de ce que j'ai appelé la micropsychologie.

JEAN MANDELBAUM.

Au jardin des origines

La Grèce antique comme modèle d'avenir ?

FONDATEUR de l'université de Berlin, philosophe, historien, homme d'Etat et linguiste, Wilhelm von Humboldt meurt en 1835. Il laisse une œuvre riche et contradictoire, inachevée. Partant de l'état fragmentaire de ses écrits, de sa correspondance avec son ami Schiller et avec Gœthe, Jean Quillien a choisi de saisir la cohérence de la démarche pluridisciplinaire de Humboldt en lisant les pages qu'il a consacrées à la Grèce antique (1).

Considérant que le propre de l'homme est à la fois le langage et l'histoire, et que *« les événements de l'histoire ne composent pas un texte qu'il n'y aurait qu'à lire à livre ouvert »* (2), Humboldt anticipe sur bien des questions qui renouvelleront les sciences humaines. Pour lui, c'est le regard de l'historien et l'examen du document ancien qui lui confèrent son sens actuel un sens parmi d'autres possibles. Peut-être est-ce à l'admirateur de la Révolution (il est à Paris du 3 au 27 août 1789), à l'homme d'action qu'il fut également – ambassadeur à Vienne en 1810, il participera pendant une dizaine d'années aux divers congrès réaménageant la carte *de l'Europe – que l'on doit* le désir de transformer les réalités du présent politique en analysant les forces agissantes dans le passé.

Imaginant une nouvelle manière de penser l'humanité dans l'histoire, bousculant les méthodes de son temps en se méfiant des *présupposés* dogmatiques, religieux ou rationalistes, multipliant les études comparatives, confrontant les époques et les civilisations, *Humboldt adopte le point* de vue anthropologique d'un homme qui ne pratique aucun ostracisme.

Cela se retrouve ailleurs lorsque, comme chez son frère Alexandre, grand voyageur et auteur d'une œuvre immense (3), on lit chez les deux Humboldt des prises de position explicitement anti colonialistes et antiracistes, ce qui était plutôt rare dans l'Europe savante de cette première moitié du dix-neuvième siècle. L'humanisme libéral des deux frères leur a d'ailleurs longtemps valu d'être ignorés dans l'Allemagne de Bismarck, puis dans celle de Guillaume II comme dans celle de Hitler.

Posant donc de nouvelles questions aux sciences de son temps, les invitant à s'observer elles-mêmes pour élaborer une réflexion critique et politique, Humboldt, très influencé par Kant, passera de la *Critique de la raison*, et la radicalisant, à une *critique de la culture dans* toutes ses dimensions. Abandonnant la conception d'une nature humaine universelle pour tenter de cerner l'individu, produit d'une histoire anthropologique, Humboldt va privilégier l'homme réel, en parole et en action. Il passera alors les quinze dernières anées de sa vie à étudier les langues et le langage, rêvant d'une grammaire universelle qu'il savait ne pas avoir les moyens de constituer. Ses travaux, Cassirer, Heidegger, Chomsky et bien d'autres les méditeront.

En septembre 1800, Humboldt écrivait à Schiller : *« Le langage est le moyen... par lequel l'homme donne forme en même temps à lui-même et au monde, ou plutôt devient conscient de lui-même en projetant un monde hors de lui. »* Sa passion pour les faits de langage s'enracinait sans doute dans sa vision de la Grèce, berceau de la *parole poétique* et politique. Humboldt en était d'autant plus convaincu que seule la Grèce était parvenue à ses yeux à associer si intimement *la culture et la nature*, et que le langage, qui s'enracine à la fois dans l'une et dans l'autre, ne pouvait dès lors que s'y trouver magnifié.

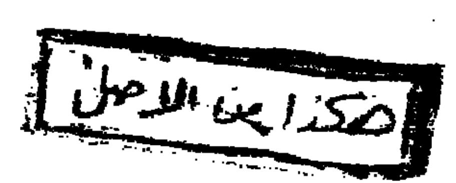
Au moment où la Grèce en ruine accède, en 1830, à son indépendance (4), l'Europe romantique vibre pour cette patrie de l'humanité pensante. Là, Humboldt rejoint les hommes de son temps, rêvant de la libre parole d'un « être grec », enfant génial, pour qui *« les joies de la sociabilité dépassaient... toute autre jouissance »*. Peuple causant sans cesse et chantant, les Grecs sont aussi les inventeurs de l'hexamètre, *« ce vers qui semble appartenir bien plus au rythme de l'univers qu'au bredouillement des sons humains »*. Oui, la Grèce de Humboldt formule seule cette sagesse qui, chez tous les autres peuples, était demeurée vagues *« balbutiements... pour exprimer l'infini »*.

Cette flambée nostalgique n'empêche pas Humboldt, avec toutes les nuances qui caractérisent son style et sa pensée, de mettre en garde contre l'invention d'une Grèce érigée en modèle. Si sa Grèce n'est ni le lieu d'un miracle ni celui d'un paradis perdu, Athènes reste le paradigme d'un jardin des origines. Et s'il veut en saisir la mécanique, c'est pour mieux comprendre ce qui a permis à la cité antique de signer l'acte de naissance du principe démocratique qui irrigue, jusqu'aujourd'hui, la pensée de l'Occident.

GIRAUDON

Plus tard, Marx dira également sa « difficulté » de comprendre pourquoi les œuvres grecques *« nous procurent encore une certaine jouissance esthétique et ont encore pour nous, à certains égards, valeur de normes et de modèles inaccessibles »*. Reste que pour Humboldt, le privilège grec est d'abord celui du hasard – et non celui d'un sens déterminé de l'histoire. Car si, pour l'homme moderne, étudier la Grèce c'est se pencher sur une actualité antique qui est son propre passé, celui-ci ne peut pas devenir un modèle d'avenir.

Alors, la Grèce serait-elle une auberge espagnole où certains découvrent le miracle du rationnel, quand Nietzsche y célèbre l'invention du délire dionysiaque ? Et y a-t-il autant de manières de raconter l'Antiquité qu'il y a d'écoles d'historiens ? Sans doute, le fait de se considérer comme héritier d'un passé oblige-t-il de se comprendre dans le miroir d'un autre âge. Et toute entreprise généalogique se doit de faire ce détour par l'autre pour arriver à soi. N'est-ce pas à cela qu'invitent d'abord les pages des deux derniers livres de Michel Foucault (5), lorsqu'il *note notre « familiarité »* avec l'Antiquité grecque et romaine, et quand il interroge *« à la fois la différence qui nous tient à distance*



ırdin des origines

...ce antique comme modèle d'avenir ?

d'une pensée où nous reconnaissons l'origine de la nôtre et la proximité qui demeure en dépit de cet éloignement que nous creusons sans cesse ».

Sans doute Humboldt aurait-il pu se reconnaître dans l'interrogation de Foucault. Sans doute aussi, comme Foucault à sa manière, Humboldt a-t-il voulu puiser dans cette mémoire grecque, proche et lointaine, les sources d'une nouvelle esthétique du quotidien, et d'une morale post-chrétienne dont Nietzsche allait également rêver. Alors qu'on nous a habitués à lire les livres d'histoire pour apprendre à mieux connaître les paysages du passé, on mesure une fois de plus à quel point les écrits sur l'Antiquité, les manières d'interroger les textes grecs et romains, sont révélateurs d'une époque, des soucis et des inquiétudes d'une société. On a vu naître ainsi, dès le dix-huitième siècle, une *« Athènes bourgeoise »*, modèle d'une société libérale inventée à l'usage des professeurs français (6).

Si, comme c'est le cas pour Humboldt et bien évidemment pour Foucault, on n'érige plus « l'Antiquité classique » en modèle – même si son nom y *incite toujours, – si on ne croit* plus, comme l'affirmait le dix-huitième siècle de Winckelmann, qu'il faut mimer et copier les Anciens, les histoires grecques et romaines restent, en Occident, un conservatoire imaginaire qui alimente les questions présentes, et donc d'avenir. Et plus l'image que renvoie le miroir antique paraît adéquate à notre attente, plus l'historien peut se sentir pris au piège de son écriture.

Humboldt, avant d'autres, a voulu savoir comment procède l'historien, lui-même sujet historique qui découpe son objet dans le tissu conservé des siècles. Cette interrogation recelait pour lui, à la fois aux plans éthique, politique et esthétique, une autre question, fondamentale à toute démarche historienne : celle de comprendre comment la liberté de chacun est confrontée à un déterminisme, supposé réel ou imaginaire, *qui la délimite* (7).

MAURICE OLENDER.

() *G. de Humboldt et la Grèce. Mòle et Histoire*, par Jean Quillien, *Praes universitaires de Lille*, 160ages, 110 F.(diff. les Belles Lettres

(. W. von Humboldt, *Introduction à l'ore sur le kavi et autres essais*, tradion et introduction de P. Caussat (Se 1974), page 48.

(Ch. Minguet, *Alexandre de Huntdt, historien et géographe de l'Arique espagnole, 1799-1804* (Maro, 1969). Des extraits à lire *dansyages dans l'Amérique équinoxi*(FM/la Découverte, 2 volumes, 1980

(4ient de paraître une édition critique *la Grèce moderne et ses rapportsc l'Antiquité*, d'Edgar Quinet, suivi *Journal de Voyage* (inédit), par \eschimann et J. Tucoo-Chala (les k Lettres).

(5) tomes 2 et 3 de son *Histoire de la ıltè* (Gallimard).

(6) article de N. Loraux et P. Vilaquet, « La formation de l'Athbourgeoise : essai d'historiographi0-1850 », dans *Classical Influenc Westhern Thought A.D. 1650-* Cambridge University Press,

(7) illien a également fait une leçon umboldt, au séminaire de Heinz-nn, à l'École des hautes études ences sociales (à paraître dans une collectif chez Hachette-Littéra

Volontaire pour Bornéo

Six mois chez les Kenyah.

UN jour, j'ai voulu partir. J'étais las de vivre de mots et de projets, *dans la torpeur des trains* de banlieue. J'ai quitté mes humeurs et mes plaintes pour aller vivre six mois chez les Kenyah, au cœur de la jungle de Bornéo.

Le voyage commença à Miri, dans l'État malais de Sarawak, en limite du sultanat de Bruneï, dans le nord de l'île de Bornéo. Une vedette rapide remonte régulièrement le fleuve Baram jusqu'à Long Lama, petit comptoir chinois, où le plastique rencontre le rotin, le réfrigérateur, la viande boucanée, et la radio rencontre le silence.

Après, il faut trouver une pirogue. Quelques jours plus tard, à Long San, je rencontrai Lusat. Agé d'environ vingt-huit ans, cet homme taciturne *appartient à la tribu* des Kenyah. Il était venu à Long San quelques jours plus tôt pour chercher son jeune fils malade, soigné à l'hôpital de la mission. A partir de ce jour où il accepta de me prendre à son bord, Lusat devint mon guide, puis, très vite, un ami. En m'emmenant vers son village *natal, il me faisait* pénétrer dans un autre univers, celui des arbres immenses, des mousses et des lichens. Durant ce trajet, la nature se montra rude pour la première fois, au passage de plusieurs rapides. L'effort que nous fournissions pour pousser la pirogue en amont des rapides me faisait renaître à une *vie brute et primaire*.

Puis nous sommes arrivés à Long-Moh. Ce village est constitué de huit longues maisons où vivent environ sept cents personnes. Typique de l'habitat communautaire des tribus de Bornéo, la longue maison est le cœur du village, symbole de l'unité sociale du groupe. Elle se divise en deux parties. D'abord, la véranda. Elle tient lieu de place publi*que ou de salle de réunion*. Toute la vie collective du village s'y déroule. Ensuite, on trouve les « biliks », où chaque famille se réunit pour les repas et pour la nuit.

Le bilik constitue donc l'espace privatif de la famille. Les toits de feuilles tissées ou de bardeaux de « bois de fer » ont disparu. La tôle ondulée les a remplacés. Bon marché, ne nécessitant pas d'entretien, proté*geant mieux des intempéries*, la tôle est le premier pas des indigènes vers le confort auquel ils aspirent.

Long-Moh est le dernier village de la région où survit la religion animiste des tribus Kenyah. La moitié de la population du village adore encore les « ancêtres » Jalong Paselong et Bungan Malam, *alors* que l'autre partie s'est convertie au christianisme durant ces dernières années.

Parfois, les deux clans rivalisent malgré tout. Ce fut le cas ce Noël-là. Les animistes avaient choisi ce jour-là pour nettoyer les crânes humains suspendus sous la véranda. Dernier vestige de la chasse aux têtes, les crânes chez les Kenyah sont l'objet de beaucoup de soins. Matin et soir, un homme fait du feu sous le bouquet de crânes pour tenir au chaud son esprit afin qu'il reste *calme et qu'il protège la longue* maison.

Mon arrivée à Long-Moh fut accueillie sans surprise ni crainte. Les Kenyah semblaient indifférents à ma présence. Pour aller à la chasse, à la pêche ou encore biner les pieds de riz qui poussent à flanc de montagne, je devais *m'imposer*.

Toutes ces tâches partagées resserrèrent bientôt les liens entre ces hommes et moi. Ils commencèrent alors à m'inviter dans leur bilik pour les repas ou pour parler du pays des « Orang-puteh » (des hommes pâles), ce pays où la vie est si facile. Eux me racontaient les histoires locales où se mélangent les superstitions, les dieux et les héros de la tribu.

A Long-Moh, le matin, pendant que les adultes travaillent, les enfants vont à l'école comme tous les enfants du monde... Ils apprennent le malais, l'anglais et tout le reste *avec un plaisir évident*. L'après-midi, ils n'ont de comptes à rendre à personne car c'est l'école de la jungle qui les accueille, celle qui existait déjà il y a cinq mille ans. Les *parents les laissent maîtres* de leur vie dès leur plus jeune âge. Il arrive qu'un enfant choisisse de vivre dans une autre famille.

Depuis mon arrivée, je vivais dans une famille animiste avec laquelle je partageais la majeure partie de la vie quotidienne. Un soir, ils m'annoncèrent leur désir de m'adopter ! C'était le plus grand honneur qui pouvait m'être fait. Mon adoption supposait que j'accepte la religion de Bungan. Mon accord fut interprété par les animistes comme une victoire sur les chrétiens car, une fois n'est pas coutume, un chrétien acceptait leur religion !

La cérémonie du « adat » eut lieu une semaine plus tard devant tout le village. Le grand prêtre sacrifia cinq coqs à Bun*gan afin qu'elle me reconnaisse* en tant que nouveau membre de la tribu et pour qu'elle me protège dans ma *« nouvelle vie »*. Puis il me marqua le front avec des cendres de bambou afin que ma vie soit *« droite, pure et solide »* comme l'est celle du bambou. Après la cérémonie, tout le monde se rassembla sous la véranda pour le repas. Tout au long de la journée, les vieux chantèrent les aventures de Ba*lan Nyanding, le* héros des chasses aux têtes mythologiques... dont on venait de me donner le nom. La nuit résonna ensuite du pas des danseurs mimant une chasse aux têtes dans une ambiance paisible. Drôles de chasseurs de têtes...

Dans la région du haut Baram vivent également les derniers *nomades de l'île : les Pu*nan. J'en ai rencontré plusieurs alors qu'ils venaient au village dans un but purement commercial. Ces hommes au visage totalement épilé qui semblaient être dénués de toute expression et de tout sentiment me fascinaient. A chaque visite, leur attitude était la même : ils s'as*seyaient dans un coin, sous* la véranda, et attendaient en silence en regardant fixement entre leurs pieds. Parfois, on aurait pu les croire en état de rêve éveillé. Le comportement de ces hommes me paraissait si étrange que, finalement, je décidais de partir à leur recherche dans la jungle.

A la nuit tombante, nous arrivons devant une cabane, au toit de feuilles, perchée sur de frêles pilotis. Lusat pensait y trouver un groupe de nomades qu'il connaissait mais la cabane était déserte.

Non loin de là, sur un sentier bordé de fougères géantes, se trouvait une *perche de bois fi*chée dans le sol et couverte de petites frises. Pliée à son pied, une feuille de bananier contenant quelques graines et des cailloux colorés. C'était un message des Punan. Ils indi*quaient ainsi leur destination* et leurs éventuels besoins : ce jour-là, selon Lusat, les Punan se trouvaient à une journée de marche et ils manquaient de tabac.

Le lendemain, après plusieurs heures de marche sous la voûte d'une véritable cathédrale de verdure, nous arrivons en vue du campement Punan. Prudent, Lusat se rend seul dans le village pour m'annoncer.

Le camp est composé de sept huttes qui se fondent dans la végétation. Ces huttes sont faites de bois et recouvertes d'un toit de larges feuilles séchées. Le plancher est constitué de rondins de bois qui, souvent, reposent à même le sol. Au centre du campement, quatre hommes nous accueillent. Je suis surpris de ne voir ni femmes ni enfants aux alentours.

Contrairement aux autres Punan que j'avais rencontrés auparavant, ces hommes ne portent qu'une simple pièce de tissu autour de la taille. Les habits « modernes », qu'ils connaissent, n'ont pas *l'air* d'être encore à leur goût. Certains de ces hommes ont le torse couvert de tatouages en forme de fleurs ou d'arabesques compliquées. Tout comme chez les Kenyah, les Punan ont les lobes des oreilles distendus par le poids de lourds anneaux, beauté oblige !


GILLSATER/RAPHO

Assis à l'abri d'une hutte, l'offre des cadeaux : tabac, riz *et sel. Petit à petit, les femmes* et les enfants reviennent. Aucun d'eux n'ose s'approcher de moi. Je demande alors à Lusat la raison de leur méfiance : la plupart des enfants n'avaient jamais vu de « Blancs ». Ils m'avaient aperçu avant mon arrivée au village et, effrayés, ils avaient prévenu leurs parents que le *Penjamun* arrivait. Le *Penjamun* est un mauvais esprit qui enlève les enfants pour ensuite les sacrifier aux dieux.

Durant mon séjour, les Punan partaient à la chasse tôt le matin, la sarbacane ou la lance à la main et une grande hotte de rotin sur le dos. Souvent les femmes et les enfants accompagnaient les hommes dans leurs déplacements. Ces derniers en profitaient pour ramasser des baies ou des fruits sauvages ou encore du rotin. Ils recherchent aussi d'autres produits tels la résine de Damar ou le bois de « Garu » qu'ils échangent contre du riz, du tabac ou des sarongs. Les Punan qui se sont sédentarisés préfèrent désormais vendre ces produits plutôt que de les échanger.

Les Punan ont une connaissance parfaite de la jungle. Ils désignent chaque plante et chaque animal par un nom précis. Leur vie est rythmée par les migrations des animaux qu'ils suivent sans cesse.

Les hommes qui restent au camp s'occupent de la fabrication des *parangs* (la machette traditionnelle des Dayak). Depuis toujours le fer est frappé sur une pierre plate pour qu'il puisse acquérir la forme voulue. La particularité de ce travail est constituée par la forge formée de deux larges bambous dans lesquels circule un piston de bois manié manuelle*ment. L'air ainsi compressé* s'engage dans deux tubes de bambou plus fins qui se rejoignent dans un tube unique sous le foyer.

Pacifique, le Punan n'utilise ses armes que pour la chasse. Contrairement aux autres tribus de Bornéo, les Punan n'ont jamais été des chasseurs de têtes. La violence est contraire à leur nature. Ils désignent la guerre (ou tout autre forme de violence) par *Bali Dam*, l'esprit de la fièvre qui rend les hommes fous et belliqueux. Jadis, ils ne se battaient que s'ils y étaient obligés mais leur défense la meilleure consistait encore à disparaître dans la jungle sans être *vus ni* entendus.

Des ethnologues avancent *l'hypothèse que* les *Punan sont* les premiers habitants de Sarawak. Ils seraient venus de Kalimantan (sud de Bornéo) il y a plusieurs siècles. D'autres pensent qu'ils sont les natifs de Sarawak. Ils auraient émigré du fond de la jungle, fuyant les tribus les plus agressives qui faisaient d'eux des esclaves.

Actuellement, sous l'influence de la civilisation qui pénètre la jungle, les Punan de la région de Selio dont je viens de parler restent encore totalement nomades. Tout comme les Punan semi-séden- tarisés du Silat, ils refusent d'envoyer leurs enfants dans les écoles existant dans les tribus voi*sines... Toutefois, ils cherchent* à apprendre la culture du riz mais les résultats ne sont pas à la hauteur de leurs besoins car leurs déplacements fréquents nuisent au bon entretien des cultures.

Désormais les Punan doivent se sédentariser s'ils ne veulent pas disparaître. Il leur faudra *accepter l'usage de l'argent* pour satisfaire à de nouvelles valeurs. Ils perdront ainsi leur indépendance. Ils n'ont pas le choix. La paix à laquelle ils aspirent sera peut-être oubliée par ceux qui auraient quelques leçons à *donner* à des *hommes* fiévreux...

Chez les Kenyah, ce processus est déjà bien amorcé. La plupart des jeunes ont honte de la vie qu'ils mènent dans leur village. Ils ne rêvent que de s'exiler sur la côte pour aller travailler dans les compagnies pétrolières où ils espèrent faire fortune. Lentement, la jungle se videra de ses habitants. On ne peut tout de même pas reprocher à ces jeunes de vouloir vivre comme des « civilisés »... Qu'ils soient Kenyah ou Punan, ils seront tous, bientôt, intégrés. Leur culture n'existera plus que dans les livres poussiéreux des musées où des spécialistes les liront d'un œil froid et distant. C'est ainsi que la jungle s'occidentalise. Sans regret.

OLIVIER LELIÈVRE.



L'odorat riche de sens

Des chercheurs américains à la recherche des performances olfactives de l'homme.



L'ODORAT est-il un sens tabou ? Alors que tous les traités de physiologie consacrent de longs chapitres à la vue ou à l'audition, l'olfaction y est régulièrement expédiée en quelques lignes. Personne, semble-t-il, ne s'intéresse à ce qui constitue, en même temps qu'un système sophistiqué de recueil d'informations, une prodigieuse source de plaisirs, mémorisés ou non. C'est dire tout l'intérêt du travail réalisé par une équipe de chercheurs américains concernant les liens entre les performances olfactives, l'âge, le sexe et certaines habitudes de vie (1).

Pourquoi sent-on ? En toute rigueur, il faudrait toujours associer le goût et l'odorat, ces deux sens étant intimement mêlés, le premier n'étant rien sans le second. Il suffit pour s'en convaincre de voir à quel point les aliments ou les boissons perdent de leur saveur dans les situations (comme le coryza) où l'odorat est diminué.

Les récepteurs de l'olfaction sont localisés dans une région particulière de la muqueuse nasale. Les lois de l'évolution n'ont guère privilégié le système olfactif humain. Alors que chez certains mammifères (le chien par exemple) la « membrane muqueuse olfactive » est très étendue, chez l'homme, elle n'occupe qu'une zone d'environ 5 centimètres carrés. Une surface très richement innervée, comportant 10 à 20 millions de cellules nerveuses qui — le fait est remarquable — sont en relation directe avec le monde extérieur.

Les « cellules réceptrices » sont des neurones très particuliers possédant deux prolongements. L'un va vers le cerveau pour former le nerf olfactif. L'autre traverse une lame osseuse (la lame criblée de l'ethmoïde) et s'étend à l'extérieur au niveau de la muqueuse olfactive. A la différence de ce qui existe pour la vue ou l'audition on ne retrouve pas d'aires de projection de l'olfaction au niveau du cortex cérébral. Les cellules nerveuses sont reliées au rhinencéphale région profonde du cerveau ainsi dénommée parce qu'on la croyait spécifique de l'olfaction. On avait tort. « *Chez les mammifères et l'homme, seule une petite partie du rhinencéphale est directement reliée aux voies olfactives. Le reste du rhinencéphale contrôle les réponses émotives, les instincts et la régulation neuro-endocrinienne complexe* (2). »

Un tel échange direct, une telle communion intime entre un faisceau de données chimiques fournies par l'environnement et les régions les plus profondes du système nerveux central, expliquent sans doute la puissante influence, consciente ou non, de certaines odeurs sur nos comportements. A l'inverse, l'équilibre interne de l'organisme et notamment le « climat hormonal » modifient le fonctionnement du système olfactif (la faim stimule les performances, la grossesse bouleverse souvent les références olfactives).

Un homme, dit-on, peut distinguer entre 2 000 et 4 000 odeurs différentes. On ne connaît pas les bases cellulaires (moléculaires) de cette discrimination. Comment, schématiquement, les choses se passent-elles ? C'est quand ils sont mis au contact direct avec des substances odoriférantes dissoutes dans le mucus qui recouvre la muqueuse nasale que les récepteurs olfactifs entrent en action. Ils transforment alors une donnée chimique en message électrique. On sait que les seuils de perception sont très différents selon les substances. « *Ainsi le méthylmercaptan, substance qui donne à l'ail son odeur caractéristique, peut être perçu à une concentration inférieure à un millionième de milligramme par litre d'air. Par ailleurs la discrimination des différences d'intensité d'une odeur donnée est faible. La concentration d'une substance odorante peut être changée à plus de 30 % avant qu'une différence soit perçue. Le seuil de discrimination visuelle est de 1 % de variation de l'intensité lumineuse.* »

Phénomène mal connu : le « reniflement ». Il s'agit d'une action semi-réflexe qui consiste à contracter les narines et qui a pour effet d'augmenter le contact entre l'air respiré et les récepteurs olfactifs. Autre aspect ignoré de l'odorat : la rétro-olfaction, dernière phase de la dégustation (des vins notamment) lorsque les arômes remontent le long des voies respiratoires (jusqu'aux fosses nasales) après passage dans la gorge.

L'originalité du travail américain a consisté à mesurer les capacités olfactives en fonction de l'âge. L'étude a porté sur mille neuf cent cinquante-cinq personnes âgées de cinq à quatre-vingt-dix-neuf ans, à qui l'on a demandé de se pencher sur quarante senteurs différentes (canelle, cerise, essence, tabac, menthe, citron, etc.). Deux conclusions majeures s'imposent : les femmes ont un pouvoir olfactif nettement plus élevé que les hommes et dans les deux sexes ce pouvoir apparaît comme étant étroitement lié à l'âge. Il progresse de dix à vingt ans, plafonne de vingt à quarante ans pour diminuer jusqu'à soixante-dix et brutalement chuter au-delà. Une courbe surprenante mais qui, tout compte fait, montre une grande analogie avec celle de l'acuité visuelle et ressemble aussi à celle des performances auditives, tout se passant comme s'il y avait avec l'âge un épuisement des facultés sensorielles. L'étude américaine permet aussi d'établir que les différences entre les sexes existent dès la petite enfance, les fillettes étant nettement plus douées que les garçons. « *Les mêmes différences,* notent les auteurs, *ont été trouvées en ce qui concerne la vision, l'audition et le toucher.* » Outre le sexe et l'âge, la consommation chronique de tabac apparaît comme étroitement liée à une diminution des performances olfactives.

« *Plus de 80 % des personnes testées âgées de plus de quatre-vingts ans montrent une altération importante de l'olfaction, un sur deux étant anosmique* [privée d'odorat]. » Les chiffres sont presque les mêmes pour les tranches d'âge soixante-cinq à quatre-vingts ans. « *A partir de là,* écrivent les auteurs, *il n'est pas surprenant de voir que de nombreuses personnes âgées se plaignent du manque de goût des aliments. En outre, cette diminution des perceptions olfactives permet de comprendre l'incapacité des personnes âgées à détecter et à éviter les incendies et les fuites de gaz lorsqu'elles surviennent à leur domicile.* »

Plus largement on peut, ce constat établi, se poser la question du caractère irréversible d'un tel phénomène. En d'autres termes, peut-on, moyennant « entraînement » des facultés olfactives, lutter contre les effets du temps. Dans cette optique, ne convient-il pas, comme le préconise M. Jacques Puisais, président de l'Institut français du goût, introduire au plus vite un enseignement du goût et de l'odorat dans les écoles maternelles et primaires ? Am[…]er, pourrait-on dire, les petites têtes blondes à se pencher sur leur nez afin de voir plus [l]oin que lui...

JEAN-YVES NA[…]

(1) Cette étude vient d'être pu[bli]ée dans *Science* (numéro daté du 2[…] décembre 1984). Elle a été menée pa[r u]ne équipe de l'université de Pennsy[lva]nie dirigée par le docteur Richard L. D[…].

(2) *Physiologie médicale,* [p]ar W.F. Ganong. Éditions Masson.

L'école de l'arôme

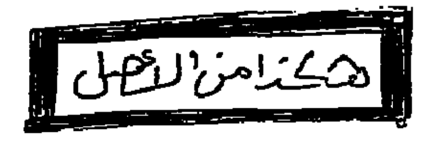
LONGTEMPS ignorée, quand elle n'était pas méprisée, l'éducation de l'odorat acquiert aujourd'hui ses lettres de noblesse grâce au vin. L'engouement croissant manifesté pour la dégustation des grands crus implique autant qu'un apprentissage du goût une utilisation maximum des facultés olfactives. C'est ainsi que le remarquable ouvrage déjà classique de M. Max Léglise, qui vient d'être réédité, consacre une large place à la connaissance et à la reconnaissance des arômes.

Une autre initiative courageuse mérite d'être saluée, celle de M. Jean Lenoir, qui, depuis plusieurs années, s'est lancé dans une entreprise originale en proposant un coffret d'une cinquantaine de flacons aux arômes différents. Un superbe coffret-cadeau qui offre de nombreuses possibilités de jeux en même temps qu'il aide à une éducation du nez. M. Lenoir prépare depuis peu des coffrets pour les enfants.

« Une initiation à la dégustation des grands vins » de M. Max Léglise. Directeur honoraire de la station œnologique de Bourgogne à Beaune. Éditions Jeanne Laffite, 65 F.

« Le nez du vin » de M. Jean Lenoir. B.P.

N° 5 13470 Carnoux-en-Provence Bureau à Paris (1) 357-74-82.



de sens



Aux quatre coins de France

Les sciences à l'heure de l'anglais

Rédigés en français les « Comptes rendus » de l'Académie resteront confidentiels.

L'UN des plus anciens périodiques encore édités, l'une des toutes premières *revues scientifiques*, le journal de Pasteur, celui qui a révélé au monde l'existence de la radioactivité, les *Comptes rendus* de l'Académie des sciences se meurent. Ils se meurent au nom de la défense du français, pour n'avoir pas tiré plus tôt les conséquences logiques de ce fait incontournable : il n'y a plus de place, sur le plan international, pour une revue scientifique francophone. On peut le déplorer ; on ne peut pas l'ignorer. C'est pourtant ce qu'ont fait longtemps les revues françaises, victimes de cette analyse pernicieuse : *« Ce n'est pas parce qu'une publication est rédigée en français que les scientifiques ne la lisent pas. Si les scientifiques ne publient pas davantage dans leur langue, c'est parce que nos périodiques sont de qualité insuffisante, et non pas parce que le français serait intrinsèquement une langue moins lue »* (1). La *« qualité insuffisante »* – lisez : la faible audience – de nos revues ne s'explique-t-elle pas, justement, par leur longue obstination à publier en français ?

Il faut savoir que le spécialiste, qui doit impérativement suivre, au jour le jour, l'actualité scientifique, croule sous les publications. L'exercice est épuisant. Tout effort supplémentaire, non strictement justifié, est prohibitif. Disons-le clairement : prétendre que publier un article en français ne nuit pas à sa diffusion internationale est une dangereuse contrevérité. Croire que, dans une revue de spécialistes, un article en français peut contribuer au rayonnement de notre langue est un contresens.

La cause est entendue : il faut publier en anglais. Alors, est-ce l'agonie du français, comme semblent le croire certains ? Sûrement pas. C'est ignorer la vitalité et la force attractive de notre langue (comment peut-on prétendre défendre ce que l'on sous-estime à ce point ?). C'est ignorer aussi que les chercheurs sont d'excellents ambassadeurs de la France, de sa culture et de sa langue, tout en utilisant l'anglais dans l'exercice de leur profession. C'est en effet par la qualité de leur travail, et par la diffusion qui en est faite, qu'ils amènent leurs collègues étrangers à s'intéresser à notre pays et les incitent à venir sur notre sol à l'occasion de colloques, de stages. Ce ne sont pas de vains mots : tous les chercheurs qui ont reçu des collègues étrangers, ou qui leur ont rendu visite, savent combien ceux-ci s'intéressent à la France, au travers de ces contacts professionnels.

La qualité de la recherche est l'argument déterminant. Là est la véritable défense du français dans le domaine scientifique : favoriser le travail des chercheurs, tout particulièrement en matière de diffusion de la recherche. C'est très important : publier dans une excellente revue, c'est-à-dire dans une revue qui fait autorité, est vital pour le chercheur. Compte tenu du poids socio-économique de la recherche, on peut dire que c'est toute la communauté nationale qui est concernée. Plus encore, une revue scientifique est bien autre chose qu'une compilation de résultats expérimentaux. Par les choix qu'elle fait, les articles qu'elle retient et ceux qu'elle suscite, par les commentaires, les analyses qu'elle propose, par toute l'information qu'elle véhicule, elle tend à imposer sa conception de la recherche et à orienter le travail des laboratoires. Cette pression devient irrésistible dès l'instant où la revue possède une forte réputation. C'est assez dire que la faiblesse des revues françaises et le quasi-monopole anglo-saxon nous sont très préjudiciables et nous pénalisent lourdement.

Les *Comptes rendus* auraient pu répondre à cette attente, si nous avions pris les mesures nécessaires pour éviter que leur audience ne se dégrade progressivement. Pluridisciplinaires, ils ont pour vocation la publication rapide de *« la première relation d'une découverte importante ou d'un résultat nouveau significatif »*. Ils étaient, il y a peu de temps encore, au premier plan : en 1969, ils venaient au treizième rang de toutes les revues scientifiques (2). Actuellement, ils sont encore présents dans pratiquement toutes les universités américaines. C'est remarquable, compte tenu de leur francophonie et, avouons-le, de leur minceur. Cela ne peut se comprendre que par une certaine survivance de leur prestige passé. Mais pour combien de temps ? La résiliation des abonnements progresse de façon alarmante. Il faut faire vite. Tout est encore possible tant qu'ils sont diffusés à l'étranger. Bientôt, il sera trop tard.

Que faire ? En tout premier lieu, s'adapter au « marché » et adopter résolument l'anglais. Voilà le grand mot lâché ! En fait, l'anglais vient de faire son entrée dans les *Comptes rendus*, non plus seulement sous la forme de courts résumés : les communications pourront être désormais rédigées en anglais. C'est un événement, qui résulte des réformes adoptées récemment par l'Académie. Hélas, cette mesure bien tardive est passée à peu près inaperçue, et pour cause : elle a été diffusée par les *Comptes rendus !* En fait, la portée de cette innovation est largement atténuée par d'importantes restrictions. Le texte devra être accompagné d'un résumé français d'une page, sur un total de quatre. Trois pages en anglais, donc, et une en français. De plus, pour les auteurs francophones, la proportion est inversée : une seule page en anglais, contre trois en français.

Réforme timide donc, demi-mesure, alors que la situation présente impose au contraire d'agir énergiquement. Il faut d'urgence que les *Comptes rendus* adoptent l'anglais sans la moindre restriction. Une telle mesure n'assurerait certes pas à elle seule le renouveau de la revue. Ce pourrait être cependant le point de départ, la première étape vers une nouvelle dimension internationale. Ce serait le moyen de redonner confiance aux chercheurs français, les premiers concernés, et à leurs collègues étrangers. Ce sont eux qui, à terme, décideront du sort du journal, car un périodique scientifique ne vaut que par les articles qui lui sont proposés.

Mais le temps presse. La période actuelle est critique. J'en appelle aux académiciens. J'en appelle aux chercheurs. Les *Comptes Rendus* sont partie de notre patrimoine ; nous en avons le plus grand besoin. Les premiers en sont responsables. Ils doivent poursuivre activement le travail de rénovation amorcé. Les seconds tiennent le sort de la revue entre leurs mains. Ils doivent encourager cet effort et apporter leur contribution à l'entreprise. Ce simple titre, les *Comptes rendus*, porte au fond de chacun de nous, chercheurs français et étrangers, l'image de la recherche française. Nous n'avons pas le droit de la laisser disparaître.

MAX DE REGGI,
maître de recherches au CNRS.

(1) Rapport au nom de la commission d'enquête, de l'Assemblée nationale, sur la langue française. *Journal officiel* du 15 mai 1981.

(2) E. Garfield, *Nature*, vol. 264, p. 609-615, 1976.



La réponse du secrétaire perpétuel

Résister pour rayonner.

EN lisant l'article de Max de Reggi, on perçoit une nostalgie et un réel attachement mais sans en deviner les vraies raisons. Car celles-ci sont pratiquement absentes d'un texte si passionnément tendu vers l'unique objectif de *« bannir le français et d'adopter l'anglais »* que les véritables enjeux sont voilés ou déformés.

« Avec vos Comptes rendus, *vous disposez d'une formule bien adaptée aux besoins de notre époque »* me disait un jour le président de la Royal Society. Les caractéristiques essentielles de cette formule découlent de la règle : ne sont publiées que des notes courtes – *quatre pages* – chaque note étant la première annonce d'un résultat nouveau significatif. Tout est dit ! Annonce d'un résultat et non exposé ou compilation précédant souvent un développement dans un article; *rapidité de publication, comme il* se doit pour une première – quatre à cinq semaines après acceptation du manuscrit; originalité et valeur scientifique : le texte est *présenté* par un membre ou un correspondant, souvent après avoir pris l'avis de collègues, puis examiné par un membre du comité de lecture qui, compte tenu des avis déjà recueillis, soit *recommande l'acceptation immédiate* – 60 % des cas, – soit engage et contrôle la procédure d'examen par appel à des spécialistes extérieurs.

Les *Comptes rendus* avec leurs trois séries scientifiques, couvrent toutes les disciplines; chaque note peut apparaître dans les tables sous deux rubriques. Le caractère pluridisciplinaire est *renforcé par la nouvelle série générale* (1) « La vie des sciences ». Enfin, la diffusion ne présente pas les signes de dégradation vertigineuse que laisse supposer Max de Reggi : 70 % des abonnés à l'étranger répartis dans quatre-vingt-cinq pays. Les difficultés actuelles sont sensiblement celles qu'éprouvent les revues scientifiques françaises, y compris celles qui accueillent l'anglais sans restriction.

L'Académie, dans son Rapport, *la Langue française et le rayonnement de la science française* (2), a dégagé les grands axes d'une politique réaliste et vigoureuse fondée sur le principe : *« On n'assurera pas le rayonnement de la langue française dans le monde si le rayonnement de la science française n'est pas simultanément convenablement assuré. »* Il était recommandé, en particulier (3), d'encourager et d'aider ceux qui font vivre des revues scientifiques d'audience internationale ayant leur centre de décision en France – car ce sont aujourd'hui les principaux centres d'évaluation – et de respecter, pourvu que la qualité soit indiscutable, une certaine diversité d'options : depuis les revues qui accueillent des articles totalement rédigés en anglais *dans une proportion de 80 %, à* celles qui restent fidèles à l'expression française dominante. La recommandation s'adressait à tous : pouvoirs publics, institutions nationales, chercheurs, ces derniers étant invités à diversifier *les lieux de leurs publications.*

C'est dans ce cadre que doit être appréciée la décision récente qu'il reste, c'est exact, à faire passer dans les faits. Les auteurs étrangers peuvent soumettre une note de trois pages dans la langue *de leur choix; elle sera accompagnée* d'un long résumé d'une page en français, rédigé par eux ou par un spécialiste choisi par eux ou par l'Académie. Les auteurs francophones peuvent consacrer une page à un texte anglais. Avec les figures, les tableaux, les formules, à peu près la même quantité d'information est délivrée en français et en anglais dans cette *première annonce.* Laissons donc se dérouler l'expérience avant de décréter *a priori* qu'elle est inopérante !

Imposer aujourd'hui dans les *Comptes rendus* l'usage quasi exclusif de l'anglais est une mesure qui ne serait pas conforme à la vocation de l'Académie. Elle ne serait, en outre, nécessaire que si l'on était d'avance résigné à une *certaine médiocrité. En mathématiques*, 15 à 20 % des notes, écrites en français, ont pour auteurs des étrangers ! Si le niveau des mathématiques françaises devait se maintenir, si le niveau dans les autres disciplines était et devait *rester comparable, le problème* de l'anglais ne se poserait pas. Réciproquement, il ne suffit pas de parler et d'écrire en anglais pour atteindre le tout premier niveau d'excellence.

La revendication frénétique *d'imposer* l'anglais tout *autant* que le repliement frileux d'une défense intolérante du français cachent très souvent les vrais enjeux et les progrès à accomplir. Pour le pays, les enjeux, ce sont les capacités de création de concepts et de méthodes, de transmission renouvelée et intelligente des savoirs, de maîtrise technologique et d'innovation, et ces capacités ne se mesurent pas par le nombre de pages publiées en anglais, ou même avec des indices de citation. Ce sont ces enjeux qui, impliquant l'exaltation première du travail et de la compétence, devraient guider les progrès à accomplir pour notre politique scientifique !

Pour l'Académie et ses *Comptes rendus*, l'enjeu, c'est de pouvoir annoncer rapidement la plupart des résultats nouveaux et significatifs des équipes françaises – cela est déjà réalisé dans un petit nombre de disciplines – afin que tous les scientifiques, y compris les francophones, sachent qu'en lisant rapidement les *Comptes rendus*, ils seront tenus informés des découvertes de la recherche *française. Les progrès à accomplir* sont importants. Le prestige des *Comptes rendus*, faute de vigilance, ne s'est pas maintenu au milieu de la deuxième moitié de notre siècle au niveau qui était le sien. Mais depuis un peu plus de cinq ans, les causes du déclin ont été enrayées, des décisions ont été prises, des dévouements mobilisés. Il reste beaucoup à faire *pour retrouver la confiance de la* communauté scientifique, mais la première étape est bien engagée.

Comme Max de Reggi, mais dans des perspectives différentes, je lance un double appel. D'abord, aux deux cent quatre-vingt-dix membres et correspondants français : Les progrès réalisés depuis la réforme reçoivent des témoignages indiscutables – la présence à notre séance du 3 décembre de quatre membres du gouvernement, dont le premier *ministre, en est un parmi beaucoup* d'autres – et ils sont le gage que nous pouvons réussir avec le temps à redonner leur rang à nos *Comptes rendus*. Je dis ensuite à tous les chercheurs : Mettez-nous à l'épreuve : soyez *exigeants mais confiants : c'est* avec vous, et avec vous seulement, que l'objectif sera atteint.

PAUL GERMAIN,
secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

(1) Une chronique de « La vie des sciences » est consacrée à une présentation aisément accessible de quelques notes remarquables publiées dans les séries spécialisées.

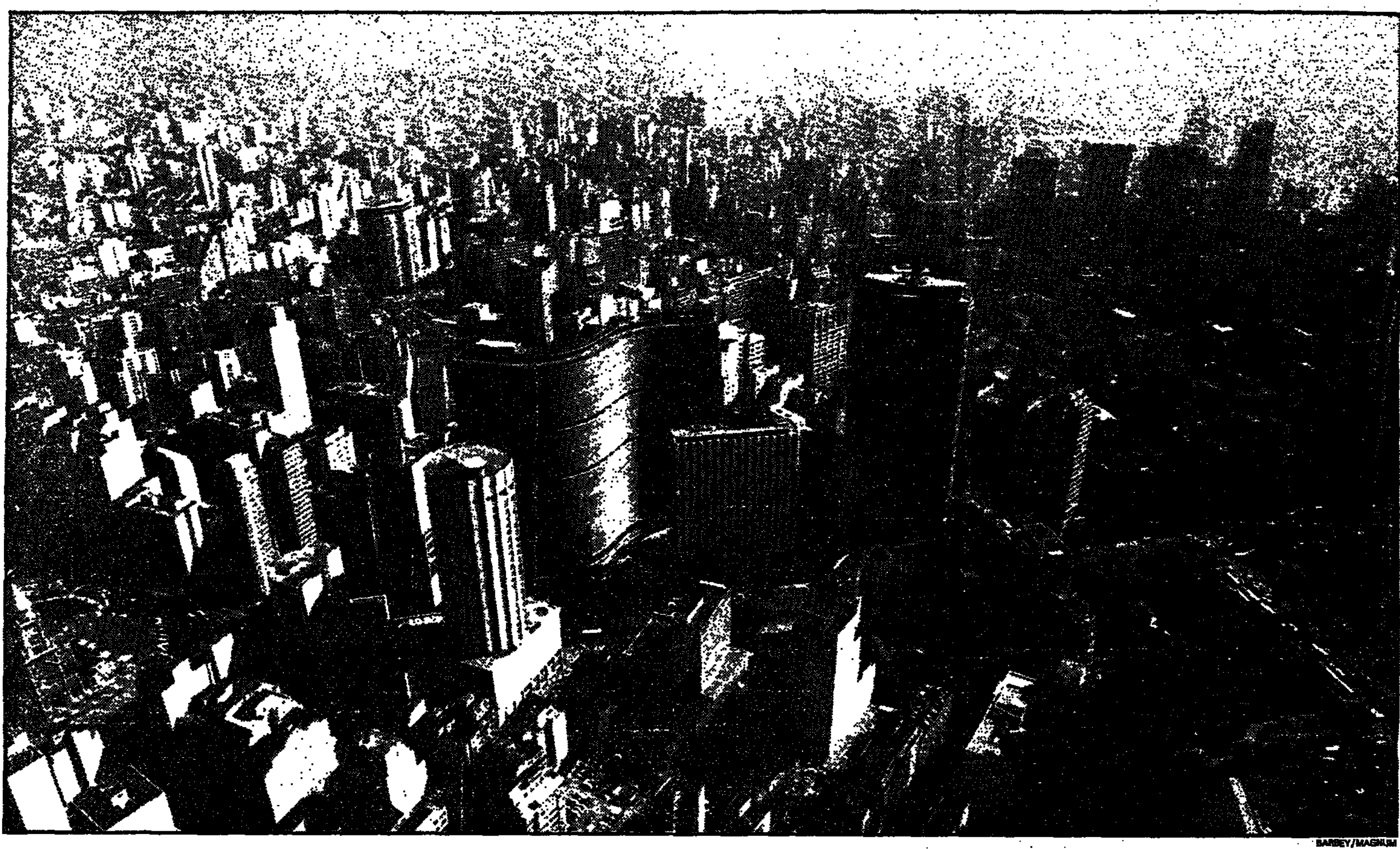
(2) *Comptes rendus*, Vie académique, tome 295, 1982. Ce rapport, rédigé pour répondre à une invitation de *M. Jean-Pierre* Chevènement, *sera envoyé* à toute personne qui en fera la demande (23, quai de Conti, 75006 Paris).

(3) Estimant comme Max de Reggi que les chercheurs sont de bons ambassadeurs de la culture française et par suite de la langue française, l'Académie préconisait de laisser aux chercheurs une grande liberté d'expression pour leurs travaux spécialisés. Elle demandait que soit vigoureusement stimulée la production *d'ouvrages de base en français* (premier, deuxième et même troisième cycle) pour assurer une pleine maîtrise des espaces universitaires francophones, point de départ d'une conquête de « marchés culturels » extérieurs.

Sao-Paulo *s'est échappée du contrôle des hommes chargés de la gérer. L'ordre pourra-t-il jamais …ir dans ce site ?*

L'hyperville

Vingt-deux millions d'habitants dans quinze ans.



BARBEY/MAGNUM

LES Arsène Lupin de Sao-Paulo ont-ils de l'humour ? En octobre dernier, le gratin de la police mondiale se réunissait au Maksoud Plaza pour le congrès *international de sécurité*. Quelques heures avant la séance d'ouverture, un groupe d'hommes armés faisait irruption dans le hall du luxueux cinq étoiles et raflaient la caisse. Elle contenait 750 000 cruzeiros, dont une notable partie venait d'être versée par les congressistes.

Ce fait divers qui aurait fait ailleurs la « une » des quotidiens n'a pas surpris les Brésiliens. Sao-Paulo, l'une des plus grandes villes du monde, la première place bancaire et commerciale d'Amérique du Sud, la capitale économique du Brésil, est aussi la championne de l'insécurité (*le Monde* du 16 décembre 1983). Lorsque, à la fin d'un week-end on ne dénombre que 25 homicides, 3 viols, une centaine d'attaques à main armée et 180 agressions diverses, on considère cela comme « normal ». Malgré les 27 300 policiers en civil et en uniforme qui surveillent l'agglomération, le nouveau sport des petits délinquants consiste à dévaliser les caissiers des bus et des trolleys. Comme au temps des diligences, sept voitures sont attaquées chaque jour en moyenne. Bien entendu, on laisse aux « gros calibres » l'attaque des banques, qui payent leur tribut à raison d'une par jour.

Comme M. Jacques Chirac à Paris, mais avec des raisons malheureusement plus sérieuses, le maire de Sao-Paulo se plaint de l'insuffisance des effectifs policiers, des tâches administratives qui confinent les hommes dans les commissariats, et des soldes médiocres qui les obligent à faire de la « gratte » après le service. Et, comme le premier magistrat de Paris, il demande qu'on embauche cinq mille hommes de plus. Même si on les lui accordait, les Paulistes doutent que l'ordre revienne jamais dans leur *ville tant elle est monstrueuse* et quasiment ingérable.

A vrai dire, il y a déjà longtemps qu'elle a échappé à tout contrôle, comme un cancer qu'aucune thérapeutique n'arriverait à juguler. Rien pourtant ne semblait prédisposer ce site à devenir l'une des plus vastes concentrations humaines de la planète.

Au dix-septième siècle, les jésuites choisissent cet endroit retiré à cent kilomètres à l'intérieur des terres pour établir un collège, le premier du Nouveau Monde. Des forêts tropicales couvrent ces hauts plateaux traversés par un fleuve, le Tiete. Une bourgade entoure le pieux établissement qui devint le PC des missions. On commence à défricher. C'est le boom du café qui, à partir de 1850, tire la petite ville coloniale de son engourdissement. Alors, comme une fusée à plusieurs étages, la cité ne cessera plus de bondir en avant.

Les nouveaux riches de l'arabica alignent le long des avenues des villas prétentieuses et peinturlurées qui fascineront les vagues d'émigrants arrivant d'Europe et du Japon. Puis, en 1930, les industries de tout genre se mettent à proliférer. Enfin, en 1955, les premières chaînes de montage d'automobiles démarrent. Nouveau coup de fouet.

Aujourd'hui, il ne reste plus un arbre sur des milliers de kilomètres carrés. A la place, ce sont les bâtisses qui ont poussé dans un formidable désordre. Sao-Paulo est une Amazonie de béton, de brique et de tôle, touffue, torride, terrible.

Ses trente-trois mille usines constituent un aimant surpuissant qui attire tous les aventuriers mais aussi tous les crève-la-faim du Brésil et *spécialement les misérables* paysans du Nord-Est. Chaque jour, 1 400 émigrants de l'intérieur débarquent à la gare autoroutière, l'une des plus vastes du monde. Avant de plonger dans la jungle bâtie, ils cherchent à s'orienter. Impossible. A peine imprimés, tous les plans sont déjà faux. Il faut cheminer à la boussole en se fiant aux chiffres indiqués sur les maisons. Heureusement, ceux-ci ne sont pas des numéros sans signification. Comme le bornage des routes, ils indiquent la distance qui sépare l'immeuble du début de l'artère.

Il fallait bien cela, car la ville s'étend sur 50 kilomètres d'est en ouest et sur 40 kilomètres du nord au sud. En un demi-siècle, sa surface a décuplé. Butant sur de grands lacs réservoirs au sud et sur des chaînes de montagnes au nord, elle ne peut plus dévorer la campagne que vers l'ouest, et surtout le long de l'autoroute qui file vers Rio, à l'est. Le long du double ruban de béton, une nouvelle Ruhr s'édifie dans la marée des bidonvilles qui monte sans cesse.

Pour autant que les recensements aient un sens, la commune de Sao-Paulo abrite 10 millions de personnes. Et les 37 *communes des faubourgs* 4 millions de plus. Ce prodigieux entassement s'accroît de 500 000 habitants par an : l'équivalent d'une agglomération comme Bordeaux. Complètement débordée, la municipalité construit quelques milliers de logements sociaux, alors qu'il en faudrait cent mille par an. Comme il faut bien dormir quelque part, les nouveaux arrivants bâtissent leurs tanières le long des chemins.

Plus de 1 000 bidonvilles ont surgi ainsi en dix ans. En ville, les taudis surpeuplés pullulent. On estime que plus de la moitié des Paulistes vivent dans des logements pudiquement qualifiés de « précaires ».

La première ébauche d'un plan d'urbanisme date... de 1970 – trois siècles après l'installation des jésuites. Depuis quinze ans les plans se succèdent, *aussi inopérants les uns* que les autres. La région métropolitaine – l'équivalent de *nos communautés urbaines*, – qui regroupe Sao-Paulo et ses franges, n'a ni moyens légaux *ni budget pour les faire appliquer*.

Cela permet aux promoteurs et aux architectes de s'exprimer sans contrainte. Il suffit de remonter l'avenue Paulista, les Champs-Elysées de Sao-Paulo, pour le constater. Cette artère pourtant spacieuse a été transformée en un canyon par une double haie de tours de cent mètres de haut, qui abritent la plus grande concentration d'établissements bancaires du Brésil. Jaillissement de béton, iceberg de glaces fumées, pièces montées de briques, c'est un étourdissant tohu-bohu d'architecture.

Le ministère des sports ressemble à une énorme soucoupe volante prête à repartir pour la stratosphère, le Musée des beaux-arts s'apparente à un ouvrage des ponts et chaussées doté d'un abdomen de verre, la banque Real est un patio végétal, la Franco-brésilienne pointe sa flèche noire vers le ciel. Mais derrière ces « gestes » à la gloire de l'argent, commence la misère architecturale, qui, elle, s'étend à perte de vue.

Le néant urbanistique rend évidemment inextricable le problème de la circulation. Sao-Paulo n'a inauguré sa première ligne de métro qu'en 1975, *alors que l'agglomération* avait déjà de 8 à 9 millions d'habitants. Un tel retard ne se rattrape pas. Avec 28 kilomètres et deux lignes en croix, le métro n'assure aujourd'hui que 10 % des transports journaliers. Les trains de banlieue ne valent guère mieux. Restent 10 000 bus et trolleys dans lesquels on s'entasse. Les Paulistes ont donc été condamnés à l'automobile. Ils l'ont acceptée avec enthousiasme, et la ville héberge 2 500 000 véhicules, auxquels, grâce à la crise, ne viennent s'ajouter que 100 000 voitures supplémentaires chaque année. Comme la cité n'était pas prête à ce déferlement, on a multiplié les autoroutes urbaines, les viaducs déments, les tunnels sous les collines, les voies sur berge.

Conséquence inéluctable, Sao-Paulo est l'une des cités les *plus polluées du monde*. Quelques capteurs disséminés en ville sont censés enregistrer les « *pics de pollution* » et les transmettre à un PC central doté d'un superbe tableau lumineux. *Mais quand on* demande aux responsables s'ils arrêtent les usines ou les voitures en cas d'alarme, ils vous rient au nez.

Alors, chaque week-end, ceux qui le peuvent tentent d'échapper à l'enfer. Pour ces fuyards, il a fallu tracer vers la mer trois autoroutes parallèles.

La ville-Gargantua n'a pas seulement dévoré les 130 000 hectares de son site. Elle a aussi colonisé le territoire de l'Etat qui porte son nom pour nourrir sa boulimie d'énergie et *étancher sa soif*. Les 21 barrages hydro-électriques édifiés sur les fleuves de la région ont noyé 500 000 hectares de terre. *D'autres vallées ont disparu* sous les eaux des réservoirs fournissant l'eau potable. Mais comme ceux-ci sont à présent pollués par les masures qui s'établissent partout sans permis de construire, la ville manque d'eau. Elle a donc dépensé 3 milliards de dollars pour aller détourner un fleuve lointain. Malgré cela, 10 % de logements ne sont pas encore desservis.

L'évacuation et le traitement des eaux usées est à lui seul un problème gigantesque. Quatre Paulistes sur dix n'ont pas de tout-à-l'égout et leurs fosses septiques polluent les nappes *phréatiques. Les deux fleuves* qui traversent l'agglomération, le Tiete et le Pinheiros, servent de réceptacle à toutes sortes de déversements. Pour ne pas les asphyxier complètement, la ville renvoie ses rejets dans un étang de 10 000 hectares où l'autoépuration est censée s'opérer sous l'action de l'air et du soleil.

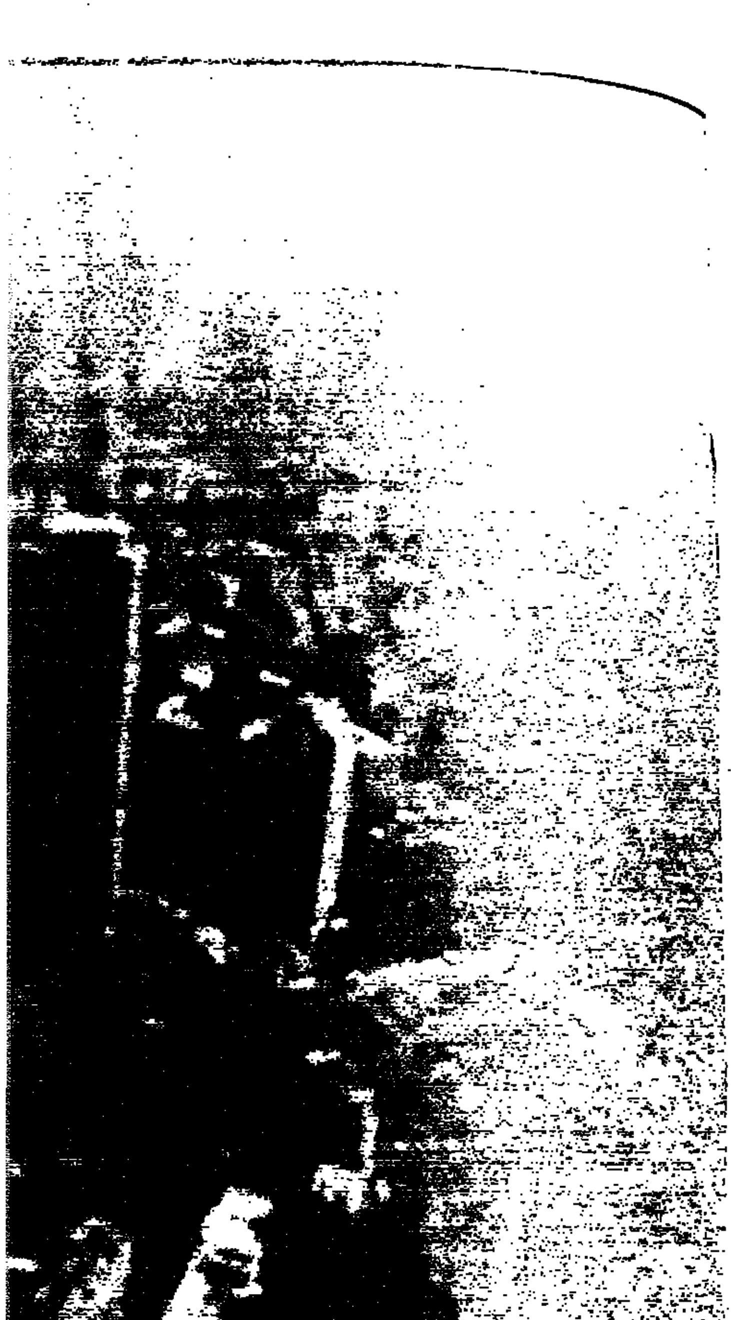
Parler d'espace vert à Sao-Paulo relève de la plaisanterie de mauvais goût. Aussi les habitants défendent-ils bec et ongles les rares jardins privés qui subsistent. Tout récemment, un quartier résidentiel s'est mobilisé pour sauver la maison et le parc d'un architecte russe des années 20. Sur ces 13 000 mètres carrés, un promoteur voulait édifier *une résidence de* luxe – bloc de béton avec piscine intérieure – pompeusement baptisée palais de Versailles. Les habitants ont obligé la municipalité à rendre la parcelle inconstructible, à classer la demeure comme site historique et à transformer le tout en musée ouvert au public. Une affaire apparemment banale mais qui a rempli les colonnes des quotidiens paulistes.

MARC AMBROISE-RENDU.



هكذا في الأصل

revenir dans ce site brésilien appelé à accueillir l'une des plus vastes concentrations humaines de la planète ?

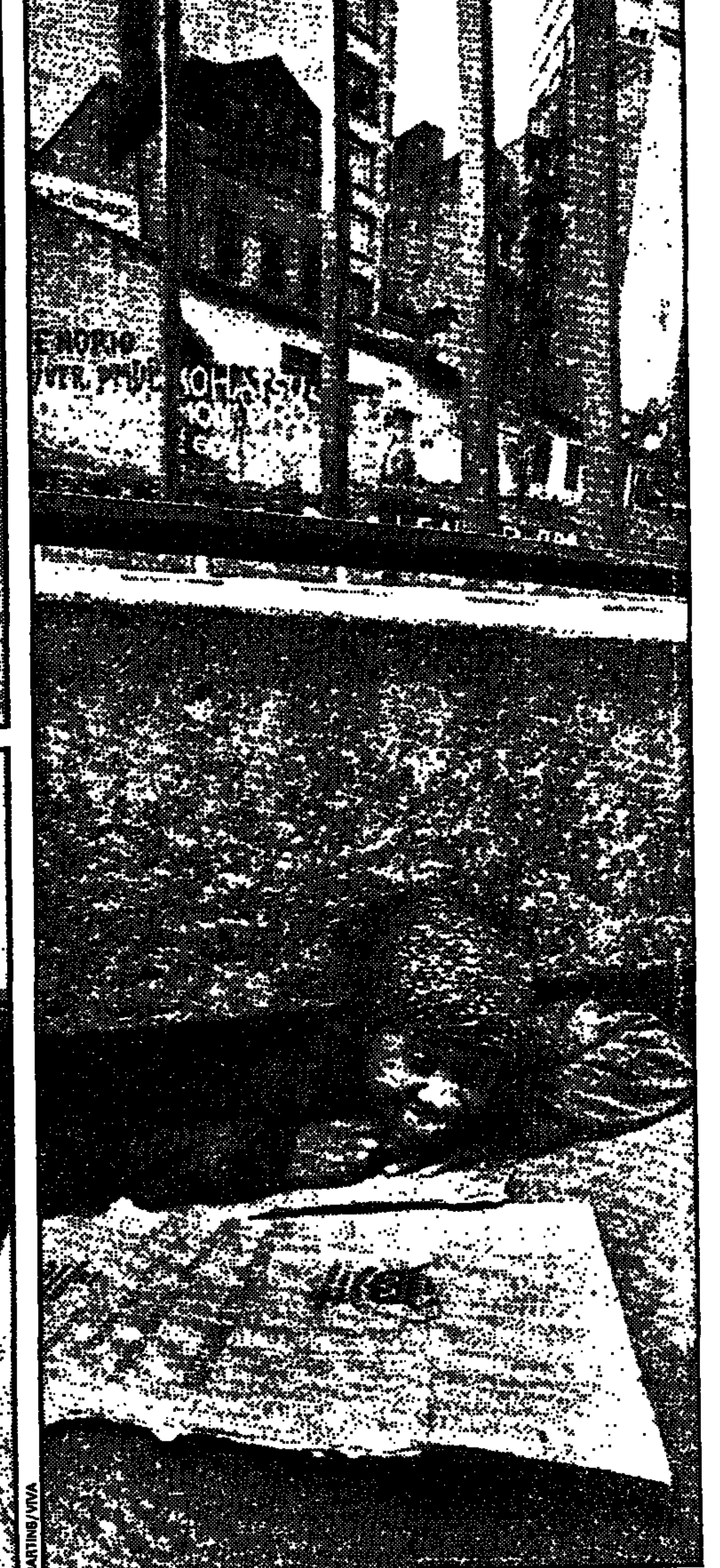




BENEDICTO/VIVA



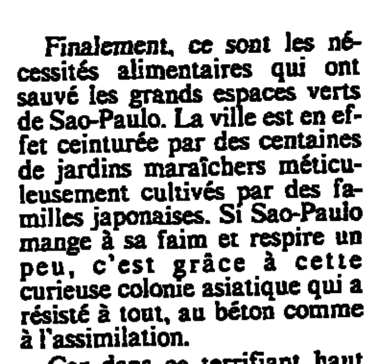
MARTINS/VIVA



MARTINS/VIVA



BENEDICTO/VIVA



Finalement, ce sont les nécessités alimentaires qui ont sauvé les grands espaces verts de Sao-Paulo. La ville est en effet ceinturée par des centaines de jardins maraîchers méticuleusement cultivés par des familles japonaises. Si Sao-Paulo mange à sa faim et respire un peu, c'est grâce à cette curieuse colonie asiatique qui a résisté à tout, au béton comme à l'assimilation.

Car dans ce terrifiant haut fourneau social les races se fondent et disparaissent : Portugais, Italiens, Allemands, Indiens, Noirs, métis, mulâtres, forment aujourd'hui un cocktail hautement épicé. En ce sens, Sao-Paulo est bien la ville symbole du Brésil, nation multiraciale, le plus vaste « melting pot » actuel de la planète. Et cela donne à la cité-mammouth une vitalité prodigieuse. Pour en rendre compte, Radio Sao-Paulo, une radio locale dirigée par un jeune manager de trente-six ans, maintient en permanence dans les rues 200 reporters motorisés qui, à tout instant, peuvent interrompre les programmes pour raconter ce qui se passe sous leurs yeux. L'émetteur en forme de mini-tour Eiffel est planté sur l'une des tours de l'avenue Paulista. Il ne couvre qu'un cercle de 60 kilomètres de diamètre, mais ce cercle est la jungle de Sao-Paulo, sans cesse en effervescence.

La dernière image qu'un voyageur emporte de cette ville hypertrophiée, c'est celle des immeubles serrés qui défilent sous la carlingue de l'avion. Car l'aéroport *autrefois campagnard* est aujourd'hui juché sur une sorte de plateau, en pleine ville. Les ailes des gros porteurs qui tournent en bout de piste font de l'ombre aux voitures. 14 millions de Brésiliens se pressent alentour, assourdis par les jets, mais enfiévrés par l'espoir de réussir. Dans quinze ans, au crépuscule de ce siècle, ils seront 22 millions...

MARC AMBROISE-RENDU.

Quand les médias se racontent

Les nouveaux médias et, de manière plus générale, la communication considérée comme le phénomène marquant de la fin du siècle fournissent matière à de nombreux ouvrages de librairie. La publicité, autre phénomène de civilisation, fait également l'objet d'observations attentives.

« Les Banques de données de presse en France »

Professeur à l'université Paris-II, M. Pierre Albert s'est vu confier, en février 1982, la charge d'une enquête commandée par le premier ministre au Haut Comité de la langue française (aujourd'hui comité consultatif) sur les banques de données et l'influence bénéfique que celles-ci pourraient avoir sur la qualité de l'information. C'est le résultat de cette enquête, livrée en février 1983, qui est édité sous le titre *les Banques de données de presse en France.*

Se défendant d'être un technicien de la documentation informatisée, M. Pierre Albert affirme vouloir se contenter *« de faire le point sur l'intérêt que la création des banques de données présente tant pour la presse que pour la société, d'éclairer les enjeux à moyen terme de la valorisation de la production journalistique par l'informatisation de la documentation des journaux, d'apprécier enfin les difficultés et de révéler la nature des freins rencontrés par cette novation ».*

L'ouvrage est d'abord une recension précieuse de toutes les formes d'application de l'informatique à l'engrangement de l'information, en fonction de l'usage qu'on souhaite en faire, tant en France qu'à l'étranger. Les différentes utilisations possibles sont, de plus, exposées dans un langage accessible à tous. Mais l'auteur se garde bien de proposer des solutions qui, pour une large part, relèvent de la compétence des spécialistes. Il s'attache surtout à dégager les enjeux nationaux et internationaux qui découleront obligatoirement de la mise en œuvre des banques de données d'ici à l'an 2000, la présence de la langue française et l'avenir du journalisme n'étant pas les moindres de ces enjeux. Autant dire que cette étude est de nature à intéresser tous les gens de communication : journalistes, patrons de presse, documentalistes...

CLAUDE DURIEUX.

● Avec la collaboration de Christine Leteinturier. Edit. Jean-Cyrille Godefroy, 30, rue Bonaparte, 75006 Paris. Prix : 120 F, 162 p.

« Les Nouveaux Médias » « Médias et société »

M. Francis Balle, directeur de l'*Institut français de presse*, après avoir réalisé au début de cette année en compagnie de M. Gérard Eymery un livre sur *les Nouveaux Médias*, a procédé à la mise à jour de son ouvrage *Médias et société*, un classique du genre de la dernière décennie puisqu'il s'agit de la troisième édition.

Tenant compte des réformes récentes intervenues dans les textes législatifs réglementant l'audiovisuel et la presse écrite, l'auteur situe l'influence des médias non seulement sur le plan des individus, mais aussi en fonction de l'ordre social dans lequel elle s'exerce. « *Plus que la seule liberté de la presse*, écrit M. Francis Balle dans son avant-propos, *la liberté de communication me paraît aujourd'hui un grand défi pour les démocraties, une nouvelle frontière pour les libertés, pour toutes les libertés...* »

C. D.

● Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » Prix : 20,90 F, 125 pages.

● Editions Montchrestien, 158-160, rue Saint-Jacques, Paris 5e. Prix : 168 F, 708 pages.

Jean d'Arcy parle

Le nom de Jean d'Arcy, homme de communication s'il en fut, sera pérennisé par les prix annuels Jean d'Arcy que TF1 a créés et qui ont été décernés pour la première fois le 21 décembre 1984.

Plus conférencier qu'écrivain, cet ambassadeur infatigable de la télévision – décédé brutalement en janvier 1983 – s'était heureusement confié à François Cazenave, journaliste, au cours de divers entretiens enregistrés entre 1977 et 1979. L'ancien directeur des programmes de la télévision française (1952-1959), devenu conseiller du secrétaire général de l'ONU, a pu exprimer à cette occasion la prescience visionnaire qu'il avait du développement et du pouvoir de la communication.

Sous l'égide de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), ces propos ont été rassemblés, grâce à la collaboration entre François Cazenave et Mme Jean d'Arcy, avec une préface de M. Henri Pigeat, PDG de l'Agence France-Presse. C'est un pèlerinage aux sources de la télévision française en même temps qu'une large baie ouverte sur l'avenir des médias audiovisuels.

C. D.

● La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Prix : 80 F, 187 pages.

« Histoire de la radio et de la télévision »

M. Pierre Miquel, agrégé d'histoire et professeur à la Sorbonne, s'est essayé avec succès sur des sujets épineux : *l'Affaire Dreyfus, Poincaré, les Guerres de religion, la Grande Guerre.* Sollicité par la télévision pour adapter avec talent des sujets historiques, il a été atteint par le virus. Son *Histoire de la radio et de la télévision* est, en effet, un monument de documentation sur l'art d'accommoder les sons et les images, non seulement en France mais aussi à l'étranger, notamment en URSS et dans les pays socialistes, dont les productions sont mal connues.

Mais pour rendre plus facile la lecture de ces différents statuts, règlements et autres cahiers des charges des organismes internationaux de radio-TV, l'auteur a « piqué » son livre de nombreuses anecdotes, de traits d'humour ou de réflexions personnelles comme celle-ci : *« La télévision est-elle, comme le prétend Salvador Dali*, « le moyen le plus ef- » ficace de crétinisation des » masses », *ou au contraire l'instrument essentiel de leur affranchissement ? »*

C. D.

● Perrin éditeur, 8, rue Garancière, Paris 6e. Prix : 90 F, 363 pages.

« Guide des technologies de l'information »

La revue *Autrement* inaugure, avec ce superbe volume de 464 pages, une nouvelle collection (« Sciences et Cie ») consacrée aux *« grands enjeux scientifiques contemporains ».* Ce *Guide des technologies de l'information* a été établi sous la direction de Gilbert Charles et Brigitte Dyan, avec la collaboration des périodiques *Télérama* et *Voir.* Une mine d'informations, de points de repères, d'analyses et de réflexions prospectives, qui s'ouvre sur une chronologie utile, dont le point de départ est l'invention du téléphone (1876), et se boucle par un lexique, un carnet d'adresses, une bibliographie.

Dessin de Mariscal extrait de la couverture du « Guide des technologies de l'information » (Editions Autrement).

Le *Guide des technologies de l'information* devient l'une des bibles de ceux qui veulent comprendre la place majeure prise par la communication *dans les mutations de la fin du* vingtième siècle. Des journalistes, des spécialistes, des chercheurs, ont collaboré à cet « état des lieux », dont les illustrations abondantes rendent la lecture attrayante.

Y. A.

● *Autrement*, 4, rue d'Enghien, 75010 Paris, 145 F, 464 pages.

La course à la pub

Continuant son exploration systématique des carrières d'aujourd'hui, *l'Etudiant pratique*, après les métiers de l'informatique, de l'administration, de l'enseignement, pour ne citer que ceux-là, s'attaque aux *Métiers de la publicité.*

Aux commandes de cet ouvrage de 247 pages parfaitement agencées, un couple, Anne et Bertrand Placier. Elle est journaliste à *l'Etudiant*, lui est concepteur-rédacteur de publicité chez Publicis. Deux bonnes et vraies références.

Leur parti pris ? La clarté. Leur arme ? La simplicité. Après un panoramique sur la « cartographie du paysage publicitaire » – les annonceurs, les agences et les médias, – et un premier avertissement – *« il est difficile de faire une carrière intéressante dans la publicité sans « monter » à Paris »*, – coup de zoom sur les chiffres-clés des professions de la pub et les salaires secteur par secteur. Côté commercial, on commence sa carrière en assistant le chef de pub pour un salaire de 88 000 francs par an et on finit directeur pour 315 000 francs. Côté créatif, on démarre concepteur-rédacteur pour 177 000 francs et on finit directeur de création pour 327 000 francs. En moyenne. Car, comme le notent les auteurs, *« les débutants commencent parfois au SMIC et des supervedettes qui n'ont pas nécessairement de rang peuvent gagner 400 000 francs par an ».*

La pub est aussi un métier de stars. Bien sûr, Séguéla, l'homme du métier qui a le mieux soigné sa promotion personnelle, est loin, dans le cœur du grand public, d'avoir la popularité de Michel Blanc... Mais dans le Tout-Paris de la communication, le publicitaire en vogue a rang de leader. Ces célébrités ont la part belle dans *les Métiers de la publicité.* Thierry Ardisson, Marcel Bleustein-Blanchet, Pierre de Bonneville, Bernard Brochand, Jean-Michel Buche, Alain Cayzac, Pierre Dassas, Claude Douce, Jean Feldman, Pierre Lemonnier, Philippe Michel, Pierre de Plas, André Rousselet et Jacques Séguéla sont les noms-clés obligés dont tout postulant à la carrière pub doit pouvoir réciter sans faiblir le curriculum vitae.

Tous ces hommes ont emprunté des chemins fort différents pour entrer dans la profession et s'imposer. Ce qui vaut un nouvel avertissement des auteurs : *« Quels que soient votre niveau d'études, vos relations ou votre look, vous ne pourrez jamais arguer d'aucun droit systématique à l'emploi. La publicité est un métier très ouvert qui accueille des gens venant de tous les horizons. Mais elle n'attend personne, et tout le monde à la fois. »*

Courage donc. Ce livre donne de vrais conseils pour une formation accomplie. Où l'on apprend sans surprise que les formations « commerciales » les plus sélectives sont également les plus cotées : le CELSA (Institut des hautes études de l'information et de la communication), l'IUT de Paris et l'Ecole nationale de Paris. En matière artistique, les auteurs retiennent avec raison en priorité les écoles d'arts appliqués – Estienne, Olivier-de-Serres et Duperré – avant et dans l'ordre les Arts déco et les Beaux-Arts.

La lecture de ce très bon ouvrage s'achève par des conseils pour décrocher un premier emploi et un lexique très utile pour une première initiation au langage très particulier de la pub. Excellente façon, au total, d'entrer dans la course.

OLIVIER SCHMITT.

● Collection « L'étudiant pratique », éditions Génération, 59 F.

Ogilvy par Ogilvy

Le roi de la pub, David Ogilvy, n'est pas américain mais d'origine irlandaise et né en Ecosse. C'est la première surprise de la lecture d'un gros ouvrage abondamment illustré qu'il a lui-même écrit et qui lui est consacré : la publicité selon Ogilvy.

David Ogilvy, adulé par ses pairs, patron d'une des agences de pub les plus connues du monde, y raconte sa vie et surtout sa carrière depuis son installation à New-York, en 1949, sur Madison Avenue, jusqu'à aujourd'hui.

Son livre, traduit avec précision par Elie Vannier, rédacteur en chef à RTL et président d'Euro-American Communications, n'est pas un discours *ronronnant sur l'histoire* d'une carrière. Plutôt, le credo simple, agressif mais jamais incantatoire, sur les techniques et l'art de vendre un produit par les moyens les mieux appropriés.

Riche d'enseignement pour les professionnels, clair et plein de rebondissements pour le grand public. Seuls regrets : une jaquette très laide et une *mise en page* « *Mallet et Isaac* » bien trop triste pour un propos souvent joyeux.

O.S.

● Editions Dunod, 224 pages, 160 F.

Médias du Monde

Japon : du plus petit au plus grand

Les constructeurs japonais *viennent de présenter successivement* le plus petit et le plus grand écran de télévision du monde. Le record de la miniaturisation revient à Casio, dont le téléviseur *de poche, noir et blanc, mesure* 30,5 mm de haut sur 40,1 mm de large. Le modèle existe également en couleur, avec un écran de 38,4 mm sur 53,7 mm.

*Sony, pour sa part, a vu beau*coup plus grand. Son écran de télévision est fixé sur les flancs d'un immeuble de quatorze étages, à Tsukuba, à une cinquantaine de *kilomètres de Tokyo. Il est haut* de 25 mètres et large de 40. Constitué par 450 000 éléments lumineux, le Jumbotron doit être utilisé pour retransmettre des ac*tualités et des messages vidéo* lors d'une conférence scientifique internationale.

Crise à Radio-Canada

M. Pierre Juneau, président du CBC-Radio-Canada, a annoncé la suppression de mille cent cinquante postes au sein de la société publique de radio-télévision, qui emploie actuellement douze mille personnes. Les licenciements et les retraites anticipées toucheront surtout les emplois administratifs des réseaux anglo*phone et francophone* à Ottawa, Toronto et Montréal. Ils entraîneront, selon M. Juneau, une économie de 30 millions de dollars.

Mais pour obtenir les 75 millions de dollars de réduction imposés à son budget 1985 par le gouvernement fédéral, CBC-Radio-Canada va devoir pratiquer des coupes dans certains budgets d'émissions et renoncer à la programmation et à la réalisation de certains projets. La société a déjà annoncé qu'elle abandonnait le lancement de son service de télétexte, Iris.

Danemark : les ordinateurs sont les brouilleurs

En France, plusieurs radios locales ont été accusées de porter atteinte par la puissance de leurs émissions à la sécurité des communications et au bon fonctionnement de certains services publics. Au Danemark, un problème parallèle, quoique de nature un peu différente, commence à se poser sé*rieusement aux autorités. Il vient* des ordinateurs qui équipent les banques, les caisses d'épargne et certaines grandes firmes, ainsi que des innombrables microprocesseurs *et jeux vidéo qui sont en* train d'envahir les foyers privés.

Les patrouilles de police, les ambulanciers et les chauffeurs de taxi, en particulier, les rendent responsables des perturbations qui affectent de plus en plus souvent leurs communications radio. Il leur est, disent-ils, quasi impossible, *par exemple, de se faire en*tendre ou de capter des messages à certaines heures dans les quartiers urbains, notamment aux alentours des bars et des cafétérias qui offrent à leurs clients un éventail de machines électroniques. Il arrive aussi parfois que les signaux de télévision se trouvent aussi gênés par ces interférences. *« Nous avons été pris de court*, a déclaré à la presse M. Palle Larsen, inspecteur des télécommunications, *car il n'existe pas, à part la législation sur le bruit, de texte qui nous permette d'intervenir. »*

M. Palle Larsen estime qu'il *sera facile aux fabricants de modi*fier leurs appareils avant livraison, mais que le plus compliqué sera de contrôler les ordinateurs et autres installations qui ont déjà été *achetés.*

CAMILLE OLSEN.

Danemark : arrivée de Sky Channel

Sky Channel – la première chaîne européenne distribuée par satellite et lancée par le groupe de M. Rupert Murdoch – a étendu *sa zone de diffusion au Danemark.* Pour le moment, les programmes ne sont reçus que par quelques grands hôtels qui disposent sur leur toit d'antennes paraboliques installées *par les PTT danois.* Mais la chaîne britannique cherche à atteindre les antennes communautaires qui relient 55 % des foyers du pays.

Sky Channel, qui compte aujourd'hui une audience potentielle de 2,3 millions de foyers en Europe, augmentera sa programmation *à partir du 14 janvier pro*chain en passant à soixante-treize heures hebdomadaires. L'adjonction d'un programme d'informations sur télétexte diffusé lui permettra quelques mois plus tard de passer à seize heures d'émissions par jour.

Le sport coûte cher

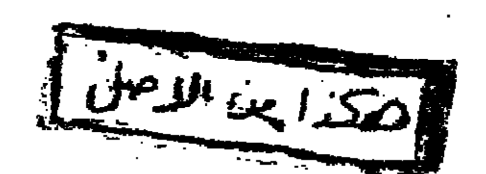
Réunis à Lausanne en colloque international, les représentants des télévisions et du Comité international olympique ont débattu du délicat mariage entre le sport et la télévision. Pour beaucoup de chaînes de télévision, en particulier européennes, les droits de retransmission des Jeux olympiques sont devenus prohibitifs. Il est vrai qu'ils sont passés de 1,2 millions de dollars en 1960, à Rome, à 287 milions de dollars pour les Jeux de Los Angeles, en 1984.

Rendant les télévisions américaines *responsables de cette si*tuation et *opposant leur caractère* commercial à celui de service public conservé par les télévisions européennes, M. Peter Radel, secrétaire général de la télévision *autrichienne, a ajouté : « L'Europe a le choix entre payer le prix fort ou se passer de certaines compétitions. »*

Pour Mme Monique Berlioux, du Comité international olympique, la hausse des droits de retransmission s'est accompagnée d'un élargissement de la diffu*sion* : 400 millions de téléspectateurs et vingt et un pays en 1960 ; 2,5 milliards de téléspectateurs appartenant à cent trente et un pays en 1984. *« Les droits payés, a-t-elle ajouté, ne représentent que 9 francs par habitant aux Etats-Unis et 90 centimes en Europe. »*







:ontent

Les maquis au-delà de la légende

Cent chefs de l'action clandestine se retrouvent quarante ans après.

LA deuxième guerre mondiale a vu triompher le couple char-avion, et naître la bombe atomique ; le camp victorieux a été celui qui a fabriqué les armes les plus nombreuses et les plus perfectionnées. Dans cet affrontement de machines, il n'y avait plus de place, apparemment, pour la guérilla, un type de combat réservé aux pauvres et aux faibles. Or, paradoxalement, jamais la guérilla, n'a connu une telle extension, même pas à l'époque napoléonienne. Elle s'est étendue à toute l'Europe occupée. En France, elle a été, hors les villes, l'affaire des « maquis » – un mot qui s'est maintenu parce qu'il exprime bien le double caractère d'une lutte menée dans un contexte naturel peu hospitalier et d'une rupture avec la légalité.

C'est que la guérilla a été rajeunie par deux innovations techniques : la radio et l'aviation. La radio, malgré l'absence fréquente d'électricité et de postes récepteurs, sortait le maquis de sa cécité et de son isolement intellectuel ; elle lui permettait de suivre l'évolution de la guerre, d'exprimer ses doléances et ses besoins, de recevoir conseils et directives – même si, parfois, elle a dramatisé certaines situation et provoqué d'inopportunes concentrations (1). L'aviation, par les parachutages d'armes, d'argent, d'instructeurs, de groupes d'encadrement, donnait au maquis les moyens pour engager ou pour reprendre le combat. La guérilla est donc une dimension essentielle de la deuxième guerre mondiale.

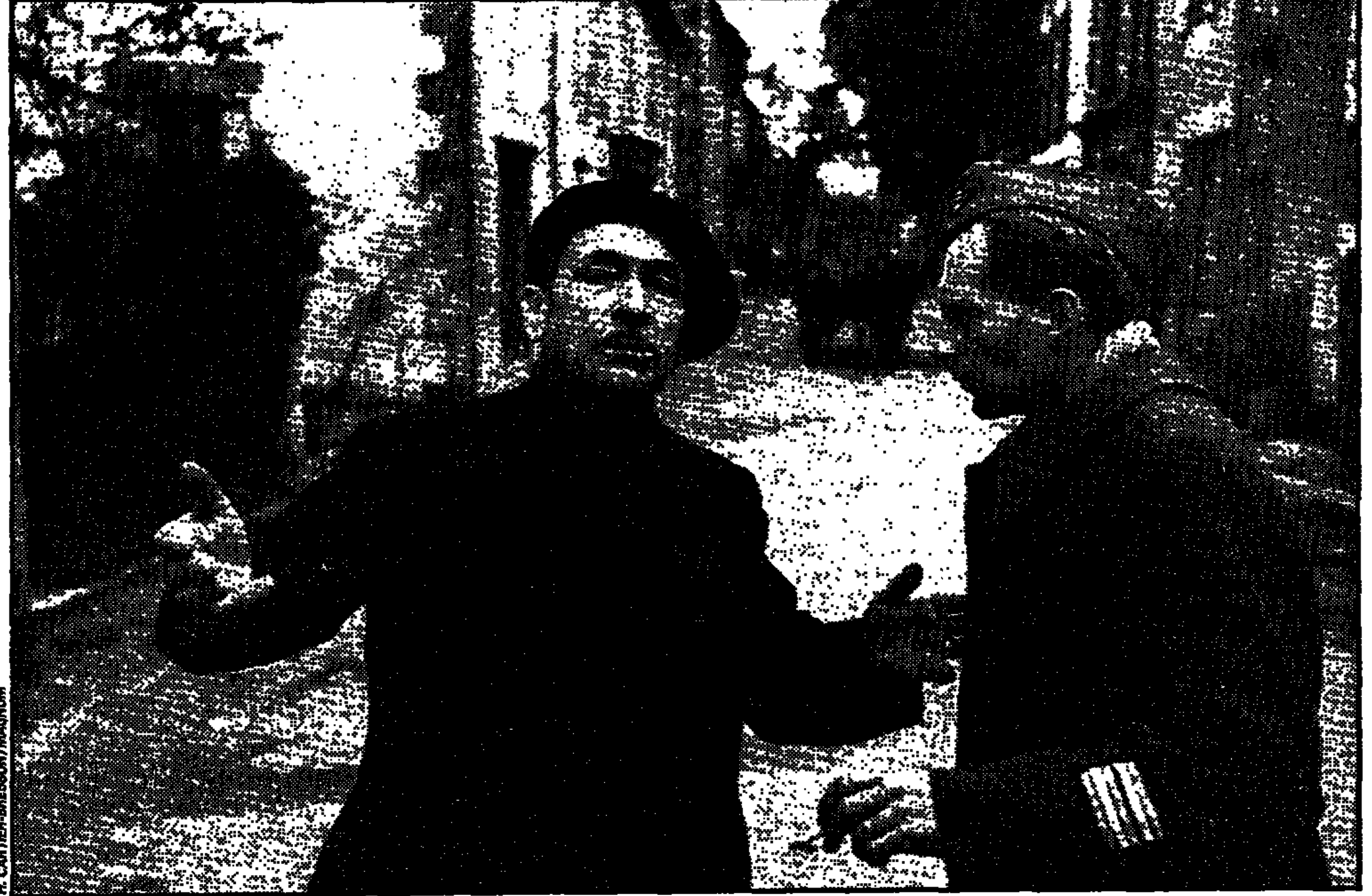
Aussi bien a-t-elle suscité des légendes tenaces – de glorification ou de réprobation – ainsi qu'une très abondante littérature. Il n'est pas exagéré, cependant, d'affirmer qu'elle est mal connue, et insuffisamment étudiée. Les études systématiques sont rares (2). C'est pourquoi l'Institut d'histoire des conflits contemporains (3) lance une vaste enquête, dans toute la France, avec des chercheurs parisiens et provinciaux, sur le type de celles menées à bien par le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale. C'est pourquoi, en coopération avec la Délégation à l'information historique du secrétariat d'Etat aux anciens combattants (4), il vient d'organiser à Paris un colloque, auquel ont participé une centaine de responsables des maquis, qui ont discuté une dizaine de communications présentées par des historiens éprouvés. Ce colloque a permis de préciser les objectifs et les résultats des maquis.

Ainsi ont été rappelées leur origine et leur place dans la Résistance ; ils n'ont pas été créés par celle-ci, qu'ils ont prise au dépourvu (communistes compris), mais par les exigences de l'occupant en main-d'œuvre. A leur naissance, se situent les réfractaires au Service du travail obligatoire, qui se sont cachés dans les montagnes et les campagnes. Il est revenu à la Résistance de les prendre en main, de les encadrer, de faire d'eux des combattants, alors qu'ils étaient un gibier traqué. La Résistance a créé des « services » à cet effet, mais elle n'a jamais réussi à coordonner et à diriger totalement les maquis, qui sont demeurés, pour la plupart, des unités semi-indépendantes, conservant une large marge d'initiative.

Mais, si le STO est à l'origine des maquis, il ne les a pas peuplés. Une enquête entreprise par le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, abandonnée après sa disparition (5), a montré que si le nombre des réfractaires au STO est allé en croissant, pour atteindre plus de 50 % des requis, la proportion des insoumis devenus des maquisards combattants n'a jamais dépassé 10 % (6). Les études ont montré la pluralité des origines des maquisards : résistants désireux de se battre, prisonniers de guerre évadés, personnes en danger, déserteurs de l'armée allemande, paysans (plus nombreux dans les maquis les plus récents) (7). Les maquisards étaient pour la plupart des jeunes de vingt à trente ans, ils venaient de toutes les régions de France et la moitié d'entre eux étaient des manuels, des ouvriers en majorité ; les autres, des étudiants, des fonctionnaires, des commerçants, des instituteurs, des cadres, etc.

Comment les maquis ont-ils été accueillis par la population ? La contradiction à surmonter était plus grave : ils se superposaient aux habitants de la région où ils s'implantaient, et ils ne pouvaient pas subsister sans leur concours et leur amitié. Ils imposaient leurs exigences en ravitaillement, en argent, et leur sanctions contre leurs ennemis ; en même temps, leurs actions exposaient la population à une brutale répression de l'occupant. La coexistence a donc oscillé entre une coopération active et un rejet se traduisant par des dénonciations. Les opérations les plus hardies des maquis, les plus dramatiques aussi, suscitaient ainsi, à la fois, enthousiasme et réprobation (8). Il reste que les maquis, après le STO, ont sensibilisé l'ensemble des Français, et qu'ils ont fait évoluer la Résistance, de l'action de minorités vers une plus large participation populaire, notamment par l'instauration de « zones libérées » (9), où s'installait l'autorité de la Résistance.

Que pensaient les maquisards ? Il semble que leurs différences religieuses et sociales n'ont guère joué de rôle, ni même les appartenances politiques. Certes, il existait trois groupements séparés et rivaux de maquis : l'Armée secrète (gaulliste), les FTP (à direction communiste), l'Organisation de résistance de l'armée (giraudiste à ses débuts). Leurs dirigeants divergeaient sur : l'engagement des maquis, leur subordination au général de Gaulle, le comportement à adopter à la Libération, le régime politico-économico-social de la France libérée. Mais les maquisards de la base ignoraient ces divergences ; certains de leur chefs revendiquaient même plusieurs appartenances, dans l'espoir d'être mieux pourvus ; quand il leur est arrivé de changer de camp, leurs troupes les ont suivis. L'inspiration du maquisard de la base était « gaulliste », dans la double volonté de chasser l'occupant et de recouvrer les libertés individuelles.


H. CARTIER-BRESSON/MAGNUM

Un chef de la Résistance de Dordogne parlant à un officier FFI en 1945.

Les conflits de doctrine sur l'engagement des maquis ont été vifs pendant la guerre et plus encore après, opposant « l'attentisme » des uns à « l'action immédiate » des autres. Sur ce point aussi, le débat se situait plus au sommet de la Résistance qu'à la base. En fait, aucune action ne pouvait être engagée tant que le minimum des moyens nécessaires n'était pas réuni, ce qui imposait à tous les maquis un « attentisme » initial ; par contre, une fois muni des moyens d'action suffisants, aucun maquis ne pouvait demeurer longtemps inactif, n'était-ce que pour répondre aux attaques ennemies.

Ce qui est certain, c'est que le conflit portant sur la tactique se posait avec un arrière-fond politique d'hypothèses de prise du pouvoir. Ce qui est certain, c'est que l'expérience des gros « maquis mobilisateurs » ou des « réduits », s'est révélée tragiquement erronée partout où elle a été tentée (Glières, Vercors ou mont Mouchet).

Les relations entre les Alliés (France libre comprise) et les maquis étaient capitales ; ceux-ci étaient condamnés à disparaître si une aide extérieure cessait de leur parvenir. Or, les Alliés et la France libre ont été aussi surpris par le phénomène que la clandestinité, et plus méfiants qu'elle à son égard, tant ils redoutaient des opérations hasardeuses, et une situation anarchique plus gênante qu'utile.

Il ne fait guère de doute que les maquis auraient pu jouer un rôle plus important si on les avait mieux compris au-dehors ; en particulier, ils représentaient, pour les Américains, le contraire de leur conception de la guerre. Aussi leur aide a-t-elle été tardive et parfois maladroite, un parachutage de jour par quelques forteresses volantes amenait l'ennemi presque aussitôt sur le terrain.


PUBLIFOTO/VIVA

Deux problèmes principaux se posent, pour les maquis, au sujet de leur commandement et de leurs structures. Les maquisards étaient des volontaires ; ils demeuraient des citoyens ; or, pour devenir une unité cohérente et combative, ils devaient être commandés et encadrés. Qui devenait chef de maquis ? Comment ?

On est ainsi amené à étudier les relations des maquis avec les officiers d'active (sans formation préalable, mais pouvant s'adapter (10), les officiers de réserve (souvent des instituteurs pacifistes avant la guerre) et la gendarmerie (lorsque les gendarmes passaient en nombre au maquis, l'encadrement et l'instruction étaient grandement facilités). Sans oublier les Chantiers de la jeunesse, dont le départ en Allemagne a été irréparable.

D'autre part, tout maquis important devait se doter de structures adéquates – ce qui conduit à étudier ses relations avec l'administration régulière (secrétaires de mairie, PTT, ravitaillement général) et la mise en place de services parallèles et clandestins, par exemple pour assurer le financement (emprunts, bons, impositions, etc., etc.).

L'étude la plus difficile à mener à bien est toutefois la mesure de l'action et de l'efficacité des maquis. Les étalons utilisés pour les armées régulières n'ont plus cours : ils ne conquièrent pas de terrain, ils ne font pas de prisonniers ; ils ne mettent pas l'ennemi en déroute. Leurs effectifs sont fluctuants ; les « mobilisations » du 6 juin et du 15 août 1944 amènent une cohue d'hommes désarmés. Le maquis le plus efficace n'est pas le plus nombreux, mais le mieux armé, le mieux entraîné, le plus mobile. La comptabilisation des opérations (sabotages, attentats, accrochages, pertes imposées à l'adversaire, et pertes subies) est indispensable, mais insuffisante (11). Il reste à mesurer l'effet produit sur l'ennemi, la peur du « terroriste » qu'il engendre, et la contagion de désertions qu'il provoque – à la limite, on pourrait presque dire que le maquis le plus redouté serait une sorte d'« Arlésienne », que tout le monde attend et qui ne se montre pas. Lawrence définissait la guerre clandestine comme *« une influence, une idée, intouchable, se répandant comme un gaz »*. Et aussi l'effet sur la population ; en particulier, il a contribué à détruire l'image protectrice du régime de Vichy, en lui conférant celle d'une force de plus en plus policière ; il a aussi affaibli assez la volonté des administrateurs du régime pour qu'aucun n'ait pensé pouvoir se maintenir en place à la Libération. Lénine avait souligné que la guérilla *« révèle la faiblesse des gouvernements, dévoile des pourritures internes »*. Mais, au regard de ces acquis, il importe de placer les grandes pertes humaines et matérielles que provoque la guérilla partout où elle est pratiquée.

Tout un programme de travail est en train de se dégager, après le colloque, à l'Institut d'histoire des conflits contemporains. Il doit se traduire d'abord par l'envoi de questionnaires et la collecte d'archives ; puis par des monographies de maquis ; et,enfin, par des synthèses régionales. Déjà s'esquisse son élargissement à toute l'Europe, puisque le bureau du Comité international d'histoire de la deuxième guerre mondiale (12) en a admis le principe. En France, les maquisards étaient les obscurs, les sans grade, les tâcherons de l'action clandestine, mais aussi sa chair et son sang. Leur étude a été un peu négligée jusqu'ici. Il était temps de rendre l'hommage qui lui est dû à cette Résistance profonde.

HENRI MICHEL.

---

(1) J.C. Cremieux-Brilhac, « La bataille des Glières et la guerre psychologique », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 99, juillet 1975 ; Henri Michel, *la Guerre de l'ombre*, Grasset, 1969.

(2) Cf. dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* les numéros 49 (janvier 1963) et 55 (juillet 1964), ce dernier consacré aux « Maquis dans la libération de la France ».

(3) *Hôtel national des Invalides*, Escalier M, 3ᵉ étage.

(4) 37, rue de Bellechasse, 75007 Paris.

(5) *Sur ce point, je dois rappeler que* le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, organisme interministériel sans précédent, n'a pas de successeur, mais des héritiers ; ses avoirs et ses tâches ont été partagés.

(6) Fr. Marcot, « Enquête sur les maquis », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale et des conflits contemporains*, octobre 1983.

(7) Y. Perotin, « Origines et tendances d'un groupe de maquisards », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 99, 1975.

(8) P. Laborie, *« Résistants, Vichyssois, et les autres »*, CNRS, Toulouse 1980.

(9) E. Martres, « La République de Mauriac », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 99, 1975.

(10) Cf. Capitaine Poitau, « Guérilla en montagne », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* nº 49, 1963.

(11) La chronologie de la Résistance, entreprise par le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, a permis la rédaction de cent cinquante mille fiches, qui se trouvent dans les Archives départementales.

(12) Il groupe les historiens de trente-sept pays.

UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS

France Culture — Le Monde

A-t-on vaincu la stérilité ?

« Passage du témoin » de Daniel Sibony à René Frydman.

LES progrès de la biologie, et notamment des méthodes de fécondation artificielle, posent aujourd'hui aux médecins et, à travers eux, à la société tout entière de graves problèmes moraux, dont débat, en particulier, le Comité national d'éthique récemment mis en place sous la présidence du professeur Jean Bernard.

Pour mieux comprendre ces questions, qui touchent à la vie personnelle de chacun, à la stérilité et au désir d'enfant, aux relations familiales, le professeur René Frydman, l'un des pionniers français en ce domaine, s'entretient cette semaine avec un psychanalyste, Daniel Sibony, et la semaine prochaine avec un ethnologue, Suzanne Lallemand, proposant ainsi deux approches – parmi d'autres – d'une réalité complexe.

T. F.

D. Sibony. – Le hasard fait sans doute bien les choses puisque, après avoir parlé de création la semaine dernière, nous parlerons aujourd'hui de procréation... J'aimerais vous demander ce que représente pour vous, au fil de votre expérience, la stérilité. Qu'apporte la diversité des moyens d'y remédier, parmi lesquels s'inscrit celui auquel votre nom a été associé, la fécondation *in vitro ?* Comment expliquez-vous le retard de la France dans la maîtrise de cette technique ? Faut-il le rapporter à la circulation même du savoir ou à des questions de savoir-faire ? Chaque équipe de chercheurs doit-elle tout réapprendre ou bénéficie-t-elle de l'avance prise par d'autres équipes ?

R. Frydman. – Il y a quelques années, nous étions encore au tout début de ces recherches dans l'inconnu. Avant que le savoir puisse circuler, il fallait au moins une volonté d'aller en ce sens. Si l'on parle aujourd'hui de la fécondation *in vitro* dans la presse, dans les manuels scolaires même, n'oublions pas qu'elle fut longtemps jugée par des pairs comme une aventure à ne pas tenter. Hormis l'équipe anglaise des docteurs Steptoe et Edwards, seuls quelques chercheurs s'y intéressaient. Les premiers pas furent accomplis dans une semi-clandestinité, à partir des seules connaissances acquises par les expériences pratiquées sur les animaux.

» Dès lors qu'il y eut un acquis, il fut diffusé, selon les lois propres au milieu scientifique, c'est-à-dire d'abord par la voie des publications. Et depuis la naissance d'Amandine, en février 1982, premier enfant conçu *in vitro* en France, quarante centres travaillent dans ce domaine.

D. Sibony. – Mais au *niveau mondial*, comment expliquer le retard de certains pays par rapport à d'autres ?

R. Frydman. – Une fois les connaissances élémentaires maîtrisées, la diffusion est rapide, comme en témoigne l'exemple de la France. Notre retard par rapport aux travaux des équipes anglaise et australienne s'explique en grande partie par les parts de hasard et d'inconnu qui subsistent en biologie. Nous sommes loin d'une science exacte : nous ne comprenons toujours pas pourquoi, avec les mêmes gestes, les mêmes techniques, les taux de succès peuvent varier d'un mois sur l'autre de 20 % à 5 %.

D. Sibony. – Quatre ans séparent la naissance de Louise Brown, obtenue par l'équipe anglaise, et celle d'Amandine. Qu'est-ce qui a fait, durant ce temps, obstacle à la transmission des savoirs et des savoir-faire ?

R. Frydman. – L'équipe anglaise gardait jalousement son « secret », il était important pour elle d'être la première ; l'histoire de la reproduction ne retiendra en effet qu'une date, celle de la naissance de Louise Brown.

D. Sibony. – Pur narcissisme de chercheurs, alors... ?

R. Frydman. – Oui, nous avons commencé nos travaux sans pouvoir bénéficier de l'expérience des autres...

D. Sibony. – Tout au long de vos expériences, avez-vous repéré des effets singuliers tels que résistances, manifestations plus ou moins irrationnelles..., tant de la part des médecins que des sujets, depuis que l'on maîtrise ce moyen, parmi d'autres, de remédier à la stérilité ?

R. Frydman. – On assiste aujourd'hui à la disparition du merveilleux qui entourait ces premières naissances. Les équipes médicales poursuivent une réflexion de plus en plus détachée des problèmes du couple, problèmes techniques de congélation, de dépassement de la mortalité... Les couples, pour leur part, font appel à cette méthode comme à une autre, sans bien percevoir, je crois, sa particularité et les perspectives qu'elle offre.

D. Sibony. – Là où l'on peut avoir le sentiment de dépasser la mort, d'aller au-delà d'elle, droit vers la vie, j'ai le sentiment inverse que l'on tombe sinon dans la mort, du moins dans le morbide.

» J'amenai un jour une de mes patientes qui envisageait une fécondation par du sperme de son conjoint décédé à s'interroger, au-delà de la pratique médicale tout à fait maîtrisée, sur le statut de ce père mort. Il n'est pas besoin d'être spécialiste de Freud pour savoir que le père, dans la procréation et la *transmission* symbolique, n'intervient qu'en retrait. Quand on peut surmonter son retrait *réel* et que la procréation devient réellement saisissable, il plane, à mon sentiment, comme un rayonnement de mort. Partagez-vous ce sentiment ou s'agit-il d'un pur fantasme ?

R. Frydman. – Je ressens cette impression, à une échelle plus large même. Les sociétés européennes, peut-être en train de s'effondrer, de courir vers leur mort, se tournent pour cette raison même vers l'enfant à venir, réparateur, porteur d'espoir, paré de toutes les vertus, et le portent aux nues. Or ce vœu d'avoir un enfant à tout prix, qu'une panoplie incroyable de moyens permettent aujourd'hui d'exaucer, renvoie pour moi à une sorte de morbidité. Je suis particulièrement sensible à cette contradiction, disons, entre l'individuel et le collectif, entre l'enfant et la mort. Les couples stériles qui refusent d'adopter un enfant mais en veulent un à tout prix n'ignorent pas qu'il est dans le tiers-monde une pléthore d'enfants dont on ne peut même pas assurer la survie.

» Sur un plan plus individuel, il nous faut chaque fois nous préparer, ainsi que le couple, à des taux d'échec qui avoisinent les 85 %. On voit aussi, paradoxalement, des couples qui, en cas de succès de l'opération, nient ensuite la grossesse. Des femmes se conduisent alors comme aucune femme enceinte ne le ferait. On découvre parfois une absence d'écoute de l'enfant là où logiquement on l'attendait démultipliée...

» A cette attitude négatrice, une raison, je crois : le réel n'est jamais facile à soutenir, l'enfant doit être « adopté ». C'est le terme qu'on emploie le plus souvent.

D. Sibony. – Terminologie intéressante... On refuse d'adopter des enfants adoptables pour s'engager dans



ISABELLE WATERNAUX

Le professeur René Frydman, né en 1943, dirige, à l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart, l'équipe qui, pour la première fois en France, a obtenu la naissance, en février 1982, d'un bébé conçu *in vitro*.

l'aventure d'adopter le sien propre.

R. Frydman. – Chaque couple a toujours à adopter son enfant, même s'il n'a pas été conçu *in vitro*. Tant la rencontre est difficile entre l'enfant imaginé avant et pendant la grossesse, lourd de tous les désirs, et l'enfant réel que l'on voit naître.

D. Sibony. – J'invoquerais là mon expérience personnelle ; chaque fois que j'ai eu un enfant, je l'ai toujours, d'instinct, senti comme un étranger, arrivant d'une tribu lointaine avec un langage inconnu de moi et avec qui j'essaierais d'établir un contact. Connaissance et interpellation mutuelle plutôt qu'adoption. Cette expérience avec des enfants « normaux » m'a au moins autant appris que celle que j'ai eue en thérapie avec des enfants psychotiques qui nous interpellent souvent au plus près de notre corps et de notre rapport à la langue.

» S'agissant des « conduites d'échec » de certains couples que nous avez évoquées, elles renvoient, à mon avis, à une perte toujours à réinscrire. Démentie par l'exploit technique, il faut la retrouver ailleurs. Pour que l'enfant arrive comme un cadeau, don du ciel ou du désir... Cette dernière dimension me paraît fondamentale.

R. Frydman. – C'est comme si, quand l'enfant est enfin là, qu'il n'est plus besoin de technologie, on laissait la « bonne nature » reprendre ses droits...

D. Sibony. – La femme ne prend-elle pas alors la nature, dont elle n'a pas bénéficié pour la conception, comme prétexte pour laisser parler son désir un peu confus d'avoir un enfant ?

» J'ai souvent pensé qu'un couple stérile était celui pour lequel l'enfant était réellement inconcevable, qui n'en achevait jamais la conception. Ce couple porte alors devant le médecin son désir d'enfant, souvent exténué, qu'il lui demande de faire passer dans le réel. Percevez-vous ces demandes plutôt comme l'injonction de faire un enfant à tout prix ou comme un désir très affaibli que l'on engage dans une ultime aventure ?

R. Frydman. – C'est bien entendu la deuxième hypothèse. Il nous appartient de donner réalité à ce désir d'enfant : le couple s'en remet à nos mains, en fait s'en remet à l'autre dont il va faire dépendre l'issue de l'opération...

D. Sibony. – Il y a passage par l'autre.

R. Frydman. – Ce qui différencie fondamentalement la fécondation *in vitro* de la microchirurgie des trompes ou des traitements chimiques de *l'ovulation*, c'est que tout se passe en dehors de la personne, hors de toute relation humaine, de toute sexualité. Il incombe seulement à l'équipe médicale de ne pas faillir, d'où le fardeau qui pèse sur elle. D'autant que, malgré les progrès fabuleux de nos connaissances, la fécondation reste un mystère. Nos découvertes n'ont fait que déplacer la part d'inconnu.

D. Sibony. – Le désir d'enfant du couple reste opaque pour l'équipe médicale...

R. Frydman. – Il nous faut, nous, accepter le désir comme existant et mener nos recherches en aval, même si beaucoup de conduites, à l'évidence, trahissent la négation de ce désir.

D. Sibony. – Il ne s'agit pas de savoir si le couple désire vraiment un enfant. J'ai connu beaucoup de patientes, d'excellente formation intellectuelle, thérapeutes même parfois, qui se morfondaient des mois, des années, d'être stériles alors qu'elles continuaient à prendre régulièrement la pilule. La véritable question serait plutôt : y a-t-il du désir pour un enfant, y a-t-il comme une force, un appel pour le faire s'inscrire dans le réel ?

» Pour la femme se pose la question de comment devenir mère sans faire disparaître sa propre mère. Beaucoup de femmes stériles cessent de l'être à la mort de leur mère.

T. Ferenczi. – Plus besoin alors de chirurgiens ni de biologistes...

D. Sibony. – Pourquoi pas, si ces médecins, qui assurent le passage par le réel, ont valeur symbolique pour la patiente ? C'est pourquoi il ne faut pas exclure l'aspect technique...

R. Frydman. – Non plus que l'aspect symbolique : beaucoup de patientes inscrites sur les listes de fécondation *in vitro* tombent enceintes. D'où la nécessité de la modestie pour les équipes médicales...

T. Ferenczi. – Les problèmes d'éthique sont-ils présents dans l'esprit des biologistes, et sous quelles formes ?

R. Frydman. – Ils le sont éminemment. En effet, la fécondation *in vitro* n'est que la partie apparente de l'iceberg. Des perspectives comme le mélange dans le temps des gamètes sont autorisées. Nul doute qu'on parviendra à maîtriser cette technique...

» Il ne faut pas, à mon avis, mettre sur le même plan des problèmes d'ordre strictement scientifique et des problèmes qui, comme celui des mères porteuses, n'ont pas grand-chose à voir ni avec la technique ni avec la médecine.

» Alors que ses progrès continuels font se rompre les limites scientifiques de l'impossible, la médecine doit poser des barrières éthiques. Jusqu'où peut aller la gynécologie, médecine qui a si fortement affaire au désir, dans sa débâcle ? Deviendra-t-elle libre-service où l'on choisira son enfant avec tous ses caractères comme un produit quelconque ? Aussi devons-nous réagir et faire s'instaurer un large débat, hors de la communauté médicale également, incluant des considérations déontologiques et éthiques.

D. Sibony. – Un humoriste a dit : *« Ma mère a fait exprès de me mettre au monde »*, comme si elle avait essayé de posséder totalement sa procréation. Or le lot quotidien de l'homme semble bien être que sa procréation lui échappe toujours en partie, qu'il recoure ou non aux techniques de fécondation artificielle. La nécessité d'en passer par l'autre, biologiste, sorcier de village, Dieu ou inconscient..., atteste bien qu'en la matière l'homme a besoin d'inscrire quelque part son non-savoir, les parts de mystère et d'inconnu qui subsistent.

» Enfin, s'agissant des mères porteuses, je rappellerai qu'il y en a une dans la Bible. Sara dit à son époux : *« Puisque Dieu m'a exclue de la fécondation* [c'est reconnaître l'absence de désir d'enfant], *prends ma servante afin que par elle je me construise. »* Il y a loin de ce discours symbolique au discours technique actuel sur le désir, dont le crétinisme croissant me frappe particulièrement.

R. Frydman. – Dans cette tribu, où vivent ensemble maîtresses et servantes, il y a mise en commun de la contribution des femmes pour faire un enfant – même si plus tard Sara chassera Agar, ce que lui permet l'organisation des rapports sociaux. On est loin dans cette communauté familiale de la technologie actuelle où le gamète devient un objet qu'on achète et où règne un anonymat strict et froid. Faut-il d'ailleurs préserver à tout prix cet anonymat quand on recourt à un élément étranger dans la procréation ?

» Au moment où, dans nos sociétés, les couples refusent la stérilité autant que des alternatives comme l'adoption ou le parrainage, procédures d'ailleurs souvent rendues difficiles, et revendiquent le droit d'avoir un enfant apparemment bien à eux, ils recourent à un élément étranger *anonyme*. Mais où peuvent mener cette dépersonnalisation, cette absence de père ou de mère symbolique ?

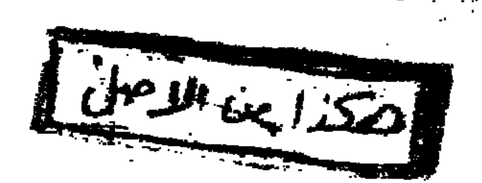
D. Sibony. – Tout comme l'homme inscrit toujours dans sa *procréation* la part qui lui échappe, l'enfant lui-même trouve toujours moyen de montrer à ses parents qu'il n'est pas totalement leur enfant. S'il en allait autrement, il courrait d'ailleurs un grave danger.

» Beaucoup se tournent aujourd'hui vers la science comme vers une instance qui devrait prendre le relais de la dimension symbolique et du désir quand il fait question, les supplanter. Peu à peu disparaissent toutes les surprises symboliques – heureusement il en reste... – parce que les gens, répondant à une offre ou à une demande de la science, croient échapper aux méandres des désirs confus et être enfin au clair. Les enfants pourraient payer le prix de cette illusion dangereuse. Peut-être le salut viendra-t-il d'eux, quand ils se rendront compte qu'ils ne sont pas les enfants de cet univers. »

France-Culture, samedi 29 décembre, à 19 h 15 : Daniel Sibony-René Frydman (rediffusion le mercredi 2 janvier, à 14 h 30).

Samedi 5 janvier, à 19 h 15 : René Frydman-Suzanne Lallemand (rediffusion le mercredi 9 janvier, à 14 h 30).







Voyage d'adieu

par Mario Luzi

LA voiture se mit en marche et atteignit aussitôt la vitesse juste, montant la route escarpée, battue mais non recouverte d'asphalte. Je me retournai *pour* jeter un dernier coup d'œil au village de Scanno et tout de suite après je la regardai elle qui conduisait, le visage tiré et presque hautain.

« C'est fini, naturellement, pense-t-elle », me disais-je en moi-même tandis que je suivais les mouvements précis, mais d'une énergie *inhabituelle*, de son pied et de sa main sur le levier de vitesses.

Jusqu'ici, c'était la même *route sur* laquelle, *presque* chaque soir, nous allions nous promener avant les dîners silencieux à l'hôtel durant lesquels, entre les rares mots, on percevait le cours des pensées en l'un comme en l'autre, en chacun de nous pour son propre compte, dans des directions réciproquement inconnues, mais dans ce même rythme tranquille et profond. L'accoutumance nous avait unis, d'abord *par inadvertance puis tacitement*, chacun de nous pensant à l'autre, charmés tous deux au fur et à mesure dans la pensée subtile et fixe de cette communauté naissante, qui pour cela devenait toujours plus profonde. L'entente s'était développée ainsi sans aucun mot ni aucun acte extérieur jusqu'à cette heure qui, même si elle était l'heure de notre départ et de la séparation imminente, était une heure parmi les autres de notre existence.

« C'est fini, naturellement, comme le veut l'ordre des choses, *pense-t-elle* », me disais-je en moi-même tandis que je la regardais manœuvrer tranquillement le volant, mais avec une impériosité inhabituelle, gravissant les tournants de la montagne nue.

L'impression la plus nette était qu'à chaque virage, d'un instant à l'autre, les fils de notre existence qui s'étaient emmêlés de façon si sensible se dévidaient, tandis que les voitures que nous croisions allaient peut-être entrelacer d'autres fils qui également se dénoueraient.

Elle éprouve de la douleur, sans aucun doute, mais c'est une douleur désormais acceptée observais-je, continuant à ne *pas perdre* de vue l'amertume contenue et l'énergie de son visage attentif à la route et à la marche.

Après le col, la route à présent descendait brusquement par des virages serrés au milieu de solitudes pierreuses, jusqu'à un vaste haut-plateau, ouvert sur la vue d'autres sommets violets dans le lointain.

Ni les rares parcs à brebis éparpillés sur l'étendue de l'herbe, ni le faible signe des ntiers, ni les troupeaux immobiles tels des amas de pierres sous la lumière fixe et raréfiée par le *grand* espace ne rompaient le calme irréel.

« *Nous ne sommes jamais venus ici. Nous pourrions nous arrêter un peu* », — lui dis-je. Elle répondit d'un sourire pénible dont le sens était clair : inutile de retarder la course qui déroule, une aiguillée après l'autre, l'affectueux enchevêtrement. Il est bien que ce qui doit arriver arrive sans autre retard.

L'immense pâturage avec ses troupeaux et ses bergers immobiles défila sur toute sa longueur interminable et désormais la voiture, descendue sur la route nationale, rasait le parc des Abruzzes puis les reflets éblouissants du bassin de Barrea et, dépassé la digue, attaquait les durs virages parmi les rochers roux et déserts.

« Au bout de cette route, ce sera comme si rien n'était jamais arrivé, *pense-t-elle* », me disais-je en moi-même, et je la regardais tantôt dominer, tantôt défier avec un fier maintien l'évidente et inévitable difficulté de l'épilogue.

La marche continuait, uniforme, montant et descendant les tournants nus, et le ronronnement du moteur commençait à prendre le dessus sur toute autre sensation ou pensée. On descendait lentement à Alfadena amoncelée dans un étranglement de la *vallée* sur les pentes du Sangro et, dépassé le pont, on revenait sur une ligne droite au milieu d'un haut plateau vaste et vert, dans le bleu foncé des montagnes.

Le paysage tendre et solennel me rassura et me secoua. Je pensais à notre brève histoire, au léger et profond cumul d'affections et d'habitudes qui s'était formé simplement — comme était simple chacun de nous quand il suivait son modeste destin et qu'il occupait sa modeste place dans le monde, — et qui maintenant se dissipait avec la même simplicité virage après virage dans cette course parmi les montagnes des Abruzzes.

« C'est dans l'ordre des choses, pense-t-elle, elle aussi », me disais-je et dans cet univers j'éprouvais peut-être plus que jamais une profonde harmonie. A l'intérieur de la voiture qui roulait dans la lumière intense des montagnes des Abruzzes, silencieux et à peine assourdis par le ronronnement du moteur, nous étions de nouveau unis dans l'accord de nos pensées, concentrées désormais sur la légèreté et la délicatesse de nos destins.

La route, une fois dépassé Castel-di-Sangro, commençait à remonter vers Roccaraso par des virages raides sur des pentes boisées. Je la regardais, *le visage désormais plus détendu*, manœuvrer avec son habituelle douceur dans les carrefours et les dépassements.

« *Nous ne nous arrêterons pas pour boire quelque chose ?* lui dis-je.

— *D'accord* », répondit-elle, et elle sourit.

La voiture s'arrêta dans la rue centrale, nous descendîmes en jetant nos tricots sur nos épaules.

« *Il fait frais, on ne dirait plus que c'est l'été.*

— *Nous boirons quelque chose de fort pour nous réchauffer.*

— *A quoi trinquerons-nous ?* lui demandai-je en lui tendant son verre depuis le comptoir. *Aux jours passés ou à notre avenir ?*

— *Ni au passé ni à l'avenir. A nous deux tels que nous sommes* », dit-elle, approchant son verre du mien. Nous rentrâmes dans la voiture, et la route commença à descendre vers la plaine des Cinq-Mille. On frôla Rivisondoli agrippé à sa colline, une maison au-dessus de l'autre jusqu'à l'église et au clocher, en face du plateau vert et désert. Le jour commençait à décliner, et la lumière brisée sur les pics envoyait des reflets sur le pare-brise tandis que nous roulions clairs et sereins à travers le pâturage.

Ce n'était rien de ce qui nous appartenait, pensais-je, ni une erreur de nous ni notre manque *de pitié, qui attentait à notre* brève communauté ; c'était toute la vie que nous avions derrière et devant nous, et elle n'était pas entrée ni ne pouvait être contenue dans le petit cercle ; et pourtant, c'était cette vie-là qui avait permis la formation à partir de l'infini possi*ble de ce* doux enchevêtrement, qui désormais se dévidait une aiguillée après l'autre ; vers elle maintenant nous descendions fidèles.

A présent, la voiture roulait presque vers Lama-dei-Peligni, descendait les tournants de la montagne jusqu'à Casoli et, les phares désormais allumés, se dirigeait vers Lanciano.

« *A quelle heure est ton train ?* me demanda-t-elle.

— *A huit heures*, répondis-je.

— *Nous arriverons juste à temps.* »

Toscane

LE 18 septembre 1943, je dus m'arrêter quelques heures à Montevarchi. En réalité, je n'avais rien à faire. Je parcourus plusieurs fois dans toute sa longueur la *rue marchande, pleine de* magasins et de débits, puis les autres rues parallèles pleines, elles aussi, de comptoirs, de dépôts et d'écuries. J'étais extraordinairement triste, sombre et désenchanté, je ne parvenais pas à me sentir en harmonie avec la terre. Je déviai vers la banlieue où la ville s'estompe et où surgissent dans la première campagne les cheminées et les entrepôts des usines. Mais aucune surprise dans tout cela : encore ce ciel vague qui brouillait les limites incertaines de la ville, par moments frappé d'un siffle*ment ou du souffle de* vapeur d'une tour blindée.

Je marchais lentement : j'étais encore moi-même, et pourtant un être absolument sourd, sans antécédents, sans échos provenant du reste de ma vie. Enseveli dans ma pesanteur, dans mon ennui, informes et bruts, je longeais de gros entrepôts et des décharges, et je pensais au travail de l'homme — comme il est désert et souterrain, et combien nulle chose concrète et visible ne *couronne son geste. Je mar*chais lentement et courbé, comme c'est mon habitude les mauvais jours ; j'étais encore moi-même, un être distinct et particulier, et pourtant n'importe quel autre homme de la terre eût pu en cet instant endosser mon nom et mon *effroi. Suivant la rue qui borde* la voie ferrée, je parvins à la gare.

Il était encore trop tôt pour le train de Florence. Je commençai à faire les cent pas sur le quai ; je découvris combien étaient impersonnels le chagrin et l'angoisse qui pesaient sur moi et combien impersonnelle aussi la manière que j'avais de les subir. Ni la douleur ni le rythme habituel de mon âme ne donnaient le moindre relief à ce que je ressentais. J'étais un homme ordinaire, sans identité, un petit homme triste dans Montevarchi, en qui s'était produite une blessure inintelligible et néanmoins provoquée par ce fait d'être un homme ordinaire parmi tous les hommes ordinaires de la terre.

Le train arriva enfin. En montant, j'éprouvai à la fois un certain soulagement et une lourde fatigue. Je m'assis dans un compartiment où se trouvaient quatre autres personnes. Aussitôt j'appuyai *ma nuque* contre le dossier et fermai les yeux. J'avais perdu la notion de mes contours, je ne parvenais plus à sentir ni à imaginer mon corps. Le train se mit en marche et tout de suite se dégagea des haies de maisons en direction de la campagne ; bien que *j'eusse les paupières baissées*, je comprenais que son vacarme se répercutait dans la verdure et l'air libre. Deux hommes parlaient dans le compartiment, l'un en face de l'autre.

« *Notre vieux monde latin*, disait l'un.

— *Notre vieux monde latin* », reprenait l'autre, et il continuait en pleurant sa vieille terre détruite.

« Notre vieux monde latin », pensai-je, et *moi aussi* je commençai vaguement à réfléchir sur ces mots. Je rouvris les yeux : le train serpentait à vive allure entre les collines bleues, la lumière était extraordinairement liquide et vibrait, on rencontrait puis perdait l'Arno. « Notre vieux monde latin », pensais-je. Alors, pour la première fois, je pris conscience de la femme assise en face de moi, dans le sens de la marche, immobile, le regard fixé sur le paysage qui défilait. C'était une femme sans beauté, au teint fatigué, aux mains lourdes et plates. Je perçus *avant toute autre chose* le silence qui l'entourait et qui n'était pas naturel.

Je commençai à la regarder attentivement, et, tout de suite, quelque chose se mit à remonter en moi, quelque chose de mien et d'ancien qui, graduellement, au milieu d'un silence *infini, me rapprochait* d'elle, et avec elle de la terre et du soleil. Je savais que je connaissais cette femme, et je sentis le silence qui l'entourait s'étendre en moi et autour de moi, grandissant démesurément comme une chose bien connue. Je ne parvenais pourtant pas à l'identifier, *bien que sa force lointaine* m'eût déjà poussé en profondeur sur sa trace et sur la mienne. Enfin, je me déplaçai légèrement pour pouvoir la regarder dans la vitre et dans le reflet du paysage. Alors je la reconnus. Je l'avais vue debout, vêtue d'un manteau, près de la reine de Saba, *là où celle-ci* adore à genoux le chevalet de bois sur la fresque de Piero à Arezzo.

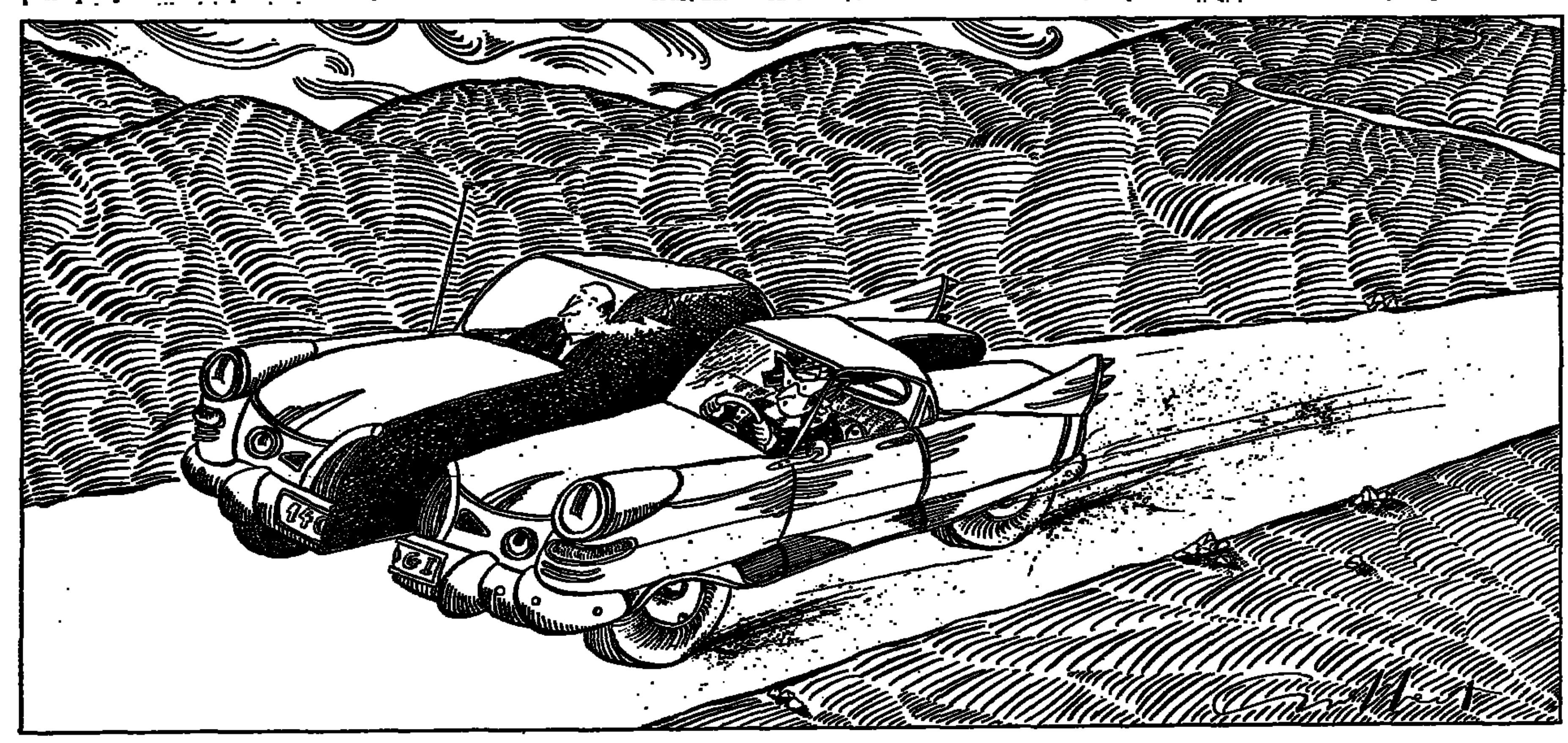
C'était elle, et elle n'avait pas changé. Je continuai à la regarder avec intensité, mais désormais presque naturellement. Les deux hommes parlaient encore de notre vieux monde latin et de notre vieille patrie détruite. Le train filait à toute allure et chantait dans l'air céleste entre les collines de l'Arno.

« Notre vieux monde *latin* », recommençai-je à penser.

La femme restait immobile, les yeux tournés vers l'exté*rieur ; aucun changement ne* paraissait survenir en elle depuis des siècles et des siècles. Désormais mon angoisse était totalement dissipée et, tranquille et absorbé, je regardais cette femme. C'était elle, et elle n'avait pas changé : ce n'était pas une femme belle, son teint était fané, *illuminé* seulement de l'intérieur. Peu à peu, je la vis rougir. Désormais elle savait que je l'avais reconnue. Et elle savait que je l'avais reconnue à travers la femme vêtue d'un manteau près de la reine de Saba sur la fresque d'Arezzo. Je vis qu'elle percevait tout cela et qu'elle me regardait tandis que je continais à la regarder. Le train filait toujours très vite, glissant presque, dans l'air *vif* et lumineux.

Traduit de l'italien par
BERNARD SIMEONE.

[*Mario Luzi, né à Castello* près de Florence en 1914, est considéré comme l'un des plus grands poètes italiens de notre époque. Il vit et travaille à Florence, où il enseignait encore récemment la littérature française à l'université. Son œuvre poétique comprend en particulier les recueils *Du fond des campagnes*, *Dans le magma* et *Sur d'invisibles fondements*, qui doivent paraître prochainement en France. On trouve une anthologie de Luzi en français aux éditions Obsidiane : *Vie fidèle à la vie*. Les deux textes ici traduits sont extraits du recueil de proses, *Trames*, paru en 1982 à Milan.]



Poésie

Abdelkebir Khatibi

« Océaniques »

Femme ! et comme sculptée par un rêve d'aigle

Je n'appelle je ne prie : Aimante Aimée d'elle seule reséduite
Approche au seuil de la nuit
Regarde ! L'Océan est si calme
Qu'il fait rêver en nous l'image de la terre.
Là, sur la plage
Les anges ne sont que noms d'oiseaux exotiques
Et le paradis une pure mosaïque de lauriers
Roses par ici blancs là-bas plus vifs que leur éclat.
Si ces trémières en élan
Dansent au gré d'un vent presque doux
C'est pour exciter entre le parfum et l'oreille
L'esprit de la musique
Oui, faire mûrir la rectitude des Formes.

Une nuit bleu azur
Hésite s'attarde en un songe fluide
Je ne sais qui du jour qui de la nuit
Tisse pour l'autre
Ces pensées en dentelles
Ces guirlandes d'algues sur la lagune
Ou *encor, plus loin, cette écume qu'on dirait, elle aussi,* musicienne
Construite sur plus d'une modulation marine.
J'imagine le silence du roc
Cette falaise s'envoler
Au-delà, bien au-delà de toute saison ailée :
Pourquoi ces images ?
Quelle mémoire de cristal provoque ce retour de l'Océan
Alors que j'ai oublié et de donner et de recevoir
Selon cet ancien rythme des bienséances ?
Entre la chose et le signe qui la traduit
Entra l'Océan et la fiction qu'il inspire.

La nuit magnétique

Sur la scène du Zénith, à La Villette, une nouvelle conception de l'espace théâtral.

LES grandes émotions architecturales se découvrent parfois là où on les attendait le moins. Ainsi cet hiver au spectacle de Johnny Hallyday, mis en scène par Hilton Mc Connico et superbement éclairé par Jacques Rouveyrollis et André Diot.

Chaque soir, durant plus de deux heures, à La Villette, le chapiteau du Zénith aura abrité une cathédrale de lumière insensée, une construction fictive et mouvante qui bouleverse notre conception des espaces intérieurs et, à force d'artifices, nous mène un peu plus loin dans le pays du rêve moderne, dans cette nuit magnétique, cet inconnu magique où nous font dériver les techniques contemporaines.

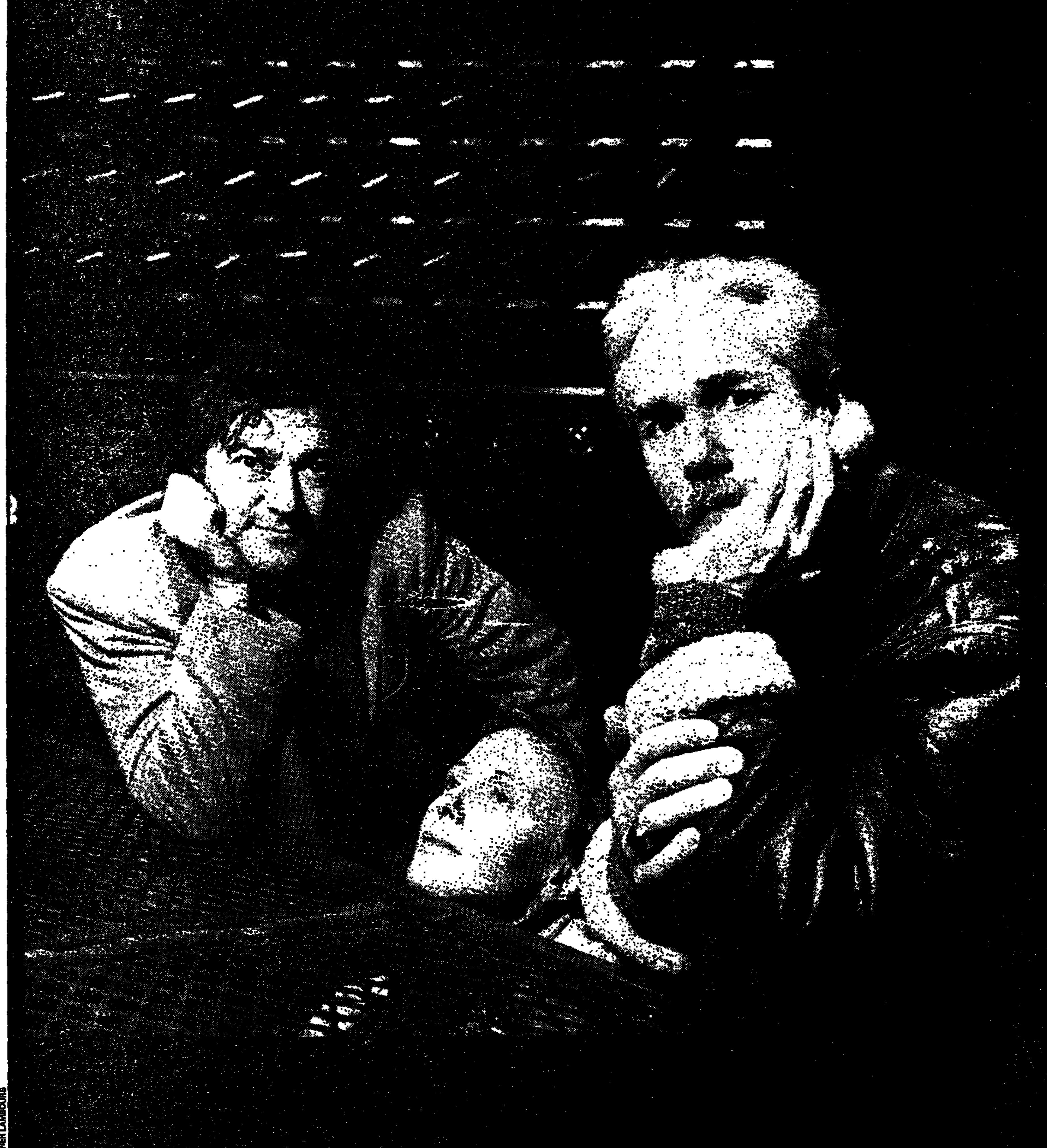
Le Zénith est opaque, battu par les pluies et les vents sur son fin fond de parking en périphérie de la ville. Objet nocturne insolite, sa peau de squale, élastique, rêche et grise, a des luisances mouillées. Ses formes pleines se tendent sur sa carcasse d'acier. Sitôt franchis les sas d'entrée, les parois de toile lacées comme des baskets, on pénètre dans un grand vide où flotte une brume sèche et impalpable, faite des fumées et des poussières de l'avant-veille encore suspendues sous les lampes.

Au-dessus de la salle s'étend un vaste plafond de poutrelles métalliques où s'aperçoivent de rares ponts lumineux dispersés dans la nuit des fers entrecroisés. On distingue quelques ventilateurs parmi les combles, une machinerie industrielle, les taches jaunes de probables moteurs. Des sortes de bras de grue pendent, structures d'inox lourdement chargées de leur fardeau d'appareils d'éclairage, au bout desquelles dépassent, minuscules, les deux jambes des serveurs des canons de poursuite.

Puis cette grande araignée se relève, des fragments du toit coulissent ou pivotent pour se mettre en place ; le mur du fond de scène se réarticule lentement et déplace ses rangs de projecteurs : quatre mille en tout, soit quinze semi-remorques bourrées de matériel, 30 tonnes d'équipements accrochés aux charpentes, un investissement financier d'environ 30 millions de francs (un peu plus que le coût du bâtiment lui-même), dont 6 millions pour les seuls éclairages.

Des lumières éclatent soudain, en faisceaux plats aux traits parallèles et bien distincts, grilles blondes, d'abord latérales, puis verticales, et d'autres obliques, comme des rangées de hallebardes serrées qui s'interpénètrent, se mettent à courir dans l'espace, s'entrechoquent tandis que de nouvelles encore, depuis le fond de la scène, se dressent, montent vers les hauteurs de la salle au-dessus du public, barrière impénétrable de feux antiaériens, pour heurter la charpente, révélant par endroits le bleu de la toile du chapiteau, et crépiter là-haut avec des effets de contraste, de positif-négatif aux allures d'orage qui silhouettent les poutres comme les éclairs qui envahissent le ciel de lueurs blanches y détachent les branches nues des arbres.

Les nouveaux projecteurs Varilight (ces pinceaux extrêmement mobiles qui, en une fraction de seconde, décomposent le spectre lumineux et changent de couleur à volonté) virevoltent, crachent en toutes directions dans un ballet parfaitement coordonné. Ils sont précis, durs ou nébuleux, et diffusent à foison des raies, des blocs, des halos colorés. La cabine de régie évoque le poste de pilotage d'un supersonique, plein de petites lampes qui s'allument et s'éteignent constamment suivant les directives des ordinateurs.



André Diot et Hilton Mc Connico (sur la photo) ont conçu avec Jacques Rouveyrollis, pour le spectacle de Johnny Hallyday, un véritable « light-show ».

L'espace scénique est recomposé par cette architecture irréelle, cette merveille d'illusion qui se déforme à chaque pulsation de la musique, enregistre ses saccades et palpite à son rythme. C'est parfois un réseau de barres, des jets pâles et verts comme des lances glacées, ou un canevas de trames colorées, une muraille virtuelle, un brouillard aux allures givrées, des touffes sauvages, ou des colonnes, régulières, organisant un temple aux vivants piliers ; ou bien des éclats cassants, des flashes, trois coups dirigés sur un guitariste pour accompagner trois accords de son instrument : *dzing, dzing, dzing,* ou des polychromies absolument gorgées de tons chauds, saturées, chromos féeriques, ou encore des atmosphères floues et *nimbées*.

Dans la salle, le public des fans se lève sur les sièges, allume ses briquets comme dans les anciens concerts pop et (à se brûler les doigts) affronte le déluge de lumière qui se répand sur scène par ces pauvres flammes, archaïques et tremblantes, telles des centaines de lucioles.

Le chanteur est d'un coup crucifié dans des rayons blancs venus de toutes parts : « *Quoi, ma gueule ? Qu'est-ce qu'elle a, ma gueule ?* » Chaud et froid : Johnny entame *Violence et violons*, et les verts répondent aux rouges, les jaunes aux violets. Des nègres de caricature envahissent les planches ; bien qu'on n'entende guère les paroles, il semble s'agir d'une histoire de forêt équatoriale : une cascade de lueurs d'eau dégringole sur le verre des centaines de projecteurs du mur du fond, en un ruissellement ininterrompu, extraordinairement fluide, qui s'oppose au martèlement sec du disco.

Voici un bal ringard, un matelot ivre avachi sur une table de bistro, un couple enlacé un peu dérisoire au milieu des dizaines de musiciens, chanteurs et gogo-girls frénétiques, une guirlande de lampions : une ambiance aux nuances diaphanes, rose et bleue, naît à contre-jour. « *Ne me quitte pas ! Ne me quitte pas !* » : un seul spot alors, et la vedette est épinglée en un point de cette scène de 80 mètres de largeur, étendue comme un écran de cinémascope. *Les Portes du pénitencier* : et d'inévitables barreaux de lumière blanche, implacable. Le symbolisme conventionnel et simpliste est magnifié par la nouveauté technique, les vibrations, le paroxysme de chaque instant.

Plus tard survient un tournoiement de manège, de grands aplats de couleurs se croisent comme les voiles des dériveurs au départ d'une régate, triangles levés en de clairs plaisirs graphiques. Pour le traditionnel solo de batterie final, un énorme canon lâche à contre-jour son flux épais et laiteux, un hérissement arrive de l'arrière, les traits de lumière se dressent comme les cheveux sur la tête ; puis, terrible Saint-Sébastien du rock, le musicien est criblé de jets multicolores comme d'autant de javelots ; un nuage dramatique du genre le plus théâtral enfume tout cela en apothéose.

Des tonnes et des tonnes de lumière architecturent ce spectacle, y déploient des plans successifs, créent des déchirures, des parois en coulisse, des biais et des inclinaisons. Les effets spatiaux et les effets colorés battent avec la musique, se répandent en nappes ou en aurores boréales, en faibles lueurs ou en pyramides de kilowatts, en peignes, en herses, pleins, déchiquetés ou stridents, avec parfois d'étranges crépuscules. Ou encore un bleu royal, dense, règne isolé dans un creux de la nuit.

Le mur du fond de scène est étonnant, bardé des milliers d'yeux ronds de ses lampes, retenant parfois toute sa puissance, comme à l'affût, distillant un moment un ton soutenu, pour mieux éclater ensuite en une fraction de seconde, d'un éclat éblouissant, et se mettre à tournoyer en folles farandoles.

Etonnante aussi est la beauté de ce *dispositif technique* lorsqu'il est éteint, par exemple à l'entracte, avec la ferraille du plafond, ce ciel de projecteurs serrés comme les coquillages sur une roche et présentant des reflets nacrés, lourdes grappes accrochées à une treille monstrueuse, sombres et menaçantes, tapies dans le noir avec quelques luisances de glace, énorme accumulation de matériel rangé comme une armée, force au repos d'où, tout à l'heure, *jaillira encore* la lumière déchaînée.

Quelque chose de mécanique, surhumain et inquiétant attend alors dans l'ombre des charpentes. Quelque chose d'on ne peut plus moderne et stupéfiant.

FRANÇOIS CHASLIN.

